

LE MONDE. *diplomatie*

CHEZ LES FOUS,
CENT ANS APRÈS
ALBERT LONDRES

PAR EMMANUEL VENET

Page 22.

Mensuel - 28 pages

N° 860 - 72^e année. Novembre 2025

APRÈS LES BANDES ET LA RADICALISATION

Narcotrafic, un ennemi commode

Sitôt nommé, le nouveau ministre de l'intérieur français, M. Laurent Nuñez, ancien préfet de police de Paris, a annoncé que la « guerre contre les narcotrafiquants » serait une de ses deux priorités. Ce thème suscite des discours de plus en plus affolés, sur fond d'analogies avec l'Amérique latine. La question de la demande croissante de drogues semble moins passionner que la chasse aux pourvoyeurs.

PAR LAURENT BONELLI *

« **N**ON seulement le crime est normal, mais il est facile de prouver qu'il a bien des utilités. » À l'heure où le « narcotrafic » semble être devenu l'un des principaux fléaux de la société française, cette formule de Karl Marx, tirée d'un texte rédigé au début des années 1860, mérite qu'on s'y attarde (1). Prenant le contrepied de la criminologie de l'époque, portée à percevoir la délinquance comme une pathologie (sociale ou mentale), l'auteur suggère en effet qu'elle serait consubstantielle à la vie collective. Une piste explorée plus systématiquement par Émile Durkheim : le sociologue montra que quelques années plus tard que le regroupement de certains actes ou comportements sous la catégorie de « crime » sert à fixer les frontières

morales d'une société, en séparant une majorité d'« honnêtes hommes » d'une minorité de « criminels » (2). Mais Marx a une intuition supplémentaire lorsqu'il s'interroge sur les « bénéfices secondaires » de cette criminalité, c'est-à-dire sur l'ensemble des activités (le droit, la littérature, la presse, la science, la technique) et des professions (policiers, avocats, assureurs, serruriers, etc.) qui prospèrent grâce à son existence. La liste qu'il dresse n'est pas exhaustive et on pourrait y inclure aujourd'hui la plupart des élites politiques et médiatiques, depuis qu'elles ont fait de la sécurité l'un de leurs thèmes de prédilection.

(Lire la suite pages 20 et 21.)

(1) Karl Marx, *Théories sur la plus-value*, Les Éditions sociales, Paris, 2024.

(2) Émile Durkheim, *Les Règles de la méthode sociologique*, Presses universitaires de France, Paris, 1996.

* Professeur de science politique à l'université Paris Nanterre.

DES FONCTIONS RÉGALIENNES CAPTURÉES PAR LE PRIVÉ

Le coup d'État de la tech autoritaire



MEHDI GHADYANLOO. – « New Sky » (Nouveau ciel), 2017

EN juillet dernier, dans les tréfonds de la machine bureaucratique du Pentagone, l'armée américaine a tranquillement sacrifié un pan essentiel de sa souveraineté sous couvert de rationalisation administrative. Agrégation de soixante-quinze contrats distincts, l'accord de 10 milliards de dollars signé avec

* Économiste de l'innovation et spécialiste des politiques numériques. Fondatrice de la plateforme d'information sur les entreprises de technologies autoritaires américaines authoritarian-stack.info, lancée le 31 octobre.

Une nouvelle puissance se cristallise à Washington. Plus pressée, plus idéologisée, plus privatisée que tous les complexes militaro-industriels antérieurs, la tech autoritaire ébranle les fondations de la démocratie comme jamais cela ne s'était vu depuis les débuts du numérique. La Silicon Valley ne se contente plus de produire des applis ; elle bâtit des empires.

PAR FRANCESCA BRIA *

Palantir Technologies est l'un des plus ébouriffants de l'histoire du département de la défense. La transaction entérine le transfert de fonctions militaires cruciales à une entreprise privée dont le fondateur, M. Peter

Thiel, déclare ouvertement que « *liberté et démocratie ne sont plus compatibles* » (1). Des décisions relatives à la détermination des cibles, aux mouvements de troupes et à l'analyse des renseignements seront ainsi de plus en plus fréquemment prises à l'aide d'algorithmes régis non par le commandement militaire mais par un conseil d'administration responsable devant ses actionnaires. L'armée n'achète pas ici un simple logiciel : elle cède son autonomie opérationnelle à une plate-forme dont elle ne pourra plus se passer.

Au-delà de Palantir, toute une coalition d'entreprises, d'investisseurs et d'idéologues réunis sous la bannière du « patriotisme » s'emploie à construire un système planétaire de contrôle techno-politique : la « stack autoritaire », par analogie avec la « stack technique », qui désigne l'ensemble des technologies utilisées pour construire une application. Ce système de contrôle est un empilement de plates-formes de serveurs distants, de modèles d'intelligence artificielle (IA), de rails de paiement, de réseaux de drones et de constellations de satellites. Là où l'autoritarisme tradition-

nel recourt à la mobilisation des masses et à la violence d'État, cette forme de pouvoir s'appuie sur l'infrastructure technologique et la coordination financière, rendant la résistance classique non seulement difficile, mais organiquement obsolète. On trouve aux commandes les figures les plus droitières de la Big Tech – MM. Thiel, Elon Musk, Marc Andreessen, David Sacks, Palmer Luckey et Alexander Karp –, dont les investissements servent un projet politique clair : redéfinir la souveraineté comme une classe d'actifs privés.

Cette capture des infrastructures critiques de l'État se manifeste dans cinq domaines stratégiques : les données personnelles, la monnaie, la défense, les communications par satellite et l'énergie.

Tout commence par la prise en main de l'architecture logicielle. Le contrat à 10 milliards conclu fin juillet confirme ce que les initiés savaient déjà : Palantir – cette société dont M. Stephen Miller, chef de cabinet adjoint de la Maison Blanche, détendrait pour quelque 250 000 dollars d'actions (2) – tient désormais lieu de système d'exploitation par défaut du gouvernement américain.

(Lire la suite page 11.)

(1) Peter Thiel, « The education of a libertarian », 13 avril 2009, www.cato-unbound.org

(2) Nick Schwellessbach, « Stephen Miller's financial stake in ICE contractor Palantir », Project on Government Oversight (POGO), 24 juin 2025, www.pogo.org

Il mérite le Nobel !

PAR BENOÎT BRÉVILLE

M. Barack Obama avait seulement soutenu timidement un coup d'État contre le président hondurien Manuel Zelaya quand il fut couronné en octobre 2009, peu après son arrivée à la Maison Blanche. Mais il n'a pas tardé à se mettre au niveau de ses prédécesseurs, en bombardant l'Afghanistan, l'Irak, la Libye et la Syrie ; en développant un programme d'exécutions extrajudiciaires – souvent sur la base de simples soupçons, loin de tout théâtre de guerre déclarée – au Yémen, au Pakistan, en Somalie.

M. Donald Trump pouvait donc légitimement nourrir quelques espoirs pour l'édition 2025. Lui aussi déploie ses troupes dans les Caraïbes. Lui aussi pratique le chantage à l'aide américaine, en menaçant l'Argentine d'asphyxie financière en cas de revers électoral de M. Javier Milei. Lui aussi multiplie les assassinats (de moins en moins ciblés au nom de la lutte contre le terrorisme – c'est ainsi qu'il justifie l'élimination en pleine mer de citoyens vénézuéliens, accusés sans preuve de trafic de drogue. Et lui aussi planifie des coups d'État contre les gouvernements récalcitrants, comme au Venezuela où il a autorisé la Central Intelligence Agency (CIA) à renverser le président Nicolás Maduro.

Tout cela n'a pas suffi. Le comité norvégien lui a préféré M^{me} Maria Corina Machado, une opposante vénézuélienne d'extrême droite qui appelle depuis vingt-cinq ans à une intervention étrangère contre son propre pays, et qui, sitôt récompensée, s'est empressée de féliciter M. Benyamin Netanyahu pour ses actions à Gaza. M. Trump a noyé sa déception en lançant une nouvelle croisade, contre la Colombie cette fois. Il peaufine son curriculum vitae pour la cuvée 2026.

Depuis cinquante ans, le comité Nobel rejette les candidatures de dissidents du monde occidental. MM. Julian Assange ou Edward Snowden, par exemple, ont œuvré à la paix autrement que M^{me} Machado. Mais ils présentent ce travers rédhibitoire : ils balaient devant leur porte – la nôtre.

THÉORICIEN de la « diplomatie du gourdin », le président Theodore Roosevelt considérait l'Amérique latine comme une « arrière-cour » où les États-Unis pouvaient intervenir à leur guise. À la moindre menace contre les intérêts américains, il envoyait ses marines – au Honduras, en République dominicaine, à Cuba. En 1903, Washington parraine un mouvement sécessionniste au Panama, alors province colombienne, afin de s'assurer le contrôle du futur canal. Trois ans plus tard, auréolé de sa médiation dans le conflit russo-japonais, Roosevelt reçoit le prix Nobel de la paix.

Chef d'état-major de l'armée américaine pendant la seconde guerre mondiale, le général George Marshall a approuvé les bombardements de Hiroshima et de Nagasaki. Devenu secrétaire d'État en 1947, il s'attelle à contenir l'influence soviétique. En Italie, il orchestre l'une des premières ingérences de la guerre froide : financement occulte de la Démocratie chrétienne, diffusion de fausses informations, mobilisation des vedettes italo-américaines (Franck Sinatra, Joe DiMaggio, Rocky Graziano...) et de la Mafia. À un mois du scrutin d'avril 1948, il avertit publiquement : si les communistes l'emportent, l'Italie sera exclue du plan de reconstruction européen – le fameux « plan Marshall ». En 1953, le général reçoit à son tour les honneurs d'Oslo.

Henry Kissinger, conseiller à la sécurité nationale de 1969 à 1975, était lui aussi un adepte de la déstabilisation. « *Je ne vois pas pourquoi nous resterions bras croisés lorsqu'un pays devient communiste à cause de l'irresponsabilité de son propre peuple* », estimait-il en juin 1970 à propos du Chili, où Salvador Allende menaçait de remporter l'élection présidentielle. Le dirigeant socialiste est néanmoins élu. Kissinger ne voit alors plus qu'une solution : le coup d'État militaire, « *mais en passant par des sources chiliennes et en adoptant une attitude discrète* ». Allende est renversé le 11 septembre 1973. Une dictature sanguinaire le remplace. Et Kissinger remporte le Nobel de la paix un mois plus tard, pour avoir signé un cessez-le-feu avec le Vietnam après avoir embrasé toute l'Indochine.

★ SOMMAIRE COMPLET EN PAGE 28

ÉDITION ABONNÉS
INTERDIT À LA VENTE



COURRIER DES LECTEURS

De Gaulle

S’il souscrit à la dénonciation de la récupération du gaullisme par des forces politiques qui n’ont rien à voir avec lui, M. Frédéric Gaugenot aurait souhaité que l’article « De Gaulle partout, gaullisme nulle part » (octobre) soit plus critique à l’égard du général :

Le « refus de la vassalisation » de de Gaulle ne concernait que celle que d’autres puissances auraient cherché à imposer : États-Unis, Royaume-Uni, URSS, etc. Il se gardait bien d’appliquer ce principe à la « Françafrique » dont il fut l’un des grands promoteurs. Cela sans oublier les multiples abus envers les populations des DOM-TOM comme les campagnes de stérilisation et d’avortement forcés à La Réunion... à quoi s’ajoutaient les enfants arrachés à leurs parents et déportés en métropole. Même sur l’indépendance vis-à-vis de Washington, de Gaulle consentait parfois des entorses, comme lors du soutien à l’administration américaine dans l’affaire des missiles de Cuba en 1962.

Jeunesse

L’article « Une jeunesse dupée par l’État » de Florence Ihaddadene (octobre) a inspiré les réflexions suivantes à M. Patrick Rion :

En élargissant la réflexion, on pourrait parler « de certaines populations dupées par l’État ». Et cela concernerait évidemment les classes moyennes, notamment infé-

rieures. Si, effectivement, l’État cherche à temporiser face au problème de l’entrée des jeunes dans la vie dite active, que penser des catégories plus âgées que l’on cherche à introduire dans un « nouveau » système d’emploi marqué par la précarité ? Car il va sans dire qu’un septuagénaire ne saura que rarement revendiquer un salaire décent pour son activité « prolongée ». Aussi, prolonger l’attente de l’entrée des jeunes dans le « marché de l’emploi » par la précarité et enchaîner les personnes âgées à la même précarité ne participent-ils pas tous deux au même résultat recherché – c’est-à-dire placer un ensemble de catégories populaires devenues « excédentaires » en dehors du système, toujours plus resserré, des gagnants-gagnants du libre marché ?

Israël-Palestine

Israéliens et Palestiniens peuvent-ils vivre ensemble comme le suggère, sous certaines conditions, l’article de Peter Beinart « Les hantises du colon » (octobre) ? Pour M. Vladimir Caller, il est important de ne pas négliger la dimension religieuse du conflit :

L’hypothèse d’une coexistence israélo-palestinienne semble un peu trop optimiste car, outre le degré de violence, permanent et très ancien, qui oppose ces communautés, il faut prendre en considération l’existence d’une confrontation entre deux messianismes religieux très présents dans des segments importants des deux populations. Messianismes fondés chacun sur le prin-

cipe de l’extermination de l’autre, comme le rappelle l’excellent article de Gideon Levy [*« Le consentement israélien au génocide » (octobre)*], lequel démontre combien cet état d’esprit, banalisé, touche même la société non « messianique » israélienne. De fait, une « bonne » cohabitation serait moins improbable entre les populations russophiles et russophobes en Ukraine qu’entre celles qui s’affrontent « entre le fleuve et la mer ».

Kurdes

Réagissant à l’article « En Turquie, l’ouverture kurde » de Jean Michel Morel (septembre), M. Ümit Doğan, doctorant en sciences politiques, souhaite rappeler le contexte autoritaire qui prévaut aujourd’hui en Turquie :

La « question kurde » ne peut être réduite à une simple stratégie électorale. Elle constitue un problème structurel, d’ordre économique, social et politique, qui dépasse de loin les calculs liés aux urnes. Certes, l’AKP [*le Parti de la justice et du développement*] et M. Recep Tayyip Erdoğan tentent d’instrumentaliser ce dossier, mais les Kurdes n’ont aucune concession à offrir. Depuis le référendum constitutionnel de 2017, qui a instauré un système présidentiel, le Parlement n’est plus qu’une chambre d’enregistrement. Depuis des années, étape par étape, le pays a glissé d’une autocratie électorale vers une autocratie à part entière. Dans ce cadre, la candidature de M. Erdoğan en 2028 ne dépendra ni du peuple ni des députés. En régime autoritaire, le consentement

n’est pas produit par des moyens démocratiques, mais par l’instrumentalisation des institutions, comme le montrent l’arrestation de M. Ekrem İmamoğlu, le maire d’Istanbul, et la détention de M. Selahattin Demirtaş, coprésident du Parti démocratique des peuples [*HDP*], de l’homme d’affaires et philanthrope Osman Kavala et de l’avocat Can Atalay. M. Erdoğan n’a donc nul besoin d’alliances électorales pour imposer sa volonté : il gouverne déjà selon le principe du « j’ai décidé, donc c’est fait ».

Allemagne

Alain Baillet, ancien syndicaliste (IG-Metall, Verdi) résidant à Berlin, rappelle que le modèle de partenariat social allemand évoqué dans l’article de Rachel Knaebel « Et pourtant les Allemands gagnent plus » (septembre) n’empêche pas l’existence d’une grande précarité chez les salariés de certains secteurs :

Il ne faudrait pas escamoter la période Hartz IV. Durant ces dernières décennies, l’« homme malade de l’Europe » a subi un traitement des plus sévères. Les gouvernements successifs ont déréglé féroce-ment le marché du travail, avec pour conséquence la multiplication des petits boulots et de la précarité. La réalité germanique, c’est aussi le fait que le smic n’existait pas jusqu’en 2015 ! Il reste à espérer une revalorisation dans le secteur des services à la personne, mais aussi dans la distribution, la gastronomie et tourisme.

Syndicats et numérique

Et si les droits des salariés passaient par une « dénumérisation » du monde professionnel ? C’est l’hypothèse avancée par M. Antoine H. après la lecture de l’article « Quand les syndicats affrontaient le numérique » (septembre) :

Ne serait-ce pas plutôt le renversement de la mondialisation capitaliste tout entière qu’il faudrait viser, pour oser espérer que les technologies numériques soient ce que l’on veut qu’elles soient ? Car, pour l’heure, les atteintes aux droits humains et sociaux ainsi qu’aux équilibres planétaires sont inhérentes à la mégamachine numérique, et cela sur toute une chaîne qui va des extractions minières aux rejets de déchets électroniques, dont peu sont recyclables. Le désastre est d’autant plus important que l’hégémonie culturelle actuelle empêche d’imaginer un monde sans ces nouvelles technologies. Et pourtant une « dénumérisation » est possible. Des personnes s’organisent pour comprendre et documenter ce désastre, puis le dénoncer. Elles luttent contre les déposessions et les isolements qu’engendrent les productions et les consommations numériques dans le monde du travail, de l’école et dans tant de pans de nos vies quotidiennes. Les syndicats gagneraient à s’allier à d’autres collectifs en lutte, dans et en dehors du monde du travail, pour penser l’organisation collective de la résistance face au totalitarisme numérique et la construction collective de la « dénumérisation » de nos existences.

Vous souhaitez réagir à l’un de nos articles :

Courrier des lecteurs,
1, av. Stephen-Pichon 75013 Paris
ou courrier@monde-diplomatique.fr

RECTIFICATIFS

– Contrairement à ce qui est indiqué dans l’article « Pour en finir avec le chantage à la dette », la Confédération générale du travail (CGT) ne s’est pas associée à l’appel à la stabilité lancé fin 2024 par le Mouvement des entreprises de France (Medef) et d’autres organisations syndicales.

– Dans l’article « Le Golfe à la recherche d’un protecteur », il est fait mention de deux milliards de barils de pétrole de réserves pour la péninsule arabique, alors qu’elles sont estimées autour de huit cents milliards.

SERVICES OSTENTATOIRES

The Economist (11 octobre) explique pourquoi les ultra-riches snobent l’art contemporain ou les logements haut de gamme.

Jusqu’à récemment, le prix du château-d’yquem, le meilleur vin au monde, ne cessait d’augmenter. À l’époque, tous les signes d’opulence prenaient de la valeur. (...) Mais en 2023 le prix des premiers crus de bordeaux a chuté de 20%. Aux États-Unis, le prix des jets privés et des bateaux a baissé de 6%. (...) Pourquoi cette chute des actifs ploutocratiques, alors que les super-riches ne connaissent aucune difficulté ? (...) La réponse se trouve chez Thorstein Veblen. D’après cet économiste du début du xx^e siècle, le luxe dépend de la rareté et de la rivalité. Un bien est vraiment luxueux parce qu’il est coûteux, mais aussi parce que la consommation d’une personne diminue la capacité des autres à l’obtenir. (...) Les ultra-riches d’aujourd’hui cherchent donc à acquérir des services plutôt que des biens. Nous avons élaboré un indice des services ultra-luxueux qui, des billets pour le Super Bowl aux repas trois étoiles Michelin, comprend toutes les expériences reconnues mondialement comme étant non seulement agréables, mais aussi les meilleures parmi les meilleures. Notre indice a augmenté de 90% depuis 2019.

NUIT CHÈRE

Trouver un hôtel avec des prix abordables à Madrid est de plus en plus difficile, relève le quotidien espagnol El País (12 octobre). La faute de la multiplication des palaces dans le centre de la capitale.

Entre la station de métro Ópera et la Puerta del Sol, il n’y a que 450 mètres. Ce tronçon compte 20 hôtels, la plupart conçus pour répondre aux attentes des touristes fortunés. La volonté d’attirer ces touristes a transformé Madrid, autrefois destination de congrès professionnels, en destination de vacances pour les riches. Selon l’Institut national de la statistique, la ville compte actuellement 810 hôtels en activité. Parmi eux, 40 sont considérés comme de luxe, selon le gouvernement régional de Madrid. Ce nombre devrait augmenter prochainement. Entre 2026 et 2028, 20 nouvelles ouvertures d’hôtel sont prévues, avec la perspective d’une nuitée à 1 000 euros. (...) La raison de cette évolution est un phénomène encore méconnu : l’arrivée de voyageurs en provenance de pays comme la Chine et l’Inde, sans oublier une clientèle américaine qui ne considérerait pas auparavant la capitale comme une destination de luxe.

RENVERSEMENT

Pour les 25 ans de la Coalition européenne pour la justice commerciale, Luciana Ghiotto pose la question qui embarrasse son mouvement : « Trump a-t-il volé notre programme ? Pourquoi lutter contre le libre-échange ne suffit plus ? » (Institut transnational, www.tni.org, 15 octobre).

M. Trump a récupéré les critiques que nous avons formulées pendant des décennies, mais il en transforme le diagnostic. Avec lui, le problème n’est plus l’exploitation de la main-d’œuvre ou la perte de la souveraineté populaire, mais le « vol » des emplois et ressources américains par les étrangers, en particulier par la Chine. Le résultat est dévastateur : le discours antimondialisation que nous avons utilisé est retourné comme une crêpe pour justifier davantage d’exploitation et non l’inverse, plus de pouvoir aux entreprises et non l’inverse. (...) Que pouvons-nous faire ? Retrouver notre radicalisme d’autrefois, mais comment ? M. Trump a mis en évidence notre enfermement dans un faux dilemme entre « libre-échange » et « protectionnisme ». Les deux fonctionnent selon la même logique systémique. Loin de rompre avec l’ordre néolibéral, M. Trump reconfigure les relations entre l’État, les entreprises et le marché mondial.

UN TRAIN VIRTUEL

M. Kirill Dmitriev, directeur du Fonds russe d’investissement, a proposé la création d’un tunnel ferroviaire de 112 kilomètres entre la Russie et les États-Unis, sous le détroit de Bérिंग. Un vieux rêve, selon Arctic Today (21 octobre).

Selon M. Dmitriev, le projet pourrait aboutir en moins de huit ans pour un coût de 8 milliards de dollars, financé par Moscou et des partenaires internationaux non identifiés (le nom de M. Elon Musk a tout de même été cité...). Présentée comme un symbole d’unité et d’opportunité pour l’Arctique, la proposition a néanmoins inspiré une réaction plutôt prudente (*« intéressant »*) au président américain, M. Donald Trump. Le président ukrainien, M. Volodymyr Zelensky, s’est quant à lui montré franchement circonspect. (...) Depuis cent vingt ans, la traversée du détroit de Bérिंग est moins un problème d’ingénierie qu’un problème structurel : les marchés, la gouvernance et la logistique ne concordent pas. Le prix réduit proposé par Dmitriev peut faire les gros titres, mais tant qu’au-delà du tunnel une telle ligne ne sera pas rentable et que la situation géopolitique ne se détendra pas, ce rêve risque de rester là où il a passé la majeure partie de sa vie : sur la planche à dessin.



↑ Scannez ce QR Code

Votre abonnement mensuel et sans engagement

FORMULE INTÉGRALE

8,80 € par mois

« Le Monde diplomatique » & « Manière de voir » en version papier
+ le Web
+ l’application
+ les archives

www.monde-diplomatique.fr/abojournal

Édité par la SA Le Monde diplomatique.
Actionnaires : Société éditrice du Monde, Association Gunter Holzmann, Les Amis du Monde diplomatique
1, avenue Stephen-Pichon, 75013 Paris
Tél. : 01-53-94-96-01
Courriel : secretaire@monde-diplomatique.fr
Site Internet : www.monde-diplomatique.fr

Directoire :
Benoît BRÉVILLE, président-directeur de la publication
Anne-Cécile ROBERT, directrice adjointe

Autres membres :
Vincent CARON, Élodie COURATIER, Pierre RIMBERT
Conseiller éditorial auprès du directeur de la publication : Serge HALIMI

Conseiller en finance et développement auprès du directeur : Bruno LOMBARD

Secrétaire générale : Anne CALLAIT-CHAVANEL

Directeur de la rédaction : Benoît BRÉVILLE
Rédacteur en chef : Akram BELKAÏD
Rédacteurs en chef adjoints : Evelyne PIEILLER, Grégory RZEPSKI

Cheffes d’édition :
Angélique MOUNIER-KUHN (*Manière de voir*),
Anne-Lise THOMASSON (*Le Monde diplomatique*)
Rédaction : Philippe DESCAMPS,
Renaud LAMBERT, Hélène RICHARD,
Pierre RIMBERT, Anne-Cécile ROBERT,
Christophe VENTURA

Cartographie : Cécile MARIN
Site Internet : Guillaume BAROU

Conception artistique :
Nina HLACER, Boris SEMÉNIAKO
(avec la collaboration
de Delphine LACROIX pour l’iconographie)

Archives et données numériques :
Suzy GAIDOZ, Maria IERARDI
Communication numérique :
Julie MAURY

Mise en pages et photogravure :
Jérôme GRILLIÈRE, Patrick PUECH-WILHEM
Correction : Pauline CHOPIN,
Xavier MONTHEARD

Directeur commercial et administratif : Vincent CARON
Directrice des relations sociales : Élodie COURATIER
Responsable du contrôle de gestion : Zaïa SAHALI
Administration : Sophie DURAND-NGÔ (9674),
Sylvia DUNCKEL (9621), Eleonora FALETTI (9601)
Courriel : prenom.nom@monde-diplomatique.fr

Fondateur : Hubert BEUVE-MÉRY.
Anciens directeurs : François HONTI, Claude JULIEN,
Ignacio RAMONET, Serge HALIMI

Publicité : Elisabeth CIALDELLA : elisabeth.cialdella@mpublicite.fr

Diffusion, mercatique : Maureen DECARPIGNY, Sophie GERBAUD, Sabine GUDE, Kevin JOLIVET, Adeline KRUG DONAT, Christiane MONTILLET, Martine PRÉVOT
Relations marchands de journaux (numéro vert) : 0805-050-147

Service relations abonnés
• Depuis la France : 03-21-13-04-32 (non surtaxé)
www.monde-diplomatique.fr
• Depuis l’étranger : (33) 3-21-13-04-32

Conditions générales de vente : www.monde-diplomatique.fr/cgv

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l’administration
© ADAGR, Paris, 2025,
pour les œuvres de ses adhérents

Prix au numéro : 5,90 €
Prix de l’abonnement annuel à l’édition imprimée : France métropolitaine : 65 €
Autres destinations : www.monde-diplomatique.fr/abo
Merci à nos acheteurs chez les marchands de journaux de nous signaler toute anomalie au 01-57-28-33-25

RÉÉCRITURE DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE

L'histoire chinoise à la moulinette



ZHANG HUAN. – «Night Raid» (Raid de nuit), 2008

© ZHANG HUAN - WWW.ZHANGHUAN.COM

En 1945, aucun Européen n'ignorait le rôle joué par l'Union soviétique dans la victoire sur les nazis. Un long travail d'oblitération de l'histoire conduit désormais une partie de la population à penser que les États-Unis ont, seuls, sauvé le Vieux Continent. Un même phénomène de réécriture des faits est désormais à l'œuvre au sujet des combats sur le théâtre asiatique.

PAR JULIA HAES ET KLAUS MÜHLHAHN *

À L'OCCASION de la célébration par Pékin du 80^e anniversaire de sa victoire contre le Japon, les médias occidentaux ont présenté ou relayé des analyses visant à minimiser le rôle du Parti communiste chinois (PCC) au cours de la seconde guerre mondiale. Les points de vue les plus radicaux suggèrent que la Chine n'a tout simplement joué aucun rôle dans le conflit. Le 4 septembre dernier, la haute représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, Mme Kaja Kallas, a partagé la surprise qui avait été la sienne en entendant un représentant russe parler de Moscou et de Pékin comme s'ils figuraient au nombre des vainqueurs de 1945 (lire l'article page 28).

Difficile toutefois de tenir une telle ligne sans mettre en péril sa crédibilité. Les combats du théâtre chinois ont été dévastateurs, au cours de ce qui a été le

plus long conflit subi par l'un des Alliés, puisqu'il a commencé en 1937 avec l'attaque du nord de la Chine par l'empire du Japon. Huit ans plus tard, 20 millions de Chinois étaient morts et jusqu'à 100 millions avaient été déplacés.

D'où une seconde lecture, développée par Pierre Haski sur France Inter le 3 septembre dernier. La Chine aurait bien combattu, a-t-il admis, mais « la plupart des historiens sérieux s'accordent sur le fait que les communistes ont ménagé leurs forces contre les Japonais pendant la guerre, laissant en avant l'armée nationaliste de Tchang Kaï-chek. (...) Pendant la seconde guerre mondiale, les communistes se préparaient en fait aux combats suivants : la guerre civile qui a suivi la capitulation japonaise, et qui s'est achevée par la victoire de Mao et la proclamation de la République populaire, le 1^{er} octobre 1949 ».

Front uni contre le Japon

UNE analyse qui rejoint celle formulée le lendemain par M. Steve Bannon, ancien conseiller du président américain Donald Trump. Évoquant le sommet de l'Organisation de coopération de Shanghai de 2025 devant la National Conservatism Conference, M. Bannon a expliqué que l'événement n'avait d'autre but que de « parer le PCC d'un vernis de

vainqueur de la seconde guerre mondiale, alors qu'il n'a pratiquement rien fait d'autre que combattre les nationalistes (...) car son plan a toujours été, une fois les combats avec les Japonais terminés, de prendre le pouvoir et de conquérir le pays (1) ». En général, ce type de récit s'appuie sur un fait : l'augmentation des effectifs des troupes communistes, passées d'environ 40 000 soldats en 1937 à plus de 900 000 en 1945. La réticence du parti à se battre lui aurait permis de croître en nombre. Mais si ce tableau présente l'avantage d'expliquer l'accession au pouvoir du PCC

par son opportunisme plutôt que par un quelconque soutien populaire, aucune preuve historique ne l'étaye.

C'est une Chine profondément divisée qui a mené la guerre sino-japonaise. Le Parti nationaliste (ou Kuomintang, KMT) avait accompli des progrès considérables dans la reconstruction du pays. Il était même sur le point de détruire son principal adversaire interne, le mouvement communiste, au moment du déclenchement des hostilités par Tokyo. Tout bascule alors. Au sein du gouvernement comme dans la population, les appels en faveur d'une large coalition nationale se font pressants. Tchang Kaï-chek refuse d'abord, estimant que le communisme représente une menace plus grande que le Japon. Ce n'est qu'après avoir été enlevé à Xi'an, en décembre 1936, par l'un de ses propres généraux qui voulait le contraindre à former une alliance, qu'il doit accepter la constitution d'un front uni.

Un pays unifié et déterminé, au moins sur le papier, entre alors en guerre pour défendre son territoire. Commence une longue et âpre lutte de résistance, qui exige d'immenses sacrifices. Les destructions généralisées réduisent à néant une grande partie des progrès économiques réalisés avant les combats. Pendant les premières années du conflit, la Chine reçoit très peu d'aide extérieure, hormis celle de l'Union soviétique, sous la forme de conseillers, d'argent, d'équipement et de munitions. Le Japon contrôle bientôt la quasi-totalité de la côte est : le gouvernement chinois doit fuir à Chongqing dès 1937. En 1939, lorsque le soutien de l'URSS faiblit (avant de cesser, à la suite du pacte Molotov-Ribbentrop), les perspectives sont sombres, la défaite semble proche. Pourtant, au grand dam du Japon, les Chinois résistent et stoppent sa progression.

Suggérer, comme le font Haski et M. Bannon, que le PCC a simplement laissé le KMT mener les combats revient à ignorer la dynamique de cette alliance et la division stratégique du travail qui en a résulté. Si le KMT, officiellement au pouvoir, mène effectivement l'effort de guerre conventionnel et pilote les batailles dans les grandes villes, comme Shanghai, Nankin ou Wuhan, où il est puissant, le PCC joue un rôle complémentaire, en particulier dans les vastes zones rurales du Nord où les armées traditionnelles ont du mal à opérer. La capacité du PCC à mobiliser les paysans pauvres – bien supérieure à celle du KMT – fait la différence. Les politiques communistes – réforme agraire, organisation de la base, etc. – permettent d'établir, puis d'étendre, des bastions à l'arrière des lignes japonaises. En 1940, la seule Huitième armée de route compte déjà 400 000 soldats, organisés en plusieurs divisions opérant sur de vastes territoires dans le nord de la Chine. En d'autres termes, le PCC ne se développe pas en refusant de se battre, mais en s'engageant activement dans des activités de résistance qui lui valent le soutien populaire.

Les zones contrôlées par le PCC constituent des centres administratifs et militaires opérationnels qui remplissent

plusieurs fonctions. Ils alimentent les communistes en informations quant aux mouvements de troupe japonais ; ils permettent de recruter et de former de nouveaux soldats ; et ils facilitent l'approvisionnement en ressources matérielles. Soit une épine dans le pied des Japonais, constamment contraints de détourner d'importants moyens pour contrer les campagnes de guérilla du PCC. La résistance derrière les lignes ennemies a retenu 600 000 soldats japonais (voire davantage) sur le territoire chinois, les empêchant ainsi de se déployer sur d'autres théâtres de guerre.

Les contributions militaires du PCC ne se limitent pas à des escarmouches ou à une forme de résistance passive. La Huitième armée et la Nouvelle Quatrième armée, les deux principales unités

PARALLÈLEMENT aux opérations de grande envergure, les tactiques de guérilla du PCC se révèlent très efficaces dans la lutte quotidienne contre l'occupation japonaise. Agissant en petites unités mobiles aptes à se fondre dans la population locale, les forces communistes sont capables de harceler les lignes de ravitaillement japonaises, de tendre des embuscades aux patrouilles et de perturber leur contrôle des campagnes. Cette pression constante force les Japonais à affecter un grand nombre de soldats à des tâches de garnison. L'efficacité des opérations de guérilla du PCC peut être mesurée en termes non seulement de succès tactiques immédiats, mais aussi d'impact stratégique sur les ressources et le moral des Japonais. Les forces impériales se sont trouvées dans l'incapacité d'établir un contrôle définitif sur les zones rurales, malgré leur supériorité militaire conventionnelle écrasante.

La guérilla menée par le PCC n'a donc pas constitué une intrigue secondaire dans le conflit sino-japonais : elle fait au contraire partie intégrante de l'effort de guerre global et joue un rôle crucial, dont l'importance stratégique n'apparaît clairement que lorsqu'on considère le contexte plus large de la seconde guerre mondiale : chaque division japonaise immobilisée en Chine était une division qui ne pouvait être mobilisée sur le théâtre du Pacifique contre les forces américaines ou au nord, le long de la frontière avec l'Union soviétique (en Mandchourie, sous contrôle japonais). Les tensions le long de cette frontière furent fortes, notamment après la conférence de Téhéran de 1943, où Joseph Staline promit d'entrer en guerre contre le Japon une fois l'Allemagne défaite. L'idée selon laquelle le PCC serait resté en retrait est une déformation de l'histoire motivée par des considérations politiques et idéologiques contemporaines. Si le KMT a sans aucun doute joué un rôle central dans l'effort de guerre conventionnel, les contributions du PCC ont été majeures.

Les combats alors menés par la Chine ont également montré le pouvoir du nationalisme, capable d'unir les étudiants, les

communistes, s'engagent dans un large éventail d'opérations militaires, allant du sabotage à des campagnes majeures impliquant des centaines de milliers de soldats. L'ampleur et la sophistication de ces opérations contredisent l'idée d'un PCC se contentant de préserver ses forces. Assurément, il existait des divisions au sein de la direction communiste quant à la question de savoir s'il fallait engager toutes les troupes dans le combat contre l'armée impériale japonaise. Mais de telles dissensions existaient également au sein du KMT : les uns comme les autres s'attendaient à ce qu'une guerre civile éclate une fois le Japon défait.

Néanmoins, le PCC décide de poursuivre l'effort. Et l'« offensive des cent régiments », lancée le 20 août 1940, est peut-être la démonstration la plus spectaculaire des capacités militaires du PCC comme de son engagement dans la lutte. Cette campagne massive et coordonnée, impliquant 105 régiments, plus de 400 000 soldats, sous le commandement du général Peng Dehuai, vise les lignes ferroviaires, les mines et les fortifications contrôlées par les Japonais dans le nord de la Chine. Conçue comme une opération de sabotage globale s'appliquant à perturber les réseaux de transport japonais et à affaiblir le contrôle de Tokyo sur les territoires occupés, la campagne remporte d'importants succès : elle contraint le Japon à reconstruire des centaines de kilomètres de voies ferrées, des ponts et des installations de communication. Bien que l'offensive ait été coûteuse pour le PCC, entraînant une intensification des représailles japonaises et la perte de certaines bases, elle démontre la capacité des stratégies du parti à mener simultanément une campagne militaire majeure dans plusieurs provinces.

Arrogance occidentale

soldats et le public au-delà des clivages politiques. Tchang Kaï-chek s'est imposé comme le leader national reconnu dans le conflit contre le Japon ; mais les communistes ont acquis une légitimité à long terme. Ils n'étaient plus considérés comme des « bandits », mais avaient gagné leur place au sein de la coalition patriotique. Le paysage politique chinois en fut bouleversé.

La persistance d'un discours selon lequel la Chine aurait « préservé » ses forces illustre l'inclination de l'Occident à réécrire l'histoire de la seconde guerre mondiale, et à ne voir le conflit qu'à travers un prisme qui minimise les contributions des Alliés non occidentaux. Le problème ne se réduit pas à un débat entre érudits. Cette disposition a des conséquences très concrètes dans le domaine des relations internationales contemporaines, où les récits historiques façonnent les perceptions de chacun.

La coalition qui a vaincu l'Allemagne nazie et le Japon impérial était hétérogène, les pays qui la composaient n'avaient guère plus en commun que de faire face aux mêmes ennemis. Toutes les parties en présence en Chine, alors l'une des régions les plus pauvres et les moins développées du monde, ont néanmoins supporté un fardeau disproportionné. Nier le rôle du PCC dans la guerre revient à contester l'engagement d'une partie appréciable du peuple chinois dans sa propre résistance et à perpétuer un discours de guerre froide.

À la fin de sa chronique sur France Inter, Haski cite Victor Louzon, historien critique de Pékin : « La maîtrise de l'interprétation de l'histoire a toujours été un enjeu fondamental pour le pouvoir chinois. » À l'évidence, la remarque vaut aussi pour d'autres pays, et d'autres pouvoirs.

(Traduit de l'anglais par Renaud Lambert.)

(1) Cité par Tim Hains dans « Bannon at National Conservatism Conference : China-Russia-Iran-North Korea alliance is a "flex" against U.S. », 8 septembre 2025, www.realclearpolitics.com

TOUTES LES ARCHIVES DU « DIPLO »
depuis 1954

- plus de 800 numéros du journal
- plus de 2 500 cartes
- plus de 50 000 documents accessibles en ligne grâce à un puissant moteur de recherche

www.monde-diplomatique.fr/archives / **ABONNEZ-VOUS**



MAURICE LEMOINE. – Paysan d’Intibucá, 2025

pays, analyse le vice-président du Congrès Hugo Noé Pino, *des candidats députés ont davantage de convictions et d'intérêts personnels que de loyauté à l'égard du parti.* » Avant le coup d'État, certains ont appartenu aux formations traditionnelles – essentiellement le Parti libéral (PL), de l'aile gauche duquel venait M. Zelaya, et que le *golpe* fractura. D'autres proviennent du PSH, fondé par un opportuniste dépourvu de boussole idéologique, M. Salvador Nasralla. Après des alliances épisodiques avec Libre, celui-ci est aujourd'hui... le candidat du PL à l'élection présidentielle. Pour tous ceux-là, le programme passe au second plan. Désavoués par M^{me} Castro, huit dissidents finissent par passer (ou retourner) au PL après avoir fait défection. Déjà sans contrôle sur la Cour suprême de justice, le ministère public et les trois quarts des mairies, Libre perd d'emblée le Congrès. La tâche n'en sera que plus compliquée.

Une jeune génération de ministres et de cadres issus de la résistance populaire se lance néanmoins dans une refondation « *socialiste et démocratique* » du pays. En quelques mois, les entreprises publiques d'énergie et de télécommunications sont récupérées, plus d'un million de familles vulnérables bénéficient d'une électricité subventionnée à 100 %, de la scolarisation gratuite et de repas scolaires pour leurs enfants. Bourses pour les étudiants, transferts financiers aux mères de famille et aux anciens. Suivent la mise en chantier de huit hôpitaux (construit à 45 % pour le plus avancé), de gros investissements en lignes électriques. Dans l'histoire du Honduras, jamais autant de routes n'ont été asphaltées, jamais autant de chemins de terre aux ornières boueuses n'ont été améliorés.

Faute de grandes entreprises, l'économie repose sur les *maquiladoras* (usines de sous-traitance) et l'agriculture. « *Un secteur sinistré* », rapporte le vice-ministre chargé de l'Institut national agraire (INA), M. Rafael Alegría. Débordé, cet ex-syndicaliste paysan, coordinateur de l'organisation altermondialiste Via Campesina puis dirigeant de la résistance populaire, nous a donné rendez-vous pour « *petit-déjeuner* », à 8 heures du matin, dans un « *fast-food* » proche de l'INA. « *Durant cette période de dictature*, détaille-t-il, *les gouvernements ont fermé la Banque nationale de développement agricole [BNDa, l'établissement le plus proche des producteurs], privatisé l'assistance technique, obligeant les coopératives et les agriculteurs à la payer ou à s'en passer, fermé les instituts de commercialisation.* » Beauté du capitalisme : le Honduras importe tout ce qu'il mange – *frijoles* (haricots rouges) d'Éthiopie et du Nicaragua, maïs des États-Unis, légumes verts du Guatemala... En revanche, des hectares et des hectares de palmiers à huile, de canne à sucre et de bananes enrichissent les latifundistes et alimentent l'exportation.

Vingt mille titres de propriété pour les paysans

La faiblesse de Libre au Congrès empêche toute réforme radicale. L'INA reçoit comme tâche prioritaire de régulariser et redistribuer les terres non exploitées. « *Comme, pour l'instant, on ne peut pas toucher les terres privées*, commente M. Alegría, *on tente de récupérer celles de l'État qui sont indûment occupées. Malheureusement, quand on arrive*

(1) « ¿Cómo Honduras “dejó de ser el país más violento del mundo”? », BBC News Mundo, Londres, 2 février 2016.

(2) « Encuesta permanente de hogares de propósitos múltiples (EPHPM) », Instituto Nacional de Estadística (INE), 19 novembre 2024, <https://ine.gob.hn>

Au pouvoir depuis 2022, M^{me} Xiomara Castro et ses ministres ont multiplié réformes sociales et mesures agraires, mais peinent à solder l'héritage de la période ouverte par le coup d'État de 2009. Pris entre les attentes populaires, la résistance de l'oligarchie et les manœuvres de Washington, ils se préparent à de nouvelles élections générales, le 30 novembre.

PAR NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL MAURICE LEMOINE *

Monsieur Manuel Zelaya – ex-président du Honduras. Renversé le 28 juin 2009, en pleine vague rose-rouge latino-américaine, par un coup d'État. En réaction à ce *golpe* est né le Front national de résistance populaire (FNRP), puis le parti de gauche Liberté et refondation (Libre). Lequel, après douze ans et sept mois de « narco-dictature » – c'est le terme employé ici –, est finalement arrivé au pouvoir le 27 janvier 2022, en la personne de M^{me} Xiomara Castro. L'épouse de M. Zelaya !

Coordinateur national de Libre, principal « conseiller » de la présidente, celui-ci reçoit dans le bâtiment de la *Casa presidencial*, à Tegucigalpa. Il est bientôt 23 heures. Dans une antichambre attendent des messieurs bien mis, des militants en bras de chemise, une députée au menton volontaire, un m'as-tu-vu aux cheveux artistement travaillés – costume noir, cravate jaune, souliers vernis. Pour les aider à patienter, un fonctionnaire distribue bouteilles d'eau et tasses de café.

Calé dans un fauteuil, M. Zelaya siège au milieu d'un vaste salon. Il expédie un importun en deux minutes, consulte son téléphone portable, se fait lire un document, échange avec la députée, revient à son téléphone, pose des questions à ses collaborateurs, peste au sujet d'une vidéo qu'il conviendra de modifier. Chaleureux, le tutoiement facile, il entame l'entretien sollicité : « *Libre a gagné la présidence, mais la démocratie dite libérale ne te permet pas d'avoir le pouvoir absolu. Les forces réactionnaires continuent à l'exercer à travers le Congrès, la Cour suprême, les banques, les transnationales, les Églises, l'entreprise privée...* » Quand il évoque les « *manœuvres des opposants* », M. Zelaya élève la voix : « *Ils vont tout tenter pour reprendre le pouvoir. Ils veulent même empêcher les élections du 30 novembre ! Mais, quel qu'en soit le prix, nous les organiserons.* » Minuit pile. Comme à son habitude, celui que ses partisans ont affectueusement surnommé « Mel » va continuer à travailler, jusqu'à 1 heure du matin.

Le Honduras revient de loin. À la manœuvre, après 2009, ce qu'on appelle ici l'« oligarchie » (ou les « dix familles »), les forces de sécurité,

les médias, Washington et, on le découvrira ultérieurement, des mafieux. Trois élections « sous contrôle » – 2009, 2013, 2017 – ont donné lieu à des fraudes avérées. Deux présidents néolibéraux issus du Parti national (PN) en ont émergé – M. Porfirio Lobo (2010-2014), M. Juan Orlando Hernández, dit « JOH » (2014-2022). En 2017, pour se faire réélire, ce dernier a violé la Constitution.

Concentration du pouvoir, militarisation, répression généralisée. Cour suprême, magistrats et procureurs s'étant laissés acheter, l'appareil judiciaire gît, en totale décomposition. « *Quand tout le système est corrompu*, analyse M^{me} Rixi Moncada, ministre de la défense jusqu'au 27 mai dernier et actuelle candidate de Libre à la présidence, *l'appareil sécuritaire s'effondre. Mafias et narcos en profitent, avec leur cortège d'assassinats, de crimes et de violences dans la rue.* » Le Honduras devient le pays le plus violent d'Amérique centrale (56,7 homicides pour 100 000 habitants en 2016, après un pic à 86,5 en 2011) (1). De près de 60 % en 2009, le taux de pauvreté bondit à 74 % en 2021 (54 % d'extrême pauvreté) (2). Des caravanes de migrants – 7 000 d'un coup en 2018 – s'élancent à pied pour un périple de 3 000 kilomètres sur les routes d'Amérique centrale et du Mexique, avec pour « rêve » ultime les États-Unis.

Durant ces années de plomb, la Maison Blanche, le Pentagone, le département d'État et la Drug Enforcement Administration (DEA), les « stups » américains) ont chouchouté les gouvernants honduriens. Murs de contention contre la gauche locale, ceux-ci favorisaient en outre les intérêts de Washington en matière économique et diplomatique. Pourtant, au terme de son mandat, l'ex-président Lobo, accusé de « *corruption significative* », se voit interdire l'entrée aux États-Unis ; le frère de « JOH », M. Tony Hernández, y est ensuite condamné à perpétuité pour narcotraffic ; lorsque la gauche triomphe au Honduras, « JOH » en personne, devenu inutile, est réclamé à son tour par la justice américaine, extradé, et condamné à quarante-cinq ans d'incarcération pour le même motif.

Gros mal de tête pour M. Joseph Biden, tout juste investi président en 2021. Avidé d'une revanche électorale, M. Donald Trump en faisait le responsable de la poussée migratoire, qui avait explosé à la suite de la pandémie de Covid-19. Pour stabiliser l'Amérique centrale et réduire les flux qui la fuyaient, il y fallait pour le moins des pouvoirs décents. Aux institutions honduriennes, amarrées au Parti national, Washington expliqua fermement les (nouvelles) règles du jeu : lors de la présidentielle de novembre, aucune fraude ne serait tolérée.

Dès lors, la logique démocratique est respectée. En brillant stratège, « Mel » a été capable de fédérer les divers foyers de résistance existant dans la société. De son côté, son épouse, M^{me} Castro, n'a jamais été une potiche. Responsable de l'important programme social Réseau solidaire, elle a, après le coup d'État, intégré le FNRP, bouffé des gaz lacrymogènes au coude à coude avec les foules, participé aux défilés. Appréciée des classes populaires, elle l'emporte largement.

« *Quand Xiomara s'est installée à la présidence*, raconte M^{me} Moncada avec un sourire ironique, *les médias, qui appartiennent tous à la classe dominante, étaient apocalyptiques. Elle n'était pas capable, elle ne saurait pas gérer l'économie, on allait instaurer une dictature et ils te sortaient Chávez, et Fidel, et le Nicaragua, et blabla et blabla...* » Le sourire s'évanouit : « *Aujourd'hui encore, leur travail de sape continue.* »

Dès le début du mandat de M^{me} Castro, Libre affronte un premier coup dur. Allié au Parti sauveur du Honduras (PSH), il est à quelques voix de la majorité au Congrès. Pour faire passer ses lois, il lui suffira de négocier une poignée de ralliements. Las, deux factions de son groupe parlementaire se disputent la présidence de l'Assemblée ! « *Comme dans d'autres*



MAURICE LEMOINE. – La ministre de l'agriculture Laura Suazo rencontre les riziculteurs à Jesús de Otoro (département d'Intibucá), 2025

* Journaliste.

à l'Institut de la propriété pour vérifier les titres sur lesquels on enquête, tout est vérolé... » Si l'on en croit les connaisseurs, il s'agit là de l'institution la plus corrompue du pays. « On fait le maximum, précise en grimaçant M. Alegria, mais il est difficile de revenir en si peu de temps sur l'héritage de la dictature, les vieilles structures et la manipulation des institutions. » Sous pression, l'INA se débat entre résistance de l'opposition et protestations de ceux qui attendent avec impatience l'accès à la terre. Néanmoins, M. Alegria veut rester positif : « On avance. On va terminer nos quatre années avec 20 000 titres individuels remis à des petits producteurs, à des femmes ou à des entreprises associatives paysannes. »

Jesús de Otoro, département d'Intibucá. Ministre de l'agriculture, M^{me} Laura Suazo sort du local de l'Association des producteurs de riz. « Ils n'arrêtent pas de se plaindre... » se plaint-elle en soupirant. Un sourire, elle tempère : « Être ministre, c'est recevoir toutes les doléances, y compris celles liées aux problèmes non résolus par les gouvernements antérieurs. On peut comprendre ces réactions. » Au-delà des récriminations, la ministre a été courtoisement reçue. Elle vient du peuple, bien qu'ayant été quinze ans universitaire. Qui plus est, son mari est agriculteur et éleveur. « Je vis les problèmes que vivent mes interlocuteurs, je n'ai pas besoin de faire d'efforts pour comprendre leurs difficultés. » D'emblée, elle a rappelé la tâche qui lui a été confiée : rétablir un dialogue plus « pragmatique » qu'« idéologique » avec tous les maillons du monde agricole, afin de relancer une production nationale sinistrée.

« Il faut renégocier le traité de libre commerce »

Certes respectueux, les riziculteurs n'ont pas mâché leurs mots. « Il faut que notre pays cesse d'importer 90 % de son riz, a grondé un grand gailard, M. Carlos Costa. On produisait 1 500 000 quintaux, on est descendus à même pas 500 000. Même déficit en maïs. Et en haricots. C'est lamentable. On a de bonnes terres, le capital humain, le désir, mais il semblerait que ça fait de la peine d'appuyer le campo [les "campagnes"]. » L'ennemi numéro un, désigné sans ambages par plusieurs participants : le traité de libre commerce (TLC) signé en 2005 avec les États-Unis. Dans de nombreux domaines, il a sapé l'activité des petits et moyens producteurs ; le riz, pour n'évoquer que lui, n'est pas assez compétitif pour concurrencer celui qui vient de là-bas. S'ajoute le réchauffement climatique, qui impliquerait d'investir dans des systèmes d'irrigation. Sachant, « señora, qu'il y a des fonds dans les banques mais qu'on n'y a pas accès. Ça nous limite pour l'achat d'équipements, on est asphyxiés ».

« Les banques privées vous prêtent à 18 % d'intérêt, a rappelé la ministre. Dans ce gouvernement, et pour la première fois, on vous prête à 2,5 %. C'est une différence abyssale. Investissez, on vous appuie. » Par ailleurs, les molineros – industriels dont un représentant assiste à la réunion et subit, impassible, les critiques sur la médiocrité des prix d'achat – ont désormais l'obligation d'acquiescer un quota de la production nationale pour avoir le droit d'importer.

Chaude lumière de l'après-midi. Vaste entrepôt en cours de construction. Nouvelles récriminations. La BNDA n'a pas procédé à un déblocage de fonds prévu de longue date. Entourée d'agriculteurs aux visages fermés, la ministre sort son téléphone portable. Elle se démène en direct, bouscule la bureaucratie. On l'entend clairement morigéner : « Faites activer le mouvement, nous jouons notre crédibilité ! » Elle rassure ceux qui l'entourent. Un peu plus tard, elle nous précisera : « Ce qu'on essaie, c'est de trouver des solutions, si possible rapidement. Sinon, on assure le suivi. »

Dans tout le pays, les techniciens du Programme national de développement agricole créent des écoles d'élevage ou de caféiculture, déploient une vaste gamme de plans destinés à atteindre la sécurité alimentaire tout en améliorant les revenus des paysans. Ici, à Chinacla (département de La Paz), on produit des tomates, du piment, des fèves, des haricots. Ces terres stériles, très arides, jadis abandonnées, accueillent aujourd'hui des serres à la technologie avancée. « Avant que le gouvernement finance ces structures, précise un "campesino", on ne produisait pas suffisamment pour fournir le marché. » Comme tous les quinze jours, l'ingénieur du ministère Nelson Gamero parcourt les installations pour apporter, si nécessaire, une aide technique : « On travaille avec des associations de producteurs qui existaient déjà, qui avaient pris des initiatives, qui ont un plan d'investissement, mais qui se trouvaient entravées par des difficultés : finances, technologie, incidence du climat, problèmes phytosanitaires, absence de marché... »

Au cœur de ce remue-ménage, qui met l'accent sur l'agroécologie, des femmes, des hommes, quantité de jeunes – les plus disposés à émigrer. « Depuis qu'on l'a développé, ce projet a évité beaucoup de départs », avance avec satisfaction une affable paysanne du nom d'Anna Rio.

Traditionnellement, le secteur rural était sous la coupe du PL et du PN. Les temps changent. On ne parle pas politique dans les campagnes, mais, sous une forme ou sous une autre, partout où nous passons, un constat revient : « C'est la première fois qu'un gouvernement s'occupe réellement de nous. » Reste que nul n'ignore l'ampleur de la tâche. Depuis 2021, plus de 25 000 hectares de terres productives ont été occupées par des paysans en colère. « Inquiétant et inopportun », juge la ministre Suazo. Historiquement plus proche des mouvements sociaux, M. Alegria nuance : « Il s'agit d'une situation conflictuelle, car certains ont beaucoup et d'autres n'ont rien. L'État doit intervenir et résoudre ce problème pour ceux qui n'ont pas de terres comme pour ceux qui en ont trop. » Dans un autre registre, il souligne : « Xiomara a dit : "Il faut renégocier le TLC avec les États-Unis." On n'y est pas encore parvenu. » Du Vieux Continent, vers lequel le Honduras exporte l'essentiel de son café et de son cacao, surgissent de nouvelles contraintes : l'Union européenne a approuvé en 2023 un règlement visant à garantir que les produits importés par ses pays membres ne contribuent pas à la déforestation. « L'agenda vert » est important, on doit le respecter, admet sans réticences M^{me} Suazo, mais nous



MAURICE LEMOINE. – Rixi Moncada, candidate de Libre à la présidence, 2025

avons besoin de temps pour nous adapter. » Faute de cadastre fiable (et de capacité satellitaire) permettant de prouver cette non-déforestation, les exigences de l'Union seront difficiles à satisfaire dans le court délai – janvier 2026 – unilatéralement imposé.

Autre front – il y en a tant. Depuis 2011, la gauche lutte contre le plus extravagant des délires ultralibéraux : les zones d'emploi et de développement économique (ZEDE). Ce combat n'est pas terminé. Lorsque le « prophète » libertarien américain Paul Romer en vendit l'idée au président Lobo et à M. Orlando Hernández, alors président du Congrès, on appelait ces zones « villes modèles ». Des enclaves urbaines ou rurales autogouvernées par les investisseurs, possédant leurs propres lois, leurs tribunaux, leur police, et au sein desquelles les droits sociaux n'auraient pas droit de cité. Des États dans l'État. Des endroits également idéaux pour le blanchiment d'argent sale ! Arrachée au forçeps par le pouvoir, une réforme de la Constitution permit l'approbation, en septembre 2013, de la loi autorisant la naissance des ZEDE (3).

En 2022, le Congrès a adopté une nouvelle loi donnant la possibilité de déroger aux dispositions de cette réforme. Planté devant un tableau mural strié de huit colonnes et d'une multitude de noms, le « commissaire présidentiel » aux ZEDE, M. Fernando García, chargé de leur fermeture, a eu besoin de près d'une heure pour nous résumer la complexité de la situation. Trente-cinq zones ont été identifiées. Trente ont pu, jusqu'à aujourd'hui, être plus ou moins « neutralisées ».

Trois, puissantes, donnent du fil à retordre à l'État – Próspera, dans l'île de Roatán (320 entreprises) ; Orquídea, à San Marcos de Colón (plus de 300 employés) ; Ciudad Morazán, à Choloma. La plus grande partie des entreprises ont été enregistrées dans l'État du Delaware, un paradis fiscal américain dont M. Biden a longtemps été sénateur. D'autres au Texas. « On ne sait pas qui est derrière, tout est blindé. Le nom des actionnaires n'apparaît dans aucun document. »

D'emblée, ces entités voraces se sont tournées vers le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (Cirdi) de la Banque mondiale et y attaquent l'État hondurien. « On a analysé les sentences arbitrales, précise M. García. Elles sont biaisées, jamais en faveur de la souveraineté des peuples, systématiquement en faveur de l'investissement privé... » En conséquence, l'État hondurien s'est retiré du Cirdi en août 2024. Mais son représentant se montre très prudent : « On doit trouver le juste milieu pour agir, sans que cela n'apparaisse comme une expropriation directe, parce que, en droit international, la légitimité d'une telle action n'est pas très bien définie. » Sans aucune justification technique, la seule Próspera réclame déjà... 10,7 milliards de dollars de compensation ! Sachant que, sur X, le 3 octobre 2022, l'ambassadrice des États-Unis, M^{me} Laura F. Dogu, a souligné le « droit » de Próspera à rester sur le territoire hondurien sous son statut privilégié.

« Ayant gagné les élections démocratiquement, développe le vice-ministre des affaires étrangères Gerardo Torres, on imaginait qu'il y aurait une certaine proximité avec les démocrates américains. Ça n'a pas été le cas. » Nommée au Honduras par l'administration Biden trois semaines avant la victoire prévisible de M^{me} Castro, M^{me} Dogu s'y est fait rapidement remarquer en « condamnant » la réforme des services de l'énergie, puis celle portant sur les investissements et l'emploi, promue par les députés de Libre au Congrès. Si « JOH », à la demande de Washington, a été extradé, Tegucigalpa sait que

a été très fort, diffusant l'idée que Libre est aussi corrompu que les partis politiques de la narcodictature qui l'ont précédé. » Et ce bien que le fameux traité d'extradition ait été depuis rétabli.

Le 28 juin 2009, les militaires avaient été les exécutants du coup d'État. En accédant à la présidence, M^{me} Castro est devenue leur commandante en chef. Elle a même nommé comme ministre de la défense une autre militante, actuelle candidate de Libre à la présidence, M^{me} Moncada. « Dans l'armée et dans la police, la génération du coup d'État n'a plus le pouvoir, veut croire M. Zelaya. Les chefs actuels sont loyaux. » Forte de son expérience, M^{me} Moncada va dans le même sens : « Les soldats et officiers sont conscients du dommage qu'a occasionné pour l'institution sa participation directe à ce crime. D'une certaine manière, ils demandent pardon à la société et à l'État. Ce pas important a permis d'établir une relation de travail ajustée aux normes et à la Constitution. » En lien avec l'état-major, la mission pour elle était claire : lutte contre le narcotrafic, le crime organisé et le blanchiment d'argent, appui au ministère de la sécurité et, « facteur important, protection des ressources naturelles et de l'environnement à travers la création de "bataillons verts" ».

Plus facile à dire qu'à faire ! Depuis décembre 2022, sept des dix-huit départements du pays vont d'état d'exception en état d'exception. Il s'agit, à chaque fois, de lutter contre l'insécurité. Mais l'envoi en première ligne de la police militaire d'ordre public (PMOP), sorte de garde prétorienne créée par et pour « JOH », est fortement critiqué. Mis en cause, Libre et M^{me} Castro s'abritent derrière les chiffres : le taux d'homicides – trente-quatre pour cent mille habitants en 2023 – a été réduit de neuf points en 2024. Non sans conséquences : bousculés dans leurs territoires traditionnels par les forces de sécurité, crime organisé et narcotrafic se déplacent vers des zones jusque-là tranquilles – ce que les spécialistes appellent l'« effet cucaracha ». Toutefois, note M^{me} Bertha Oliva, historique coordinatrice du Comité des familles de détenus et disparus du Honduras, « la répression des manifestations n'existe plus. Il y a eu toutes sortes de mouvements, la présidente laisse les gens protester. C'était féroce auparavant ».

L'opposition fait feu de tout bois

Vraiment trop beau ? Peut-être. Poursuivi pour sa responsabilité dans le coup d'État de 2009 et l'assassinat de protestataires, l'ex-commandant en chef des Forces armées (FF.AA.) Romeo Vásquez Velásquez a pris le maquis en mars 2025. Depuis un lieu inconnu, il bombarde l'opinion publique de vidéos dans lesquelles il se pose en victime, accuse Libre de tous les maux et appelle à « sauver le Honduras ». M^{me} Oliva s'en inquiète, se faisant le reflet d'une opinion assez largement partagée : « Ce fuyard représente un danger. S'il est dans le pays, depuis tant de temps sans qu'on puisse le localiser, c'est qu'il a des alliances avec des gens qui savent gérer la clandestinité, des militaires à la retraite ou d'active qui doivent l'informer... » De fait, le 1^{er} juillet, un groupe d'officiers à la retraite regroupés au sein de l'association Défenseurs du Honduras demandait la destitution du général Hernández, en raison de la « dangereuse subordination des FF.AA. » au pouvoir de M^{me} Castro.

Face au « socialisme démocratique et pacifique » dont se réclame M^{me} Moncada, l'opposition fait feu de tout bois. Proche de Libre, membre du Conseil national électoral, M. Marlon Ochoa a dénoncé la manœuvre de M^{mes} Cossette López, sa présidente, et Ana Paola Hall, liées respectivement au PN et au PL, visant à introduire une intervention humaine dans le système informatique de transmission des résultats préliminaires (TREP) avant que celui-ci divulgue les chiffres sortis des urnes. C'est une telle présence (illégal au regard des articles 266 et 278 de la loi électorale) qui, en 2013 et 2017, a permis la manipulation des résultats. La manœuvre ayant cette fois échoué, les très conservatrices hiérarchies catholique et évangélique se sont unies pour jeter dans la rue, entre calicots bibliques et mots d'ordre conservateurs, le 16 août, la foule de leurs pratiquants. Du département d'État américain fusent les accusations d'« autoritarisme » et de complicité avec... la « narcodictature vénézuélienne ».

Verdict le 30 novembre prochain.

MAURICE LEMOINE.

(3) Lire Guillaume Beaulande, « Honduras : Le paradis néolibéral des "villes modèles" ne verra pas le jour », *Le Monde diplomatique*, novembre 2012.

(4) Pistoleros, c'est-à-dire des « flingueurs », des mercenaires ; gatilleros, des hommes à la « gâchette facile » ; et sicarios, des sicaires, des tueurs à gages.

TRIOMPHE D’UN IMAGINAIRE ENTREPRENEURIAL

Pourquoi la droite revient en Bolivie

La gauche, fracturée et absente du second tour de l’élection présidentielle, quitte le pouvoir après vingt ans de domination. Derrière la victoire du candidat Rodrigo Paz, face à son concurrent Jorge « Tuto » Quiroga, une stratégie : le « capitalisme pour tous ». Et une profonde mutation sociologique et culturelle, profitable aux représentants du libéralisme.

PAR MAËLLE MARIETTE
ET FRANCK POUPEAU *

À PRÈS de 4 000 mètres d’altitude, la place centrale du Barrio Solidaridad, au nord d’El Alto, s’anime à peine en ce lendemain du premier tour de l’élection présidentielle du 17 août 2025. Quelques passants traversent l’esplanade poussiéreuse, longeant les kiosques de nourriture et les deux échoppes de produits ménagers, que des parasols décolorés protègent tant bien que mal du soleil brutal de l’Altiplano.

Assise derrière son étal de détergents, Doña Maxima, le bonnet de laine vissé sur la tête, nous confie que pour la première fois depuis 2006 elle n’a pas voté pour le Mouvement vers le socialisme (MAS). Le parti qui avait incarné la dignité retrouvée des peuples andins lui semble aujourd’hui bien éloigné de son quotidien. Elle se souvient pourtant de son installation à la fin des années 1990 dans un quartier sans eau, sans route, sans électricité. Elle se remémore aussi ce que le MAS lui a offert : la sortie de la misère, l’université pour ses enfants et le droit de franchir les portes des institutions vêtue de sa *pollera*, sans être reléguée au rang d’« *india de mierda* ».

Mais ces conquêtes, aujourd’hui, semblent lointaines. Sa préoccupation principale est désormais son petit commerce. Chaque semaine, elle prend le minibus pour le quartier de La Ceja, ce carrefour grouillant où affluent les marchandises de contrebande venues du Chili. Elle y achète des produits de nettoyage qu’elle revend ensuite, avec une marge dérisoire, dans son échoppe. Les assemblées de quartier, les réunions de l’école auxquelles elle participait jadis sont passées au second plan.

« *Tout est trop cher, tout a trop augmenté* », soupire-t-elle. La plainte, banale en apparence, traduit l’ampleur d’une crise

que la Bolivie n’avait plus connue depuis les années 1980. L’inflation, nourrie par la raréfaction des devises en dollars et les difficultés d’importation, s’emballe : les prix des biens essentiels s’envolent. Depuis le début de 2025, la hausse générale dépasse, selon le FMI, 15 % (et près de 25 % pour les produits alimentaires), tandis que les pénuries de carburant paralysent l’agro-industrie orientale et, plus encore, les économies populaires. Celles-ci, dépendantes de la circulation des marchandises, demeurent pourtant la colonne vertébrale d’une économie nationale déjà vacillante.

Plus qu’un simple phénomène conjoncturel, cette flambée des prix illustrerait l’épuisement du « socialisme extractiviste », fondé sur la nationalisation des ressources naturelles. Si ce modèle a permis une redistribution sans précédent, ainsi que la construction d’infrastructures longtemps déficientes – routes, écoles, hôpitaux –, il aurait, entend-on souvent, reposé essentiellement sur le soutien à la consommation – sans véritable transformation de la matrice productive, demeurée centrée sur l’exportation du gaz ; dès lors, il n’aurait été viable que tant que la rente des hydrocarbures assurait l’accumulation de devises nécessaire au soutien d’un taux de change fixe avec le dollar. Mais cette présentation est biaisée : les bonnes performances économiques reposaient bien sur la construction d’un État destiné à rompre avec la dépendance aux exportations de matières premières, à impulser une industrialisation nationale des ressources et à consolider le marché intérieur.

« Nous sommes restés bloqués en 2005 »

LA stabilité monétaire a fini par s’éroder à partir de la fin des années 2010 sous l’effet de deux tendances combinées : l’effondrement des exportations de gaz vers l’Argentine et le Brésil – qui absorbaient 80 % des ventes boliviennes avant de découvrir leurs propres gisements – et la gestion désastreuse de la pandémie par le gouvernement de droite issu du coup d’État de 2019 (1). Tout en démantelant les entreprises publiques et en sabordant les politiques sociales, ce pouvoir autoritaire a de fait abandonné la population à elle-même au plus fort de la crise sanitaire, précipitant l’économie dans le chaos.

L’accession de M. Luis Arce à la présidence en 2020 n’a pas suffi à enrayer la spirale. Industrialisation accélérée mais coûteuse et peu rentable à court terme dans le domaine des énergies de transition, alourdissement de la pression fiscale, diminution des soutiens aux ménages et aux petites entreprises : les orientations budgétaires du gouvernement ont accentué la rupture entre l’État et sa base populaire. À cela se sont ajoutées les querelles internes au MAS entre le camp de M. Arce et celui de l’ancien président Evo Morales (2006-2019), qui ont terni l’image de l’État progressiste au moment même où la crise s’aggravait.

Dans ce contexte, la défiance envers l’État n’a cessé de s’accroître. Mais elle n’aurait sans doute pas pris une telle

ampleur – ni ouvert la voie à un basculement électoral vers la droite – sans la diffusion progressive d’un imaginaire entrepreneurial, qui a profondément redéfini les horizons de la citoyenneté bolivienne. Antérieures à la crise actuelle, ces représentations façonnent désormais les manières dont une partie croissante de la population envisage les réponses légitimes aux impasses économiques et politiques du pays.

« *Nous sommes restés bloqués à 2005* », déplore l’ancien vice-président Alvaro García Linera, qui a gouverné le pays aux côtés de M. Morales, lorsque nous l’interrogeons au lendemain du premier tour de la dernière élection présidentielle, où pour la première fois depuis vingt ans deux candidats de droite sont arrivés en tête. « *Nous n’avons pas compris*, confesse-t-il, *que ces gens que nous avons sorti de la grande pauvreté avaient de nouvelles aspirations et ne voulaient plus qu’on leur parle comme à des pauvres, mais comme à des gens capables de participer à l’économie et d’avoir des activités productives.* »

Pour nombre de commentateurs, l’émergence d’une nouvelle classe moyenne favorisée par les politiques de redistribution conduites par M. Morales expliquerait qu’une large partie de l’électorat du MAS se soit tournée vers des candidats de droite. Mais « *le peuple n’a-t-il pas le*

droit de consommer ? D’avoir une télévision, une voiture, un smartphone ? Voulons-nous une population d’ascètes ? », interroge M. García Linera. « *Ce serait une nouvelle forme de paternalisme...* » Quand, dans les faits comme dans les têtes, le bien-être est largement indexé sur le pouvoir d’achat, comment blâmer celles et ceux qui sont récemment sortis de la pauvreté d’effectuer cette association ?

Elle se comprend d’autant plus aisément que l’essor d’une vaste classe moyenne n’est pas la seule transformation majeure qu’a connue la Bolivie au cours des vingt dernières années. Jamais l’État n’avait occupé une place aussi centrale dans l’économie – nationalisation des ressources, réhabilitation du secteur public, lutte contre la pauvreté – que sous les gouvernements de M. Morales, mais, paradoxalement, cette intervention a favorisé l’expansion du marché. Avec lui, de nouvelles valeurs – effort individuel, enrichissement personnel – se diffusent. Elles viennent heurter de plein fouet la conception de la citoyenneté bolivienne portée par l’État plurinational, qui se définit en termes d’émancipation, de droits des peuples originaires et de développement collectif.



© ADDA DONATO - @ADDADONATO

ADDA DONATO. – « Mirándonos » (En nous regardant), 2025

La nouvelle hégémonie culturelle du marché se nourrit d’un terreau ancien, l’informalité, qui concernait déjà 70 % des travailleurs à la fin des années 2000 et atteint aujourd’hui 84 % (2). Son poids dans l’économie s’incarne notamment dans le dynamisme des *cholos*, ces populations indigènes urbanisées tournées vers le commerce, dont le succès florissant – aux frontières de la légalité fiscale – a été toléré par le MAS, qui voyait en eux un moteur électoral et un levier de consommation intérieure. Par ailleurs, en contraignant de nombreux Boliviens à la « débrouille », la pandémie de Covid-19 a renforcé l’idée que l’État n’apportait pas de solutions et qu’il convenait de le contourner.

Enfin le développement d’Internet, facilité par la nationalisation en 2008 de la principale compagnie de télécommunications

du pays (Entel), a contribué à diffuser une culture de la réussite individuelle au sein de secteurs de la population auxquels elle restait jusque-là étrangère. Les jeunes, nombreux – les 18-35 ans représentent plus de 43 % des inscrits sur le registre électoral en 2024 (3) –, n’ont pas connu les discriminations et la misère d’avant M. Morales. Chez eux s’impose désormais la conviction que l’autoentrepreneuriat est la voie naturelle de l’ascension sociale.

Ce glissement résulte également d’un profond décalage. En multipliant les établissements scolaires et universitaires, le MAS a offert à une large part de la jeunesse un accès inédit aux études secondaires et supérieures – les effectifs de diplômés de

l’enseignement public ont plus que doublé entre 2008 et 2022 (4). Mais le nombre d’emplois qualifiés n’a pas suivi, et reste trop faible. Depuis la pandémie, près de quatre diplômés sur dix ont ainsi abandonné leur spécialité pour se tourner vers d’autres activités, souvent informelles (5). Dans un pays où les postes d’ingénieurs ou de techniciens qualifiés demeurent peu nombreux, et où les filières de commerce, de marketing ou de communication offrent peu de débouchés salariés, l’horizon professionnel se déplace vers la micro-entreprise. Les réseaux sociaux, TikTok en tête, regorgent de tutoriels soulignant combien il est facile d’ouvrir un snack de pollo broaster ou de lancer une activité d’import-export de produits chinois adaptés à la demande locale.

Recomposition électorale

CERTES, la quête du profit et l’évitement de l’impôt ne constituent pas une nouveauté en Bolivie. Mais, selon le sociologue Claude Le Gouill, « *leur intensité, jusque dans les zones rurales, est inédite* ». Dans la région minière de Potosí, il observe ainsi l’essor de logiques très indi-

l’État », affirme-t-il – et avec le néolibéralisme élitiste de la droite traditionnelle. Comme nous l’explique le sociologue Pablo Mamani, ce discours correspond aux attentes des entrepreneurs de l’économie populaire. M. Paz se positionne du reste comme une sorte d’outsider, malgré deux décennies de carrière politique. Il entend diviser le champ politique entre l’élite et le peuple : « *Il y a une Bolivie qui n’est pas prise en compte.* » Sa percée, particulièrement nette dans les anciens bastions du MAS (notamment les villes de l’Altiplano), s’explique aussi par le discours populiste de son colistier Edman Lara, ancien capitaine de police devenu une figure publique après avoir dénoncé sur Internet la corruption de l’institution et les entraves – taxes, droits de douane, etc. – qu’il rencontre en tant qu’entrepreneur.

Les réseaux sociaux ont donné au duo une aura de proximité et d’authenticité. Ils ont servi de caisse de résonance à leur récit antiestablishment, capable d’attirer d’anciens électeurs du MAS sans les faire basculer vers la droite traditionnelle la plus dure, toujours fortement implantée dans les régions orientales du pays et représentée par M. Jorge « Tuto » Quiroga, d’Alliance Libre, arrivé derrière M. Paz au premier tour de scrutin, avec 26,7 % des voix. Vice-président de l’ancien dictateur Hugo Banzer (1971-1978) lorsque ce dernier revint au pouvoir par la voie légale en 1997, puis président par intérim de 2001 à 2002, M. Quiroga a joué un rôle décisif dans le coup d’État de 2019. Il incarne le retour des vieilles recettes néolibérales des années 1990.

La recomposition électorale en cours dans le pays s’inscrit dans une tendance plus générale, à l’échelle du sous-continent. Le reflux du cycle progressiste, amorcé il y a une décennie, ouvre aujourd’hui la voie à l’essor de droites populistes qui, tout en parlant au nom des catégories populaires, réintroduisent sous des formes renouvelées les dogmes du libéralisme économique et la logique d’alignement sur Washington. Les deux finalistes se sont rendus chacun de leur côté aux États-Unis durant la campagne pour négocier des prêts et s’assurer du soutien de l’administration de M. Donald Trump. Au second tour, M. Paz l’a emporté avec 54,7 % des suffrages. Sans surprise, le département d’État a aussitôt salué sa victoire, synonyme de retour des intérêts américains dans la région : « *Nous espérons collaborer avec le président élu, Rodrigo Paz, pour restaurer la stabilité économique, stimuler la croissance du secteur privé et renforcer la sécurité* » (X, 20 octobre 2025). Nul doute que le nouveau président saura saisir cette main tendue...

(1) Lire Renaud Lambert, « En Bolivie, un coup d’État trop facile », *Le Monde diplomatique*, décembre 2019.

(2) Ilostat data explorer, Organisation internationale du travail (OIT), 15 octobre 2025, <https://rshiny.ilo.org>

(3) « Personas entre 18 y 35 años representan el 43,46 % del padrón para las elecciones judiciales », Agencia boliviana de información (ABI), 5 novembre 2024, www.abi.bo

(4) Selon les données de l’Instituto Nacional de Estadística (INE), www.ine.gob.bo

(5) Luis Fernando Romero Torrejón, « Bolivia, baja desocupación, pero alta informalidad », 18 juillet 2024, www.noticiasfides.com

CONCOURS ÉTUDIANTS 2025

Gagaouzie, l'autre Moldavie

Orthodoxe et russophile, la petite province autonome moldave a le regard tourné vers l'est. Moscou voit en elle un avant-poste précieux sur le front occidental, et tâche d'y consolider son emprise. Mais d'autres puissances s'intéressent aussi à cette région carrefour, habituée aux influences impériales.

PAR HUGO LAULAN *

L'AMBIANCE est paisible dans les rues de Comrat, capitale de la Gagaouzie. Les drapeaux de cette unité territoriale autonome au sein de la Moldavie flottent au-dessus de chaque bâtiment de l'artère principale, la rue Lénine. Sur la place centrale, une statue du même Lénine se dresse devant le parlement régional, l'Assemblée populaire de Gagaouzie. En milieu d'après-midi, il n'est pas rare d'entendre les enfants de l'école entonner le *Tarafim*, hymne à la gloire du territoire, tandis qu'en début de soirée, les habitants se réunissent et déambulent par petits groupes dans les allées de la ville.

Pourtant, la Gagaouzie est sous tension. Quelques semaines auparavant, le 25 mars 2025, M^{me} Evghenia Guțul, la gouverneure de la province autonome (localement appelée «bachkan»), a été interpellée par les autorités anticorruption moldaves à l'aéroport de Chișinău, alors qu'elle s'apprêtait à décoller pour Istanbul. On lui reproche ses liens avec l'oligarque israélo-moldave et prorusse Ilan Șor, fondateur du parti politique qui porte son nom, auquel appartenait M^{me} Guțul jusqu'à son interdiction par la Cour constitutionnelle en juin 2023.

L'arrestation a provoqué de nombreuses manifestations aux quatre coins de la province. À Comrat, des centaines de personnes se sont réunies pour demander sa libération. La responsable locale a même fait appel à M. Vladimir Poutine en personne pour lui venir en aide. M. Dmitri Peskov, le porte-parole du Kremlin, a appelé les autorités à «renoncer à ce type de méthodes et à accorder la liberté d'action à toutes les forces politiques du pays (1)». D'abord incarcérée dans une des prisons les plus vétustes du pays, M^{me} Guțul a ensuite été assignée à résidence, avant d'être condamnée à sept années de prison le 5 août 2025.

La Gagaouzie est, depuis la chute de l'URSS, une région stratégique, marchepied de l'influence russe en Europe. Situé dans le sud de la Moldavie, coïncé entre l'Ukraine et la Roumanie, ce territoire de 1800 kilomètres carrés est habité par 130000 Gagaouzes, un peuple de langue turcique et de confession chrétienne orthodoxe. Originaires de la Dobrogée, une région historique partagée aujourd'hui entre la Bulgarie et la Roumanie, les Gagaouzes se sont installés dans le Boudjak – région frontière parfois appelée Bessarabie du Sud – vers la fin du XIX^e siècle, à la suite d'un échange de populations entre les Empires russe et ottoman. Les Gagaouzes, orthodoxes, sont «invités» à coloniser les terres du Boudjak, annexé par l'Empire russe en 1812. Les Tatars et les Turcs de cette région, de confession musulmane, font le chemin inverse et rejoignent la Dobrogée restée ottomane.

Influencée par les peuples balkaniques, les cultures slave et moldave, la Gagaouzie est le produit d'une «symbiose culturelle dans un carrefour historique», selon M^{me} Stefanida Stamova, directrice du musée de Ceadir-Lunga, deuxième ville et capitale culturelle de la région, avec 16000 habitants. «Les

gens ont toujours traversé notre territoire vers l'ouest et vers l'est, nous avons donc des liens très étroits avec d'autres peuples, tant à l'ouest qu'à l'est», ajoute la spécialiste locale, au milieu des tableaux et tuniques traditionnelles qui garnissent les allées du petit musée. Le jeu des influences historiques a ainsi fait des Gagaouzes une sorte d'ovni de l'Europe orientale. D'abord sous l'autorité de l'Empire russe d'Alexandre I^{er}, puis sous domination roumaine, la Moldavie est finalement intégrée à l'Union soviétique en 1944. Durant ces deux périodes de contrôle de Moscou, l'utilisation de la langue gagaouze est fortement restreinte. «Je me rappelle qu'à l'école il était totalement interdit de parler le gagaouze, raconte une journaliste locale qui préfère rester anonyme. Tout devait se faire en russe.»

Encore aujourd'hui, l'immense majorité de la population a le russe pour langue maternelle. Même si son utilisation au quotidien se fait rare, le gagaouze résiste, et se transmet aux nouvelles générations. Après la chute de l'Union soviétique, les Gagaouzes, malgré des velléités indépendantistes, obtiennent un statut d'autonomie au sein de la République de Moldavie. Mais la langue russe facilite les liens avec la Fédération de Russie, qui, de son côté, voit la Gagaouzie comme une parfaite porte d'entrée au sein de l'Europe.

«Ils vivent la vie d'un autre pays»

Alors que la société moldave se divise entre pro-européens et prorusses, la province a fait son choix. «La majorité des Moldaves est favorable à la voie européenne, mais en Gagaouzie l'humeur est largement prorusse, et cela est directement lié à la langue», estime Elena Karamit, professeure de langue gagaouze et ancienne députée à l'Assemblée populaire de Gagaouzie. «Le problème, c'est que les gens croient la télévision. Ce que la télévision montre et ce qu'elle dit, c'est ce qui forme leur opinion», poursuit son amie Ekaterina Zhezkova, elle aussi ancienne députée au Parlement régional et journaliste. Les deux femmes ont créé la chaîne YouTube GagauzMedia, sur laquelle elles échangent avec des personnalités locales.

Si Internet et les réseaux sociaux sont de plus en plus influents dans la construction de l'opinion, «la majorité de la population gagaouze vit dans des villages, et la télévision y est encore un objet de confiance», ajoute la journaliste. Or, l'immense majorité des programmes proviennent de la télévision russe, ce qui accentue la fracture entre la Gagaouzie et le reste de la Moldavie. «Les personnes qui parlent russe n'ont jamais appris le moldave», explique M^{me} Karamit, avant de conclure, désabusée : «Ils ne regardent que les programmes diffusés par la télévision russe et n'écoutent que les informations à la télévision russe. En fait, ils vivent la vie d'un autre pays, pas celle de leur pays d'origine.»

Cette tendance s'est confirmée durant les dernières élections. À la présidentielle de 2024, alors que la Moldavie se divisait entre la candidate pro-européenne Maia Sandu et le candidat prorusse Alexandr Stoianoglo, la Gagaouzie, elle, votait à plus de 95 % pour le candidat russophile. Idem lors des législatives du 28 septembre 2025 : le parti de la présidente a remporté le scrutin avec plus de 50 % des voix dans le pays, contre seulement 24,2 % pour le Bloc des patriotes prorusse. Mais en Gagaouzie, seulement 3,19 % des votants ont choisi le parti de M^{me} Sandu, lui préférant le Bloc à 82,35 %. Dans le même temps, le parti prorusse Inima Moldovei («Cœur de la Moldavie»), fondé par la précédente bachkan de Gagaouzie, M^{me} Irina Vlah, a été empêché de concourir deux jours avant l'élection pour des soupçons de financement illégal.

Afin de renforcer son bastion gagaouze, Moscou n'hésite pas à mettre la main à la poche. C'est ce que souligne une enquête de la journaliste britannique Sarah Rainsford (2). À partir du mois de mai 2024, les douaniers de l'aéroport de Chișinău remarquent que de plus en plus de citoyens moldaves reviennent de courts séjours en Russie. «Des personnes qui n'avaient jamais quitté la Moldavie revenaient de quelques jours en Russie avec des liasses de billets», écrit la journaliste. «En une seule journée, ajoute Rainsford, les douaniers ont

en une minute. «Nous avons des écoles russes, notre langue de communication est le russe. Certains habitants sont nostalgiques de l'Union soviétique et pensent que la Fédération de Russie est le successeur de l'URSS. Mais nous ne pouvons pas parler de relations directes entre la Gagaouzie et la Russie car la Gagaouzie fait partie intégrante de la République de Moldavie, et ces relations doivent être établies sur la base des intérêts nationaux de la République de Moldavie.» Le maire joue le jeu de la diplomatie et ne dit pas un mot sur les liens opaques soupçonnés entre sa région et Moscou.

La commune est située à moins de dix kilomètres de la frontière avec l'Ukraine. Impossible donc de ne pas demander à l'édile quel regard il porte sur le conflit en cours. M. Topal reste sobre. «Historiquement, nous avons des liens forts avec l'Ukraine. Des milliers de Gagaouzes vivent aussi de l'autre côté de la frontière, si bien qu'au début des hostilités, un grand nombre de réfugiés sont venus chez nous.» Le maire ajoute : «Nous continuerons à soutenir les Ukrainiens dans ces situations difficiles. Nous espérons que les hommes politiques trouveront rapidement un langage commun et que la paix reviendra.»



CÉCILE MARIN

Les réponses du maire sont bien rodées. Pourtant, à Ceadir-Lunga, la guerre n'est pas loin. Odessa, Mykolaïv, Kherson... Ces grandes villes ukrainiennes au cœur du conflit se trouvent à quelques heures de route. Une journaliste, qui souhaite rester anonyme, nous apprend au détour d'une discussion qu'en février 2025 plusieurs drones ont explosé sur le territoire moldave, dont un à la sortie de la ville. L'agence de presse moldave Mold Press indique que, «selon les premières investigations, les fragments trouvés à Ceadir-Lunga appartiennent à un drone russe (3)».

Le destin des Gagaouzes semble lié aux puissances influentes qui les entourent. La Russie en premier lieu, mais aussi la Turquie, sorte de «grand frère» avec qui la minorité entretient des liens forts. À la sortie de Comrat, la route cabossée amène vers un magnifique stade de football parfaitement entretenu, qui détonne avec l'environnement de cette région agricole et peu développée. «Le stade a été financé par Erdoğan, nous raconte le chauffeur de taxi. Il est venu l'inaugurer en personne en 2018. Il a atterri en hélicoptère à côté de la pelouse!»

Dans l'enceinte, le drapeau gagaouze flotte à côté des drapeaux moldave et turc, au-dessus d'un portrait du président de la République de Turquie. M. Recep Tayyip Erdoğan pose en héros. Lorsque nous reprenons la route en direction de Chișinău, le macadam cabossé des abords de la ville fait place à un magnifique axe goudronné. Le chauffeur commente : «C'est l'Union européenne qui a construit cette route!»

(1) «Le Kremlin condamne l'arrestation de la cheffe de la Gagaouzie en Moldavie» (en russe), 26 mars 2025, www.kommersant.ru
(2) Sarah Rainsford, «Russian cash-for-votes flows into Moldova as nation heads to polls», 20 octobre 2024, www.bbc.com
(3) «Fragments found in Ceadir-Lunga belong to Russian drone», 13 février 2025, www.moldpres.md

LES AMIS DU MONDE DIPLOMATIQUE

Concours étudiants 2025

Les Amis du Monde diplomatique (AMD) ont organisé leur dixième concours destiné aux étudiants, doté d'un prix de 1 000 euros. Les cinq meilleurs articles ont été soumis par le jury à la rédaction. Le lauréat voit son texte publié ici. Le concours sera reconduit en 2026.

OFFRE ÉTUDIANTS : le mensuel en version numérique + l'intégralité des archives

Également inclus : l'application mobile + les articles lus au format audio

4.40 € par mois au lieu de 5.90 €

Plus de 25 % de remise

www.monde-diplomatique.fr/etudiants

TXT Note Auteur

DE LA CHUTE DU MUR À L'OTAN,

M. Vladimir Poutine accuse les Occidentaux d'avoir trahi leur promesse de ne pas étendre l'Alliance atlantique à l'est – une thèse que ces derniers contestent. Trente ans après la réunification allemande, les archives déclassifiées révèlent l'offensive diplomatique menée par Washington face à une Russie impuissante. Les réserves des Européens n'ont pas suffi à enrayer la dynamique.

PAR HÉLÈNE RICHARD

Pour l'ancien premier ministre français Alain Juppé, le débat est clos : «*Après la chute de l'URSS, on a tout fait pour associer la Russie à l'organisation du monde nouveau. Mais la paranoïa de Poutine s'est affirmée peu à peu. Il est aujourd'hui habité par l'ambition de reconstruire l'Empire russe ou soviétique. Nous n'avons pas à nous flageller dans cette affaire. Nous sommes les victimes de l'agression, pas les agresseurs* » (*Le Monde*, 11 septembre 2025). Selon cette opinion, largement partagée, les griefs du président russe contre l'expansion de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) procèdent d'une réécriture de l'histoire. La Russie aurait non seulement consenti à cette avancée vers ses frontières, mais coopéré avec Washington et Bruxelles, au point d'en tirer de substantiels avantages, et de vouloir elle-même rejoindre l'Alliance atlantique. Si les Alliés ont protégé les États baltes de l'impérialisme russe, ils auraient péché par naïveté en abandonnant l'Ukraine à son sort(1). De cette analyse découle pour eux une feuille de route : ne plus faire confiance à la Russie, la combattre jusqu'à sa défaite, ou son épuisement.

Mary Elise Sarotte a publié l'ouvrage de référence sur la poussée vers l'est de l'OTAN dans les années 1990 (2). Au terme d'une plongée de dix ans dans les archives diplomatiques de son pays, cette historienne américaine a attendu le trentième anniversaire de l'implosion de l'URSS, en décembre 2021,

« Pas un pouce vers l'est »

Trois moment-clés l'illustrent. Le 9 novembre 1989, une déclaration maladroite du porte-parole du Comité central du Parti socialiste unifié d'Allemagne (SED) suggère la levée de tous les contrôles aux postes-frontières avec la République fédérale d'Allemagne (RFA). Une foule de Berlinoïse franchit les points de passage sans que les autorités ne puissent contenir le flot. Le chancelier fédéral Helmut Kohl tire parti de cette subite accélération des événements. Il appelle dès le 28 novembre 1989 à la création d'une confédération entre les deux Allemagnes. Cette initiative non concertée laisse ses alliés sous le choc. Les Américains redoutent une entente surprise entre Bonn et Moscou par-dessus leur tête : si l'Allemagne accepte de sortir de l'OTAN en échange d'un feu vert soviétique à la réunification, c'est un maillon essentiel de la présence américaine en Europe qui disparaît, voire l'Alliance atlantique elle-même.

Les craintes américaines ne sont pas infondées. Un canal diplomatique secret s'est déjà ouvert entre Bonn et Moscou. Valentin Faline, le chef du département international du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique (PCUS), a dépêché son adjoint Nikolai Portugalov à Bonn, le 21 novembre 1989. Il a deux documents sous le bras, l'un officiel, l'autre non. Le premier signale en termes généraux la préoccupation des autorités soviétiques au sujet de la situation politique en Allemagne. Le second sonde Bonn sur son intention d'«*introduire la question de l'unification en des termes de politiques concrètes* ». Dans ce cas, indique

pour publier sa somme. L'invasion de l'Ukraine intervient quelques mois plus tard. La chercheuse s'attache depuis à prévenir toute instrumentalisation de son travail qui viserait à justifier la guerre. Mais, s'il permet de cerner ce qui relève de la «*paranoïa* » chez M. Vladimir Poutine, le livre réfute surtout l'idée d'un Occident bienveillant. À sa lecture, les présidents américains George H. W. Bush puis William Clinton y apparaissent déterminés à poursuivre un projet inacceptable pour Moscou, et tout à fait conscients des risques qu'une telle politique comportait, notamment pour l'Ukraine.

Tout au long de la décennie, la politique américaine a reconduit le même schéma : avancer prudemment en se ménageant un maximum d'options, ne tenir aucun compte des demandes de la Russie, accélérer au moment opportun en ne cédant que sur des brouilles, pour permettre au Kremlin de sauver la face aux yeux de l'opposition et d'un appareil militaire excédé. Le projet américain d'expansion de l'OTAN n'était pas ficelé quand tomba la première pierre du mur de Berlin. Mais, à chaque étape décisive du processus, Washington a fini par rendre les arbitrages les plus hostiles à Moscou, et donné quelque raison aux Russes de se sentir bernés.

Le Kremlin, il deviendrait nécessaire de reconsidérer la question des «*alliances futures des États allemands* », et consulter la «*clause de sortie* » des traités de Paris et de Rome. «*En termes clairs, (...) si vous voulez l'unité allemande, vous devez quitter à la fois la Communauté européenne et l'OTAN* », résume Sarotte.

Un puissant courant pacifiste soutient à l'époque la dénucléarisation de l'Allemagne. Mikhaïl Gorbatchev dispose là d'un atout majeur. Faline l'exhorte à l'exploiter en appelant à un référendum sur la question des alliances d'une Allemagne confédérée – les Allemands la veulent-ils dans l'OTAN ou dans une organisation paneuropéenne ? Pour Faline, ce serait une manière de monnayer au prix fort l'unification allemande, que Gorbatchev juge inévitable. En outre, le ministre des affaires étrangères allemand, Hans-Dietrich Genscher, est ouvert au compromis. Et, à Washington, le secrétaire d'État James Baker estime qu'il faut faire une partie du chemin. Mais le dirigeant soviétique refuse de prendre l'initiative.

En février 1990, M. Baker entame à Moscou une série de consultations avec son homologue soviétique Édouard Chevardnadze et Gorbatchev. Les trois responsables trouvent un point d'accord – oral – promis à la postérité : en cas d'unification allemande, la «*zone de l'OTAN* » (expression de Chevardnadze), sa «*juridiction* » ne s'étend

dra «*pas d'un pouce vers l'est* » (formule de M. Baker). Cette formule du secrétaire d'État laisse penser que les stipulations de l'article 5 de la charte de l'OTAN – la clause qui prévoit une réaction de défense collective en cas d'attaque contre un membre de l'Alliance – ne s'appliqueront pas au territoire de l'ex-République démocratique allemande (RDA), ce qui revient à geler la ligne d'avant-poste de l'OTAN.

Mais le conseiller à la sécurité nationale Brent Scowcroft convainc le président George H. W. Bush de se montrer plus intransigeant à l'égard de Moscou. Dans les discussions ultérieures, les responsables américains utilisent une nouvelle formule – offrir un simple «*statut militaire spécial* » pour l'Allemagne de l'Est – sans que les Russes ne perçoivent les implications de ce glissement de vocabulaire. Ce statut, explique l'historien français Frédéric Bozo, ne signifie «*ni la neutralisation ni la démilitarisation de la partie orientale de l'Allemagne unie, et cette dernière devra demeurer à part entière non seulement dans l'Alliance, mais aussi dans l'organisation intégrée* » (3). Pour expliciter cette «*nuance* » stratégique majeure, Bush fait parvenir un message à Kohl le 9 février 1990, avant qu'il ne s'envole pour Moscou. Le Kremlin, lui, est maintenu volontairement dans l'ambiguïté.

Soucieux de ne pas braquer Gorbatchev, le chancelier allemand

que le stationnement ou le déploiement de troupes étrangères en ex-RDA. Mais ce projet de compromis, très en deçà des exigences soviétiques initiales, demeure inacceptable pour Washington...

L'intransigeance américaine manque de faire capoter le sommet prévu le 12 septembre à Moscou. Genscher s'en émeut. La veille, alors que les délégations ont pris leurs quartiers à l'hôtel Président, il fait réveiller en pleine nuit le secrétaire d'État américain. «*Vers 1 heure du matin*, raconte Sarotte, *la délégation américaine le reçoit en joggings et en peignoirs. En dépit du mélange d'alcool et de somnifères* [qu'il vient d'avaler], *Baker n'a rien perdu de son talent de négociateur*. » La discussion nocturne débouche sur un subterfuge : glisser un addendum discret à l'accord. Pour l'affi-

Impatience du groupe de Visegrád

Avec l'intégration de l'Allemagne unifiée à l'Alliance atlantique, la Maison Blanche a gagné une première bataille. Mais quid de l'expansion de l'organisation militaire plus à l'est ? L'administration américaine en débat lors d'un deuxième moment de bascule. Une partie de l'entourage présidentiel pousse à se saisir de l'occasion historique qu'offre le spectaculaire affaiblissement soviétique pour

chage, le texte principal reprend certaines exigences de la partie soviétique («*des forces armées et des armes nucléaires ou des vecteurs d'armes nucléaires étrangers ne seront pas stationnés dans cette partie de l'Allemagne et n'y seront pas déployés* ») mais autorise le déploiement (pas la présence permanente) de forces étrangères (autrement dit américaines) sur décision du futur gouvernement de l'Allemagne unie. La délégation soviétique accepte ce montage qui dissimule – un peu – l'ampleur de sa reculade. Comme l'adjoint de M. Baker, M. Robert Zoellick, le reconnaîtra plus tard : «*Nous avons besoin de préserver cette possibilité parce que, si la Pologne rejoignait un jour l'OTAN dans un second temps, nous voulions que des forces américaines puissent traverser l'Allemagne de l'Est pour stationner en Pologne*. »

Dans un premier temps, la prudence prévalait. L'effondrement de l'Union soviétique en 1991 a créé des incertitudes qui conduisent Washington à pratiquer une politique inclusive : en janvier 1994, sous la présidence de M. Clinton, est lancé un «*partenariat pour la paix* » (PPP) ; cette offre de coopération avec l'OTAN s'adresse aussi bien aux anciens pays du pacte de Varsovie qu'à la Russie. Les pays du groupe de Visegrád (Hongrie, Pologne, Tchécoslovaquie) – qui ont officiellement formulé leur demande d'adhésion le 6 mai 1992 – craignent de rester éternellement sur le palier de l'Alliance.

La philosophie du PPP a partie liée à la question ukrainienne. Washington veut convaincre Kiev de céder son arsenal nucléaire à la Russie, État successeur de l'URSS. Même si les dirigeants ukrainiens n'ont jamais contrôlé – ni politiquement ni techniquement – le «*bouton rouge* », une prolifération via des réseaux mafieux dans ce pays délabré n'est pas à exclure. Or hâter une première vague d'élargissement, comme le réclame le groupe de Visegrád, coincerait Kiev dans une zone grise entre l'OTAN et la Russie, et risquerait de dissuader Kiev d'abandonner ses ogives. À l'inverse, un bond en avant de l'Alliance jusqu'aux États baltes et à l'Ukraine fragiliserait le président Boris Eltsine, qui doit faire face à une opposition communiste et nationaliste vent debout, comme l'a démontré la révolte du Parlement en 1993 (4). Avec le PPP, l'administration américaine s'emploie à calmer l'impatience de Prague, Varsovie et Budapest. Mais, «*si l'Ukraine implose, soit à cause de l'influence russe, soit à cause des militants nationalistes à l'intérieur*, explique M. Clinton à Kohl en février 1994 alors que le mouvement sécessionniste s'intensifie en Crimée, *cela minerait toute la théorie du partenariat pour la paix* » (5).

DIMITRI TSYKALOV. – «*Skin XVI* » (Peau XVI), 2016

ne tient pas compte du recadrage américain. «*Naturellement, l'OTAN n'étendra pas son territoire sur celui de l'actuelle RDA* », confirme-t-il au dirigeant soviétique, le 10 février 1990. Puis, progressivement, Kohl prend la mesure de la fragilité économique de l'URSS. Ne serait-il pas possible d'acheter l'unité allemande en deutschemarks, sans rien concéder, ou presque, sur le volet sécuritaire ? Le 11 septembre, à la veille de la signature du traité de Moscou sur la réunification, la question financière est réglée – Kohl a promis un transfert de 12 milliards de deutschemarks, plus 3 milliards de crédits sans intérêts à l'Union soviétique –, alors que le dossier militaire patine. Kohl a pourtant arraché, lors de son séjour dans la région de Stavropol, l'extension des garanties de l'article 5 à l'Allemagne de l'Est et renoncé, de son côté, à autoriser l'installation de têtes nucléaires, ainsi

prévenir toute résurgence de la puissance russe, et toute émergence de futurs compétiteurs. D'autres conseillers craignent une fuite en avant : «*L'expansion de l'OTAN forcera à choisir entre l'ouvrir à tous les candidats – y compris la Russie – ou tracer une autre ligne de démarcation en Europe pour remplacer celle qui existait durant la guerre froide*. (...) *Nous ne voyons aucune possibilité politiquement viable d'arrêter [l'élargissement] une fois que nous démarrons* », avertit le conseiller de M. Baker pour les affaires canadiennes et européennes, Thomas Niles. Lui comme d'autres redoutent également que l'expansion de l'Alliance n'enraye l'avancée des dossiers qui nécessitent le concours de Moscou : la gestion de la crise en ex-Yougoslavie (où les Russes soutiennent les Serbes) comme les négociations sur le désarmement nucléaire, qui concerne directement la sécurité américaine.

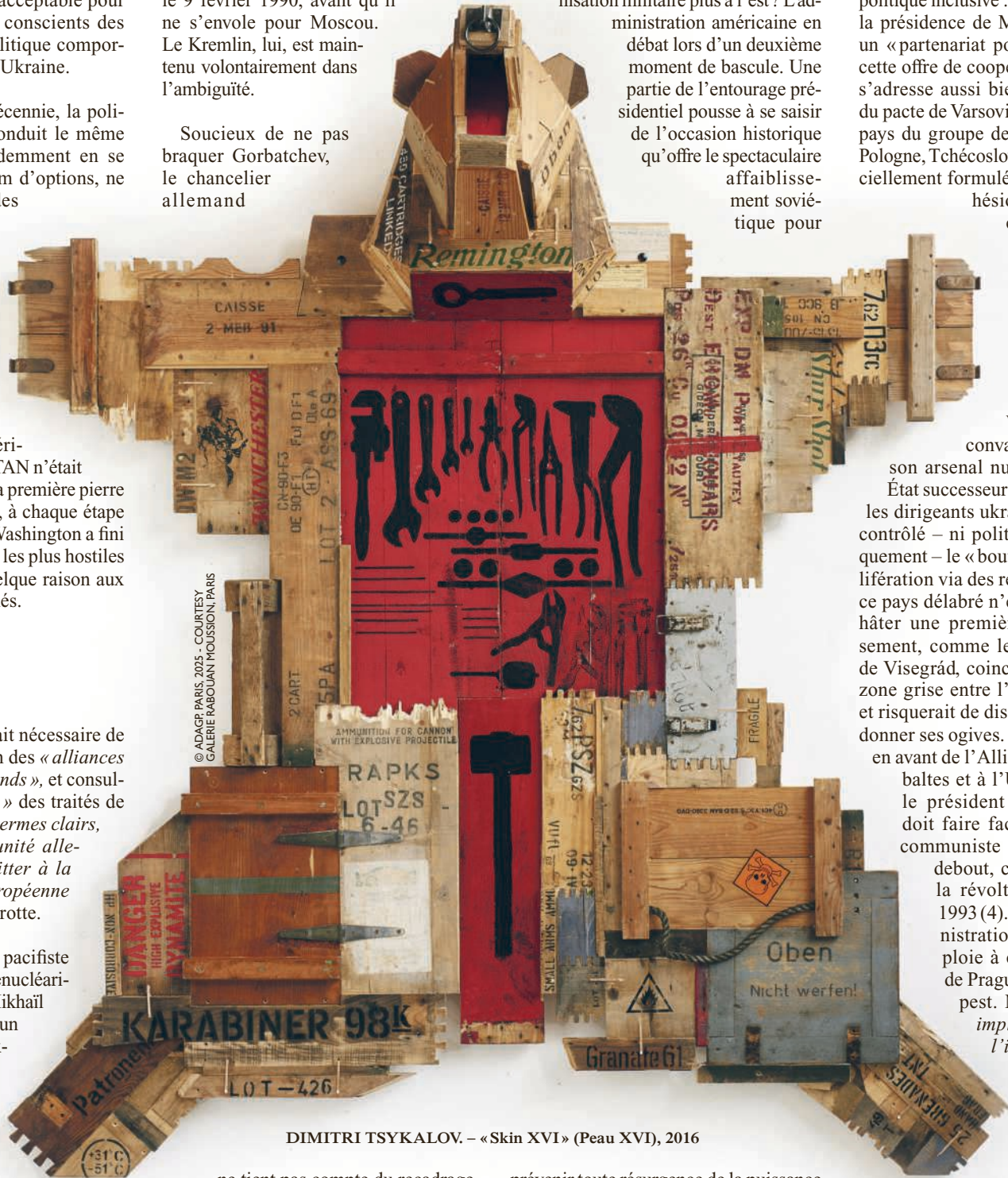
(1) Cf. par exemple Sylvie Kauffmann, *Les Aveuglés. Comment Berlin et Paris ont laissé la voie libre à la Russie*, Stock, Paris, 2023.

(2) Mary Elise Sarotte, *Not One Inch. America, Russia and the Making of Post-Cold War Stalemate*, Yale University Press, New Haven, 2021. Sauf mention contraire, les citations et scènes racontées dans cet article sont tirées de ce livre.

(3) Frédéric Bozo, *Mitterrand, la fin de la guerre froide et l'unification allemande*, Odile Jacob, Paris, 2005.

(4) Lire Jean-Marie Chauvier, «*Octobre 1993 : le libéralisme russe au son du canon* », *Le Monde diplomatique*, octobre 2014.

(5) «*Telegram Subject of State to US Bonn State 037335 "Subject : Memcon of Clinton-Kohl January 31 Lunch"*, February 12, 1994 », cité par Mary Elise Sarotte, *Not One Inch*, op. cit.



LA GUERRE D’UKRAINE, LES LOGIQUES D’UNE EXPANSION

de l’Atlantique à l’Oural



DIMITRI TSYKALOV. – « Skin I » (Peau I), 2011

Washington change de braquet à la fin de l’année 1994. À l’approche des élections de mi-mandat, M. Clinton se rapproche de la ligne dure de M. Anthony Lake, son conseiller à la sécurité nationale. Ce dernier pousse ses pions lors d’une session ordinaire du Conseil de l’Atlantique nord à Bruxelles, le 1^{er} décembre. Les Russes s’attendent à une session de routine, comme tant d’autres. Le ministre des affaires étrangères Andreï Kozyrev s’est même déplacé dans la capitale belge pour discuter du PPP, qui sert de cadre à la participation russe aux opérations de maintien de la paix en Bosnie-Herzégovine aux côtés de l’OTAN. Il espère lui adjoindre un protocole conférant à la Russie un statut spécial. En attendant, il joue au tennis avec l’ambassadeur russe à Bruxelles... Mais sa partie est interrompue par un appel d’Eltsine, furieux : le président russe vient d’apprendre par voie de presse le contenu du communiqué final, qui lance « *un processus d’examen afin de déterminer les modalités*

d’élargissement de l’OTAN ». La question n’est plus de savoir si l’organisation s’étendra, mais comment...

L’Allemagne est inscrite dans l’OTAN, et le principe d’élargissement de l’Alliance acté. Reste à répondre à la troisième question : à quels pays s’étendra le pacte ? Faut-il se limiter au groupe de Visegrád ou pousser jusqu’aux frontières russes ? En 1996, les Américains ont désormais le champ libre. L’Ukraine a accepté de signer le mémorandum de Budapest (effectif en décembre 1994), à savoir une dénucléarisation en contrepartie de simples « assurances » – et non des garanties – américaines, britanniques et russes sur son intégrité territoriale. Contre quelques millions de deutschemarks supplémentaires, les derniers soldats russes quittent l’Allemagne quatre mois plus tôt que prévu, à l’été 1994, au terme d’une cérémonie confidentielle. Le 31 août 1994, les Alliés occidentaux ont, eux, droit à une grande parade officielle, pour leur départ de Berlin.

« La Russie peut être achetée »

LES Américains exploitent sans retenue la faiblesse économique de leur ex-grand rival. Eltsine a plongé le pays dans le chaos, sous l’influence d’un cartel d’oligarques et de conseillers occidentaux (6). Son sauvetage dépend du bon vouloir du Fonds monétaire international (FMI). Au premier ministre danois en visite à Washington, M. Clinton explique en mars 1995 : « *Ce sera difficile, mais je pense que, en principe du moins, la Russie peut être achetée.* » Quelques semaines avant l’élection présidentielle de 1996, le chef d’État américain fait pression sur le Français Michel Camdessus, directeur du FMI, pour que l’institution octroie un nouveau prêt de 10,2 milliards de dollars à la Russie, en dépit des risques d’insolvabilité (7).

C’est dans ce contexte que M. Clinton fait comprendre à Eltsine qu’il y aura un élargissement de l’OTAN quoi qu’en dise Moscou. L’administration américaine consent seulement à ne

l’officialiser qu’après l’élection présidentielle russe, tout en poursuivant le travail préparatoire. Le président des États-Unis entend annoncer, avec le premier élargissement, que la porte reste ouverte à d’autres candidats, y compris les pays baltes, frontaliers de la Russie. En connaissance de cause, Eltsine signe en mai 1997 l’Acte fondateur Russie-OTAN, un accord de coopération visant à instaurer « *une paix durable et inclusive* ». Les Occidentaux l’interprètent comme une sorte de consentement à l’élargissement. Pour faciliter la chose, Washington a débloqué 4 milliards de dollars supplémentaires, une somme équivalente à l’aide américaine cumulée entre 1992 et 1996. Le ministre des affaires étrangères Evgueni Primakov met en garde le secrétaire d’État américain adjoint Strobe Talbott : « *Les gens ne doivent pas pouvoir dire que les États-Unis utilisent leur argent pour (...) corrompre [la Russie] de manière à lui faire accepter l’élargissement.* » Les deux parties restent volontairement dis-

crètes sur le montant du chèque. Seules les contreparties symboliques sont mises en avant dans la communication gouvernementale : la participation de la Russie au G7, son intégration à l’Organisation mondiale du commerce (OMC), au Club de Paris et à l’Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

Incapable de bloquer l’expansion de l’OTAN, le Kremlin a sondé à diverses occasions les Occidentaux sur la possibilité de rejoindre l’organisation. Le premier dirigeant à le faire est Gorbatchev, lors d’un entretien avec le président François Mitterrand, le 25 mai 1990. En 2000, M. Poutine évoquera à son tour, parmi d’autres options, une intégration de la Russie à l’OTAN. Cette aspiration à rejoindre l’organisation doit s’interpréter comme l’une des façons envisagées pour abolir la division Est-Ouest maintenue artificiellement après la guerre froide. Or, pour des raisons tactiques, Washington fait miroiter la possibilité, toute théorique, que la Russie puisse un jour faire partie du club militaire occidental. « *Qu’ils prennent un ticket et attendent dans le jardin* », écrit M. Talbott à son supérieur, le secrétaire d’État Warren Christopher, le 9 juillet 1996. Car « *admettre publiquement que la Russie ne fera jamais partie de l’OTAN ou de l’Europe (...) serait de la folie* », comme il l’expliquait à des diplomates tchèques en 1994. Outre que « *cela [aurait] des conséquences négatives en Russie, cela pourrait envoyer un mauvais signal aux pays de l’ex-Union soviétique qui, eux, pourraient réellement rejoindre l’Alliance* ».

Et les Européens, qu’en pensent-ils ? À chacune de ces trois phases de l’expansion de l’OTAN, leurs opinions comptent peu, sauf peut-être celles de Kohl, lors de la réunification. Une fois celle-ci réalisée, Paris, Berlin ou Londres émettent de sérieuses réserves sur l’extension de l’Alliance, sans parvenir pour autant à l’empêcher jusqu’aux frontières russes. Encore moins à proposer une solution paneuropéenne crédible. La France a certes poussé en 1989-1990 au renforcement de la Conférence pour la sécurité et la coopération en Europe (CSE),

qui réunit autour d’une même table l’URSS et les États-Unis (8). Mais la règle de l’unanimité paralyse ses instances et cantonne l’organisation aux questions de promotion de la démocratie et à quelques opérations de maintien de la paix.

Paris fait son deuil sans grande difficulté. Mitterrand a deux priorités majeures : prévenir un éventuel révisionnisme territorial de l’Allemagne réunifiée, et arrimer cette dernière au projet d’union monétaire. Il se défie davantage de l’élargissement de la Communauté européenne – c’est un risque de dilution politique – que de celui de l’Alliance atlantique. Aussi, quand la France obtient la reconnaissance de la frontière germano-polonaise Oder-Neisse par le gouvernement allemand, puis le feu vert de Berlin sur la monnaie unique (traité de Maastricht, 1992), il s’en contente. Son successeur, Jacques Chirac, voyant l’OTAN s’imposer comme la colonne vertébrale de la sécurité européenne, accompagnera l’expansion de l’organisation vers l’est. Il pousse la candidature de la Roumanie et prépare le retour de la France dans le commandement intégré (ce sera chose faite en 2009, sous M. Nicolas Sarkozy). Sur l’insistance de Paris, l’Acte fondateur Russie-OTAN précise que « *l’Alliance remplira sa mission de défense collective (...) en veillant à assurer l’interopérabilité, (...) plutôt qu’en recourant à un stationnement permanent supplémentaire d’importantes forces de combat* ». Mais le document n’a pas de valeur juridique contraignante.

En dépit de ces assurances données à Moscou, Chirac demeure inquiet des réactions russes, comme ses propos à M. Lake, le 1^{er} novembre 1996, en témoignent : « *Nous les avons trop humiliés. (...) La situation en Russie est très dangereuse. (...) Un jour il y aura un retour de bâton nationaliste.* » Kohl partage les préoccupations du président français. Il sait gré à Eltsine d’avoir tenu ses engagements sur le retrait de ses troupes d’Allemagne et regrette que les faucons américains exploitent la position de faiblesse de Moscou, risquant de

compromettre la relation entre l’Occident et la Russie à long terme. En privé, les Britanniques s’opposent à toute nouvelle vague d’adhésions, jugeant qu’un engagement solennel à défendre les pays baltes en cas d’agression est intenable. Mais leurs réserves ne suffisent pas à freiner la dynamique américaine.

Faute de mieux, les Européens de l’Ouest assurent le service après-vente de décisions auxquelles ils ne sont nullement associés. À la fin de la décennie 1990, ils s’engagent dans une importante coopération économique avec la Russie. La construction des gazoducs Nord Stream 1 et 2, issus d’un projet lancé en 1997, concrétise ces liens entre Est et Ouest : la Russie dépend du marché européen, autant que l’Allemagne dépend du gaz russe. Berlin et Paris s’efforcent également d’inclure – à la marge – la Russie au système de sécurité européen, via des institutions communautaires. Le sommet de Saint-Petersbourg, en 2003, lance « quatre espaces communs » entre l’Union européenne et la Russie, dont l’un est « sécuritaire ». Un officier russe dispose désormais d’un strapontin au sein de l’état-major militaire de l’Union européenne, lui-même embryonnaire. « *Ceci n’a pas eu de suite. (...) Les Russes mettaient du matériel et éventuellement des troupes à la disposition de l’Union européenne [par exemple au Tchad] mais se plaignaient de ne pas participer au processus de décision* », note avec le recul Jean de Gliniasty, ancien ambassadeur français à Moscou (9).

Il y eut bien des velléités de contenir la poussée atlantiste vers l’est... Lors du sommet de Bucarest en 2008, M. Sarkozy et M^{me} Angela Merkel bloquent l’octroi à l’Ukraine et à la Géorgie d’un statut de candidat officiel. « *L’honnêteté m’oblige à dire qu’[ils] se sont battus toute la nuit pour essayer d’éviter cet écart et au petit matin ils ont perdu* », poursuit l’ancien diplomate : sur le fond, le communiqué final de Bucarest confirme que ces deux pays ont bien vocation à rejoindre un jour l’OTAN. La France et l’Allemagne ont seulement repoussé l’échéance.

Un projet de traité

AVEC la présidence de Dmitri Medvedev (2008-2012) s’ouvre une fenêtre d’opportunité. Après l’intervention armée de Moscou en Géorgie pour prévenir la reprise par la force de territoires sécessionnistes en 2008, le nouveau chef d’État russe veut tendre la main aux Européens. Il adresse un projet de traité de quatorze articles. Son idée : coiffer tous les organes de sécurité d’Europe, y compris l’OTAN, d’une instance de concertation à laquelle Moscou serait associé. « *La Russie accepterait par ce traité de restreindre sa liberté de recourir à la force de manière unilatérale à condition que les pays européens et les États-Unis en fassent de même*, analyse un rapport d’information du Sénat français à l’époque. *S’il était accepté tel quel, [ce texte] relèguerait l’OTAN au second plan en forçant les États signataires à s’en remettre, en dernière instance, au Conseil de sécurité des Nations unies. L’Alliance atlantique n’aurait ainsi pas pu engager la guerre en Yougoslavie, en 1999, sans un aval onusien. En tout état de cause, il convient de discuter de cette initiative* (10). » Cette proposition restera sans réponse.

En juin 2010, la chancelière Merkel relance l’idée, en l’édulcorant. « *Si la France soutient cette initiative [dite de Meseberg], plusieurs États membres ont manifesté des réticences vis-à-vis de la proposition russo-allemande et ont souhaité que l’Union européenne demande, comme préalable, des gestes concrets de la Russie sur le dossier de la Transnistrie [enclave sécessionniste prorusse en Moldavie]* », déplore le même rapport sénatorial. « *C’était inverser les termes du problème, analyser aujourd’hui M. de Gliniasty,*

puisque Medvedev et Merkel avaient considéré que le premier point d’application (...) aurait dû être... la Transnistrie ! Or [Bruxelles] en a fait une condition préalable. »

Les relations entre la Russie et l’Occident continuent de se dégrader jusqu’à la révolution de Maïdan en Ukraine et à l’annexion de la Crimée en 2013-2014 (11). Paris et Berlin parrainent les accords de Minsk, qui gèlent les positions des séparatistes prorusse du Donbass et dessinent un processus de règlement politique. En réalité, les Européens entendent préserver un statu quo précaire en laissant Kiev repousser l’application de ce règlement. La décision d’envahir l’Ukraine en février 2022 révèle la détermination de Moscou à rompre les équilibres établis, plutôt que de subir le grignotage de son influence dans ce pays. Depuis, la guerre s’enlise et la relance d’un projet de sécurité demeure très hypothétique.

HÉLÈNE RICHARD.

(6) Lire Ibrahim Warde, « Les faiseurs de révolution libérale », *Le Monde diplomatique*, mai 1992.

(7) Lire « Quand Washington manipulait la présidentielle russe », *Le Monde diplomatique*, mars 2019.

(8) Lire « Quand la Russie rêvait d’Europe », *Le Monde diplomatique*, septembre 2018.

(9) Jean de Gliniasty, « La paix en Europe, l’échec de la voie diplomatique », intervention dans le cadre du colloque « Quelle architecture de sécurité en Europe ? », Fondation Res Publica, Paris, 26 mars 2025.

(10) Yves Pozzo di Borgo, « Pour un partenariat stratégique spécifique entre l’Union européenne et la Russie », rapport fait au nom de la commission des affaires européennes et de la commission des affaires étrangères et de la défense, déposé le 22 juin 2011, Sénat, Paris.

(11) Lire Olivier Zajec, « Les bons, la brute et la Crimée », *Le Monde diplomatique*, avril 2014.

L'ARMÉE AMÉRICAINE EN PETITE FORME

« Faut vous bouger, les gars ! »

Le 30 septembre dernier, le ministre de la défense américain – désormais rebaptisé ministre de la guerre – a prêché devant plusieurs centaines d'officiers supérieurs l'urgence d'une révolution culturelle contre le présumé laxisme régnant dans les rangs : diversité, obésité, manque d'entraînement. Un défilé raté à Washington, quelques semaines plus tôt, aurait-il provoqué sa colère ?

PAR SETH HARP *

INSPIRÉ par ce qu'il avait vu un 14 juillet à Paris, ou peut-être jaloux des parades militaires impeccables de Moscou et de Pékin, le président Donald Trump a souhaité qu'aux États-Unis aussi les forces armées affichent leur puissance devant leur commandant en chef, c'est-à-dire lui-même. Le 14 juin dernier, un grand défilé à Washington célébra ainsi le 250^e anniversaire de la création de l'US Army, et celui de M. Trump. Mais le spectacle ne fut pas toujours à la hauteur de ses espérances.

Au matin, les touristes étrangers sont apparemment plus nombreux que les supporteurs MAGA (« Make America Great Again »), ce qui rappelle que M. Trump ne jouit pas d'une immense popularité. Toute une journée de festivités se déroule sur l'esplanade du National Mall en attendant la parade. Sur l'une des pelouses, un concours d'aptitude physique oppose dix-huit équipes de militaires le long d'un parcours semé d'épreuves et d'obstacles. La remise des prix est coanimée par le sergent-major Michael Weimer, un ancien des forces Delta qui a lui-même pris part au challenge avec quatre autres quinquagénaires haut gradés. « *On a fini neuvièmes, ce n'est pas normal ! Faut vous bouger, les gars !* », ironise-t-il à l'adresse des participants plus jeunes, un peu rondouillards, qui, assis dans le public, dégoûlinent de sueur et peinent à reprendre leur souffle. La mauvaise condition physique de la jeunesse américaine complique les recrutements de l'armée depuis plusieurs années.

Un peu plus loin, des soldats du 3^e régiment d'infanterie – une unité d'apparat aussi appelée « Vieille Garde » – font virevolter fusils et baïonnettes sous

les applaudissements (mollasons) d'un petit groupe de touristes asiatiques, d'anciens combattants et de fans du président. Une démonstration fasciste, ça ? Loin de la mise en scène autoritaire annoncée par la gauche, l'événement donne plutôt à voir un spectacle de lassitude et d'apathie politiques. Au lieu de glorifier la puissance de feu des forces armées, il expose sans le vouloir leur décrépitude, leur abatement et leur obsolescence.

Les velléités despotiques de M. Trump et sa détermination à recourir à l'armée pour réaliser ses objectifs ont assurément de quoi inquiéter. Après avoir caressé l'idée de diviser par deux le budget militaire, il a fait volte-face en proposant de le porter à plus de 1 000 milliards de dollars (866 milliards d'euros) pour l'année fiscale 2026 (1^{er} octobre 2025 - 30 septembre 2026), un bond significatif par rapport au montant déjà pharaonique de 895 milliards voté l'année antérieure.

Sur les près de sept mille soldats qui ont fait le voyage pour le défilé, beaucoup viennent de la plus grande base militaire du pays, Fort Bragg, en Caroline du Nord, cœur battant des opérations spéciales américaines. C'est là qu'ont été créés les « bérets verts », là aussi que se trouvent la 82^e division aéroportée (acteur majeur du débarquement de Normandie) et plusieurs unités spécialisées dans les opérations secrètes, comme les forces Delta. Ces soldats d'élite, déployés depuis des décennies en marge des conflits menés sous égide américaine (Irak, Somalie, Syrie, Yémen), n'ont jamais paru aussi essorés.

Faiblesses et fiascos

QUATRE jours avant le défilé de Washington, M. Trump s'est exprimé à Fort Bragg devant un parterre de solides gaillards triés sur le volet – les soldats en surpoids ou aux sympathies politiques suspectes n'étaient pas les bienvenus. Sous l'administration de M. Joseph Biden, la base avait été brièvement rebaptisée « Fort Liberty », un changement révoqué par M. Trump dès son retour à la Maison Blanche. « *Le nom, c'est Fort Bragg !*, a-t-il lancé à la foule en liesse. *Et ce sera toujours Fort Bragg !* »

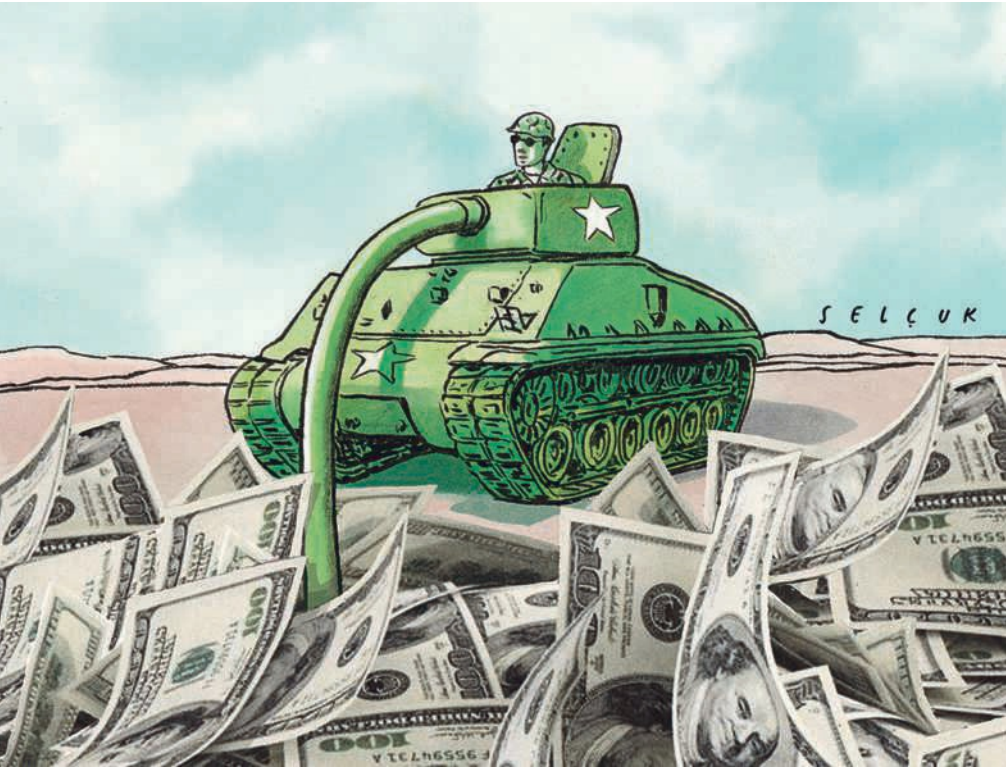
« *Depuis deux siècles et demi, a-t-il poursuivi, nos soldats se jettent dans la fournaise des combats et anéantissent les ennemis de l'Amérique. Notre armée a brisé des empires, fait trembler des rois, renversé des tyrans, chassé de sauvages terroristes jusqu'aux portes de l'enfer. (...) Le monde entier a peur d'elle, et elle n'a pas d'égale sur la planète.* »

L'armée américaine moderne est pourtant bien plus affaiblie que ne le laissent penser ces rodomontades et les dépenses gargantuesques du Pentagone. Dans toutes les grandes guerres qu'ils ont menées depuis 1945 – celle du Golfe faisant exception –, les États-Unis ont soit perdu, soit échoué à atteindre leurs objectifs déclarés, et cette impuissance

paraît croître à mesure que grossit le budget de la défense. Inutile pour s'en convaincre de remonter au fiasco du Vietnam, ou même à ceux de l'Irak et de l'Afghanistan : un mois seulement avant la parade anniversaire, les forces américaines essuyaient une défaite humiliante au Yémen, l'un des pays les plus pauvres du monde (*lire l'encadré ci-contre*).

Les festivités du 14 juin fournissent au moins un élément d'explication : l'obsolescence des armements, avec ses conséquences en matière d'efficacité au combat et de pertes humaines. Sur l'esplanade, militaires et constructeurs présentent au public une sélection d'armes, de munitions et d'équipements. On y trouve par exemple la carabine M4, un modèle vieillissant appelé à être progressivement remplacé par le M7, sur lequel l'armée travaille depuis 2019. Sauf que, comme presque tous les nouveaux produits développés par le secteur de la défense, celui-ci est plus gros, plus lourd, plus compliqué, moins fiable et plus coûteux que ses prédécesseurs.

Non loin de là, la compagnie Bell expose son MV-75, un aéronef à rotors basculants pressenti pour succéder aux hélicoptères Black Hawk, qui ont été introduits en 1979. Bell est aussi le constructeur d'un autre avion à rotors basculants, l'Osprey, tellement dangereux que son nom est devenu un *running gag* chez les militaires. Alors que sa production doit cesser en 2027,



quelque quatre cents appareils sont encore en service, principalement dans la marine, où une série de crashes est venue ternir un peu plus sa terrible réputation : en Norvège en mars 2022 (quatre morts), en Californie en juin suivant (cinq morts), en Australie en août 2023 (trois morts) et au large du Japon en novembre de la même année (huit morts). Au lendemain de cette énième tragédie, le Pentagone et le gouvernement japonais ont décidé d'immobiliser temporairement l'intégralité de leurs flottes respectives. Sur son stand, le directeur des relations gouvernementales chez Bell soutient pourtant que l'Osprey, qui coûte autour de 90 millions de dollars, est plus sûr que les autres avions militaires américains.

L'armée de terre, elle aussi, perd des hélicoptères conventionnels (Black Hawk, Apache et Chinook) à un rythme sans précédent. En seulement deux ans, dix-neuf militaires ont perdu la vie dans au moins vingt-quatre accidents, dont le plus meurtrier qu'ait connu l'aviation commerciale aux États-Unis depuis 2001 : la collision dans le ciel de Washington entre un Black Hawk et un avion de ligne régional, le 29 janvier 2025.

Et puis il y a les engins terrestres. De l'autre côté de l'esplanade, on aperçoit un char Bradley, véhicule de combat d'infanterie mis en service en 1981. Malgré ses innombrables points faibles – lourd, massif, bruyant, voyant, il est difficile à manœuvrer et coûte les yeux de la tête –, les milliards de dollars

déboursés pour tenter de lui trouver un remplaçant l'ont été jusqu'à présent en pure perte. Sur les centaines de chars Bradley fournis par les États-Unis aux combattants ukrainiens, beaucoup furent immédiatement perdus dans la catastrophe contre-offensive de Zaporijia en 2023, et une partie de ceux qui restaient ont été depuis saisis ou détruits par les Russes.

Enfin vient l'heure de se diriger vers Constitution Avenue pour assister au défilé – un déroulé chronologique de l'histoire militaire américaine avec uniformes et véhicules d'époque. Après la révolution et ses tricornes, la guerre de Sécession et ses chariots bâchés, une

compagnie de parachutistes avec casques en acier et bottes Pershing s'avance pour évoquer le premier conflit mondial. Le Vietnam est évoqué par des soldats de la 101^e division aéroportée de Fort Campbell, dans le Kentucky – l'autre base américaine, avec Fort Bragg, où le risque de mourir d'une overdose est plus élevé que la moyenne nationale.

Bientôt, une cacophonie de guitare électrique annonce l'un des clous du spectacle, le moment où, dans la foulée des attaques terroristes du 11-Septembre, les forces armées se sont lancées dans une guerre globale. C'est pourtant un cortège ennuyeux de véhicules hors d'âge qui défile, soulignant combien le complexe militaro-industriel est à court d'idées, tout plein aux as et chouchouté par le Congrès qu'il soit. Les chars Abrams, introduits en 1980,

progressent pesamment, chenilles cliquetantes, au milieu d'un horrible tintamarre et de relents de kérosène ; émergeant des écoutes, des soldats saluent les spectateurs. Un autre exemple d'engin extrêmement coûteux et difficile à entretenir. La pluie et la brume ne lui réussissent pas, et un simple drone de loisir chargé d'explosifs peut l'endommager. Les Ukrainiens préfèrent l'utiliser en position fixe. Aux Abrams succèdent les Stryker, des blindés à huit roues motrices dont les débuts lors de la guerre d'Irak n'avaient guère convaincu : c'est un excellent char de combat, disaient les soldats, du moment qu'il circule sur route goudronnée, par temps sec, et qu'il n'a pas à combattre.

Des guerres sans fin

AVACHI sur son siège, l'œil maussade, M. Trump ne paraît pas beaucoup plus captivé que le public par cette triste procession. Quant au secrétaire d'État Marco Rubio, il bâille ouvertement, le coude nonchalamment posé sur le dossier de sa chaise. L'arrivée d'un peloton de « bérets verts » ranime quelque peu la foule. Contrairement aux formations précédentes, qui offraient un visage aussi bigarré que celui de l'Amérique, les « bérets verts » sont presque tous des Blancs de grande taille à la mâchoire carrée.

Au bout d'une heure et demie, le défilé expire sans qu'on puisse dire exactement à quel moment il a pris fin. Les électeurs

de M. Trump rencontrés tout au long de la journée n'ont paru que modérément emballés par le militarisme et la politique étrangère du président. C'est qu'ils ne sont pas dupes : ils savent aussi bien que le reste de la population que les guerres contre le terrorisme ont été une erreur, qu'elles reposaient sur des mensonges et se sont soldées par des défaites coûteuses, voire désastreuses. Cela n'empêchera pas les États-Unis d'en lancer de nouvelles, et de les perdre. Car, comme le disait M. Biden en 2024 à propos des frappes qu'il avait ordonnées sur le Yémen : « *Est-ce qu'elles sont en train de stopper les houthistes ? Non. Est-ce qu'elles vont se poursuivre ? Oui.* »

(Traduit de l'américain par Élise Roy.)

Houtistes : 1, Washington : 0

DEPUIS 2004 et son émergence en tant que groupe armé pour protester contre l'invasion américaine de l'Irak et l'occupation israélienne de la Palestine, le mouvement houthiste est une épine dans le pied de Washington, Riyad et Tel-Aviv. L'attaque du Hamas contre Israël le 7 octobre 2023 ouvre une nouvelle phase de la confrontation. Eux-mêmes affamés par le blocus maritime saoudien (avec l'aide des États-Unis), les rebelles tentent de forcer Israël et ses alliés à lever le siège de Gaza en entravant les flux commerciaux qui transitent par la mer Rouge. Ils utilisent pour cela un arsenal de bric et de broc composé de hors-bord, missiles, drones et sous-marins sans pilote.

Au nom de la protection de la liberté de navigation, l'administration de M. Joseph Biden lance en janvier 2024 une série de frappes aériennes sur le Yémen et dépêche des forces navales pour rouvrir le détroit de Bad Al-Mandeb. La campagne se passe mal. Deux Navy Seals se noient en essayant de monter à bord d'un boutre houthiste, et l'équipage du croiseur USS Gettysburg abat par erreur un avion de combat F/A-18F Super Hornet qui vient de décoller de l'USS Harry Truman, fleuron de l'US Navy. Quelques semaines plus tard, ce dernier entrera en collision avec un navire marchand égyptien.

En janvier 2025, le président Donald Trump classe les houthistes parmi les organisations terroristes étrangères et intensifie la guerre de son prédécesseur. Il accroît la présence américaine dans la région avec une nouvelle force de frappe aéronavale à 6,5 millions de dollars (5,6 millions d'euros) la journée, des bombardiers furtifs B-2 à 90 000 dollars l'heure de vol et des missiles antibalistiques à 2,7 millions pièce. En mars et avril, les États-Unis pilonnent le Yémen. Protégés par les montagnes de l'intérieur du pays, les houthistes, dont

la détermination et l'ingéniosité compensent l'extrême pauvreté, se défendent avec ténacité. Ils infligent des pertes de plusieurs centaines de millions de dollars aux Américains en coulant leurs drones Reaper, passent tout près d'abattre plusieurs F-16 et un F-35, et parviennent à déjouer les défenses antiaériennes pour attaquer Israël avec des drones de longue portée, le tout en continuant de s'en prendre à la navigation commerciale dans la mer Rouge, qui s'effondre.

Le 28 avril, des avions militaires américains frappent un centre de détention pour migrants dans la ville de Saada, dans le nord du Yémen, puis bombardent les secouristes accourus sur les lieux. Soixante-huit personnes sont tuées. En représailles, les houthistes lancent plusieurs missiles balistiques sur le Truman, qui déguerpit sans demander son reste ; dans la précipitation, un Super Hornet passe par-dessus bord.

Pour M. Trump, la destruction d'un deuxième de ces appareils à 67 millions de dollars est la goutte d'eau. En un mois d'opérations, les États-Unis ont pratiquement épuisé leur stock de missiles guidés sans parvenir à établir leur supériorité aérienne sur un pays dont le produit intérieur brut (PIB) par habitant est très inférieur à celui de Haïti. Pour tenter de sauver la face, l'administration décrète que l'opération « Rough Rider » est un succès et ordonne au commandement central de mettre les opérations en « pause ». Dans les faits, Washington s'incline face aux houthistes. « *Nous les avons frappés durement et ils ont montré une grande capacité de résistance* », admet le président. Le jour de cette déclaration, un troisième Super Hornet sombre dans la mer après avoir manqué son atterrissage.

SETH HARP

* Journaliste, auteur de *The Fort Bragg Cartel : Drug Trafficking and Murder in the Special Forces* (Viking Press, New York, 2025). Une version plus longue de ce texte a paru dans *Harper's*, New York, octobre 2025.

DES FONCTIONS RÉGALIENNES CAPTURÉES PAR L’INDUSTRIE NUMÉRIQUE

Le coup d’État de la tech autoritaire

(Suite de la première page.)

Dans le domaine militaire, il intervient sur le champ de bataille, la chaîne logistique, la gestion du personnel et le renseignement. Sa plate-forme Foundry, initialement développée pour la contre-insurrection en Irak, a fait le bonheur du département de l’efficacité gouvernementale (DOGE) en automatisant, via des algorithmes politiquement orientés, l’élaboration du budget, l’éligibilité aux aides sociales, les remboursements médicaux et les pensions d’anciens combattants. Un autre outil de Palantir, ImmigrationOS, permet à la police de localiser les étrangers en situation irrégulière et de gérer les flux d’arrestations et d’expulsions.

Si Palantir forme la colonne vertébrale de l’État autoritaire en matière de données, Anduril en est le bras armé. Cette compagnie cofondée par MM. Luckey (le créateur d’Oculus) et Trae Stephens (un ancien de Palantir) transforme la maîtrise de l’information en puissance de combat autonome. Valorisée à 30,5 milliards de dollars – un montant qui reflète autant sa réussite commerciale que son emprise croissante sur des infrastructures militaires cruciales –, elle détient plus de 22 milliards en contrats de défense. Sa plate-forme Lattice combine flux satellite, images radar et photos de terrain au sein d’un système de commandement unique capable de planifier et d’exécuter des opérations à la vitesse de l’éclair. Anduril se targue d’atteindre une autonomie de « niveau 5 » : décollage, identification de la cible, frappe et retour au bercail sans intervention humaine. « Autonomie » est aussi le maître-mot de

l’initiative « Unleashing U.S. Military Drone Dominance » (débrider la domination militaire américaine en matière de drones), annoncée en juillet par le secrétaire à la défense Peter Hegseth, qui vise à l’intégration complète de systèmes d’armement autonomes d’ici à 2027.

Un peu plus haut dans le ciel, Starshield, la constellation de satellites militaires secrets de SpaceX, marque la privatisation d’un domaine qui relevait jusqu’alors de la compétence exclusive de l’État : les communications en orbite terrestre basse. Promue comme une « infrastructure souveraine », elle reste en fait détenue et contrôlée par la société de M. Musk. Quand les communications sur les théâtres de guerre de l’Organisation du traité de l’Atlantique nord (OTAN) dépendent d’un homme qui soutient ostensiblement les partis d’extrême droite européens, l’autonomie de la défense devient une pure chimère. Le Pentagone étudie la possibilité d’utiliser Starship, la fusée de SpaceX, comme plate-forme logistique pour déplacer troupes et matériel à travers le globe en moins d’une heure (3).

D’autres solutions telles que le GovCloud d’Amazon Web Services ou Azure Government de Microsoft – en partenariat avec OpenAI, Meta et Anthropic – font désormais partie intégrante d’opérations militaires et de renseignement secrètes (4). Là encore, la « souveraineté » qu’elles promettent se traduit surtout par de l’opacité pour les citoyens, qui perdent tout droit de regard, et un fil à la patte des gouvernements, de plus en plus captifs d’infrastructures industrielles privées.

le périmètre de l’État. M. Stephens est en même temps président exécutif d’Anduril et associé chez Founders Fund. M. Delian Asparouhov, un autre associé, est aux commandes de Varda Space Industries, qui ambitionne de construire la première station spatiale à usage industriel. M. Scott Nolan, président-directeur général (PDG) de General Matter, a lui aussi conservé ses fonctions au sein du fonds.

Créé par des proches de MM. Thiel et Vance, 1789 Capital symbolise à la fois la mutation dynastique du capital-risque et le lien qu’entretient le pouvoir présidentiel avec les profits de l’armement. L’arrivée de M. Donald Trump Jr., le fils du président, en tant qu’associé en novembre 2024 s’est traduite par un changement d’échelle. Parti de 150 millions de dollars, le fonds pèse désormais plus de 1 milliard. Champion autoproclamé de l’« investissement patriotique », il a déjà injecté plus de 50 millions dans l’empire de M. Musk (SpaceX pour la domination spatiale, xAI pour l’IA militaire) (7).

Avec 600 millions de dollars d’actifs, le fonds American Dynamism, lancé par Andreessen Horowitz (a16z), investit dans les technologies de défense et soutient les individus qui « construisent » l’Amérique. M. Andreessen lui-même

La Bundeswehr, elle, se trouve pieds et poings liés à Anduril depuis que Rheinmetall, premier groupe de défense allemand, a annoncé le 18 juin dernier son partenariat avec la société américaine : des versions « européennes » des missiles Barracuda et des drones autonomes Fury pourraient être déployées au niveau de l’OTAN. En réalité, l’architecture sous-jacente reste américaine : les systèmes européens utilisent Lattice, reçoivent continuellement des mises à jour des serveurs californiens et fonctionnent dans un cadre paramétré par la Silicon Valley.

Le Royaume-Uni a atteint un stade de dépendance encore plus avancé. Depuis 2023, le National Health Service (NHS) gère les données de dizaines de millions de patients via la Federated Data Platform de Palantir, qui lui a coûté 330 millions de livres sterling. Le gouvernement

a pourtant dû payer 8 millions de livres au cabinet d’audit KPMG en mai dernier pour tenter de vaincre les réticences de certains groupes hospitaliers à adopter l’outil. Il faut croire que la bride tenue par M. Thiel n’était pas encore assez courte, puisque Londres a aussi conclu en septembre dernier un partenariat de défense à 1,5 milliard de livres qui fait du pays l’une des plaques tournantes des systèmes d’IA militaire de Palantir.

Ces décisions n’ont pas donné lieu à des débats parlementaires dignes de ce nom. Peu d’entre elles ont fait la « une » des journaux. Elles révèlent pourtant avec quel empressement les gouvernements du Vieux Continent, qui se gargarisent d’autonomie stratégique, sont prêts à céder de leurs prérogatives à des plates-formes américaines dont les dirigeants méprisent ouvertement les démocraties européennes.

Intellectuels-oligarques

À CHAQUE nouveau contrat, le piège se resserre. Lorsque les services de l’État ne peuvent plus fonctionner sans Palantir, que les drones d’Anduril deviennent la norme au sein de l’OTAN et que les modèles d’IA qui font tourner tout le reste sont alimen-

gées en « infrastructure de sécurité nationale », ce qui revient à conférer à des émetteurs privés des quasi-pouvoirs de banque centrale. En juin dernier, le secrétaire au Trésor Scott Bessent a évalué la demande de bons du Trésor ainsi générée à 2 000 milliards de dollars.

Convergences et connivences

ALIMENTER les fermes de serveurs qui propulsent ces outils nécessite un courant stable et puissant que seules les technologies nucléaires avancées peuvent fournir à l’échelle voulue. L’usine d’enrichissement d’uranium de General Matter – la première aux mains d’intérêts privés sur le sol américain depuis 2013 – est financée en partie par le Founders Fund de M. Thiel (lequel siège au conseil d’administration) et gérée par d’anciens ingénieurs de SpaceX. La convergence n’est pas fortuite. Pour le secrétaire à l’énergie Christopher Wright, le nucléaire de demain répond à une question de domination technologique bien plus que d’indépendance énergétique : « *L’IA est une industrie énergivore. Plus vous investissez d’énergie, plus vous produisez d’intelligence* » (5).

Pour comprendre comment cette capture a pu s’opérer si rapidement, il suffit d’observer les protagonistes.

Aujourd’hui, le pantouflage ne se limite plus à un mouvement de va-et-vient entre gouvernement et industrie ; il y a imbrication de ces deux univers au sein d’une nouvelle architecture du pouvoir. M. James D. Vance, actuel vice-président, aurait probablement connu une ascension politique moins fulgurante si M. Thiel ne l’avait pas aidé, en 2022, à remporter son siège de sénateur de l’Ohio via une contribution de 15 millions de dollars – la plus importante donation individuelle à un candidat au Sénat. M. Michael Kratsios, ancien bras droit du même Thiel, dirige maintenant le bureau de la politique scientifique et technologique de la Maison Blanche. M. Michael Obadal, nommé en mai sous-secrétaire à l’armée (le deuxième rang civil dans la hiérarchie du Pentagone), a occupé un poste de direction chez Anduril et détenait encore pour 1 million de dollars d’actions de la société lors de sa confirmation par le Sénat en septembre.

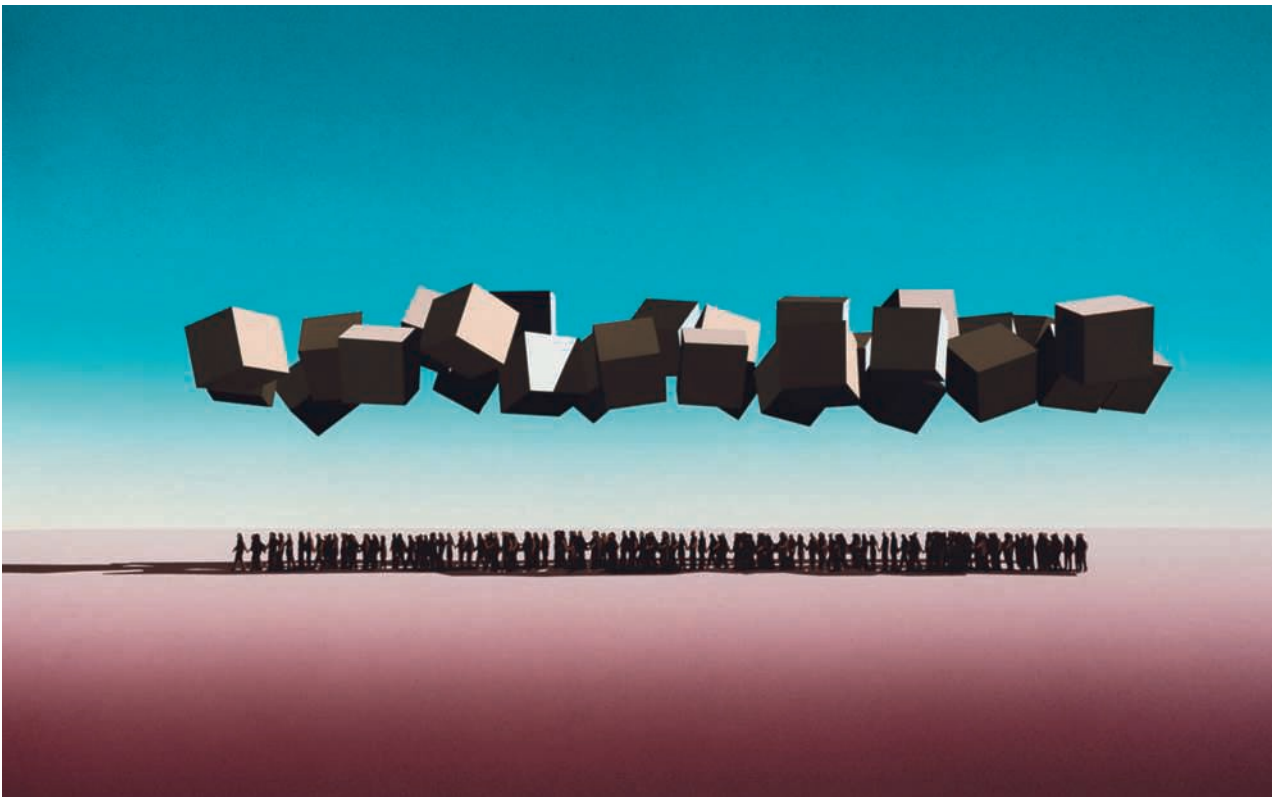
M. Gregory Barbaccia a passé dix ans à la division renseignement de Palantir avant de devenir directeur des systèmes d’information du gouvernement fédéral, où il supervise des programmes d’intégration de données qui enrichissent directement son ancien employeur. M. Clark Minor, son homologue au département de la santé et des services

sociaux, était un haut responsable chez Palantir, compagnie qui a bénéficié de près de 300 millions de dollars de contrats de ce même département entre 2021 et 2024. Le summum est peut-être atteint avec le Détachement 201, une unité créée en juin par le Pentagone pour encourager l’« innovation », qui comprend quatre poids lourds de Palantir, Meta et OpenAI élevés au grade de lieutenant-colonel (6). On brouille ainsi, à dessein, la frontière entre sous-traitants et commandants, entre quête de profit et défense nationale.

Maintenant, suivez les capitaux, et le plan se dévoile.

L’ossature est formée par Founders Fund, navire amiral de M. Thiel, fort de 17 milliards de dollars. En juin, il a dominé le dernier tour de financement d’Anduril avec une participation de 1 milliard. Positionné très tôt dans le renseignement et les communications satellites, il est le premier actionnaire institutionnel de Palantir et de SpaceX. À rebours du capital-risque traditionnel, plus passif, le fonds intervient directement dans les choix stratégiques d’entreprises qui redéfinissent

Calendrier des fêtes nationales		
1 ^{er} - 30 novembre 2025		
1 ^{er} ALGÉRIE	Fête nationale	
ANTIGUA-ET-BARBUDA	Fête de l’indépend.	
3 DOMINIQUE	Fête de l’indépend.	
MICRONÉSIE	Fête de l’indépend.	
PANAMÁ	Fête de l’indépend.	
4 TONGA	Fête nationale	
9 CAMBODGE	Fête de l’indépend.	
11 ANGOLA	Fête de l’indépend.	
POLOGNE	Fête de l’indépend.	
15 PALESTINE	Fête de l’indépend.	
18 LETTONIE	Fête nationale	
OMAN	Fête nationale	
19 MONACO	Fête nationale	
22 LIBAN	Fête de l’indépend.	
25 BOSNIE-HERZÉGOVINE	Fête nationale	
	Fête de l’indépend.	
SURINAME	Fête de l’indépend.	
28 ALBANIE	Fête de l’indépend.	
MAURITANIE	Fête de l’indépend.	
TIMOR-ORIENTAL	Fête de l’indépend.	
30 BARBADE	Fête de l’indépend.	



MEHDI GHADYANLOO. – « Shared Future » (Avenir partagé), 2018

avait battu le rappel des milliardaires de la Silicon Valley pour soutenir la candidature de M. Trump en 2024. Plus discrets, les géants 8VC et General Catalyst n’en sont pas moins influents. M. Joseph Lonsdale, fondateur de 8VC et cofondateur de Palantir, a œuvré avec M. Musk au sein de l’organisation America PAC, instrument essentiel de la victoire de M. Trump. General Catalyst a mené un tour de financement de 1,48 milliard de dollars pour Anduril, et 8VC a investi 450 millions dans l’entreprise de défense. La stratégie porte ses fruits : en 2025, Palantir caracole en tête de l’indice boursier S & P 500 avec des résultats trimestriels qui dépassent le milliard, tirés par une hausse de 53 % dans le secteur des contrats publics.

Quand votre client ne peut pas vous quitter parce que vous êtes devenu son système d’exploitation, cela ne s’appelle plus du profit, mais du pouvoir. Un pouvoir qui menace désormais autant la souveraineté européenne que la démocratie américaine.

En Italie, les responsables de la défense envisagent de confier à Starlink, le système de M. Musk, la gestion de leurs communications cryptées par satellite. En Allemagne, où l’utilisation des outils de surveillance de Palantir par la police de plusieurs Länder (Hesse, Bavière et Rhénanie-du-Nord-Westphalie) a provoqué de vives protestations ainsi qu’un recours devant la Cour constitutionnelle, les autorités fédérales n’excluent pas de les généraliser à l’ensemble du pays (8).

tés par des centrales nucléaires, il n’y a plus de retour en arrière possible.

Ce qui se dévoile alors n’est pas une mainmise industrielle classique, mais une mutation fondamentale de la souveraineté : d’autorité politique exercée via des institutions relativement démocratiques, elle se transforme en capacité technique contrôlée par des intérêts privés. Pendant qu’à Bruxelles on palabre sur la « souveraineté numérique », les pays européens signent des partenariats qui hypothèquent leur autonomie et encodent la logique antidémocratique dans les structures mêmes du pouvoir.

La métamorphose politique de la Silicon Valley marque la maturation de ce qu’Evgeny Morozov appelle les « *intellectuels-oligarques* », ces « *nouveaux législateurs* » qui utilisent l’infrastructure technologique pour propager leur évangile et bâtir une gouvernance postdémocratique (9). Ce qui avait débuté comme un repli libertarien se métamorphose en prise de contrôle autoritaire. Ceux qui hier entendaient se soustraire à l’autorité des États en créant des nations autonomes au milieu de l’océan occupent aujourd’hui les plus hautes fonctions gouvernementales. Ayant échoué à construire des institutions parallèles, ils ont trouvé plus efficace : *devenir* l’infrastructure étatique.

C’est peut-être dans le domaine des cryptomonnaies que leur réussite est le plus flagrante. Dans le cadre du « Genius Act » de M. Trump, les cryptomonnaies stables (*stablecoins*) sont désormais éri-

Comme les techno-autoritaires l’ont bien compris, il n’est nul besoin de gagner des élections pour exercer le pouvoir ; il suffit de décrocher des contrats. Chaque appel d’offres réduit un peu plus le choix démocratique, jusqu’à ce que seules demeurent les options techniquement permises par une infrastructure mise au service des actionnaires. Vidée de son contenu, la démocratie ne survit que comme ancienne interface, conservée dans un souci de stabilité.

FRANCESCA BRIA.
(Traduit de l’anglais par Élise Roy.)

(3) Audrey Decker, « Pentagon eyes Starship, designed for Mars, for military missions somewhat closer to home », 15 mars 2024, www.defenseone.com

(4) Pour une synthèse, cf. Andrea Coveri, Claudio Cozza et Dario Guarascio, « Big Tech and the US digital-military-industrial complex », *Intereconomics*, vol. 60, n° 2, Hambourg, 2025.

(5) « Secretary of Energy Chris Wright delivers keynote remarks at CERAWEEK 2025 », 10 mars 2025, www.energy.gov

(6) MM. Shyam Sankar, directeur de la technologie chez Palantir, Andrew Bosworth, son homologue chez Meta, Kevin Weil, chef de produit chez OpenAI, et Robert McGrew, ancien directeur de la recherche chez OpenAI. Cf. Ashley Roque, « Palantir, Meta, OpenAI execs to commission into army reserve, from “Detachment 201” », Londres, 13 juin 2025, <https://breakingdefense.com>

(7) Alexandra Ulmer et Joseph Tanfani, « Trump-linked venture fund 1789 Capital tops \$1 billion in assets », Reuters, septembre 2025.

(8) Angelo Amante et Crispian Balmer, « Italy’s defence minister says decision on Musk’s Starlink should be technical », Reuters, 15 avril 2025, et Marcel Fürstenau, « German police expands use of Palantir surveillance software », 8 avril 2025, www.dw.com

(9) Lire Evgeny Morozov, « Les intellectuels-oligarques, nouveaux législateurs de la Silicon Valley », en deux parties, Silicon Circus, Les blogs du « Diplo », 14 et 17 avril 2025.

La souveraineté comme

Partout dans le monde, des gouvernements font ruisseler des centaines de milliards pour développer une « intelligence artificielle (IA) souveraine » – un oxymore, tant cette technologie dépend des industries américaines. Dopée par les tensions internationales, la souveraineté est devenue une marchandise qui rivalise avec l'or, les cryptomonnaies ou les voitures de luxe.

PAR **EVGENY MOROZOV** *

EN février dernier, le président français Emmanuel Macron annonçait une nouvelle étape de la « stratégie nationale pour l'intelligence artificielle » : un plan de 109 milliards d'euros d'investissements privés mêlant fonds souverains émiratis, fonds de pension canadiens, capital-investissement américain et grandes entreprises nationales – Iliad, Orange, Thales. Mais ces dernières fonctionnent toutes grâce aux processeurs graphiques (GPU) Blackwell de Nvidia, ce géant américain qui conçoit les semi-conducteurs les plus utilisés dans le secteur de l'IA et domine le classement mondial des capitalisations boursières. Le Royaume-Uni a surenchéri en septembre avec son Technology Prosperity Deal à 150 milliards de livres sterling (172 milliards d'euros), l'Allemagne s'est empressée de suivre le mouvement, et le scénario s'est répété du Proche-Orient à l'Asie du Sud-Est : des promesses mirifiques pour briser la dépendance aux technologies américaines en achetant des puces américaines aux conditions fixées par les Américains. « Souveraineté » : privilège de rédiger des chèques aux États-Unis dans sa propre monnaie.

Il est vrai que le président de Nvidia fait beaucoup pour entretenir ce délire collectif. Avec son éternel blouson de cuir qui lui donne l'allure d'un coach motivation pour concessionnaires Harley-Davidson, M. Jensen Huang dévide le même sermon sommet après sommet : « *Soyez propriétaires des moyens de production de votre intelligence.* » Face à lui, les ministres des finances hochent dévotement la tête avec le regard vitreux des emprunteurs qui renoncent à lire les termes du contrat en petits caractères. La voie du salut est implicite : achetez nos puces et échappez à la tyrannie d'OpenAI et de son produit-phare, ChatGPT.

Ce que le prophète omet de préciser du haut de sa chaire, c'est que Nvidia prévoit justement d'investir 100 milliards de dollars (86 milliards d'euros) dans le Léviathan que sa doctrine de la souveraineté prétend neutraliser. La farandole des capitaux tourne à l'inceste, puisque, pour 10 milliards injectés dans OpenAI, Nvidia en récupère 35 en achats de puces – un circuit fermé si bien huilé qu'il crée son propre mouvement perpétuel (1). Mieux encore, les puces de Nvidia ne sont même pas vendues, mais louées (2).

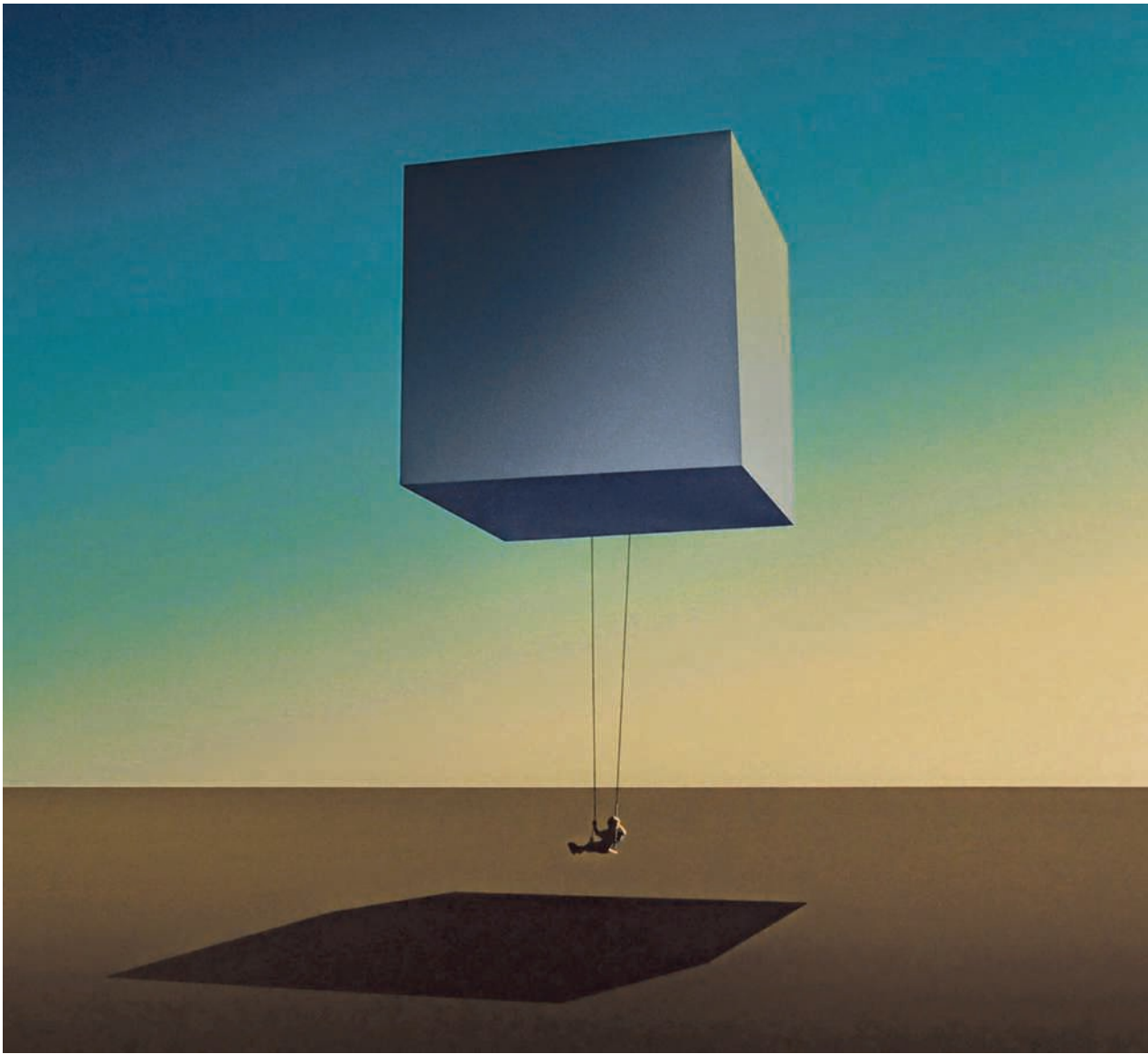
Crise financière, saison 2

PARALLÈLEMENT, OpenAI place des billes dans le principal concurrent de Nvidia, AMD, tout en mijotant des accords d'infrastructure qui devraient à terme lui procurer une puissance électrique équivalente à celle de vingt réacteurs nucléaires, le tout pour la modique somme de 1 000 milliards de dollars. La récursi-

tivité de ces arrangements rendrait vert de jalousie le meilleur architecte de « Ponzi » – ces pyramides financières frauduleuses qui rémunèrent les clients avec les fonds apportés par les nouveaux entrants. À 1 200 milliards, l'endettement du secteur de l'IA dépasse désormais celui du secteur bancaire – la crise de 2008, saison 2, avec le silicium dans le rôle des *subprime*.

Même les idolâtres du marché ne parviennent pas à boucler la quadrature du cercle. D'après les projections de Morgan

© MEHDI GHADYANLOO - ALMINE RECH, PARIS, BRUXELLES, LONDRES, NEW YORK



MEHDI GHADYANLOO. – « Escape to Destiny » (Échapper au destin), 2016

Stanley, les dépenses en centres de données (*data centers*) atteindront 2 900 milliards de dollars d'ici à 2028. Les géants de la tech ont beau être assis sur des réserves de liquidités qui dépassent la plupart des budgets nationaux, ils ne disposent que de 1 400 milliards : il leur faudra emprunter les 1 500 restants (3). À qui ? À Blackstone, Apollo ou Pimco, ces fonds d'investissement passés maîtres dans des prouesses d'ingénierie financière type « crédit privé », relativement récentes et hautement lucratives. La souveraineté, déjà hypothéquée sur les puces Nvidia, l'est aussi sur les lignes de prêt de Wall Street.

Quid de Washington ? Du point de vue de l'hégémon américain, l'« IA souveraine » n'est pas une arnaque nouvelle, mais le dernier acte d'une pièce dont le texte s'écrit depuis plus d'un siècle. La diplomatie du pétrole y a remplacé celle du dollar, avant d'être supplantée à son

tour par la diplomatie du processeur. Bien que chaque étape soit plus baroque que la précédente, on y retrouve deux constantes : l'État et le capital américains, soudés dans leur interminable valse.

L'acte I s'ouvre à l'orée du xx^e siècle. Le gouvernement américain promet aux pays d'Amérique latine que la prospérité économique et l'assainissement de leurs finances leur garantiront la stabilité politique. Dans les années 1900, Theodore Roosevelt prend ce prétexte pour placer les douanes dominicaines sous tutelle. En 1912, c'est au tour du Nicaragua de connaître le même sort via un prêt octroyé par la banque Brown Brothers. L'essentiel de ses revenus douaniers embarque pour Manhattan. Aux Nicaraguayens mécontents d'être traités comme une filiale à 100 %, Washington répond en envoyant les marines : le pays est occupé pendant vingt et un ans (1912-1933), avec près de quatre mille soldats au plus fort du déploiement. Dans un éditorial paru en 1922, l'hebdomadaire *The Nation* dénonce la « *république des Brown Brothers* », une formule prophétique compte tenu de ce qui allait suivre.

L'acte II se joue pour la première fois en 1974, trois ans après que Richard Nixon a

renoncé à la convertibilité du dollar en or et dévalué la monnaie américaine. Henry Kissinger fait aux Saoudiens une proposition maquillée en diplomatie : facturez votre pétrole au prix qui vous plaît, mais exclusivement en dollars, et placez vos profits dans les bons du Trésor américain. Ce pacte secret est assorti de garanties de sécurité implicites, étant bien entendu que tout manquement sera considéré comme un acte de guerre. Entre 1974 et 1981, une part substantielle des 450 milliards de dollars d'excédents accumulés par l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) est donc réinvestie dans l'économie américaine. Un pétrodollar après l'autre, les États-Unis reconstituent leur domination monétaire. Nul besoin de déranger les marines cette fois-ci.

L'acte III est encore en cours d'écriture, mais déjà l'échelle des opérations dépasse tout ce que l'on a connu. Après les bananes, après les barils, c'est désormais la puissance informatique qui se marchande, c'est-à-dire la capacité brute de traitement qui permet aux machines de calculer en moins de temps qu'il n'en faut à une banque centrale pour activer la planche à billets. La république des Brown Brothers a cédé le pas à la république de Nvidia.

Vicissitudes de l'anarcho-capitalisme

UNE partie des flux transite par les cryptomonnaies. Qu'il soit émis à Dubaï ou à São Paulo, tout *stablecoin* doit être gagé par des bons du Trésor américain. Avec un culot qui force l'admiration, l'Italien Paolo Ardoïno, président-directeur général (PDG) de Tether, clairotte ainsi que ses jetons numériques sont « *l'instrument le plus efficace de l'hégémonie du dollar* » (X, 25 février 2025). Il est vrai que sa firme détient 120 milliards de dollars en dette américaine. Le Genius Act signé par M. Donald Trump en juillet dernier, qui instaure un cadre juridique pour ces monnaies numériques, offre au président américain la caution antisystème des cryptos... pour consolider le système qu'il prétend combattre. Qui aurait parié que l'anarcho-capitalisme finirait par garantir le déficit fédéral ?

Le spectacle secondaire des cryptos fait diversion du casse qui se déroule



Et mon nombril, tu l'aimes mon nombril ?

Il est un domaine intellectuel où l'excellence française, jamais égalée, fait toujours tomber des records : l'autopromotion. Chaque mercredi paraît le *JDNews*, un magazine du groupe Bolloré offert le week-end aux acheteurs du *Journal du dimanche*. Le 1^{er} octobre dernier, la direction de la rédaction avait choisi une couverture et un thème de dossier audacieux : « Chaîne leader, audiences record, cible du système : la déflagration CNews » – une chaîne du groupe Bolloré.

De portée cosmique, cet événement exigeait qu'on le relaie à la radio. Le même jour, on entendit donc dans le journal matinal d'Europe 1 – groupe Bolloré – cet échange entre Alexandre Le Mer, rédacteur en chef adjoint d'Europe 1, et Florian Anselme, journaliste au *JDNews* :

Anselme (*JDNews*) : CNews cartonne, CNews est devant.

Le Mer (Europe 1) : Et c'est un dossier complet, hein, dans le *JD News*, que vont découvrir vos lecteurs.

Anselme (*JDNews*) : Oui, d'abord on a un excellent papier de Charlotte d'Ornellas qui décrypte le succès et la popularité croissants de la chaîne. (...)

Le Mer (Europe 1) : Bon, à lire également dans ce nouveau numéro du *JDNews*, une interview de Serge Nedjar, le directeur général de CNews.

Anselme (*JDNews*) : Oui, et son interview est titrée : « CNews est le miroir de la société. » Et puisque sa parole est rare, on en a profité pour dérouler avec lui tous les sujets qui concernent la chaîne, (...) la liberté de ton et la liberté de parole qui existent sur son antenne.

Le Mer (Europe 1) : Merci Florian Anselme, « La déflagration CNews », c'est donc la « une » du *JDNews* cette semaine, avec des visages qui vous sont familiers, Laurence Ferrari, Sonia Mabrouk, Christine Kelly et Pascal Praud.

Europe 1 – groupe Bolloré – qui interviewe un journaliste du *JDNews*, du groupe Bolloré, pour parler d'un dossier consacré aux succès de CNews, la chaîne de Bolloré : Jean de La Fontaine en eût fait une fable.

Ancien directeur et inamovible éditorialiste du *Point*, Franz-Olivier Giesbert sait mieux que personne qu'« *il n'est meilleur ami ni parent que soi-même* ». Lorsqu'il dirigeait *Le Figaro*, à la fin du siècle dernier, il obtenait qu'une quinzaine d'articles différents célèbrent un de ses ouvrages... Deux semaines après le sketch d'autopromotion du *JDNews*, *Le Point* consacre donc sa « une » et un dossier de dix pages au nouveau livre de son éditorialiste, dont la photo occupe toute la couverture. Clément Pétreault, directeur délégué de l'hebdomadaire, à qui revient l'honneur d'introduire le chef-d'œuvre, a l'honnêteté de ne pas dissimuler sa ferveur : « *On le savait intervieweur hors norme, éditorialiste féroce...* (...) *Sous sa plume, la France devient un personnage de roman, sublime et cabossé.* (...) *Une leçon de vie* (...) »

Giesbert ayant consacré à l'intervieweuse-vedette du groupe Bolloré une chronique du *Point* titrée « Sonia Mabrouk présidente ! » (3 octobre 2024), une question brûle désormais les lèvres du Tout-Paris : quand donc Mabrouk recevra-t-elle Giesbert pour célébrer son livre ?

SERGE HALIMI ET PIERRE RIMBERT.

* Directeur de The Syllabus, une plate-forme de sélection et de mise en valeur des connaissances. Son dernier livre publié en français, *Les Santiago Boys* (Divergences, Quimperlé, 2024), s'appuie sur le podcast éponyme.

(1) Jeremy Kahn, « Nvidia's \$100 billion OpenAI investment raises eyebrows and a key question : how much of the AI boom is just Nvidia's cash being recycled ? », *Fortune*, New York, 28 septembre 2025.

(2) Anissa Gardizy et Sri Muppidi, « In OpenAI megadeal, Nvidia discusses a new business model : chip leasing », 23 septembre 2025, www.theinformation.com

(3) Tabby Kinder, « "Absolutely immense" : the companies on the hook for the \$3tn AI building boom », *Financial Times*, Londres, 14 août 2025.

BULLE FINANCIÈRE ET ARME GÉOPOLITIQUE

marchandise américaine

Le stratagème de Washington serait pur cynisme s’il ne produisait pas des résultats aussi époustouflants. D’abord, fabriquer une crise de la souveraineté – méfiez-vous des puces chinoises, les *clouds* (nuages) américains sont la seule option qui vaille, vos centres de données sont vulnérables. Puis vendre le remède avec un bénéfice digne d’un laboratoire pharmaceutique. En Europe, les infrastructures informatiques censées alimenter l’«IA souveraine» vont sortir de terre grâce aux investissements de BlackRock et du fonds émirati MGX – un rejeton du système des pétrodollars. Mêmes capitaux venus du Golfe, mêmes jeux d’intermédiation, seule la marchandise diffère. Avec les techno-dollars, le recyclage passe à la vitesse supérieure et les marges se comptent en centaines plutôt qu’en centièmes de points de pourcentage.

Les restrictions sur les exportations ont remplacé les canonnières ; Washington ne vise plus les ports, mais garde le doigt sur le disjoncteur des fermes

de serveurs. Pour protéger l’architecture financière, il faut montrer les dents.

C’est ainsi que la compagnie néerlandaise ASML, seule au monde à produire des machines de lithographie extrême ultraviolet (EUV), qui servent à graver les microprocesseurs les plus avancés, a été sommée début 2024 de ne plus approvisionner sa clientèle chinoise, sous peine de perdre accès aux logiciels américains et de voir ses scanners devenir des presse-papiers à 200 millions de dollars. L’entreprise a d’abord tiré son épingle du jeu : les clients s’étant rués pour passer leurs dernières commandes, le chiffre d’affaires avec la Chine est passé de 29 % en 2023 à 36 % en 2024. Mais le retour de bâton n’a pas tardé : en 2025, ASML prévoit des revenus chinois à 20 %. Pris en tenaille entre les directives américaines et les restrictions de Pékin sur les exportations de terres rares, le constructeur anticipe maintenant des retards de « *plusieurs semaines* » (Bloomberg, 10 octobre 2025).

Une laisse en silicium

DE son propre chef – ou peut-être encouragé par Washington –, le gouvernement néerlandais a décidé de franchir un pas supplémentaire. Le 12 octobre, soit trois jours après l’annonce des restrictions sur les terres rares, il a pris le contrôle de Nexperia, un fabricant de puces chinois installé aux Pays-Bas depuis 2019. Le prétexte ? De « *graves lacunes de gouvernance* » justifiant le recours à des pouvoirs d’urgence. Un tribunal a ordonné la saisie des actifs de Nexperia, ainsi que le remplacement de son PDG, M. Zhang Xuezheng, par un directeur « non chinois » doté d’un droit de vote décisif, et la gestion de l’entreprise a été confiée à un administrateur indépendant. Un coup de génie : Nexperia a prévenu qu’il ne garantissait plus l’approvisionnement en microprocesseurs et la pénurie menace l’industrie automobile allemande...

La fougue antichinoise n’a pas commencé avec l’ère Trump. En 2024 déjà, la secrétaire au commerce de M. Joseph Biden, M^{me} Gina Raimondo, expliquait la chose sans ambages aux autorités des Émirats arabes unis (EAU) : leur géant technologique, G42, devait « *choisir entre les États-Unis et la Chine* ». Pas se diversifier. Pas se couvrir contre le risque. *Choisir*. Les serveurs de G42 furent excisés de leurs composants Huawei d’une valeur comprise entre 1,7 et 2 milliards de dollars (4), après quoi Microsoft offrit à G42 un investissement de 1,5 milliard de dollars – une indemnité d’apostasie en quelque sorte. De toute façon, en vertu du

Cloud Act, le *cloud* « souverain » de G42 demeure biologiquement américain : les données sont à Abou Dhabi, les tribunaux compétents en Virginie.

Cette loi rend d’ailleurs risible la notion même de souveraineté. Lors de son audition par le Sénat français en juin 2025, le directeur des affaires publiques et juridiques de Microsoft France fut prié de dire s’il pouvait certifier que les données des citoyens nationaux ne seraient jamais transmises au gouvernement américain sans l’accord de Paris. Sa réponse mérite la médaille de la candeur impériale : « *Je ne peux pas le garantir.* »

Et Washington a d’autres instruments dans sa besace. La disposition Foreign Direct Product Rule – ou FDP – étend la souveraineté des États-Unis jusqu’au niveau de l’atome. Il suffit qu’une puce, une plaquette ou une vis ait été une fois en présence d’une ligne de code ou d’une enveloppe de recherche américaine pour que s’applique l’extraterritorialité du droit. Si l’on y regarde d’un peu plus près, on trouve encore mieux : le Chip Security Act, proposition de loi déposée en mai 2025, rendrait obligatoire l’installation sur les puces Nvidia H100 et B200 de systèmes de géolocalisation – véritables portes dérobées en silicium (*back doors*), ou GPS pour GPU. L’architecture de surveillance que les Occidentaux accusaient Huawei d’avoir mise en œuvre deviendrait donc une politique fédérale, mais seulement pour les puces américaines.

Dans ces conditions, on peut se demander ce que célèbre M. Macron lorsqu’il applaudit les contrats passés par Mistral AI avec Nvidia et parle, le 11 juin dernier, de « *combat pour la souveraineté* » aux côtés de M. Huang. Un président français reconverti en VRP, non pas sous la contrainte, mais par ferveur stratégique : voilà le stade ultime de la coercition.

Bank a démarché les banques japonaises en leur demandant 13,5 milliards de dollars pour financer sa prochaine orgie américaine, elles lui en ont proposé le double.

Et que dire de Deutsche Telekom ? Alors que son ancêtre, la Deutsche Bundespost, servait l’économie allemande en posant des câbles, il promeut son « cloud d’IA industrielle » qu’alimentent 10 000 puces

à ce que la Chine reste asservie à l’infrastructure américaine. À l’évidence, quelqu’un avait lu son Mao.

L’histoire de la fabrication des puces Ascend 910B, présentées comme la colonne vertébrale des futures IA chinoises, nuance le discours officiel (5). Huawei aurait contourné les sanctions américaines en se procurant, via des sociétés-écrans, plus de 2 millions de circuits gravés par le taïwanais TSMC et en les intégrant dans ses puces. Comme l’ont révélé les analyses de TechInsights, ces dernières contiendraient également des composants mémoire Samsung et SK Hynix. Le passage en force a réussi malgré la dépendance matérielle plutôt que grâce à l’autosuffisance. À la subordination consentie, Pékin a préféré la production sous contrainte. La volonté politique l’a emporté sur l’optimisation de la chaîne logistique.

Et c’est cela qui rend l’expérience chinoise si difficile à reproduire. Quand le directeur général de SoftBank veut envoyer 40 milliards de dollars en Californie, Tokyo ne peut qu’applaudir et subventionner. Quand Deutsche Telekom repeint la plate-forme de *cloud* Microsoft Azure aux couleurs allemandes, Berlin hausse les épaules et continue d’appeler cela « souveraineté ». Mais quand Pékin décide de briser une dépendance, les émissaires du Parti implantés dans tous les grands conseils d’administration ne perdent pas de temps à discuter de l’« intérêt national » ; ils le traduisent en votes. Les banques d’État qui participent au « Big Fund » chinois, fort de 95 milliards de dollars, n’ont à répondre devant aucun actionnaire ; les fabricants de semi-conducteurs fleurissent sur des terres préemptées par décret ; et les coûts de cette stratégie – moindre efficacité, lenteur des nœuds, risques de contrebande, pénurie de mémoire – sont absorbés dans des bilans comptables qui se projettent sur des décennies, et non sur les prochains trimestres.

Le fonctionnement institutionnel chinois n’a rien de particulièrement exotique ; il met simplement en acte un principe que la majorité des États ont abandonné : la possibilité de faire prévaloir l’intérêt national sur les intérêts privés. Les compradors ne sont pas des bandits défiant leurs gouvernements : leurs intérêts rejoignent ceux de l’hégémon et les conduisent à défendre et à faciliter la diplomatie américaine du processeur. Les assujettir implique de s’attaquer au système qui a fait de la « compradorisation » une solution logique. Dès lors il n’est plus question de réglementations, mais de rupture géopolitique. D’où la question existentielle qui se pose à travers le monde, de Berlin à Brasília, de Kuala Lumpur à Johannesburg : quand le prix de l’alliance est la subordination permanente, le jeu en vaut-il la chandelle ?

Accéder aux marchés, aux terres rares et aux modèles d’IA chinois implique de refuser le choix binaire imposé par Washington – eux ou nous, la dépendance ou l’isolement, l’intégration ou l’exil –, mais aussi d’accepter les conséquences de ce refus – la fuite des capitaux, les avoirs gelés, l’architecture de sécurité devenue hostile, les carottes remplacées par des bâtons. Dans nombre d’États, ce n’est pas la capacité de dire non qui fait défaut ; c’est la volonté d’endurer ce qui s’ensuivra.

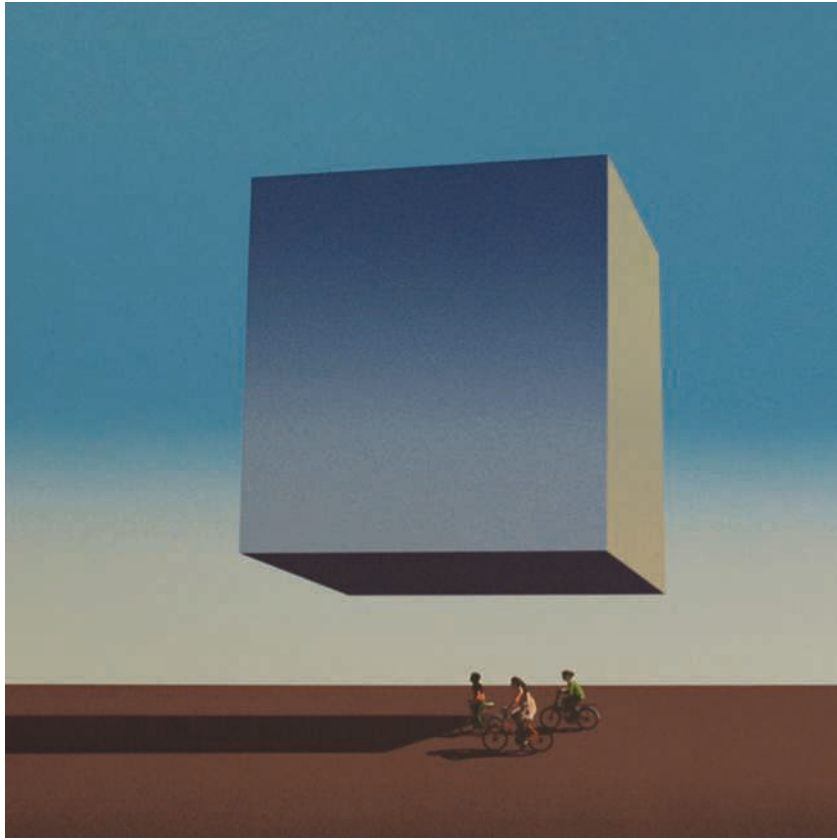
Voilà pourquoi les chèques à l’ordre de la république de Nvidia continuent d’être encaissés. Et, quelque part à Santa Clara, un blouson de cuir métamorphosé en être sensible par la seule grâce des profits est déjà en train de programmer son prochain sermon devant un gouvernement tout prêt à confondre baratin commercial et stratégie géopolitique.

EVGENY MOROZOV.

(Traduit de l’anglais par Élise Roy.)

(4) Ben Bartenstein, Mackenzie Hawkins, Nick Wadhams et Dina Bass, « G42 made secret pact with US to divest from China before Microsoft deal », Bloomberg, New York, 16 avril 2024.

(5) Ann Cao et Wency Chen, « Home-grown heroes : how Huawei and DeepSeek are helping China break reliance on US chips », *South China Morning Post*, Hongkong, 27 septembre 2025.



MEHDI GHADYANLOO. – « Future Intuition », 2015

Qui concourt à faire fonctionner cet empire ? Non plus les soldats – réservés aux pays pauvres –, mais les élites locales. Et elles s’en chargent avec un enthousiasme qui ferait rougir de honte les administrateurs coloniaux. La logique est imparable : dans un monde monopolistique, se diversifier est suicidaire ; le seul choix rationnel consiste donc à se placer comme représentant attiré du monopole. Mao Zedong désignait par l’expression de « bourgeoisie compradore » cette classe qui s’était enrichie en jouant les intermédiaires entre les capitaux étrangers et l’économie nationale. La puissance de calcul a succédé à l’opium, mais les marges s’avèrent toujours aussi juteuses.

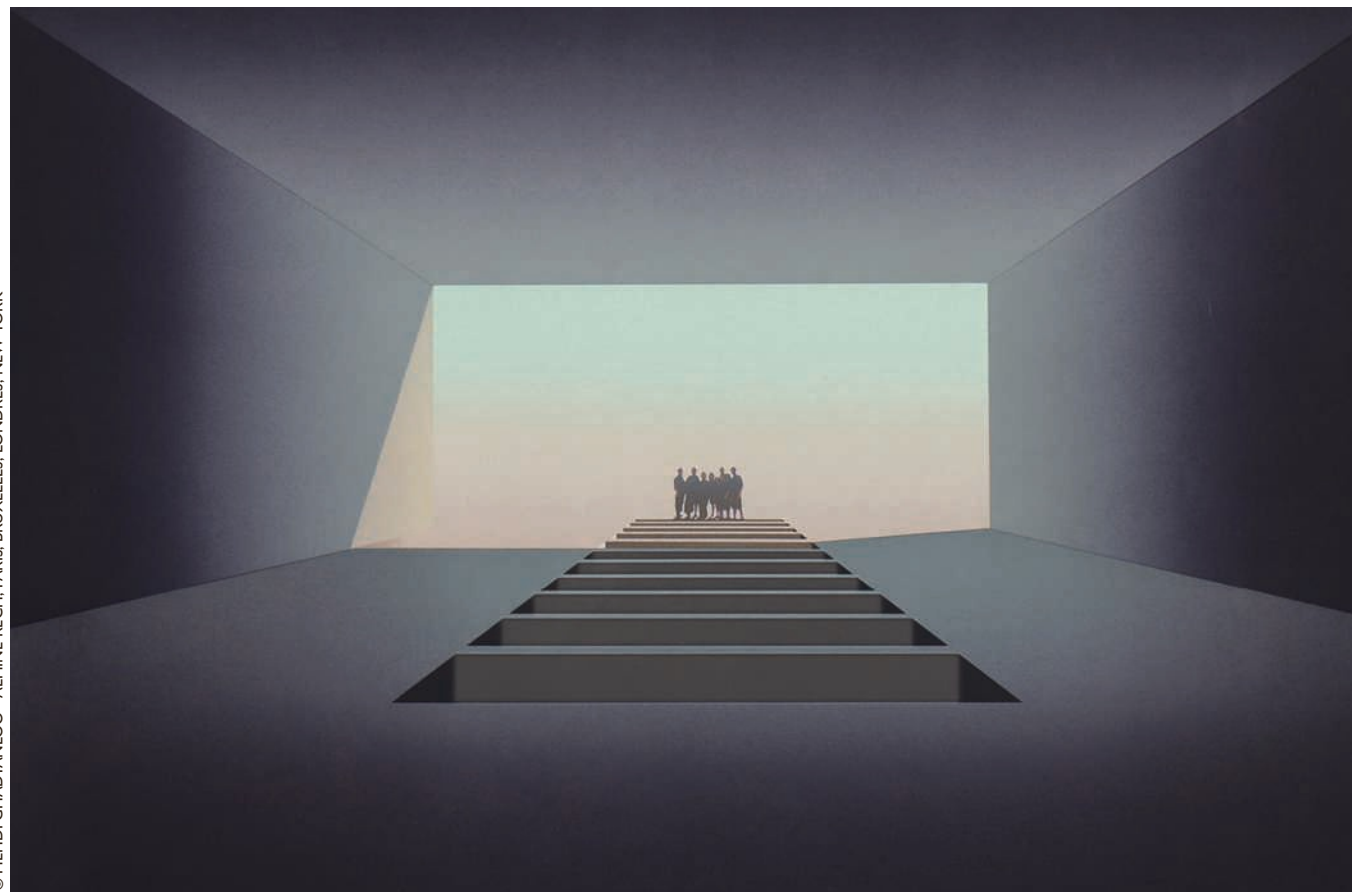
La palme revient à la société japonaise SoftBank. Depuis sa conversion, cette banque qui redirigeait auparavant l’épargne des citoyens vers les entreprises nipponnes a décidé d’investir 48 milliards de dollars dans l’IA américaine (OpenAI, Nvidia, Ampere), alors même que ses liquidités plafonnent à 31 milliards. L’endettement comblera l’écart. Quand Soft-

Nvidia conçues à Santa Clara, fabriquées à Taïwan et immatriculées dans le Delaware. Berlin possède 32 %, les fonds d’investissement 68 %. Une souveraineté de pure façade, des bénéfices qui ruissellent invariablement vers l’ouest.

Même les anciens récalcitrants ne peuvent plus y tenir. Des géants chinois comme ByteDance, Alibaba ou Tencent, censés partager les priorités stratégiques de Pékin, amassent discrètement des puces Nvidia de contrebande, en dépit des pressions du pouvoir, des impératifs de sécurité nationale et de l’existence d’équivalents moins chers (bien que toujours inférieurs) chez Huawei.

Tout aguerris qu’ils soient, les Américains laissent parfois échapper le mot de trop. Le 15 juillet dernier, M. Howard Lutnick, secrétaire au commerce, a livré lors d’une intervention à Pittsburgh la version non édulcorée de leur doctrine : « *Il faut vendre suffisamment aux Chinois pour que leurs développeurs deviennent accros à la technologie américaine.* » Pékin répondit sans hâte mais à grande échelle. En septembre dernier, le régulateur chinois convoque Huawei, Cambricon, Alibaba et Baidu pour procéder à des évaluations techniques : comparer les performances des puces nationales à celles des produits Nvidia épargnés par les restrictions d’exportation, dont le modèle H20. Verdict immédiat et validé en haut lieu : les technologies nationales font l’affaire. Toutes les commandes Nvidia en suspens sont annulées. Pas de tractations, pas de projections de résultats, pas de période de transition. En sous-texte : pour qui ne transige pas sur la souveraineté, les règles extérieures n’ont plus d’importance.

En janvier, Pékin avait lancé sa bombe DeepSeek, un agent conversationnel ultraperformant et moins gourmand en énergie que son concurrent ChatGPT. L’exploit résidait moins dans la percée technologique que dans le symbole politique : le Parti communiste court-circuitant les compradors, qui avaient tout intérêt



MEHDI GHADYANLOO. – « Deadened Profits » (Profits dormants), 2017

La ville, théâtre

« *Le monde libre* ». Durant la guerre froide, les démocraties occidentales claironnaient que leurs citoyens pouvaient aller et venir sans endurer la surveillance des autorités, contrairement aux Soviétiques. Mais aujourd’hui, nul citadin n’échappe à l’œil inquisiteur des caméras assistées par ordinateur. Comment l’État et l’industrie collaborent-ils pour anéantir l’anonymat et la vie privée ?

PAR THOMAS C. JUSQUIAME *

DANS une ambiance estivale, visiblement détendue et conviviale, où différentes couches sociales s’entremêlent le long des allées boisées du parc de La Villette à Paris, une voiture de la police nationale tente de se frayer un chemin au milieu des flâneurs. Une file longue de plusieurs dizaines de mètres s’est constituée devant un cinéma en plein air, gratuit, installé au centre d’une pelouse. Des clôtures hérissées de pointes antiescalade et plusieurs dizaines de cônes métalliques entourent la zone de projection. À quelques mètres de l’entrée, une patrouille de cinq militaires de la mission « Sentinelle », arme de guerre au poing, et des agents de sécurité privés effectuent leur ronde. En pénétrant dans l’enceinte, chaque spectateur passe devant un imposant panneau aux couleurs criardes énonçant les consignes de sécurité : les objets « contondants », « coupants » ou simplement « piquants » – dont les tire-bouchons, les couverts et les verres à pied pour pique-niquer – sont proscrits, au même titre que les canettes ou les sacs volumineux. Après s’être soumis à une fouille de leurs effets personnels et à l’inévitable passage dans

un portique à détecteur de métaux, les spectateurs allongés dans l’herbe seront surveillés par six caméras, juchées sur des structures amovibles installées pour l’occasion. Un pictogramme rouge et noir sur fond blanc et l’inscription « urgence attentat » rappellent que le niveau d’alerte Vigipirate est actuellement au plus haut.

Cette atmosphère suspicieuse et pesante, digne d’une zone militarisée, imposée ici pour visionner un film en famille ou avec ses amis, s’est banalisée. Vantés comme le gage d’une vie plus sûre et de meilleure qualité, les dispositifs sécuritaires ont profondément transformé le rapport des citadins à leur ville. La liberté et l’anonymat, qui attiraient au *xix*^e siècle les villageois désireux d’échapper à la surveillance organique du voisinage, ont cédé la place à une culture officielle de la peur. Parce qu’ils suggèrent un danger permanent et diffusent un sentiment d’incertitude ou de méfiance à l’égard d’autrui, ces outils instaurent un « style de vie » urbain paranoïaque, et rongent insensiblement toute forme d’insouciance (1).

Signaler tout comportement inquiétant

DEPUIS plusieurs décennies, les médias alimentent la surenchère concernant les menaces potentielles qui pèsent sur le quotidien en ville, notamment depuis le basculement sécuritaire provoqué par les attentats du 11 septembre 2001. À entendre les chaînes d’information en continu, les rues ne connaissent que deux catégories de passants, les victimes et les agresseurs. Pour justifier le déploiement croissant de dispositifs de contrôle ou de surveillance, décideurs politiques et experts mélangent, sous l’intitulé « sécurité », des dangers terroristes d’inspiration islamiste ou écologiste, la délinquance ordinaire, les mouvements sociaux et les incivilités. Ce fut le cas en 2024 lors de l’organisation des Jeux olympiques de Paris, qui ont transformé le paysage urbain de la capitale en un théâtre de la peur : hélicoptères et drones tournoyant quotidiennement dans le ciel ; 18 000 soldats déployés, dont 5 000 dans un camp au sud de Paris – « *du jamais-vu depuis la seconde guerre mondiale* », selon l’économiste des armées (2) ; 44 000 barrières de sécurité ; plusieurs dizaines de milliers de policiers ; intelligences artificielles sécuritaires installées à la hâte ; accès à l’espace public soumis à des laissez-passer électroniques ; fouilles en pleine rue (3).

Le triomphe célébré, l’état d’urgence sportif refermé, les dividendes engran-

gés, une question demeure : quel effet produit la vue d’une affiche « alerte attentat » à l’entrée des salles de concert ou des écoles ? Ou celle, dans les transports en commun, d’un panneau lumineux invitant chaque voyageur à signaler tout « comportement inquiétant », en accolant la silhouette d’un individu avec une capuche ?

Il faudra un jour compter au nombre des victimes la spontanéité, la tranquillité d’esprit, l’intimité et les interactions sociales dans des milieux urbains où se déploient progressivement depuis de nombreuses années les techniques de « prévention situationnelle » – tout cet urbanisme technico-sécuritaire, forgé dans un laboratoire du Home Office, le ministère de l’intérieur britannique, au début des années 1970, qui repose sur l’idée que le crime découle d’un simple manque de dissuasion. Il s’agit de « *rendre les délits plus difficiles, plus risqués, moins gratifiants et moins excusables* » en jouant sur « *le management, le design ou la manipulation de l’environnement immédiat* », explique Ronald V. Clark, l’un de ses premiers théoriciens (4). Faisant fi des recherches sur les liens directs entre mesures sociales et baisse de la criminalité ou de celles qui corrént la densification de la vie sociale avec la réduction du nombre d’actes déviants et du sentiment d’insécurité (5), cette obsession sécuritaire qui s’ancre dans la loi réduit la ville à

une matrice de risques, dont la prévention déforme l’environnement : absence de bancs ; végétation rasante ; mobilier antiterroriste et anti-SDF inconfortable ; milieux minéralisés et homogènes ; prolifération de clôtures résidentielles ; grilles défensives ; digicodes ; implantation de fontaines publiques conçues pour éviter la stagnation ou le regroupement en manifestation ; ou mise en place de « sites propres », qui attribuent un couloir spécifique à chaque mode de déplacement, forçant ainsi les habitants à une mobilité constante tout en limitant les effets de croisement, et donc de rencontre. « *On ne peut plus se permettre le petit coin pour les amoureux, comme dans la ville ancienne* », confessait Michel Calen, qui fut directeur de l’établissement public d’aménagement Seine-Arche (6). Contrairement au modèle urbain médiéval, composé de formes sinueuses et pittoresques, de nombreuses villes modernes s’apparentent à un échiquier, où l’aspect sécuritaire l’emporte sur les besoins sociaux complexes et informels

des habitants : l’utile et l’agréable se dissolvent dans l’exigence de gestion rapide d’éventuels désordres.

La peur est le carburant du déploiement des équipements sécuritaires et le ciment de leur acceptation sociale. Or le sentiment d’insécurité se distribue de manière différenciée selon l’âge, le niveau d’études, la zone géographique, le sexe, le bord politique ou l’expérience de la violence, et se divise en deux catégories : la peur personnelle et la préoccupation pour l’insécurité (7). Selon l’enquête « Victimation et sentiment d’insécurité en Île-de-France », réalisée depuis plus de vingt ans sur un échantillon de plusieurs milliers de personnes, la proportion de celles qui se sentent en insécurité a baissé de 14 points entre 2001 et 2023. La pauvreté est la priorité d’action assignée au gouvernement par plus de 46 % des enquêtés, loin devant la délinquance (22 %). Quant à la proportion de Franciliens susceptibles de ressentir une peur (tous lieux confon-

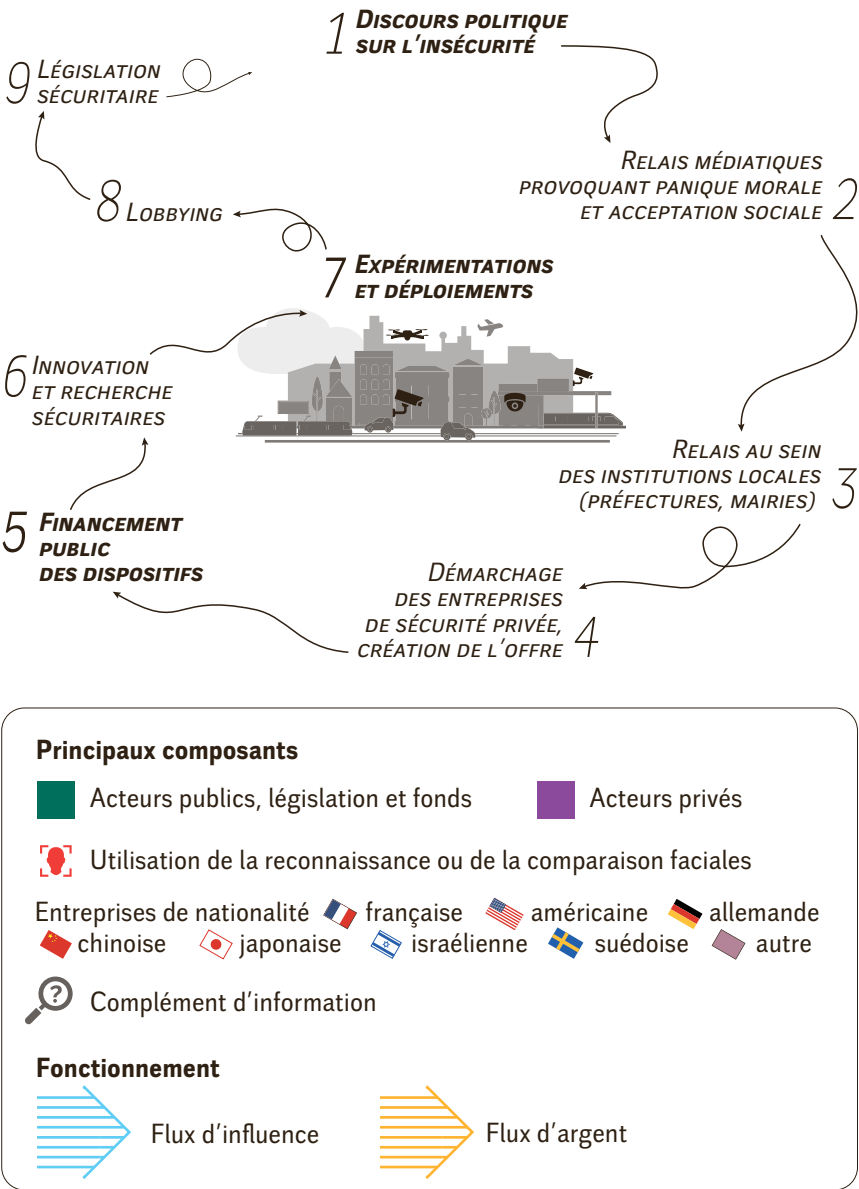
du, incluant les transports, le quartier ou le domicile), elle atteint un niveau plancher depuis vingt-deux ans (45 %). Même constat pour le nombre de victimes d’atteintes personnelles (vols ou agressions), à l’exception des agressions sexuelles, qui enregistrent leur taux le plus élevé (2,7 %) (8).

Les premières analyses des cahiers de doléances des « gilets jaunes » (400 000 pages pour plus de 2 millions de contributions) montrent que les notions de sécurité ou d’immigration ne sont pas au cœur des revendications. Dans le département de la Somme – 162 cahiers et environ 1 000 doléances décortiqués (9) –, les questions de pauvreté et de difficultés matérielles sont omniprésentes, tout comme la dénonciation des élites politiques et de leur « mépris ». En attendant qu’elles soient prises en compte, le budget moyen de 20 000 euros par caméra installée alimente un marché français estimé à plus de 2 milliards d’euros, alors même que

L’écosystème français de la vidéosurveillance algorithmique

PAR THOMAS C. JUSQUIAME ET CÉCILE MARIN

Cette infographie identifie les grands acteurs français de la vidéosurveillance algorithmique et montre comment pouvoirs publics et entreprises privées articulent leurs efforts pour couvrir les espaces publics ou semi-publics (gares) de caméras. Le petit schéma ci-dessous décrit le cycle de la peur qui conduit d’une panique morale entretenue par les médias au déploiement expérimental de dispositifs puis à la consécration législative de cet état d’exception¹. Le schéma principal, lui, dévoile les noms, les lieux, les pratiques des organismes impliqués dans la vidéosurveillance, et détaille leurs rapports d’influence et de financement mutuels. Il révèle comment, notamment par l’intermédiaire du Comité stratégique de filière des industries de sécurité (CSF-IS) qui structure et soutient le marché, l’État se place au cœur de ce partenariat public-privé pour la destruction de certaines libertés fondamentales.



1. Sur les lieux de travail, supermarchés, ports et aéroports, stades, etc., s’applique une législation encore plus favorable à la surveillance.
2. Source : projet de recherche « Intelligence artificielle et activité policière (IAAP) », Florent Castagnino (sous la dir. de), IMT Atlantique, 2022-2026.
3. Direction des entreprises et partenariats de sécurité et des armes. A absorbé l’ancienne délégation ministérielle aux partenariats, aux stratégies et aux innovations de sécurité (Dpsis).
4. Source : *Atlas 2024* du magazine *En toute sécurité*.
5. Source : « Analyse de la taille et des parts du marché de la reconnaissance faciale - tendances et prévisions de croissance (2023 - 2028) », 10 novembre 2023, www.mordorintelligence.com
6. Loi d’orientation pour l’aménagement et le développement du territoire, dite loi Pasqua.
7. Loi d’orientation et de programmation pour la (performance de la) sécurité intérieure.

* Journaliste. Auteur de *Circulez. La ville sous surveillance*, Marchialy, Paris, 2024.

(1) Cf. « L’urbanisme sécuritaire. De la ville bunkerisée à la ville passante », *Vues sur la ville*, n° 26, Institut de géographie de l’université de Lausanne, avril 2011.
(2) « Top départ pour le montage du plus grand camp militaire temporaire construit en France depuis 80 ans », www.economat-armees.com
(3) Lire « Des villes verrouillées au nom de la sécurité », *Le Monde diplomatique*, janvier 2024.
(4) Ronald V. Clarke, *Situational Crime Prevention : Successful Case Studies*, deuxième édition, Harrow and Heston, New York, 1997.
(5) Geoffroy de Lagasnerie, *Par-delà le principe de répression. Dix leçons sur l’abolitionnisme pénal*, Flammarion, Paris, 2025.
(6) Karine Grollier, « Urbanisme sécuritaire : les nouvelles tendances », 21 mai 2004, www.lemoniteur.fr
(7) Philippe Robert et Renée Zauberman, *Du sentiment d’insécurité à l’État sécuritaire*, Le Bord de l’eau, Bordeaux, 2017.
(8) Hélène Heurtel, « Victimation et sentiment d’insécurité en Île-de-France. Premiers résultats de l’enquête 2023 », 8 février 2024, www.institutparisregion.fr
(9) Romain Benoît-Lévy, Emilia Schijman, Pierre-Louis Sanchez, Simona Cerutti, Simon Castanié et Stéphane Baciocchi, « Une grande enquête révèle le contenu des cahiers de doléances », 18 mars 2025, www.theconversation.com
(10) Mathilde Fonteneau et Tanguy Le Goff, « Vidéo-surveillance et espaces publics », Institut d’aménagement et d’urbanisme de l’Île-de-France, 2008. Cf. aussi Eric L. Piza, Brandon C. Welsh, David P. Farrington et Amanda L. Thomas, « CCTV surveillance for crime prevention. A 40-year systematic review with meta-analysis », *Criminology and Public Policy*, vol. 18, n° 1, Tallahassee (Floride), février 2019.

de la peur

cette technique s'avère inopérante pour résoudre les crimes ou les troubles à l'ordre public (10).

Certains dispositifs de contrôle ou de surveillance pourraient eux aussi inspirer la peur. Les files d'attente provoquées par les fouilles aux abords des infrastructures accueillant des événements culturels, festifs ou sportifs forment des cibles potentielles pour les actes malveillants, et ce malgré la présence de forces de l'ordre sur le terrain. Les caméras destinées à lutter contre le trafic de drogue ont pour effet un déplacement de l'activité mais n'améliorent guère la résolution d'enquêtes policières (11). La vidéosurveillance algorithmique a montré de sérieuses limites quand il s'agissait de détecter les bagages abandonnés ou la présence d'armes à feu lors des JO 2024 (12). Mais ses usages répressifs, via l'identification biométrique, ouvrent des perspectives d'autant plus alarmantes qu'ils ont d'ores et déjà accompagné la persécution des musulmans en Inde, la traque d'appelés russes qui tentaient

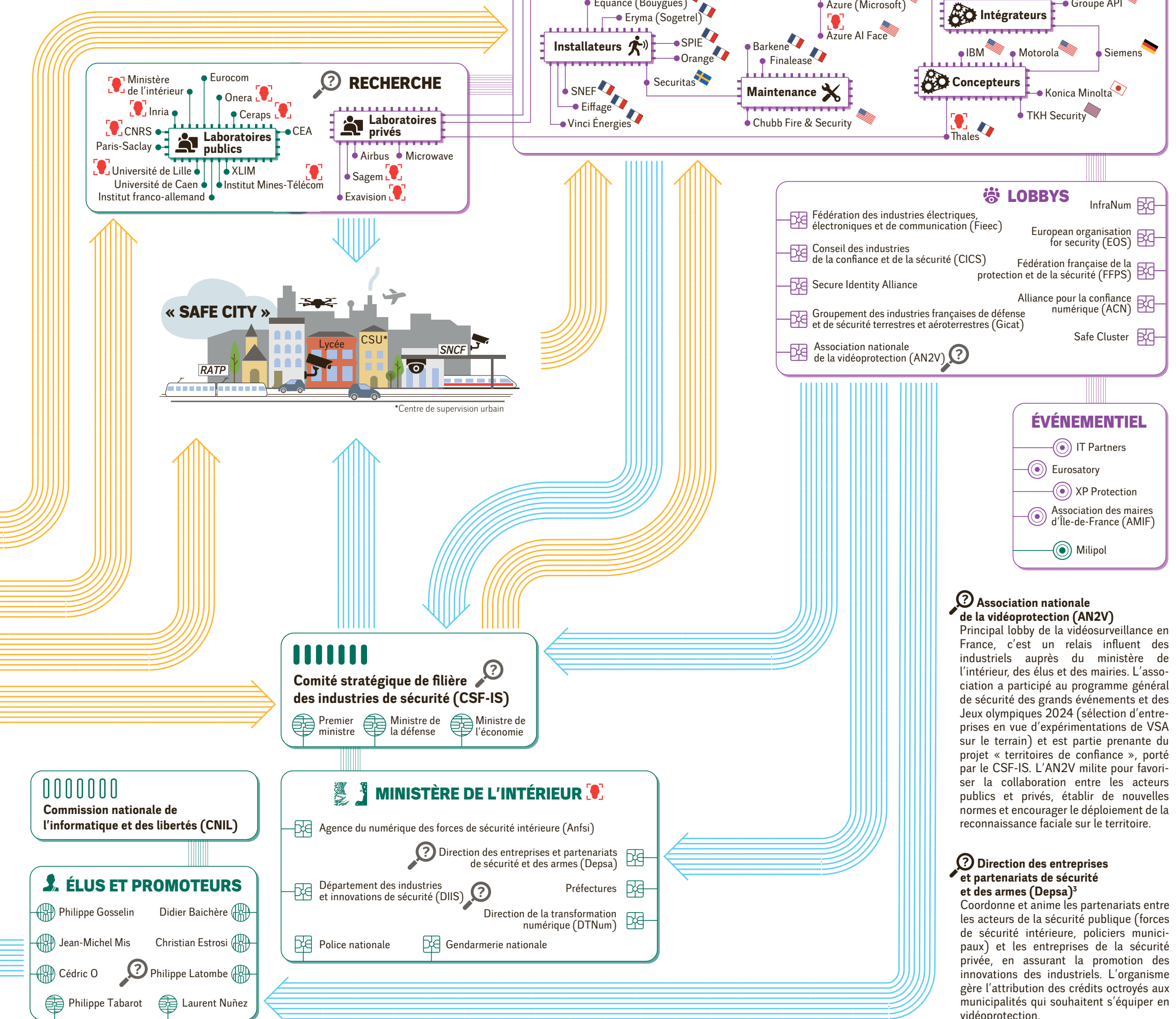
d'échapper à la mobilisation pour la guerre en Ukraine, la poursuite des manifestants lors de la « révolte des parapluies » à Hong-kong. Outre qu'elles menacent gravement la vie privée, ces technologies visent à exercer un effet dissuasif (ou *chilling effect*) qui s'applique tant aux infractions qu'à l'action militante ou à la participation à des manifestations. La démocratie dont se réclament les régimes occidentaux est-elle compatible avec le déploiement d'une infrastructure de contrôle automatique des comportements et de l'identité des populations ? Quand l'extrême droite gouverne ou caracole en tête des intentions de vote dans près de la moitié des pays européens, les « libéraux » servent-ils vraiment la cause de la sécurité en fourbissant les armes d'un éventuel État policier ?

(11) Guillaume Gormand, « Évaluation de la contribution de la vidéoprotection de voie publique à l'élimination des enquêtes judiciaires », Sciences Po Grenoble, septembre 2021.

(12) « Le bide de la surveillance algorithmique », 11 février 2025, www.reflets.info

Logiciels
Logiciels de vidéosurveillance algorithmique spécialisés en sécurité urbaine, déployés dans l'espace public français.

Entreprises
Principaux acteurs marchands du secteur de la vidéosurveillance algorithmique en France. En 2024, le marché de la vidéosurveillance est estimé à plus de 2 milliards d'euros, ce qui en fait l'un des plus rentables du secteur de la sécurité privée (86 % des entreprises ont dégagé un bénéfice)⁴. Quant au marché de la reconnaissance faciale, il est estimé à 5,7 milliards de dollars au niveau mondial et pourrait atteindre 12 milliards en 2028⁵.



Philippe Latombe
Député (MoDem), proche des lobbys et des industriels, auteur de rapports parlementaires en faveur d'un déploiement de la VSA et de la reconnaissance faciale dans l'espace public. Il est membre de la CNIL depuis août 2022. En septembre 2023, la Quadrature du Net a signalé à cette commission de possibles manquements aux obligations de déontologie de la part de M. Latombe.

Comité stratégique de filière des industries de sécurité (CSF-IS)
Organe officiel de promotion des besoins de l'industrie au niveau des politiques publiques. Présidé par Marc Darmon (directeur général adjoint de Thales), le comité décide des orientations économiques et stratégiques du secteur, permettant notamment la création de terrains d'expérimentation pour les acteurs de la VSA. Son objectif est d'améliorer, de soutenir économiquement et de promouvoir les outils sécuritaires de l'industrie française.

Département des industries et innovations de sécurité (DIIS)
Assure l'interface et le dialogue avec les entreprises de la filière des industries de sécurité, pour contribuer au renforcement de l'innovation au profit des forces de sécurité intérieure et de sécurité civile.

Association nationale de la vidéoprotection (AN2V)
Principal lobby de la vidéosurveillance en France, c'est un relais influent des industriels auprès du ministère de l'intérieur, des élus et des maires. L'association a participé au programme général de sécurité des grands événements et des Jeux olympiques 2024 (sélection d'entreprises en vue d'expérimentations de VSA sur le terrain) et est partie prenante du projet « territoires de confiance », porté par le CSF-IS. L'AN2V milite pour favoriser la collaboration entre les acteurs publics et privés, établir de nouvelles normes et encourager le déploiement de la reconnaissance faciale sur le territoire.

Direction des entreprises et partenariats de sécurité et des armes (Depsa)
Coordonne et anime les partenariats entre les acteurs de la sécurité publique (forces de sécurité intérieure, policiers municipaux) et les entreprises de la sécurité privée, en assurant la promotion des innovations des industriels. L'organisme gère l'attribution des crédits octroyés aux municipalités qui souhaitent s'équiper en vidéoprotection.

Et le gagnant est...

Déploiement d'une force intérimaire sous l'égide des États-Unis, retour d'une Autorité palestinienne «réformée», projets de mise en valeur économique : l'accord forgé pour Gaza par l'administration Trump suscite une impression de déjà-vu. Présenté par la Maison Blanche et ses relais comme un succès diplomatique exceptionnel, il sert d'abord la partie israélienne, et laisse bien des questions en suspens.

PAR GILBERT ACHCAR *

MÊME pour le roi de l'emphase qu'est M. Donald Trump, l'affirmation selon laquelle son «accord de paix» pour Gaza serait de nature à établir une «paix éternelle» au Proche-Orient est particulièrement extravagante. Le contraste est, en effet, extrême entre cette prétention à l'éternité et le «plan de paix» le plus bâclé de l'histoire du conflit israélo-arabe. Le document en vingt points annoncé par M. Trump à la Maison Blanche le 29 septembre dernier, en présence du premier ministre israélien Benyamin Netanyahu, laisse en suspens des questions cruciales. Son seul volet concret porte sur la libération des vingt otages israéliens encore en vie détenus par le Hamas et ses alliés en échange de la libération par Israël de 250 prisonniers palestiniens condamnés à perpétuité, et de 1 700 Gazaouis arrêtés après le 7 octobre 2023 et détenus depuis lors sans inculpation, autrement dit en tant qu'otages eux aussi.

Outre cet échange, le plan ressasse des éléments qui sont en cours de discussion depuis les premiers mois de la guerre dans l'enclave palestinienne : l'élimination militaire et politique du Hamas ; la perspective d'un retrait – partiel, graduel et conditionnel – des troupes israéliennes ; la mise des Gazaouis sous la coupe d'une Autorité palestinienne «réformée» («*revitalisée*»), avait dit M. Joseph Biden alors qu'il était encore président), après un contrôle intérimaire exercé par une force internationale principalement composée de troupes régionales (1). Les nouveaux dans le plan de M. Trump relèvent sans surprise de desseins qui lui sont propres : peu après sa seconde investiture, le président américain – guidé par l'instinct de promoteur immobilier qui imprègne fortement sa politique étrangère – avait exprimé son désir de s'approprier la bande de terre afin d'en faire une «Riviera».

tien de la paix au Kosovo (KFOR) (*lire l'article page 18*). L'expérience acquise à l'époque par M. Anthony Blair a certainement nourri sa contribution à l'élaboration du plan de M. Trump et justifié sa nomination au «conseil de paix».

Il y a toutefois une différence importante : ce ne sont pas les Nations unies mais les États-Unis qui gèrent le territoire palestinien sous tutelle. Ce sera aussi probablement le cas de la «force de stabilisation internationale» prévue pour Gaza, dont le nom s'inspire de celle qui fut créée pour la Bosnie-Herzégovine en décembre 1996 (la SFOR, qui relevait de l'OTAN). En effet, M. Trump a jusqu'ici refusé de placer le contingent prévu pour Gaza sous contrôle onusien, comme semblent le lui avoir suggéré les présidents égyptien et turc réunis à Charm El-Cheikh, le 13 octobre, pour signer en grande pompe avec lui et l'émir du Qatar, et en présence d'autres chefs d'État et de gouvernement, la «déclaration Trump pour une paix et une prospé-

rité durables». La fonction principale de ce dernier document, rédigé en termes très vagues, comme de la cérémonie de Charm el-Cheikh elle-même, n'était autre que d'entériner l'«accord de paix Trump». L'ubiquité du nom du président américain témoigne bien de son narcissisme aigu, et de l'obséquiosité de ses partenaires internationaux.

Dans l'immédiat cependant, c'est plus l'attitude du Hamas qui affectera la composition – encore conjecturale – de la force internationale pour Gaza que la tutelle sous laquelle elle sera placée. C'est que le mouvement islamique n'a pas approuvé jusqu'ici les termes du plan de paix relatifs à son désarmement. Le communiqué qu'il a publié le 3 octobre, et que M. Trump s'est empressé de décrire comme une approbation du plan, ne consent en fait qu'à l'échange de captifs. Pour le reste, le Hamas se déclare prêt à «remettre l'administration de Gaza à un comité palestinien d'indépendants [technocrates] sur la base de

l'entente nationale palestinienne», ce qui laisse entendre que le mouvement entend conserver un droit de regard sur la composition de ce comité.

Le communiqué du Hamas poursuit en affirmant que toutes les autres questions «relèvent d'une position nationale inclusive» et «doivent être débattues dans un cadre national palestinien inclusif auquel le Hamas participera et contribuera en toute responsabilité». Cet énoncé est loin de correspondre à ce dont s'est félicité le président américain en prenant son désir pour une réalité – non par souci de mettre fin à deux ans de guerre génocidaire, mais par ambition de s'illustrer par une véritable réussite en matière de règlement de conflit. Aussi trivial que cela puisse paraître, M. Trump a été guidé par l'espoir d'obtenir le prix Nobel de la paix, devenu pour lui une véritable obsession – par jalousie envers son premier prédécesseur démocrate, M. Barack Obama, qui l'obtint en 2009.

C'est dans cette même optique et pour servir le même dessein que le récit d'un président américain imposant l'accord du 29 septembre à M. Netanyahu fut échaudé par l'entourage de M. Trump, y compris les négociateurs américains de l'accord : son fidèle ami et partenaire de golf Steven Witkoff, ainsi que son gendre, M. Jared Kushner, tous deux promoteurs immobiliers comme lui. Ce récit fut adopté de nouveau par l'opposition israélienne à M. Netanyahu, qui y trouve son compte. Le Hamas lui-même y a souscrit : dans son communiqué du 3 octobre, il a exprimé sa «reconnaissance» pour «les efforts du président américain, Donald Trump, appelant à mettre fin à la guerre contre la bande de Gaza, échanger les prisonniers, laisser entrer l'aide immédiatement, refuser l'occupation de la bande ainsi que le déplacement de notre peuple palestinien hors du territoire».

C'est beaucoup de flagornerie envers l'homme qui donna son feu vert au premier ministre israélien pour la rupture



MOHAMMED JOHA. – «Where Shall We Go? #2» (Où pouvons-nous aller? n° 2), 2024

* Professeur émérite à l'École des études orientales et africaines (SOAS), université de Londres. Auteur de *Gaza, génocide annoncé. Un tournant dans l'histoire mondiale*, La Dispute, Paris, 2025.

Renouveau des mandats coloniaux

EN vertu du nouveau plan, Gaza devrait être placée sous la tutelle d'un «conseil de paix» présidé par M. Trump lui-même (2). Celui-ci supervisera l'exécution d'un «plan Trump de développement économique» pour «reconstruire et ériger» Gaza, avec la création à cette fin d'une «zone économique spéciale»

(autrement dit, une zone franche). Cette mise sous tutelle de l'enclave relève de la même inspiration que celle qui avait conduit à envisager, au sortir de la guerre froide, un renouveau des mandats coloniaux de l'entre-deux-guerres pour les «États en faillite». À la suite de la guerre menée par l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) en 1999, le Kosovo fut confié à une Mission d'administration intérimaire des Nations unies au Kosovo (Minuk) épaulée par une Force de main-

CE QUI CIMENTE

En Israël, d'indéfectibles

La fracture qui divise la société juive israélienne ne sépare pas les partisans de la démocratie de ses ennemis. Elle oppose deux conceptions de la loyauté, l'une tournée vers l'État et l'autre vers l'identité juive. Mais ces camps adverses partagent des présupposés et des aveuglements communs : une foi inébranlable dans le caractère «démocratique» du régime, et le refus de reconnaître sa dimension coloniale.

PAR NITZAN PERELMAN BECKER *

CHACQUE fois que les tensions s'aggravent au sein de la société juive israélienne et que des citoyens manifestent contre un gouvernement de droite, voire d'extrême droite, ou contre le premier ministre Benyamin Netanyahu – au pouvoir presque sans interruption depuis 2009 –, nombre de commentaires, en France et ailleurs,

reviennent à l'opposition entre progressistes et conservateurs, entre un centre gauche éclairé et une droite réactionnaire, obscurantiste, religieuse, fanatique. Analyses prévisibles, mais largement trompeuses.

Comment expliquer la large mobilisation du centre gauche en 2023 au nom de la démocratie contre une réforme limitant les pouvoirs de la Cour suprême, alors qu'en 2018 l'adoption d'une loi définissant Israël comme «État-nation du peuple juif», inscrivant dans le droit la suprématie ethnique et invalidant toute prétention démocratique n'a vu l'émergence d'aucun mouvement juif israélien puissant aux côtés des mobilisations de Palestiniens citoyens d'Israël ou de Druzes (1)?

Comment encore expliquer le silence des «progressistes» face à l'interdiction quasi systématique faite aux citoyens palestiniens d'Israël de manifester depuis le 7 octobre 2023 – en violation manifeste du principe d'égalité –, alors que les mêmes réclament avec insistance, au nom de ce même principe, la conscription des ultra-orthodoxes, exemptés depuis la naissance d'Israël? Et comment ce camp peut-il s'insurger à chaque décision controversée de M. Netanyahu en matière de politique intérieure, alors qu'il garde le silence face aux crimes de masse et au génocide commis à Gaza? La réponse habituelle à ces questions ne tient pas : le clivage n'oppose pas uniquement – ni même essentiellement – démocrates, défenseurs de valeurs libérales universelles d'une part, et nationalistes autoritaires et extrémistes d'autre part.

Pour comprendre la véritable fracture qui traverse la société juive israélienne, il faut revenir aux premières années de l'État, sous la direction de David Ben Gourion. Ce représentant de la gauche sioniste n'a aucune considération pour la religion juive et estime les ultra-orthodoxes, repliés sur leurs règles, inaptes à s'intégrer dans les sociétés modernes européennes. Il saisit néanmoins leur poids symbolique et démographique dans le futur État, et trouve un compromis en 1947 : il accorde à leurs représentants le contrôle du mariage, du divorce, des conversions, du respect du shabbat et d'autres domaines-clés, leur assurant ainsi une place au sein de l'appareil étatique.

État et religion restent indissociables

En parallèle, Ben Gourion instaure une autre forme de religiosité : la *Mamlakhtiyout* (2). Souvent traduite par «étatisme», elle valorise un pouvoir fort et fait primer les intérêts étatiques sur ceux des groupes ou institutions non gouvernementaux. La loyauté doit aller à l'État et aux valeurs nationales. Il convient de s'engager, sans réserve, pour l'unité et l'autorité. Ben Gourion et ses alliés mobilisent la tradition juive, ses symboles et ses récits afin de renforcer les liens historiques et contemporains entre le judaïsme, le peuple juif et l'État : la religion est ainsi instrumentalisée pour donner un sens à l'identité juive des citoyens (3).

De longue date la droite a adopté un point de vue inverse : l'État et ses institutions doivent entretenir et renforcer l'identité juive, en organisant la société autour de cette identité. Toutefois, dans les deux conceptions, État et religion restent indissociables. Les plus «laïques» perçoivent l'identité juive comme un héritage culturel ; les plus religieux l'expriment à travers un mode de vie fondé sur des règles strictes. Mais, pour les uns comme pour les autres, c'est surtout dans sa relation avec la nation que l'identité se construit, car la nation se définit selon des critères ethniques. Il n'existe pas de nation israélienne rassemblant l'ensemble des citoyens, juifs et non juifs ; seule la nation juive est reconnue, et c'est à elle que le pouvoir souverain est censé appartenir.

Ainsi la divergence politique fondamentale renvoie-t-elle à la hiérarchisation entre l'identité juive et l'État. M. Netanyahu l'a exprimée de manière polémique dès son premier mandat, lorsque, devant les caméras, le 21 octobre 1997, il soufflait à un rabbin : «La gauche a oublié ce que signifie être juif» – une vieille accusation portée par la droite. Pourtant, la gauche, qu'il conviendrait plutôt de désigner aujourd'hui comme le «centre gauche sioniste», depuis l'émergence

(1) Lire Charles Enderlin, «Israël devient une théocratie», *Le Monde diplomatique*, septembre 2018.

(2) Nir Kedari, «Ben-Gurion's Mamlakhtiyut : Etymological and theoretical roots», *Israel Studies*, vol. 7, n° 3, Bloomington (Indiana), 2002.

(3) Lire Anne Waeles, ««Dieu n'existe pas, mais il nous a donné cette terre»», *Le Monde diplomatique*, avril 2024.

* Docteur en sociologie politique, ingénieure de recherche au Centre national de la recherche scientifique (CNRS), cofondatrice du collectif de recherche Yaani et auteure d'*Anatomie de la droite israélienne*, à paraître en avril 2026 chez Agone.

TUTELLE AMÉRICAINE

Benyamin Netanyahou

de l'accord précédent, conclu en janvier dernier ; appela à déplacer la population de Gaza, afin de transformer l'enclave en station balnéaire sous égide américaine ; et consentit à la famine, accompagnée de scènes de tueries, à laquelle donna lieu la distribution parcimonieuse d'aide dans l'enclave par la Fondation humanitaire pour Gaza (GHF), dirigée par un de ses proches. Le communiqué du Hamas porte bien la marque de sa direction politique, laquelle est soumise à une forte pression du Qatar, qui l'héberge sur son territoire. Il s'agit en fait d'un texte de compromis entre ses membres et la direction de la branche militaire active à Gaza.

Et c'est bien au Qatar au premier chef qu'est dû l'accord du 29 septembre. L'Émirat a fortement accru sa pression sur le mouvement palestinien afin qu'il accepte de se départir de l'ultime carte en sa possession, en libérant les derniers otages en échange de vagues promesses sans garantie véritable. De ce point de vue, M. Netanyahou aura beau jeu d'expliquer à l'avenir que son attaque contre les dirigeants du Hamas sur le sol qatari, loin de constituer une bévue comme l'ont suggéré les médias, a été décisive pour faire céder l'émirat. Une fois l'acquiescement du Hamas obtenu, M. Netanyahou n'eut pas de mal à présenter ses excuses au Qatar – non pour la violation de sa souveraineté, mais pour la mort d'un de ses ressortissants, tué par le bombardement israélien.

L'histoire retiendra que le principal bénéficiaire de l'« accord de paix Trump », outre le candidat au prix Nobel lui-même, n'est autre que le premier ministre israélien. M. Netanyahou n'a pas soudain abandonné le projet de s'emparer définitivement de la bande de Gaza, comme cela a pu être rapporté. Le 7 août dernier, déjà, il prenait soin d'affirmer dans un entretien accordé à la chaîne américaine Fox News, avant une réunion du cabinet israélien décisive pour l'avenir de l'enclave : « *Nous ne voulons pas la garder. Nous voulons avoir un périmètre de sécurité, mais nous ne voulons pas la gouverner* (3). » Le premier ministre israélien énonça alors « cinq principes » : le désarmement du Hamas, la démilitarisation de Gaza, la libération de tous les otages, la



MOHAMMED JOHA. – « Where Shall We Go? #1 » (Où pouvons-nous aller? n° 1), 2024

responsabilité israélienne en matière de sécurité et une autorité civile désireuse de vivre en paix avec Israël.

Selon M. Gal Hirsch, membre de l'équipe de négociation israélienne, le plan aujourd'hui adopté avait été élaboré par M. Netanyahou et son ministre des affaires stratégiques, M. Ron Dermer, il y a plus d'un an (4). C'était en prévision du retour de M. Trump à la présidence, non par crainte de la pression de celui-ci sur Israël, mais au contraire par conviction qu'il allait créer les conditions de mise en œuvre d'un tel projet, en autorisant l'intensification de la pression militaire israélienne et de l'étranglement de la population gazaouie – tout en dissuadant l'ultradroite sioniste, partenaire de M. Netanyahou au gouvernement, de s'y opposer. C'est ce qu'a expliqué

M. Netanyahou dans sa déclaration à la population israélienne en date du 10 octobre : « *Un expert après l'autre, chaque soir, chaque jour, nous expliquait : "Il est impossible d'obtenir le retour des otages sans accéder à la demande principale du Hamas : retirer les forces de Tshal de toute la bande de Gaza, y compris de la périphérie, y compris du corridor de Philadelphie, des zones dominantes, et tout ce que cela implique."* (...) *Je savais que si nous entrons en force dans le dernier bastion du Hamas – la ville de Gaza – et que nous y détruisons les centres de pouvoir, le Hamas voudrait sauver son régime. Je croyais également que si, en plus de notre pression militaire massive, nous appliquons une pression diplomatique massive de la part de notre grand ami, le président Trump, cette combinaison conduirait le Hamas*

à restituer tous nos otages, tandis que Tshal resterait profondément ancré à Gaza et y contrôlerait tous les points dominants. Et c'est ce qui se passe (5). »

M. Trump lui-même confirma les propos du premier ministre israélien dans l'allocution qu'il prononça devant la Knesset le 13 octobre, en exprimant sa gratitude pour « *un homme d'un courage et d'un patriotisme exceptionnels* » qui « *fit tant pour rendre possible ce jour important* », « *un des plus grands présidents* [sic] *de temps de guerre* ». M. Trump agrémenta même ce vibrant éloge d'une demande adressée publiquement au vrai président israélien, M. Isaac Herzog, de gracier M. Netanyahou pour les accusations de corruption dont il est l'objet. « *Des cigares et du champagne, à qui diable cela importe-t-il ?* » Il est vrai que les cadeaux d'une valeur glo-

bale de 260 000 dollars que l'on reproche au premier ministre israélien et à son épouse d'avoir acceptés sont une pécadille en comparaison des cadeaux que M. Trump et les siens ont reçus de la part des monarques arabes du Golfe et autres milliardaires.

Comme l'avait justement prédit M. Nadav Shtrauchler, un ex-conseiller de M. Netanyahou, dans un entretien accordé au *Financial Times* quelques jours avant l'arrivée de M. Trump à Jérusalem : « *Il n'y a pas de meilleur directeur de campagne pour Netanyahou que Trump. Son discours [à la Knesset] sera le début de la campagne électorale* (6). » Et, de fait, cinq jours plus tard, le soir du samedi 18 octobre, M. Netanyahou annonçait officiellement son intention de se porter à nouveau candidat au poste de premier ministre, tandis que les sondages confirmaient qu'il demeure le mieux placé pour remporter les prochaines élections israéliennes, qui doivent avoir lieu au cours des douze mois à venir. Son parti, le Likoud, devrait obtenir de nouveau le plus grand groupe à la Knesset et être appelé à composer une majorité (7).

Quant au peuple palestinien, il lui faudra attendre que le plan de « redéveloppement » de Gaza soit mis en œuvre et le programme de réforme de l'Autorité palestinienne « *fidèlement* » accompli avant que « *les conditions puissent éventuellement être finalement réunies pour une voie crédible vers l'autodétermination palestinienne et un État palestinien* », selon les termes hautement hypothétiques de l'« accord de paix Trump ».

GILBERT ACHCAR.

(3) « Netanyahu : Israel to take military control of all of Gaza, but "we don't want to keep it" », 7 août 2025, www.timesofisrael.com

(4) Jonathan Lis, « After two years of dodging deals, Netanyahu allies claim he had a plan all along », *Haaretz*, Tel-Aviv, 14 octobre 2025.

(5) Prime Minister's Office, « Statement by Prime Minister Netanyahu », 10 octobre 2025, www.gov.il

(6) Neri Zilber, « Netanyahu defies far right on Gaza as election looms », *Financial Times*, Londres, 10 octobre 2025.

(7) Gabriel Colodro, « "No one else could have handled this war like Netanyahu" : Why Likud keeps leading the polls », 16 octobre 2025, <https://themedialine.org>

UN PAYS FRAGMENTÉ

loyautés identitaires

d'un centre politique autonome au début des années 2000 avec des partis comme Shinoui puis Kadima, n'a jamais renié son identité juive. Elle l'a simplement reformulée, dans l'affirmation de sa loyauté envers l'État et ses institutions. Elle ne mettra donc pas en cause l'armée israélienne, ne doutera pas du caractère démocratique du régime ou de ses institutions, et défendra sans relâche le caractère sacré d'Israël face aux critiques extérieures – qu'elles proviennent d'autres pays, d'organisations internationales, etc. –, quitte, au nom de l'intérêt supérieur national, à soutenir un gouvernement de droite.

La droite et l'extrême droite, quant à elles, n'hésitent pas à contester les institutions étatiques – une pratique ancienne, devenue plus visible et revendiquée depuis le retour de M. Netanyahou au pouvoir en 2009. Elles critiquent leur fonctionnement, leur composition, leur prétendue soumission idéologique au centre gauche. Cette remise en cause vise à recentrer le projet national autour d'une identité juive plus religieuse.

Défendre l'intégrité des institutions

Même l'armée, pourtant pilier du régime israélien, n'échappe pas à ces attaques. En mars 2016, M. Elor Azaria, soldat franco-israélien issu d'une famille d'extrême droite, est filmé à Hébron en train d'abattre Abdel Fattah Al-Sharif, un Palestinien, blessé et allongé au sol, après que ce der-

nier a tenté de poignarder un soldat israélien. L'armée ouvre une enquête et condamne l'acte, mais plusieurs membres du gouvernement de M. Netanyahou s'opposent à cette procédure. Ils défient l'état-major, rendent visite à la famille du soldat, vont même parfois en prison pour lui apporter leur soutien – et lancent une pétition demandant sa grâce. Le centre gauche sioniste condamne cette initiative, mais comme remise en cause de l'autorité militaire. « *La signature de Netanyahou sur une pétition adressée au président de l'État, lui enjoignant de reconsidérer la possibilité de gracier Elor Azaria, constitue une attaque directe contre le président, le chef d'état-major et Tshal* », déclare en novembre 2017 M. Yaïr Lapid, alors chef du parti centriste Yesh Atid, sur Twitter.

La même divergence s'observe lors de la mobilisation citoyenne de 2020 devant la résidence officielle de M. Netanyahou, rue Balfour à Jérusalem. Ce mouvement cherche alors à dénoncer à la fois le discrédit moral jeté sur le pouvoir exécutif par les affaires de corruption impliquant le premier ministre et les attaques répétées de ce dernier contre les piliers du système judiciaire : la police et son chef, la conseillère juridique du gouvernement, les tribunaux. Au cœur de cette lutte se trouve la volonté de défendre l'intégrité des institutions.

Une seconde vague de mobilisation prend forme en janvier 2023, cette fois contre la réforme du système judiciaire portée par le sixième gouvernement Netanyahou. Le projet suscite une réaction massive. Le centre gauche le perçoit comme

une tentative de saper l'un des fondements du régime dès lors qu'il s'agit de limiter le pouvoir de contrôle que la Cour suprême exerce sur les lois ou les décisions gouvernementales. Or la plus haute instance judiciaire du pays n'est pas seulement vue comme un rempart juridique ; c'est aussi un outil essentiel pour préserver une image démocratique d'Israël à l'intérieur comme à l'extérieur, y compris lorsqu'elle légitime des actions contraires au droit international.

Cessez-le-feu, un « prix à payer »

Les manifestants insistent sur leur fidélité aux structures étatiques. Mais, en adoptant cette posture, ils évitent soigneusement de s'opposer à la finalité réelle de la réforme : lever les derniers verrous juridiques à l'annexion de la Cisjordanie et accélérer l'expansion de la colonisation. Le centre gauche et ses figures de proue refusent délibérément d'évoquer l'occupation militaire, l'oppression coloniale des Palestiniens ou encore les inégalités structurelles entre citoyens juifs et non juifs.

Après le 7 octobre, le même centre gauche sioniste a longtemps hésité à réclamer l'arrêt des combats. Lorsqu'il le fait – timidement dès août 2024, puis plus fermement à partir d'avril 2025 –, ce n'est pas tant par solidarité avec les victimes palestiniennes que dans l'espoir d'obtenir la libération des otages. La cessation des combats est alors décrite comme un « prix à payer ». Une telle opposition repose sur

la volonté de préserver l'image « morale » de l'État et de ses institutions, tout en sauvegardant les vies des otages. C'est ce qui apparaît également dans les lettres adressées au gouvernement par les réservistes à partir du 10 avril 2025, exigeant que la libération des otages devienne une priorité nationale, « *même au prix* » d'un cessez-le-feu. « *Le rapatriement des otages doit être une priorité nationale absolue. C'est une mission morale et stratégique de la plus haute importance* (...). *Nous refusons d'accepter que l'État d'Israël abandonne ses citoyens et ses soldats en captivité* », écrivent des pilotes. Les réservistes des unités spéciales des forces de sécurité ajoutent : « *Ce sont les valeurs qui nous ont toujours guidés, et c'est notre devoir moral en tant que nation. Ceci est un appel à sauver des vies* » (4).

Si la contestation du gouvernement, liée à la guerre et à la question des otages, a ravivé les fractures au sein de la société juive israélienne, l'analyse des discours et des mobilisations des opposants montre que leur critique ne vise pas l'ambition centrale de la droite – l'expansion de la domination coloniale juive du fleuve à la mer – mais porte plutôt sur les conséquences sur un tel projet, perçues comme une menace pour leur « religion civile », le caractère sacré de l'État.

NITZAN PERELMAN BECKER.

(4) Les extraits des lettres peuvent être consultés sur le site Ynet (en hébreu), dans Yoav Zeytoun et Gal Ganot, « Lettre des pilotes publiée contre la poursuite de la guerre : "Libérez les otages" », 10 avril 2025, et Gal Ganot, « Plus de 450 anciens des unités spéciales dans une lettre : "Le retour des otages – avant toute autre mission" », 15 avril 2025, www.ynet.co.il

LES LEÇONS DE L’EX-YOUGOSLAVIE

Qu’est-ce qu’une bonne paix ?

Dans un monde qui sortait de la guerre froide, la lente et sanglante désagrégation de l'ex-Yougoslavie inspira de nombreuses solutions diplomatiques. Souvent bâties sur des négociations secrètes, et guidées par la volonté obsessionnelle de tracer des frontières « ethniques ». Pourtant, d'autres manières de faire la paix existent, et fonctionnent. Rien n'interdit de s'en inspirer.

PAR JEAN-ARNAULT DÉRENS *

NÉGOCIATIONS et tractations ont toujours participé de l’art de la guerre, mais tous les conflits ne s’achèvent pas par des traités de paix (1). C’est un « accord technique de cessez-le-feu », négocié et signé dans une caserne de Kumanovo, en Macédoine, au nom de l’Organisation du traité de l’Atlantique nord (OTAN) par le général britannique Michael Jackson, et au nom de la République fédérale de Yougoslavie (RFY) par les généraux Svetozar Marjanović et Obrad Stevanović, qui mit fin le 9 juin 1999 à la guerre du Kosovo et aux bombardements aériens de l’Alliance.

L’accord stipulait l’arrêt des hostilités, le déploiement par l’OTAN de la Force de maintien de la paix pour le Kosovo (KFOR), le retrait des forces yougoslaves, la définition d’une zone de sécurité de cinq kilomètres autour des frontières terrestres de la province et d’une zone de sécurité aérienne, ainsi que le déploiement de forces civiles et de sécurité de l’Organisation des Nations unies (ONU), mais ne disait rien du statut du territoire. La résolution 1244 du Conseil de sécurité de l’ONU, adoptée le lendemain, entérina ce cessez-le-feu, réaffirmant le principe de l’intégrité et de la souveraineté territoriales de la RFY, tout en prévoyant le déploiement d’une Mission d’administration intérimaire des Nations unies au Kosovo (Minuk).

Le cessez-le-feu de Kumanovo était un compromis : il soustrayait le Kosovo à l’administration de la Yougoslavie, tout en garantissant la souveraineté de cette dernière sur le territoire. Cette contradiction continue de plomber l’avenir du petit pays, qui a proclamé en 2008 une indépendance que Belgrade refuse de reconnaître en se référant à la résolution 1244, en vigueur tant qu’elle n’est pas abolie par une autre résolution du Conseil de sécurité. L’arrangement n’était pas dénué d’avantages pour Belgrade. L’OTAN s’y

était résolu au terme de soixante-dix-huit jours de bombardements qui n’avaient pas notablement affecté les capacités de défense yougoslaves. L’Alliance excluait l’hypothèse d’une offensive terrestre, dont le coût humain aurait été élevé.

Avant la campagne de bombardements aériens de l’OTAN, des délégations serbe et albanaise du Kosovo avaient été « enfermées » en février 1999 dans le huis clos du château de Rambouillet, mais il ne s’agissait pas là d’une véritable négociation : les deux parties devaient accepter un cadre de règlement élaboré par les Occidentaux, ce que la Serbie refusa de faire, offrant le prétexte aux bombardements. Les puissants ont toujours l’illusion qu’il leur suffirait de s’entendre entre eux, loin des rumeurs de la foule, du regard des médias et de la surveillance de représentants élus, pour résoudre les plus inextricables différends. L’isolement cossu d’un château ou d’un relais de chasse, des discussions au coin du feu, un verre de vieil alcool à la main : tel serait le cadre idéal pour régler les affaires du monde.

Les rencontres secrètes ont jalonné les dix années de guerre qui ont déchiré les Balkans. Les haras de Karađorđevo, en Voïvodine, au cœur d’un domaine de cinq cents hectares, parsemé de forêts et d’étangs, étaient déjà prisés du roi Aleksandar I^{er} de Yougoslavie. Josip Broz, dit Tito, grand chasseur devant l’Éternel, y séjourna à son tour. Et c’est là que, le 25 mars 1991, le président serbe Slobodan Milošević retrouva son homologue croate, Franjo Tuđman. Hrvoje Šarinić, le conseiller du président croate, a toujours affirmé qu’aucun accord n’y avait été conclu, mais, même sans être formalisé par écrit, un partage de la Bosnie-Herzégovine entre la Croatie et la Serbie a bien été envisagé entre les deux hommes, ne laissant qu’un « petit bout de Bosnie aux Musulmans », selon la formule de Tuđman.

En 1994, Américains et Russes s’engagent plus directement dans les négociations. Les premiers proposent un « deal » au gouvernement de Zagreb : convaincre les milices croates de Bosnie-Herzégovine, entrées en conflit avec les forces bosniaques en multipliant les exactions et les crimes de guerre, de passer un accord avec Sarajevo, en échange de quoi les États-Unis l’aideraient à récupérer les régions de Croatie toujours occupées par les sécessionnistes serbes. L’accord de Washington, conclu le 18 mars, crée une Fédération croato-bosniaque de Bosnie-Herzégovine, premier étage de la « fusée » achevée un an et demi plus tard à Dayton (Ohio). Le nouveau « groupe de contact », regroupant l’Allemagne, la France, le Royaume-Uni, les États-Unis et la Russie, propose un partage attribuant 49 % du territoire à la République serbe de Bosnie-Herzégovine et 51 % à la Fédération croato-bosniaque, ratio qui est repris lors des négociations menées en novembre 1995 sur la base militaire de Dayton. Le traité de paix qui en résulte fut signé à Paris, le 14 décembre.

On présente souvent cet accord comme le prototype d’une « mauvaise paix », parce qu’il aurait fait trop de concessions à la partie serbe, alors que les forces croato-bosniaques, équipées par les Occidentaux, auraient été en mesure de « libérer » toute la Bosnie-Herzégovine. Il importe de reprendre le déroulé des événements.

Le 11 juillet, les unités du général Ratko Mladic investissaient l’enclave bosniaque de Srebrenica et procédaient à l’exécution de plus de 8 000 hommes, dans le seul massacre des guerres yougoslaves reconnu comme étant de nature génocidaire par une série de jugements concordants, tant du Tribunal pénal international pour l’ex-Yougoslavie (TPIY) que de la Cour internationale de justice (CIJ). Située dans l’est de la Bosnie-Herzégovine, près des frontières de la Serbie, Srebrenica « gênait » ceux qui voulaient fonder la paix sur la formation d’entités territoriales homogènes, mais on ignore toujours tant les raisons de l’assaut lancé par les forces serbes que le contenu des négociations secrètes qui auraient pu le précéder.

Le 4 août 1995, avec le feu vert américain, l’armée croate lançait un blitzkrieg, l’opération « Tempête », qui lui permit de récupérer tout le territoire de la Krajina de Knin, occupé depuis quatre ans par les

sie. Outre que toute comparaison entre la Serbie et une puissance nucléaire comme la Russie est hasardeuse, cette approche n’envisage comme règle des relations internationales que l’écrasement d’une partie par une autre, ou bien fait du changement de régime en Russie une condition requise pour tout accord de paix. Au contraire, une « bonne paix » doit garantir l’arrêt effectif des combats mais aussi permettre d’ouvrir la voie à une dynamique de réconciliation, pas à un cycle de revanche et de vengeance. Et même des régimes bien peu démocratiques peuvent être intéressés par les avantages d’une « bonne paix » de ce type. Le changement de régime a parfois plus de chances d’advenir dans la dynamique du processus de paix qu’en étant fixé comme condition préalable à tout accord.

Le vice majeur des accords de Dayton-Paris n’est pas d’avoir fait la part trop belle à une partie, en l’occurrence serbe, mais d’avoir pris pour « garants » de

12 novembre à Erdut, réglant la question de la Slavonie orientale, l’autre région de Croatie occupée par les sécessionnistes serbes. Ici, le déploiement d’une Autorité transitionnelle des Nations unies (Untas) et un plan de restauration progressive de la souveraineté croate permirent le maintien d’une forte communauté serbe. Malgré le traumatisme du conflit, la région de Vukovar s’imposa au début des années 2000 comme un rare exemple de relatif succès de la multiethnicité promue par la communauté internationale, même si la région se vide aujourd’hui de sa population pour des raisons économiques. La Krajina et la Slavonie orientale offrent donc deux « modèles » opposés pour un éventuel rétablissement de la souveraineté ukrainienne dans le Donbass : une opération militaire chassant la population « ennemie » ou bien un processus politique garantissant les droits des différentes communautés.

Alors que la Bosnie-Herzégovine et le Kosovo sont toujours perçus comme les potentielles poudrières des Balkans, l’obsession ethno-territoriale n’a pas disparu (4) : le serpent de mer d’un redécoupage frontalier refait régulièrement surface dans les Balkans. Cette hypothèse, évoquée à propos du Kosovo durant le premier mandat présidentiel de M. Donald Trump, pourrait revenir sur le devant de la scène. M. Milorad Dodik, le dirigeant nationaliste serbe de Bosnie-Herzégovine, ne cache pas son soutien au président réélu des États-Unis, espérant que ce dernier pourrait imposer une telle solution.

Ce miroir aux alouettes repose sur l’illusion que des frontières « justes parce que ethniques » seraient les seules à pouvoir garantir une paix vraiment durable. Historiens et géographes savent pourtant bien que les frontières « justes » n’existent pas, car elles sont toujours la territorialisation, à un moment donné, d’un rapport de forces, et aucun exemple ne peut venir étayer l’assertion selon laquelle des États au peuplement composite, comme la Suisse, seraient moins démocratiques et moins prospères que d’autres se voulant « mono-ethniques », comme certains pays d’Afrique, délimités par les colonisateurs.

D’autres modèles sont possibles. Au printemps 2001, en Macédoine, une guérilla émerge, qui prétend défendre les droits de la minorité albanaise, soit un quart de la population totale, assez largement concentrée dans le nord-ouest du pays. Beaucoup envisagent alors la « cantonalisation » de ce petit État, avant que les accords de paix d’Ohrid ne renforcent les droits collectifs des minorités, sans prévoir leur territorialisation. Par crainte d’une partition de la Macédoine qui aurait ouvert la boîte de Pandore d’une redéfinition des frontières régionales, on s’efforça alors de rendre l’État plus viable, ce qui supposait de renforcer sa légitimité aux yeux de toutes les communautés.

Dans sa « Lettre de la prison de Birmingham » (1963), Martin Luther King distingue la vraie paix de la « paix négative », qui ne serait que l’absence de conflits. Une « paix négative » résulte souvent de négociations secrètes qui cultivent l’illusion que le monde ne serait qu’un vaste jeu de coloriage, où il conviendrait de séparer des « ethnies ». S’il est vrai, selon la célèbre formule d’Yves Lacoste, que « la géographie, ça sert d’abord à faire la guerre » (5), force est de constater que la cartographie sert, trop souvent, à justifier de mauvaises paix qui, négociées à l’insu des peuples, ne font que paver la voie à de nouveaux conflits.

(1) Lire « Rien de plus sérieux que la paix », *Manière de voir*, n° 201, « Comment faire la paix », juin-juillet 2025.

(2) Lire Svebor Dizdarevic, « Les irrecevables postulats du plan Owen-Vance », *Le Monde diplomatique*, mars 1993.

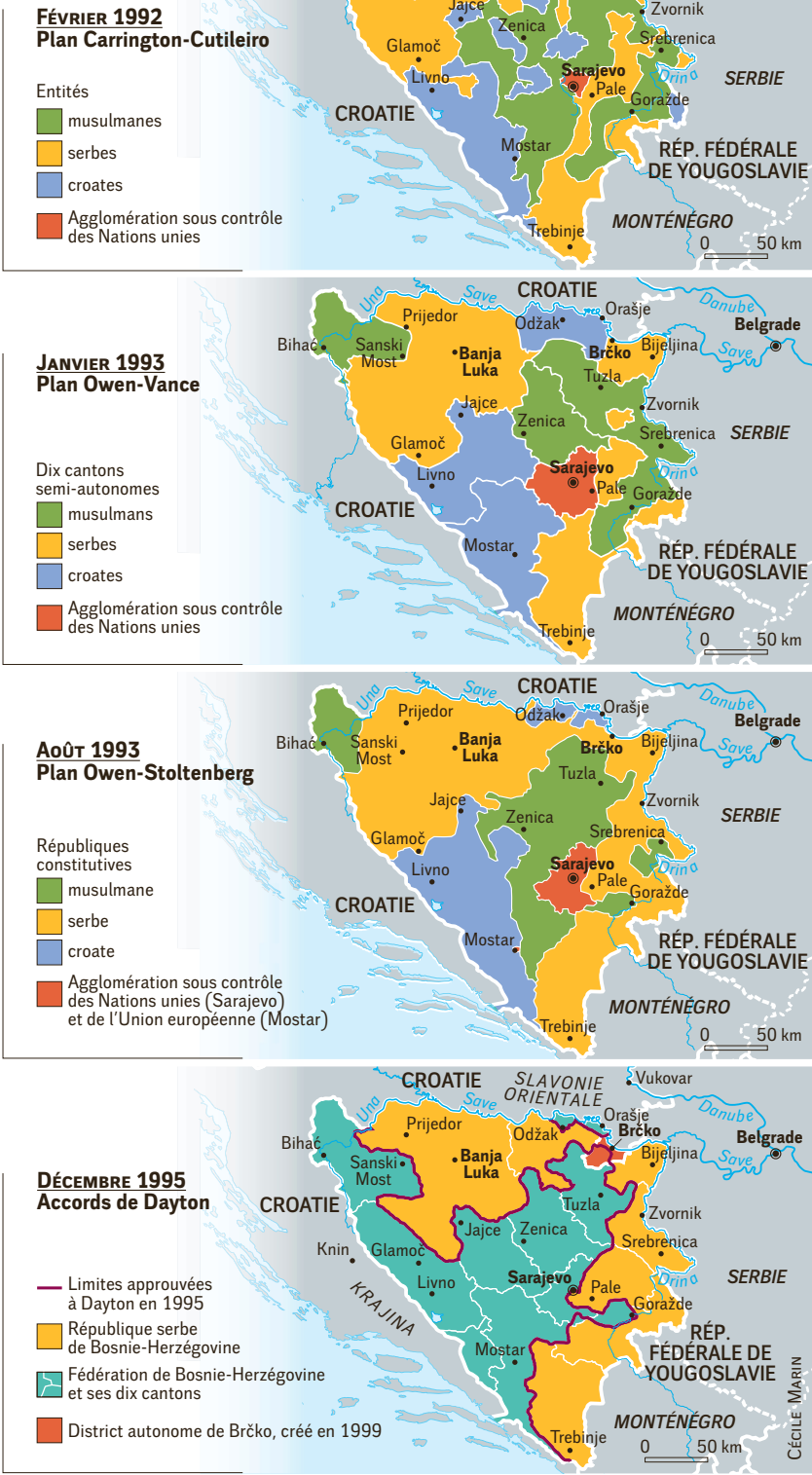
(3) Lire « La Bosnie-Herzégovine étouffée dans le carcan de Dayton », *Le Monde diplomatique*, septembre 2008.

(4) Lire Jean-Arnauld Dérens et Laurent Geslin, « Dans les Balkans, les frontières bougent, les logiques ethniques demeurent », *Le Monde diplomatique*, août 2019.

(5) Yves Lacoste, *La géographie, ça sert d’abord à faire la guerre*, Maspero, Paris, 1976.

* Journaliste. Vient de publier *Géopolitique de l’orthodoxie. De Byzance à la guerre en Ukraine*, Tallandier, Paris, 2025.

Bosnie-Herzégovine, d'un plan de partage à l'autre



sécessionnistes serbes. Ni Belgrade ni les autorités serbes locales, probablement circonvenues par avance, ne tentèrent d’opposer la moindre résistance, mais l’opération s’accompagna de nombreuses exactions, et de l’exode de quelque 200 000 civils.

En quelques semaines, les forces bosniennes et croates ont poursuivi la reconquête de la Bosnie-Herzégovine, mais les pays occidentaux ont voulu éviter que le scénario de nettoyage ethnique accepté en Krajina ne se reproduise en Bosnie-Herzégovine et que le pays ne se vide de sa population serbe. Des lignes rouges avaient certainement été tracées avant l’enchaînement des événements militaires de l’été 1995.

Aujourd’hui, l’exemple de Dayton est parfois cité pour expliquer qu’aucune paix ne saurait être durable en Ukraine sans une défaite militaire « totale » de la Rus-

la paix les responsables de la guerre, qui avaient tous intérêt au maintien de fortes tensions : la Croatie et la Serbie, mais aussi les partis ethno-nationalistes prétendant représenter les trois communautés nationales de Bosnie-Herzégovine, dont la domination est assurée par l’annexe des accords, qui tient lieu de Constitution « provisoire » du pays. Celle-ci empêche toute réelle possibilité de changement politique et se révèle, trois décennies plus tard, toujours impossible à réformer (3). Négociée dans le secret d’une base militaire, la paix de Dayton a été imposée aux citoyens de Bosnie-Herzégovine et limite toujours leur souveraineté démocratique. C’est un accord entre les « parrains » de trois bandes rivales, dont le seul mérite a été de faire effectivement taire les armes.

En marge des négociations de Dayton, un accord additionnel fut conclu le

QUAND LE SPORT ÉCLIPSE LA GUERRE

Légendes du tennis canadien

Classée à la 350^e place mondiale des joueuses de tennis fin 2024, Victoria Mboko s'est hissée au 23^e rang huit mois plus tard, après avoir défait quatre anciennes gagnantes d'épreuves du grand chelem. La victoire au tournoi du Canada à l'âge de 18 ans de la joueuse d'origine congolaise a emballé les médias, toujours prêts à produire des mythologies sportives qui occultent l'essentiel.

PAR ALAIN DENEAULT *

UNE icône vient de naître. Victoria Mboko correspond à tous points de vue à la représentation qu'idéalise un libéral canadien. La jeune joueuse de tennis de 18 ans, qui porte le prénom d'une reine britannique, a certes vu le jour aux États-Unis, mais ses parents, d'origine congolaise, en ont fait délibérément une Canadienne dès l'âge de 5 ans, en choisissant de s'installer en Ontario. La nouvelle coqueluche des médias incarnerait la réussite des politiques multiculturelles. Noire issue de l'immigration, elle sait promouvoir sa culture d'origine tout en affichant les marqueurs de la réussite au Canada : un anglais parfait, beaucoup d'argent et du goût – témoins, les produits cosmétiques de luxe qu'elle affectionne.

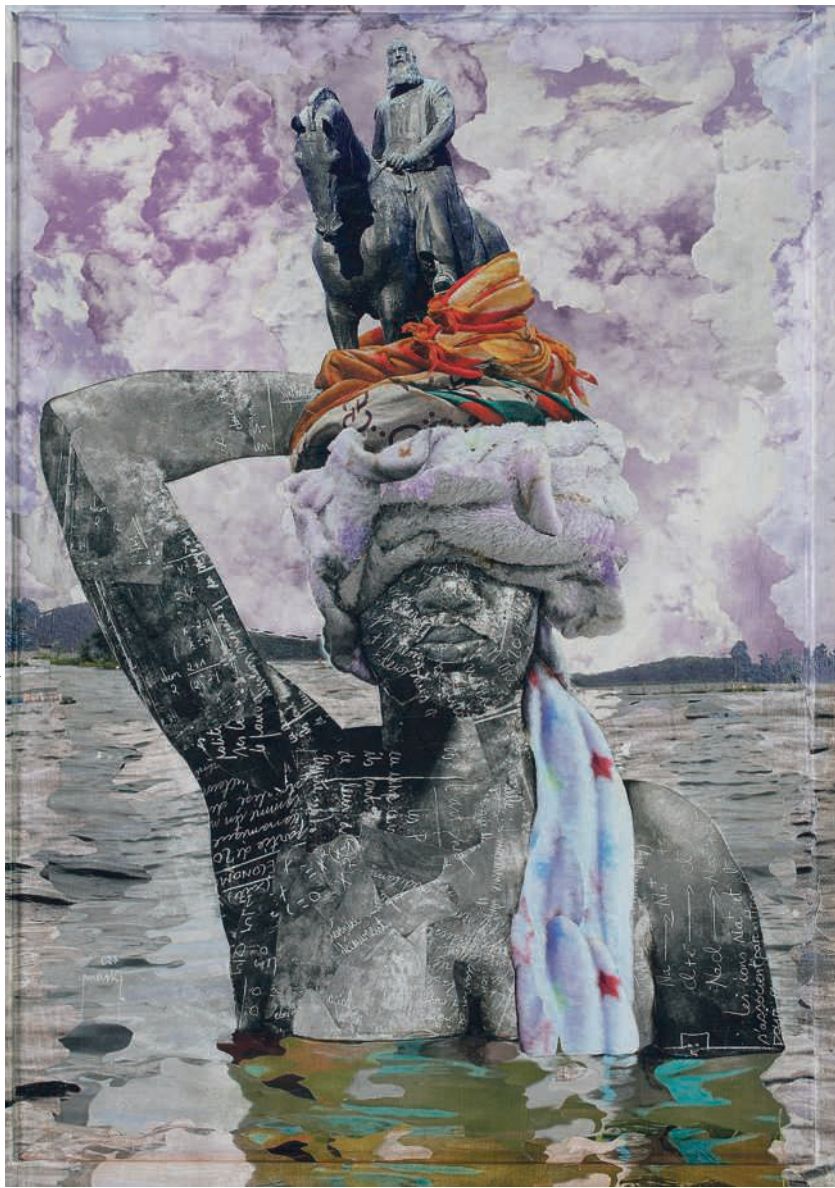
Fait rare, cette habitante de Toronto, la métropole financière du Canada, n'a rien pour déplaire aux Québécois. Elle parle aisément français, la langue de ses parents. Elle a été entraînée par le Québécois Pierre Lamarche, ancien capitaine de l'équipe canadienne de Coupe Davis, puis par la Française Nathalie Tauziat, après un court séjour en Belgique wallonne, dans l'académie de Justine Hénin. « *Montréal, je vous aime* », proclamait-elle après sa victoire au tournoi du Canada, disputé en juillet-août 2025 dans la grande ville francophone d'Amérique du Nord, « *sa terre promise* » selon M. Cyprien Mboko, son père.

Des concessions minières à prendre

CETTE figure montante du tennis mondial permet aux Canadiens de refouler une page sombre de leur histoire, là où un autre récit devrait émerger. Les parents Mboko ont fui la République démocratique du Congo (RDC) en 1999. Les médias à l'unisson se contentent d'évoquer des « *tumultes* » et l'« *agitation* » politique qui y régnait, sans jamais aller voir plus loin. Car, enfin, qu'en est-il de cette bien mystérieuse « *agitation* » ? Il s'agit d'une guerre, impulsée en grande partie par des sociétés minières canadiennes, en vue du contrôle des mine-

rais. Ce n'est pas tant le régime tyrannique de Joseph Mobutu Sese Seko qu'ont fui les parents Mboko que son violent effondrement. Et approfondir le sujet, c'est découvrir que le Canada n'est pas étranger aux raisons qui ont amené des Congolais à quitter l'ex-Zaïre. Bien au contraire.

Dans les années 1990, affaibli, politiquement vulnérable, lâché par l'Occident au moment où la fin de la guerre froide le rend moins utile, Mobutu sent qu'il doit jeter du lest. Il ne peut plus régner en ponctionnant comme avant les richesses que des sociétés d'État à sa solde tirent du prodigieux domaine minier de son pays. Auprès du dictateur, la société Barrick, éta-



GAËL MASKI - PHOTOGRAPHIE : PCP - COURTESY GALERIE ANGALIA, PARIS

GAËL MASKI. – « The Weight of History I » (Le poids de l'histoire I), 2023

blie à Toronto, peut donc acquérir une concession d'exploration de quelque quatre-vingts kilomètres carrés, avec l'assentiment de son conseil consultatif international, dont sont alors membres l'ex-premier ministre canadien Brian Mulroney, l'ex-président américain George H. W. Bush ou l'investisseur milliardaire Paul Desmarais (1). Un signal donné à toutes les compagnies minières du monde : le pays est à prendre ! Mais, plutôt que de cogner à la porte du tyran, mieux

vaut suivre Laurent-Désiré Kabila dans sa conquête du pouvoir par les armes : parti de l'Est, le chef des rebelles zigzague autour des concessions minières, notamment au Kivu et au Katanga, au profit d'entreprises canadiennes qui signent des contrats dans son sillage, avant même la prise de Kinshasa en mai 1997. Pour les experts mandatés par le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies (ONU) ou les auteurs du rapport dit « Mapping », les entreprises canadiennes AMFI, Bar-

rick, Banro, Emaxon, First Quantum Minerals, Kinross, Lundin Mining ont été impliquées dans cette guerre terrible dont les morts se comptent en centaines de milliers (2).

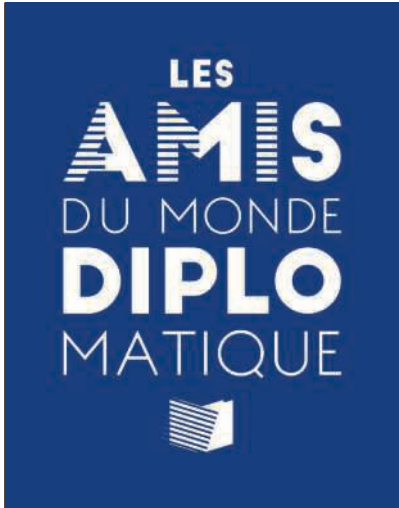
À l'époque, les trois quarts des sociétés minières mondiales sont canadiennes. Lorsque les experts dépêchés par le Conseil de sécurité demandent aux pays concernés d'enquêter sur le rôle des entreprises de leur ressort dans la guerre des Grands Lacs, le Canada ne bronche pas. En octobre 2010, son Parlement défait même le projet de loi d'un député centriste, M. John McKay, qui vise timidement à suspendre les investissements des autorités publiques fédérales dans des entreprises accusées de violation des droits de la personne. D'aucuns ont observé la puissance du lobbying minier les jours précédant le vote (3). Plusieurs députés du Parti libéral, dont M. McKay était pourtant membre, se sont abstenus pour assurer la défaite de son initiative.

En 2025, les médias abordent le sujet avec une pudeur qui trahit autant l'ignorance que l'indifférence. Or, si l'athlète Mboko brille aujourd'hui sous l'étendard à feuille d'érable, c'est parce qu'hier ses parents ont dû fuir un pays à feu et à sang, où prospéraient des sociétés minières brandissant le même drapeau. Les élites canadiennes s'attribuent en partie le mérite du succès d'une de leurs enfants d'adoption, en refoulant toute forme de responsabilité dans l'exode de ses parents. On ne voudrait pas que la nouvelle muse rappelle – en même temps qu'elle magnifie un pays en mal de légendes – le tort que le Canada a fait subir aux siens.

(1) Donald Rumball, *Peter Munk. The Making of a Modern Tycoon*, Stoddart Publishing, Toronto, 1996.

(2) Rapport final du Groupe d'experts sur l'exploitation illégale des ressources naturelles et autres formes de richesse de la République démocratique du Congo, n° S/2002/1146, Conseil de sécurité des Nations unies, 16 octobre 2002 ; Rapport du projet Mapping concernant les violations les plus graves des droits de l'homme et du droit international humanitaire commises entre mars 1993 et juin 2003 sur le territoire de la République démocratique du Congo, Haut-Commissariat aux droits de l'homme des Nations unies, août 2010.

(3) Notamment Julien Fréchette dans son documentaire *Le Prix des mots* (2012).



SOIRÉE PROCHE-ORIENT. Le 18 novembre, à 18 heures, « La situation au Proche-Orient » : diffusion d'extraits de films, commentés par Akram Belkaid, sur www.auposte.fr, informations détaillées sur le site des Amis.

VISIOCONFÉRENCE. Le 25 novembre, à 18 h 30 : visioconférence avec l'édition colombienne du *Monde diplomatique* (lien de connexion sur le site de l'association).

Auvergne-Rhône-Alpes

ANNECY. Le 10 novembre, à 19 heures, espace coworking de l'hôtel Moxi : « café-Diplo » autour de l'article de Frédéric Lordon « Pour en finir avec le chantage à la dette » (octobre). (cafediplo74@gmail.com)

LYON. Le 12 novembre, à 20 heures, au Ciné Mourguet à Sainte-Foy-lès-Lyon : ciné-débat autour du film de Sepideh Farsi *Put Your Soul on Your Hand and Walk*. Le 19 novembre, à 19 heures, à la librairie Le Bal des Ardents : « De la presse aux livres : résistances face aux empires médiatiques », avec Thierry Discepolo et Pierre Rimbart. (catherine.chauvin@wanadoo.fr)

Bourgogne-Franche-Comté

HAUTE-SAÔNE. Le 6 novembre, à 20 h 15, au cinéma Majestic à Vesoul : ciné-débat autour du film de Sepideh Farsi *Put Your Soul on Your*

Hand and Walk. Le 16 novembre, à 17 heures, au cinéma Espace Méliès à Lure : projection du documentaire de Jean-Gabriel Leynaud *Le Sang et la Boue*, suivie d'un débat avec le réalisateur. Le 18 novembre, à 18 heures, au cinéma Majestic à Vesoul : ciné-débat autour du film de Hind Meddeb *Soudan, souviens-toi*. (odile-mangeot@wanadoo.fr)

Bretagne

BREST. Le 4 novembre, à 18 h 30, au bar Le Grabuge : « café-Diplo » autour de deux articles du numéro d'octobre, « Pour en finir avec le chantage à la dette » de Frédéric Lordon et « Le consentement israélien au génocide » de Gideon Levy. Le 28 novembre, à 18 h 30, à la médiathèque François-Mitterrand - Les Capucins (auditorium) : table ronde autour de *Manière de voir* n° 198, « Femmes. Une révolution permanente » (décembre 2024-janvier 2025), avec Hélène Richard et Oriane Amalric. (amd.brest@proton.me)

QUIMPER. Le 12 novembre, à 17 h 30, à l'université de Bretagne occidentale (salle du petit amphî 005) : « Causes et conséquences du Brexit pour l'Europe », avec Grégory Rzepski. (amd29quimper@gmail.com)

RENNES. Le 5 novembre, à 18 h 15, à l'université de Rennes-II (amphi B8, bâtiment B) : « Ce que Bolloré fait aux livres et aux médias », avec Thierry Discepolo et la maison d'édition associative Tirage de Têtes. Le 13 novembre, à 18 h 45, à l'auditorium de la Maison internationale de Rennes (MIR) : rencontre avec Angélique Mounier-Kuhn à propos de *Manière de voir* n° 203, « Santé mentale. Symptômes d'un monde fêlé » (octobre-novembre 2025). Le 18 novembre, à 18 h 45, au café Le Désordre : « café-Diplo » autour de l'article de Florence Ihaddadene « Une jeunesse dupée par l'État » (octobre). Le 26 novembre, à 18 h 45, à l'auditorium de la MIR : « Quand des femmes luttent pour l'abolition des privilèges », avec Solenn Mabo. (amd.rennes@gmail.com)

Centre - Val de Loire

TOURS. Le 14 novembre, à 20 h 30, à l'association Jeunesse et Habitat : réunion des Amis et lecteurs de la région autour de l'article d'Hélène Richard « Une autre histoire de l'expansion de l'OTAN » (novembre). (pjc.arnaud@orange.fr)

Grand-Est

METZ. Le 6 novembre, à 18 heures, au forum de l'Institut régional du travail social (IRTS), au Ban-Saint-Martin : « Les séries TV au prisme du care ». Le 13 novembre, à 18 h 30, petite salle des Coquelicots : « café-Diplo ». « Peut-on encore voyager ? ». (christopher.pollmann@univ-lorraine.fr)

STRASBOURG. Le 27 novembre, à 18 h 30, à la librairie La Tache noire : rencontre avec Anne-Cécile Robert autour de son livre *Le Défi de la paix. Remodeler les organisations internationales* (Armand Colin) et de son article coécrit avec Christophe Ventura « Du multilatéralisme à la brutalité » (octobre). (gabriel.aussibal@hotmail.fr)

Hauts-de-France

LILLE. Le 4 novembre, à 20 heures, au cinéma Le Méliès à Villeneuve-d'Ascq : projection du documentaire de François-Xavier Drouet *L'Évangile de la révolution*, suivie d'un débat avec le réalisateur. Le 15 novembre, à 15 heures, à la maison régionale de l'environnement et des solidarités (MRES), salle Reuze-Papa : rencontre avec Guillaume Roubaud-Quashie et Côme Simien pour leur livre *Haro sur les Jacobins* ! (PUF). Le 18 novembre, à 18 heures, à Sciences Po Lille : rencontre avec Lauréline Fontaine autour de son livre *La Constitution au XXI^e siècle. Histoire d'un fétiche social* (Éditions Amsterdam). (amd.nord@yahoo.fr)

Île-de-France

PARIS. Le 22 novembre, à 16 heures, à la librairie L'Ours et la Vieille Grille : « Résister plutôt que désobéir ? », avec Vincent Sizaire et Nathalie Tehio. (amis.diplo.75@gmail.com)

VERSAILLES. Le 7 novembre, à 20 heures, à l'UGC Roxane : projection du documentaire de François-Xavier Drouet *L'Évangile de la révolution* suivie d'un débat avec le réalisateur. Le 15 novembre, à 14 heures, hôtel de ville de Versailles (salle Montgolfier) : rencontre avec Simon Arambourou pour son article « Mythes et mensonges de la capitalisation » (juin). (eveleveque@wanadoo.fr)

Normandie

BERNAY. Le 7 novembre, à 19 heures, à la librairie Le Rouge et le Noir : « café-Diplo » autour de trois articles du numéro d'octobre, « Une jeunesse dupée par l'État » de Florence

Ihaddadene, « Une histoire rouge » d'Alexander Zevin, et « Jorge Amado, rouge feu » de Sébastien Lapaque. (lesamd27@gmail.com)

CAEN. Le 4 novembre, à 19 heures, au café du Cinéma des images d'Hérouville-Saint-Clair : rencontre des Amis et lecteurs de la région en vue de l'organisation d'un groupe local. (amd.caen@gmail.com)

Nouvelle-Aquitaine

GIRONDE. Le 13 novembre, à 18 h 30, à la bibliothèque du Haillan : « Un an après l'élection de Donald Trump, où en est la société américaine ? », avec Lisa Véroni-Paccher. Le 21 novembre, à 18 h 30, au cinéma Jean-Eustache à Pessac : « Vaccin et pandémie : la contagion de la défiance », avec Jean-Luc Chappey. Le 22 novembre, à 11 heures, à la médiathèque Grand-Parc à Bordeaux : « De quoi avons-nous vraiment besoin ? », avec Michel Cabanes. Le 26 novembre, à 20 h 30, salle Antonin-Larroque à Saint-Médard-en-Jalles : « Femmes indociles et consentement », avec Hélène Meynaud. Le 27 novembre, à 19 heures, au théâtre Le Levain à Bègles : « café-Diplo ». (amis.diplo33@gmail.com). Le 28 novembre, à 20 heures, à la Maison des associations à Libourne : « La lutte des femmes en Iran », avec Mehrnaz Behzad. (amis.diplolibournais@gmail.com)

POITIERS. Le 4 novembre, à 20 heures : « café-Diplo » à L'Envers du bocal. (dominique.leblanc@wanadoo.fr)

SAINT-JUNIEN. Le 27 novembre, à 20 heures, au Ciné-Bourse : projection du film de Luck Razanajaona *Disco Afrika*, suivie d'un débat sur Madagascar. (danimaginnaire@yahoo.fr)

Occitanie

AUDE. Le 6 novembre, à 20 heures, au cinéma Le Colisée à Carcassonne, et le 8 novembre, à 20 heures, au Théâtre + Cinéma à Narbonne : projection du documentaire *L'Homme à la manivelle* suivie d'un débat avec Olivier Azam et André Minvielle. Le 28 novembre, à 18 heures, à la médiathèque de Conques-sur-Orbiel : « Temps de l'enfant, rythmes scolaires », avec Stéphane Bonnéry. (contact@amisdiplo11.org)

PERPIGNAN. Les AMD 66 se réunissent chaque troisième jeudi du mois à 19 h 15, au Casal de Perpinyà, pour discuter du dernier numéro du *Monde diplomatique*. (amisdipl66@gmail.com)

TOULOUSE. Le 12 novembre, à 18 heures, salle du Sénéchal : « A69, les intérêts privés au détriment de l'intérêt général », avec Jean Olivier. Le 13 novembre, à 20 heures, au cinéma Utopia de Borderouge : projection du film de Nicolas Glimois *Les Antilles empoisonnées. La banane et le chlordécone*, suivie d'un débat avec Cécile Stratonovitch. Le 28 novembre, à 18 h 30, à l'amphi TBS Lascrosses, en partenariat avec le Groupe de recherche pour l'éducation et la prospective de Midi-Pyrénées (GREP-MP) : « France-Algérie : à quand une relation apaisée ? », avec Akram Belkaid (inscription sur le site du GREP). (jpcremoux@orange.fr)

Pays de la Loire

LA ROCHE-SUR-YON. Le 8 novembre, à 10 heures, au café L'interlude : « café-Diplo » autour de trois articles du numéro d'octobre, « Le consentement israélien au génocide » de Gideon Levy, « Du multilatéralisme au règne de la brutalité » d'Anne-Cécile Robert et Christophe Ventura et « Pour en finir avec le chantage à la dette » de Frédéric Lordon. (michelmerel54@laposte.net)

LAVAL. Le 18 novembre, à 19 heures, au café BlackBear : « café-Diplo » sur la justice et l'État de droit. (jpmaillard@laposte.net)

NANTES. Le 5 novembre, à 19 heures, au café Le Flesselles : « café-Diplo » autour de deux articles, « Europe, la capitulation permanente » de Thomas Fazi (septembre) et « Pour en finir avec le chantage à la dette » de Frédéric Lordon (octobre), et du *Manière de voir* n° 203, « Santé mentale. Symptômes d'un monde fêlé » (octobre-novembre 2025). (claudie.desfosses@orange.fr)

Provence-Alpes-Côte d'Azur

AIX-EN-PROVENCE. Le 13 novembre à 18 heures, à Sciences Po Aix : « Retour sur quatre-vingts ans de luttes pour la reconnaissance du génocide des Roms », avec Lise Foisneau. (cafediplo.scpoaix@proton.me et d.bruiet@orange.fr)

Hors de France

TOKYO. Le 19 novembre, à 18 h 30, salle 1254 du Shirokane Campus, International Peace Research Institute Meiji Gakuin University : « Sahara occidental – un long chemin vers la liberté », avec Taleb Alisalem. (prime@prime.meijigakuin.ac.jp)

Narcotrafic,

(Suite de la première page.)

Amorcé aux États-Unis au début des années 1970 sous l'étiquette « loi et ordre » (« law and order »), ce mouvement se déploie une trentaine d'années plus tard de l'Europe à l'Amérique latine. Il enclenche une surenchère de lois et de proclamations fustigeant l'« angélisme » ou le « laxisme » et appelant à un durcissement répressif, y compris au sein des partis traditionnellement plus favorables à la prévention et à la défense des libertés. En autonomisant la sécurité par rapport à la question sociale dans laquelle elle était jadis encastrée, cette dynamique a profondément reconfiguré les cadres d'analyse et les logiques de fonctionnement de la justice, de la police, mais aussi de l'école ou des services sociaux (3). En conséquence, les prisons se sont remplies au-delà de leur capacité d'accueil (85 000 personnes détenues en France au 1^{er} juillet 2025, pour 62 509 places) (4), sans que l'on observe un quelconque effet sur la baisse de la criminalité ni que cet échec produise une inflexion des discours publics.

Mais là n'est peut-être pas l'enjeu. Le tournant punitif est aussi une dramaturgie dans laquelle les mots comptent plus que les actes et l'annonce de lois ou de réformes plus que leurs conséquences réelles. Avec la complicité intéressée de médias, elle valorise les postures martiales et aiguise les compétitions entre professionnels de la politique cherchant à apparaître plus « durs »

que leurs homologues. Elle oblige également – c'est le propre des dramaturgies – à renouveler régulièrement les « menaces » à l'ordre social ou national. Après les « bandes », la « violence des mineurs », la « radicalisation », il semble que ce soit désormais le tour du « narcotrafic ».

« *Submersion, c'est l'image qui s'impose pour décrire le phénomène auquel la France est confrontée, s'inquiète un récent rapport d'enquête sénatorial. Plus aucun territoire, plus aucune catégorie sociale ne sont épargnés. Le trafic s'infiltre partout, avec pour corollaire une violence exacerbée. Les scènes de guerre vécues par certains habitants contribuent à ce qu'il est possible d'appeler un "narcoterrorisme" car elles installent un climat de peur et d'insécurité constant pour l'ensemble des habitants* (5). » M. Bruno Retailleau, alors ministre de l'intérieur, avait renchéri : « *Il y a un tsunami blanc qui déferle sur la France* » (Le Monde, 22 août 2025). Quelques mois plus tôt, il assénait déjà : « *Les narcoracailles sont partout. Il va falloir les combattre avec une détermination implacable. (...) Le choix que nous avons aujourd'hui est celui d'une mobilisation générale ou alors la mexicanisation du pays* » (Le Parisien, 1^{er} novembre 2024). Soucieux de ne pas être en reste, le ministre de la justice Gérard Darmanin annonce que les « *cent plus gros narcotrafiquants* » doivent être isolés dans « *une prison de haute sécurité* » (LCI, 12 janvier 2025).

Sur le modèle américain

EN termes simples, « *le danger est à nos portes* », écrivent les sénateurs, complaisamment relayés par une multiplicité de « unes », de reportages et de dossiers spéciaux dans les médias généralistes. Il serait urgent de réagir, et c'est l'objet de la loi « *visant à sortir la France du piège du narcotrafic* », promulguée le 13 juin 2025. Elle crée notamment un parquet national anti-criminalité organisée (Pnaco), sur le modèle du parquet national antiterroriste (PNAT) et des quartiers de lutte contre la criminalité organisée dans deux centres pénitentiaires (celui de Vendin-le-Vieil, inauguré en juillet 2025, et celui de Condé-sur-Sarthe). Elle renforce le statut de « repenti », les mesures de gel et de saisie des biens criminels ainsi que les possibilités de répression pénale et administrative. Elle élargit également les techniques spéciales d'enquête des services de police, au point que le Conseil constitutionnel a dû censurer les dispositions concernant la surveillance numérique et algorithmique, jugées trop attentatoires à la vie privée. Parallèlement, l'Office anti-stupéfiants (Ofast), créé en 2019 pour coordonner la lutte contre le trafic, voit son rôle et ses effectifs étoffés, le rapport sénatorial proposant même de le transformer en une

« DEA [Drug Enforcement Agency] à la française », sur le modèle américain.

L'ampleur de cette campagne politico-médiatique ne manque pas de surprendre l'observateur de ce que l'on nommait jusqu'ici la « lutte contre le trafic de stupéfiants ». Car ce glissement sémantique n'est pas neutre. L'expression « narcotrafic » convoque un imaginaire lié à la situation latino-américaine, popularisé par des séries à succès (*Narcos*, *El Chapo*) ou des films comme *Traffic* (2000), de Steven Soderbergh. Dans celui-ci, des cartels fortement organisés, hiérarchisés et armés disputent à l'État des portions complètes de son territoire et sont en lutte pour le monopole de la production et de la commercialisation de la drogue, usant simultanément de la violence et de la corruption. La comparaison est caricaturale. Le taux d'homicide est vingt fois moins important en France qu'au Mexique ou en Colombie (1,3 pour 100 000 habitants en 2023, contre 24,9 dans les deux pays), et en baisse constante, puisqu'il a été divisé par deux depuis 1990 (6). Les « règlements de comptes entre malfaiteurs » ne représentent que 9 % des 900 victimes enregistrées annuellement (7).

Brève généalogie du « narcotrafic »

EN juin 1971, le président Richard Nixon déclare que « *l'ennemi public numéro un des États-Unis est la toxicomanie* ». Dans un contexte marqué par les contestations sociales et raciales, il inaugure une « guerre à la drogue », tant à l'intérieur du pays qu'à l'extérieur. Le Bureau of Narcotics and Dangerous Drugs devient la Drug Enforcement Agency (DEA) en 1973 et se voit notamment confier des missions au Mexique. Des opérations sont menées conjointement avec l'armée mexicaine pour détruire des plantations de cannabis et de pavot : c'est le moment où la terminologie de « *narco* » se diffuse. Jusque-là, on se réfère surtout aux *gomeros* (les paysans qui extraient la gomme du pavot, l'opium) et aux *marigueneros* (pour ceux qui s'occupent du cannabis). « Narco » désigne dès lors tous ceux qui sont liés à la culture, la transformation, la consommation et le trafic de substances illicites (1). Il prend sens dans la doctrine de sécurité nationale américaine, que durcit Ronald Reagan après son élection en 1980. En avril 1986, il signe une directive secrète qui identifie le trafic comme une « *menace à la sécurité nationale* » et autorise le département de la défense à engager des opérations à géométrie variable (2). Dans les pays où existaient des insurrections marxistes, comme en Colombie ou au Pérou, la lutte antidrogue a surtout servi à les réprimer, en assimilant les rebelles à des « *narcoguérilleros* » – pour reprendre l'expression utilisée en 1984 par Lewis Tams, alors ambassadeur des États-Unis

à Bogotá. Ailleurs, elle a servi des fins stratégiques discrètes (comme au Panama) ou constitué un moyen de projeter la puissance américaine, transférer du matériel militaire et collecter du renseignement. Ainsi, « narcotrafic » apparaît comme un signifiant vague, qui agrège des situations locales disparates, leur confère une structure globale et permet de rallier les suffrages (et les financements) du Congrès. Il se substitue graduellement à « communisme » et, quelques mois après l'effondrement de l'Union soviétique, deux influents analystes gouvernementaux décrivent le « *crime organisé global* » comme le « *nouvel Empire du mal* » (3). À l'heure où Washington qualifie le président vénézuélien Nicolás Maduro de « *narcoterroriste* », offre 50 millions de dollars à qui facilitera sa capture et déploie 10 000 soldats et des navires de guerre en mer des Caraïbes, il apparaît clair que cette terminologie n'a rien perdu de son utilité politique.

L. B.

- (1) Luis Astorga, *El siglo de las drogas*, Penguin Random House, Mexico, 2016.
(2) Waltraud Queiser Morales, « The war on drugs : A new US national security doctrine? », *Third World Quarterly*, vol. 11, n° 3, Londres, juillet 1989.
(3) Linnea P. Raine et Frank J. Cilluffo, *Global Organized Crime : The New Empire of Evil*, Center for Strategic and International Studies, Washington, DC, 1994.



CAMILO RESTREPO. – « Mera Calentura » (C'est chaud), détail, 2017

La rhétorique alarmiste des pouvoirs publics constitue peut-être une manière maladroite d'attirer l'attention sur la place qu'occupent désormais les stupéfiants dans notre société. Selon l'Observatoire français des drogues et des tendances addictives (OFDT), la proportion de personnes de 18 à 75 ans ayant expérimenté le cannabis dans leur vie est passée de 12,7 % en 1992 à 50,4 % en 2023 (8). Pour la cocaïne, on est passé de 5,6 % en 2017 à 9,4 % en 2023. L'usage d'héroïne reste relativement stable (2 % en 2023) et

les drogues de synthèse progressent : en 2023, MDMA, 8,2 % ; amphétamines, 4,3 % ; et poppers, 14,9 %. Il s'agit donc d'un phénomène massif qui touche tous les milieux, des intérimaires ou des étudiants aux députés et aux dirigeants d'entreprise.

Toutefois, les mesures mises en place par les ministres et les parlementaires, comme leurs analyses, reposent sur deux présupposés erronés : l'assimilation des marchés de la drogue au « crime organisé » et la focalisation sur les vendeurs, au détriment des consommateurs.

Le trafic de stupéfiants, comme nombre d'activités criminelles, nécessite incontestablement de l'organisation. Mais le niveau et l'ampleur de cette organisation sont difficiles à déterminer. Les sources restent rares et les commissions d'enquête parlementaires, comme la presse, reprennent sans distance les informations transmises par les services de police. Or ces derniers ont une tendance systématique à exagérer la menace qu'ils combattent. « *Il faut grossir les traits si l'on veut que les choses passent et soient entendues* », reconnaissait en entretien un commissaire de police. On perçoit les profits immédiats qu'ils peuvent en tirer en matière de légitimité, de prestige ou de renforcement de moyens humains, techniques et légaux. Ceci est particulièrement vrai pour les institutions les plus récentes et les moins assurées administrativement. Le cas de la note de l'Ofast intitulée « État de la menace liée aux trafics de stupéfiants » et parue en juillet 2025 est instructif. Elle présente l'« *organisation du marché français* », avec moins de 100 « *grands importateurs* », 5 000 « *semi-grossistes* » et

200 000 personnes impliquées dans des « *réseaux locaux et des points de deal* ». Elle détaille ensuite les revenus quotidiens : « *coursier et serveur* », de 20 à 30 euros, « *ravitailleur ; coupeur ; guetteur ; rabatteur* », de 50 à 100, et « *vendeur et banquier* », de 50 à 250. Quoique estampillée « diffusion restreinte », elle a filtré dans *Valeurs actuelles*, et *Le Monde* du 5 août 2025 a jugé bon d'y consacrer sa « une » (« Drogue : des réseaux de plus en plus menaçants »), ainsi qu'une double page, infographies à l'appui. Une fuite bien opportune. Quelques jours plus tôt, le siège de l'Ofast avait été perquisitionné par l'inspection générale de la police nationale (IGPN), à la suite du fiasco d'une opération de « livraison contrôlée » – 400 kilos de cocaïne ont disparu dans la nature – qui avait conduit à la mise en examen de plusieurs fonctionnaires de l'antenne marseillaise. Mais qu'importe, le monopole policier de la production des données, couplé à la force magique que leur confère le secret qui les entoure,

- (3) La France a peur. Une histoire sociale de l'« insécurité », La Découverte, Paris, 2010.
(4) Evan Le Bihan et Jérôme Moreau, « Au 1^{er} juillet 2025, + 8,3 % de personnes détenues sur un an », *Infos rapides justice*, n° 25, ministère de la justice, Paris, juillet 2025.
(5) Jérôme Durain et Étienne Blanc, rapport de la commission d'enquête sur l'impact du narcotrafic en France et les mesures à prendre pour y remédier, Sénat, Paris, 7 mai 2024.
(6) « Victims of intentional homicide », Office des Nations unies contre la drogue et le crime, <https://data.unodc.un>
(7) Maud Guillonnet (coord.), « Sécurité et société. Insee références. Édition 2021 », Institut national de la statistique et des études économiques (Insee), Montrouge.
(8) Alex Brissot et al., « Les niveaux d'usage des drogues illicites en France en 2023 », *Tendances*, n° 164, Paris, juin 2024.

DE L'IMAGINAIRE SÉCURITAIRE

un ennemi commode

semble dispenser de tout questionnement sérieux sur leurs conditions de production et de circulation.

Pour approcher les organisations et les marchés criminels, une autre option consiste à utiliser le matériau recueilli par les investigations policières, mais en le réinterprétant au prisme des sciences sociales. Ainsi l'économiste américain Peter Reuter s'est-il basé sur les preuves saisies lors de perquisitions, les comptes rendus d'écoutes téléphoniques, les interrogatoires des suspects, ainsi que sur des entretiens avec des procureurs, des enquêteurs et des informateurs pour comprendre le fonctionnement de la Mafia dans les années 1960-1970. À l'époque, cette dernière est considérée comme la

clé de voûte du crime organisé. Dans son rapport de 1967, la President's Commission on Law Enforcement and the Administration of Justice la décrit comme « *une société qui implique des milliers de criminels travaillant avec des structures aussi complexes que celles de n'importe quelle grande entreprise, soumises à des lois plus rigoureuses que celles des gouvernements légitimes* » (9). Dans les parcs hippiques et sportifs, les loteries illégales et les prêts usuraires, la Mafia aurait conquis une position prééminente en écartant violemment ses concurrents et en pratiquant la corruption (des policiers, des élus et des fonctionnaires locaux). L'ouvrage de Mario Puzo *Le Parrain*, publié en 1969, et le film de Francis Ford Coppola qui en est tiré en 1972 résument bien ces représentations.

« Crime désorganisé »

Or le travail de Reuter montre une autre réalité, celle d'un univers morcelé dans lequel les tentatives de monopolisation sont vouées à échouer. En effet, les organisations criminelles ne sont précisément pas des entreprises conventionnelles. D'une part, elles reposent avant tout sur de puissants liens interpersonnels, forgés dans des expériences communes (l'enfance dans un quartier, la migration, l'incarcération, etc.). Mais cette force représente une faiblesse dès que la taille s'accroît. La redistribution des honneurs, des places et des bénéfices n'étant pas codifiée ni contractualisée, elle peut rapidement apparaître comme injuste et arbitraire. La loyauté au groupe s'affaiblit également à mesure que l'on s'éloigne du noyau central. Ces deux facteurs se combinent pour produire une tendance permanente au « *factionnalisme* », c'est-à-dire à l'éclatement en entités concurrentes, qui s'accompagne parfois de poussées de violence autophage. D'autre part, la croissance d'un groupe criminel attire inévitablement l'attention de la police et de la justice. Les enquêtes et les arrestations éventuelles le déstabilisent immanquablement. Elles exacerbent les compétitions et les querelles internes pour les positions de pouvoir, qui là encore poussent à la division en factions.

L'analyse de Reuter trouve une résonance dans les travaux portant sur les « cartels globaux » de la drogue, notamment mexicains et colombiens. Le chercheur Oswaldo Zavala a montré comment, dans un contexte de redéfinition de la doctrine de sécurité nationale des États-Unis, le « *narco-récit* » s'était progressivement imposé comme une rationalité gouvernementale unifiant des réalités hétérogènes (*lire l'encadré page 20*). C'est ainsi que l'on peut comprendre la valse de « chefs des chefs » (« El Chapó », « El Mayo », « El Mencho », etc.) et le renouvellement permanent de la « principale organisation » (le cartel « de Sinaloa » puis « Jalisco Nouvelle Génération » ou « Santa Rosa de Lima »). Comme l'explique Gilberto Rodríguez Orejuela, un trafiquant colombien : « *Le "cartel de Cali" n'existe tout simplement pas. C'est une invention de la DEA. (...) Il y a plusieurs groupes, pas un seul cartel. La police le sait. La DEA aussi. Mais ils préfèrent inventer un ennemi monolithique.* » Un

représentant du « cartel de Medellín » abonde dans le même sens : « *Les cartels n'existent pas. Ce qui existe, c'est un ensemble de trafiquants de drogue. Parfois, ils travaillent ensemble, parfois non. Les procureurs américains les appellent "cartels" pour faciliter leurs affaires* » (10). Ces procureurs en retirent effectivement une plus grande notoriété, mais peuvent également accréditer la croyance selon laquelle un « coup définitif » a été porté au marché des stupéfiants, alors qu'il s'apparente plutôt à un « puits sans fond » ou à un « tonneau des Danaïdes », pour reprendre des expressions souvent utilisées par des policiers.

Si la « mafia » italo-américaine ou les « cartels » latino-américains constituent des artefacts, que dire de la situation en Europe ? Là aussi, il existe d'autres explications que les analyses policières. En interrogeant près de quatre cents criminels de la ville de Gênes, les sociologues italiens Alessandro Dal Lago et Emilio Quadrelli dessinent un monde illégal instable et fragmenté de petits entrepreneurs d'origines diverses, qui opèrent en fonction des publics auxquels ils ont accès (communautés migrantes, étudiants, cadres supérieurs, etc.), des produits qu'ils vendent et des réputations qu'ils ont pu se construire (11). Il en va de même en France, où les réseaux d'importation et de distribution associent des milieux, des catégories ou des groupes d'individus qui constituent « *plus des cliques ou des grappes qu'un milieu homogène* » (12). Ce que confirme en entretien un policier : « *Ce sont des PME [petites et moyennes entreprises] de la drogue. On en fait tomber une, et le lendemain il y en a une autre.* »

Ce constat est d'ailleurs implicitement partagé par la convention des Nations unies contre la criminalité transnationale organisée de 2000, selon laquelle « *"groupe criminel organisé" désigne un groupe structuré de trois personnes ou plus existant depuis un certain temps et agissant de concert*

dans le but de commettre une ou plusieurs infractions graves (...) pour en tirer, directement ou indirectement, un avantage financier ou un autre avantage matériel ». Difficile d'adopter une définition plus étendue et d'avaliser d'avantage la justesse de l'expression « crime désorganisé » (*disorganized crime*) forgée par Reuter.

Face à cette situation, que penser des dispositifs « exceptionnels » annoncés à grand renfort de publicité par les ministres de l'intérieur et de la justice ? Les unités spécialisées et les structures ad hoc donnent l'impression d'une réponse publique énergique. Mais elles sont toujours constituées au détriment des institutions de droit commun. Faut-il des prisons « de haute sécurité » à l'heure où des directeurs de l'administration pénitentiaire multiplient les lettres ouvertes pour décrire un système « *au bord de la rupture* » en raison de la sur-incarcération ? Faut-il un parquet spécialisé quand les autres croulent sous les affaires que les durcissements

du rapport sénatorial précité, le mot « médecin » ne figure qu'une fois, et seule une recommandation floue préconise d'« *engager un véritable effort de communication publique contre le narcotrafic et [d']améliorer la prise en charge des consommateurs* ». Pourtant il existe de nombreux exemples d'action publique en la matière. Des pays comme l'Allemagne, le Canada, l'Espagne, l'Uruguay ou des États américains (Colorado, Washington, Oregon) ont légalisé l'usage récréatif du cannabis, essayé d'en encadrer la production et mis en place des accompagnements efficaces.

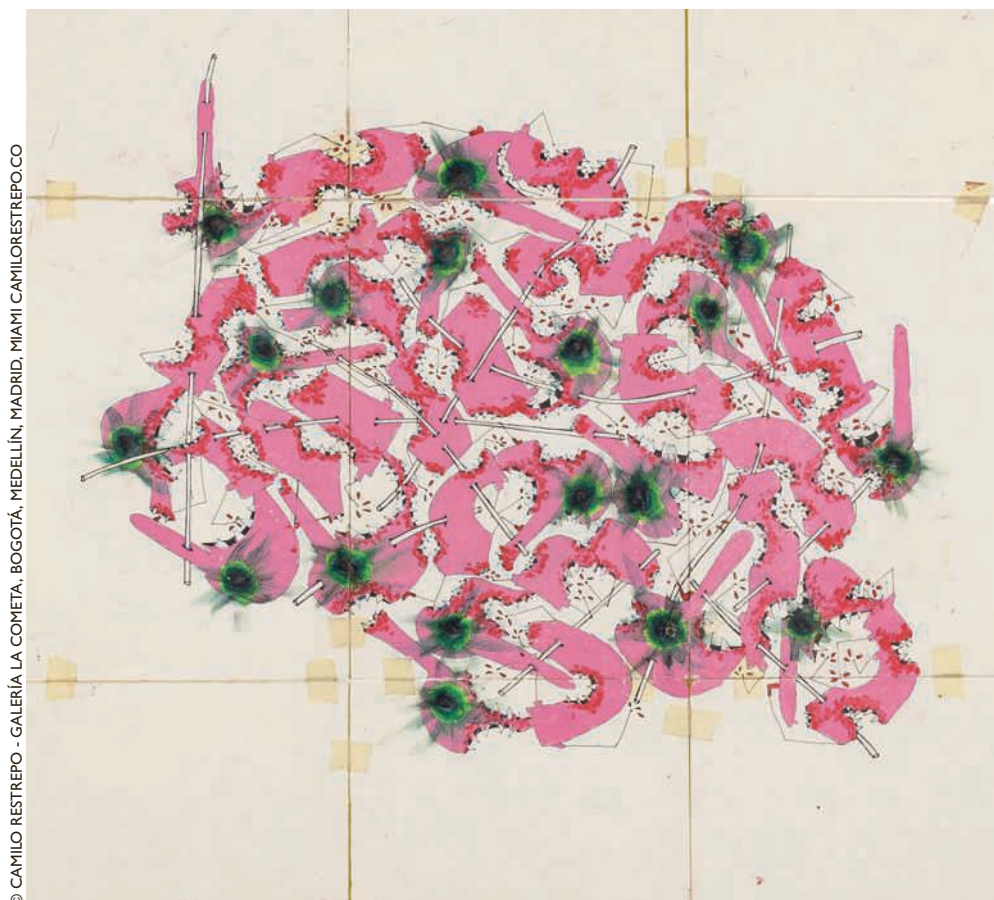
La focalisation sur l'offre a également pour conséquence de produire une représentation faussée des trafiquants. Celle-ci est en effet construite à partir de ceux qui sont les plus exposés au regard policier, c'est-à-dire les jeunes hommes des milieux populaires, souvent racisés. Bien sûr, le renoncement à toute ambition nationale de transformation des quartiers défavo-

plutôt des Nigériens qui vendent dans la rue et des Albanais dans les bars à hôtesse du port. Mais qui approvisionne ceux qu'ils appellent les « *gens comme il faut* », plus exigeants sur la qualité du produit et moins regardants sur le prix ? Des individus insérés dans ces milieux et qui s'y meuvent avec aisance. Il en va de même pour les drogues de synthèse (comme l'ecstasy), faciles à fabriquer et distribuées par « *des habitués de discothèques, capables d'interpréter la soirée* ». Et l'essor des nouvelles technologies de communication a démultiplié les possibilités de relations directes entre vendeurs et consommateurs, diversifiant leurs profils.

Les clubs nocturnes, les soirées étudiantes ou mondaines et les échanges numériques restent bien moins exposés à la répression que la revente de rue, qui fournit par conséquent le gros des délinquants identifiés par la police et la justice. Ainsi se forment des stéréotypes en apparence incontestables sur les figures des dealers. Figures que certains acteurs politiques, journalistes ou experts s'emploient ensuite à radicaliser, en transformant des dynamiques contingentes (comme la formation de groupes affinitaires dans un quartier ou dans l'expérience migratoire) en propriétés « culturelles », qu'ils attribuent sans distinction à des communautés supposées inintégrables.

Sous bien des aspects, les représentations dominantes du « narcotrafic » (ou plus prosaïquement du trafic de drogue) constituent ce que le sociologue Pierre Bourdieu appelle une « *illusion bien fondée* » (15). C'est-à-dire une fiction, trompeuse mais solide car elle est produite et reproduite par l'État et bénéficie de moyens constants pour exister et subsister. Les « *bénéfices secondaires* » qu'elle fournit sont évidents, mais ils apparaissent bien étiqués, égoïstes et inefficaces face à l'enjeu que représentent les drogues dans notre société.

LAURENT BONELLI.



CAMILO RESTREPO. – « Brain Eaters » (Mangeurs de cerveau), 2020

pénalisés les contraignent à poursuivre ? Faut-il renforcer l'Ofast lorsque la réforme de la police judiciaire affaiblit ses capacités d'enquête et provoque une crise des vocations de la filière investigation ?

Ces mesures comme le « narco-récit » qui les accompagne laissent curieusement de côté la consommation des stupéfiants. Son ampleur implique pourtant de reconnaître que pour nombre d'usagers, la drogue constitue quelque chose d'agréable, de récréatif, et qu'elle offre un additif à leur existence. Dire cela n'implique pas de cautionner le recours aux stupéfiants, mais le nier ou l'ignorer sont profondément hypocrites. L'alcool et le tabac relèvent de la même logique, et ce ne sont pas les politiques répressives qui ont pu réduire leur place dans la vie quotidienne. Il suffit de penser à l'échec complet de la « prohibition » imposée aux États-Unis entre 1920 et 1933. Au contraire, ce sont des mesures de santé publique, mêlant campagnes de prévention et de sensibilisation, aide sociale et médicale pour les personnes en situation d'addiction et régulation plus stricte (sur la publicité, les espaces publics, etc.) qui ont permis de freiner la consommation ou de la rendre plus raisonnée. En France, la part des buveurs hebdomadaires est ainsi passée de 62,6 % en 2000 à 39 % en 2021, et celle des adultes consommant de l'alcool tous les jours de 23,9 % en 1992 à 8 % (13). Quant au tabac, les fumeurs quotidiens sont passés sur la même période de 30 % à 25,3 % (14).

Aucune leçon ne semble en être tirée dans le débat actuel. Dans les 629 pages

risés, le tarissement des financements publics comme l'essoufflement du tissu associatif et des services sociaux et éducatifs accroissent la place de l'économie illégale. Bien sûr, les liens familiaux élargis que certains entretiennent avec le Maroc et la région du Rif, grosse productrice de cannabis, facilitent la mise en place de réseaux d'approvisionnement et de distribution. Mais ces éléments sont loin d'épuiser la question des marchés de la drogue. Dal Lago et Quadrelli montrent ainsi que la cocaïne emprunte des circuits différents en fonction du public visé. Dans leur enquête à Gênes, ce sont

(9) Peter Reuter, *Disorganized Crime. Illegal Markets and the Mafia*, The MIT Press, Cambridge (Massachusetts), 1983.

(10) Oswaldo Zavala, *La Guerra en las palabras. Una historia intelectual del «narco» en México (1976-2020)*, Debate, Mexico, 2022.

(11) Alessandro Dal Lago et Emilio Quadrelli, *La Città e le ombre. Crimini, criminali, cittadini*, Feltrinelli, Milan, 2003.

(12) Michel Kokoreff, Michel Peraldi et Monique Weinberger, *Économies criminelles et mondes urbains*, Presses universitaires de France, 2007.

(13) « La consommation d'alcool des adultes en France en 2021 », 23 janvier 2024, <https://beh.santepubliquefrance.fr>

(14) « Prévalence nationale et régionale du tabagisme en France en 2021 », 13 décembre 2022, <https://beh.santepubliquefrance.fr>

(15) Pierre Bourdieu, « À propos de la famille comme catégorie réalisée », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 100, Paris, 1993.

Dans nos archives

- Zoë Dubus, « Contre-histoire des drogues en France », *Manuel d'autodéfense intellectuelle – Histoire*, 2024.
- Clément Gibon, « Le captagon déferle sur le Golfe », *Le Monde diplomatique*, juillet 2023.
- Akram Belkaïd, « Dans les entrailles de la Camorra », *Manière de voir*, n° 176, « Le mystère italien. Mafia, populisme, technocrates... », avril-mai 2021.
- *Manière de voir*, n° 163, « Drogues. Changer la donne », février-mars 2019.
- Maxime Robin, « Overdoses sur ordonnance » et « Des laboratoires chinois aux morgues de l'Ohio », *Le Monde diplomatique*, février 2018.
- Johann Hari, « Pourquoi l'Uruguay légalise le cannabis », *Le Monde diplomatique*, février 2014.
- Christophe Wargny, « En Haïti, la drogue comme substitut au développement », *Le Monde diplomatique*, juin 2001.
- Anne Levy, « Face à la drogue, le "modèle suisse" », *Le Monde diplomatique*, décembre 2000.
- Kendal Nezan, « La Turquie, plaque tournante du trafic de drogue », *Le Monde diplomatique*, juillet 1998.
- Alexandre Datskevitch et Dimitri de Kochko, « Moscou, cœur d'un nouvel empire de la drogue », *Le Monde diplomatique*, août 1992.
- Micheline Paunet, « La nouvelle Convention sur les stupéfiants renforce la coopération internationale pour lutter avec efficacité contre ce fléau », *Le Monde diplomatique*, août 1961.



CENT ANS APRÈS ALBERT LONDRES

Chez les fous, derechef

Où en est la psychiatrie française ? La grande inventivité thérapeutique et institutionnelle qui avait marqué les décennies d'après-guerre tend à s'estomper. De nouvelles logiques – scientifiques, sécuritaires, comptables – s'imposent. Elles laminent le secteur et dégradent l'offre de soins. Au détriment des patients, de ceux qui les accompagnent, et de tout le corps social.

PAR EMMANUEL VENET *

EN 1925, Albert Londres réunissait en un volume les articles rédigés au fil de son enquête sur le traitement des malades mentaux en France. *Chez les fous* (Arléa, 2009) décrit un univers asilaire effrayant : sarabandes frénétiques dans les quartiers d'agités, délirants et cataleptiques emmurés vivants, gardiens violents et dépourvus d'empathie, aliénistes cachant leur impuissance thérapeutique derrière une arrogance scientifique. Qu'est-ce qui a changé depuis ? Tout, et plutôt en bien, à première vue. L'accès des établissements psychiatriques n'est plus aussi cadenassé que jadis. Les progrès thérapeutiques, en particulier en pharmacologie, ont métamorphosés les pratiques soignantes. La création de la Sécurité sociale en 1945 a permis la prise en charge de toutes les hospitalisations. Depuis 1960, la sectorisation psychiatrique favorise les soins ambulatoires et déstigmatise la pathologie mentale. Mais un nouveau tour d'horizon un siècle plus tard permet de constater, derrière les progrès accomplis, des évolutions préoccupantes.

Nous voilà d'abord à Saint-Alban, en Lozère. La congrégation des frères de Saint-Jean-de-Dieu y a fondé un asile en 1821 dans une vieille forteresse comptant plus de muraille que

de fenêtres. Longtemps, les conditions d'hospitalisation y restèrent spartiates. Mais, au début des années 1940, l'hôpital devient le creuset du mouvement psychiatrique désaliéniste. Révoltés par la famine hospitalière liée à la guerre et par les pratiques asilaires déshumanisantes, Lucien Bonnafé et François Tosquelles prêtent l'oreille aux propos de leurs patients, s'intéressent à leur créativité spontanée. L'hôpital devient un haut lieu de l'art brut avant même la création de ce concept : y furent soignés Auguste Forestier, devenu célèbre pour ses sculptures, Clément Fraisse, qui transforma les lambris de sa chambre en bas-reliefs, et Marguerite Sirvins, dont la robe de mariage, repérée par Jean Dubuffet, représente un fleuron de la collection du musée de Lausanne. L'hôpital a également protégé des artistes liés au surréalisme, en particulier Paul Éluard – recherché par la Gestapo à cause de son poème *Liberté* –, puis a, après-guerre, accueilli des figures majeures de la psychiatrie comme Frantz Fanon.

Bastions de la créativité soignante

D'ESORMAIS, chaque année au mois de juin, des rencontres autour de la psychothérapie institutionnelle attirent à Saint-Alban des soignants de la France entière. Mais rien ne subsiste, sinon, de l'esprit du lieu. Situé en zone rurale, l'établissement n'accueille plus que quelques dizaines de patients. On ne les voit guère au village. Ils occupent des bâtiments neufs et froidement fonctionnels. Les services de l'asile de jadis sont vides, ou presque. Quatre bâtiments construits dans

les années 1960 sont désaffectés, le château et le bâtiment administratif ont été cédés à des collectivités locales. Le « cimetière des fous » chanté par Éluard a été presque entièrement vidé de ses sépultures, signe rassurant de la fin de l'« institution totale ». Ici comme ailleurs, la proportion de patients soignés en ambulatoire a considérablement augmenté. Mais l'hôpital peine à recruter des psychiatres. Et le bastion de la créativité soignante – illustrée par la « déconniatrie » de Tosquelles – n'est plus qu'un lieu de soin aseptisé.

* Écrivain et psychiatre. Auteur de *Retour chez les fous* (Verdier, Lagrasse, 2025), dont ce texte est adapté.

Le vent d'une pensée clinique indépendante souffle toujours, en revanche, du côté de la place d'Italie. En 1958, c'est dans le 13^e arrondissement de Paris que naît avant l'heure la psychiatrie de secteur, sous l'influence du psychiatre Philippe Paumelle, vite rejoint par René Diatkine et Serge Lebovici. Très influencés par la psychanalyse, ils créent l'Association de santé mentale du 13^e arrondissement (ASM 13) et développent autant que possible une thérapeutique ambulatoire, attentive aux conditions d'existence de leurs patients. L'ASM 13 ne fait pas partie de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (APHP) : elle gère donc ses propres lits d'hospitalisation dans deux établissements, l'un situé dans le 13^e pour les séjours brefs, l'autre à Soisy-sur-Seine (Essonne) dans le cas des séjours plus longs ou sous contrainte.

en cours de route. Mais ceux qui adhèrent au projet thérapeutique en retirent, souvent après quelques années de soins, un gain de liberté psychique parfois considérable. Rien, certes, ne permet d'objectiver ni, a fortiori, de quantifier cette liberté : il s'agit d'une notion que comprennent instinctivement ceux qui ont galéré pour s'affranchir d'une culture familiale étouffante, ou de l'aliénation économique, ou de l'emprise amoureuse – autant de réalités qui déjouent toute mesure.

Or notre époque ne prend en considération que ce qui est quantifiable, mesurable, chiffrable. Dans les années 2000, on pouvait redouter que cela ne conduise à standardiser autoritairement les pratiques soignantes, mais au fil du temps la certification des établissements est devenue une affaire de « qualiciens », c'est-à-dire un bureaucratisme creux visant à s'assurer que les établissements respectent un cahier des

autour d'un petit déjeuner. Deux patients engagent d'emblée avec moi un dialogue soutenu : un homme qui se plaint de « vivre avec l'angoisse » et se balance en permanence sur sa chaise, une femme qui garde d'horribles souvenirs de son unique hospitalisation dans un service de psychiatrie à l'occasion d'une crise suicidaire. Elle évoque une cohabitation impossible avec une voisine de chambre intrusive ; des soignants qui rappelaient certains patients au règlement pour la moindre peccadille, et toléraient chez d'autres des nuits de transgressions bruyantes ; et l'absence d'effet psychothérapeutique de son séjour qui, certes, lui permit de passer tant bien que mal un cap critique, mais lui fit prendre la résolution de ne jamais revenir à l'hôpital. Pendant que l'homme qui se balance va fumer une cigarette, elle se souvient aussi, en contrepoint, d'un psychiatre psychanalyste qui travaillait en centres médico-psychologiques (CMP) à des horaires baroques – jusqu'à plus de 23 heures ! – et dont l'écoute et la finesse clinique lui ont apporté un soulagement considérable.

Au terme de ce parcours de quelques hauts lieux psychiatriques, on doit redire que d'immenses progrès ont été accomplis dans le domaine des soins aux malades mentaux depuis un siècle. Néanmoins, la psychiatrie ordinaire traverse une période de fortes turbulences. Depuis les années 1970, le secteur public sectorisé a supprimé les deux tiers de ses lits d'hôpital pour développer une pratique ambulatoire qui, au cours de la période plus récente, a vu exploser la demande : 760 000 patients étaient suivis en ambulatoire en 1990, 2 000 000 en 2020 (1). Il faut y voir le signe d'une relative dédramatisation du recours au soin psychique, mais aussi d'un accroissement de la souffrance liée à la précarisation ou à l'exclusion.

Parallèlement, la psychiatrie subit une lente érosion budgétaire et souffre du retour en force des pratiques d'internement. Des années 1980 aux années 2010, les hospitalisations sous contrainte sont passées de moins de 30 000 à plus de 90 000 (2). On observe aussi une efflorescence de services sécurisés – unité de soins intensifs psychiatriques (USIP), unité pour malades difficiles (UMD) –, au détriment des services de soins conventionnels, et les CMP sont tellement saturés que les délais de rendez-vous peuvent aller jusqu'à deux ans. Enfin, les effets différés du numerus clausus médical des années 1985-2005 provoquent à court terme une pénurie de psychiatres et font courir, à long terme, un risque de rupture dans la transmission des savoir-faire soignants.

Face à cette psychiatrie publique exsangue se développe une psychiatrie privée dont le poids relatif est passé, selon l'inspection générale des affaires sociales (IGAS), de 11 % des lits en 1975 à 24 % en 2016. Dans le même temps, la psychiatrie biomédicale pousse ses pions en développant une « rhétorique de la promesse » selon laquelle la biologie de pointe va remplacer la psychologie de base, et l'intelligence artificielle des machines la compréhension naturelle des humains. En attendant, une proportion croissante de patients pas assez solvables pour la clinique, pas assez dangereux pour l'hôpital se retrouvent laissés à l'abandon. Au risque de complications psychiques ou sociales désastreuses.

(1) Jean-Paul Vincensini, « La santé mentale et la psychiatrie en quelques chiffres », *Actualité et dossier en santé publique*, n° 15, Vanves, juin 1996 ; « Les patients suivis en psychiatrie », dans Fabien Toutlemonde (dir.), *Les Établissements de santé. Édition 2022*, direction de la recherche, des études, de l'évaluation et de la statistique (Drees), Paris, 2022.

(2) Mathieu Bellahsen et Rachel Knaebel, *La Révolte de la psychiatrie*, La Découverte, Paris, 2020 ; Alain Lopez et Gaëlle Turan-Pelletier, « Organisation et fonctionnement du dispositif de soins psychiatriques. Soixante ans après la circulaire du 15 mars 1960 », tome II, inspection générale des affaires sociales (IGAS), Paris, 2017 ; Philippe Bernardet, « Contribution à l'étude de l'évolution psychiatrique en France, de 1838 à nos jours », Cercle de réflexion et de proposition d'actions sur la psychiatrie, 18 février 2007, <https://psychiatrie.crapa.asso.fr>



MICHEL NEDJAR. – Sans titre (Paquet d'objets arrêtés), 2020

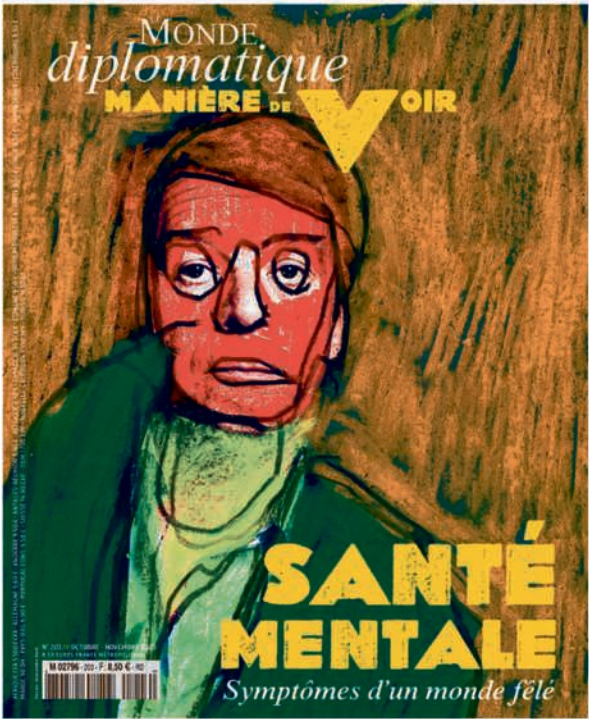
Chaleureuse et ne dédaignant pas l'humour, l'équipe actuelle s'emploie malgré les difficultés à mettre en œuvre trois principes : accueillir chaque patient en prenant en compte toutes les dimensions de sa vie – ses symptômes, mais aussi l'histoire dans laquelle ils s'inscrivent, sa vie relationnelle, son parcours biographique, son mode de vie ; ensuite, s'engager dans une vraie relation de soins, ce qui suppose un engagement, une générosité, un respect de la subjectivité du patient, une réflexion sur sa propre subjectivité de soignant, un intérêt pour les faits qui échappent à la conscience ; enfin, une attention portée à l'institution soignante, aux phénomènes de groupe qui s'y produisent, aux mouvements affectifs qui la traversent, aux pentes naturelles qui la menacent. Ces trois axes peuvent paraître évidents, mais ne le sont plus dans un paysage psychiatrique de plus en plus gangrené par l'économisme ou la numérisation.

À la fin des années 1960, un compagnon de route des fondateurs de l'ASM 13, Paul-Claude Racamier, fonde un autre lieu de soin original dans un quartier résidentiel de Besançon. Foncièrement libre, Racamier a prôné une psychanalyse sans divan, et forgé de nombreux concepts dont celui de « perversion narcissique ». La Velotte reste un hôpital de jour couplé à une maison où sont hébergés les patients – ici nommés « participants » –, soignés par une équipe qui garde un lien régulier avec les parents, dans la perspective explicite de les aider à s'autonomiser. La nuit, les jeunes vont dormir dans une autre maison, où ils sont seuls mais peuvent appeler un membre de l'équipe en cas de besoin. Nulle obligation de suivre tout le parcours : certains participants, certaines familles supportent mal cette approche et abandonnent

charges où la logistique tient une grande part : des frigos en état de marche, des extincteurs fonctionnels et des gros classeurs où dorment des procédures que personne ne lit. Ainsi, à La Velotte, le médecin directeur consacre une partie de son temps à préparer le contrôle technique quadriennal, afin de prévenir tout refus de certification, qui entraînerait la fermeture administrative. Moyennant quoi la structure perdure. L'institution accueille des jeunes gens en grande difficulté psychique qu'elle accompagne vers une insertion sociale propice à leur épanouissement. Le processus est lent, l'atmosphère de la maison chaleureuse, les suivis taillés sur mesure.

À Reims, la porte du centre Antonin-Artaud s'ouvre facilement, il suffit de demander à être reçu. L'équipe a développé une offre de soins ambulatoires à large spectre, allant de la consultation conventionnelle à la prise en charge des publics vulnérables (dans les missions locales, dans la rue auprès des sans-domicile-fixe) en passant par une offre d'appartements thérapeutiques et une aide à l'insertion. Le dynamisme de l'établissement lui conféra longtemps un statut de vitrine. Puis, l'intérêt des tutelles se déplaçant vers la psychiatrie biomédicale au détriment de la psychiatrie psychosociale, le centre Artaud perdit peu à peu de son prestige. Aujourd'hui, la principale inquiétude porte sur la relève : estimant peut-être sa culture et sa pédagogie insuffisamment scientifiques, les internes ne le choisissent plus comme lieu de stage.

C'est dommage, car la psychiatrie est un art plus qu'une science, et le centre Artaud en fournit une illustration flagrante. Des membres de l'équipe soignante et les patients eux-mêmes m'accueillent



En vente chez votre marchand de journaux,
en librairies et sur Internet :
www.monde-diplomatique.fr/mdv

AUTOUR DE « OUI », LE LONG-MÉTRAGE CONTROVERSÉ DE NADAV LAPID

L'impossibilité d'un film

Le protagoniste israélien de « Synonymes » (2019) s'exilait à Paris. Dans « Le Genou d'Ahed » (2021), un réalisateur tourmenté délaissait la préparation d'un film sur une militante palestinienne. Le musicien de « Oui » doit, lui, composer un hymne patriotique après le 7 octobre. Comment fuir Israël ? Comment ne plus fuir ses responsabilités ? L'œuvre tortueuse de Nadav Lapid se débat dans ces questionnements.

PAR FRANÇOIS BÉGAUDEAU *

Sur la place publique française s'avance un réalisateur israélien. Il est flanqué ou lesté d'un film nommé *Oui*, qui forcément parle d'Israël. Depuis la création de ladite nation, à plus forte raison depuis deux ans, quelle matière un réalisateur israélien pourrait-il décemment traiter, sinon Israël, la Palestine, la situation palestinienne ?

La société ne lui laisse pas le choix, et ne voudrait pour rien au monde se priver d'une telle pâture. Le *conflit israélo-palestinien* est un gros sujet – sérieux comme un sujet, gros comme un boulet –, et la société aime les films à sujet, qui lui permettent de parler du sujet et non du film.

C'est ainsi qu'en septembre dernier le cinéaste Nadav Lapid, 50 ans, cinq longs-métrages à ce jour, se retrouve l'invité principal, non d'une émission de cinéma (s'il en reste), mais de l'émission de débat « C ce soir », où l'entoure, voire le cerne, un aréopage de gens raisonnables, avides de s'assurer que son opinion relève comme la leur du cercle du raisonnable.

Elle en relève. Lapid pourra toujours mettre en sueur le plateau sociétal en parlant d'Israël comme d'une société profondément malade, puis en assénant que le problème remonte à bien plus loin que Benyamin Netanyahu et sa clique, in fine l'abstraction de son diagnostic lui accorde le bénéfice du doute. Malade de quoi exactement cette

société ? Remonte à quand, au juste, le désastre ? À la Nakba, à la guerre des six jours, à la première Intifada ? On ne le saura pas, et les raisonnables pressés de ne pas savoir s'en tiendront là.

On ne le saura pas davantage en voyant *Oui*. Il est bien vrai que Lapid y évoque de loin en loin le 7 octobre, survenu la veille du premier jour de tournage, l'actualité rattrapant le film comme on attrape un voleur par le col. Mais d'abord que veut dire exactement *7 octobre* ? L'usage a fini par ne plus bien démêler si cette date désigne l'intrusion sanguinaire de combattants palestiniens dans le sud d'Israël, ou le massacre à tendance génocidaire de la population gazaouie qui s'est ensuivi. *Oui* maintient l'ambiguïté, une longue litanie des horreurs perpétrées le jour dit contrebalançant quelques fugaces allusions à un nouveau bombardement barbare de « Tsahal ». Cette trouble idée de l'impartialité – que Godard moqua d'un notoire « *cinq minutes pour les juifs/ cinq minutes pour Hitler* » – culmine dans un plan lointain sur le ciel de Gaza noirci de colonnes de fumée, dont l'imprécision autorise toutes les interprétations affectives : devant ce tableau, il est loisible au spectateur de ressentir que l'armée israélienne *fait le boulot* ou qu'elle fait un bien sale boulot. Dans ce film prétendument politique, chaque camp trouvera son compte, ou aucun. D'où l'étrange réception Schrödinger d'un film encensé partout et allumé de toutes parts.

Dire oui, dire non

À son fils encore bébé qu'il promène dans Tel-Aviv, l'anti-héros succinctement baptisé Y enseigne qu'il n'existe que deux mots : oui et non. Inutile de préciser oui ou non à quoi : déjà accoutumés à ce film en mode binaire, nous ne le comprenons que trop. Le oui, c'est oui à Israël, à la folie de ce pays, à sa violence endémique. Celui qui dit oui est un lâche, au mieux un lèche-botte. Y nous en offre in extremis une figuration hyperbolique quand il lèche goulûment les souliers du comédien-diplomate-oligarque qui le paye pour accompagner au piano ses sanguinaires déclamations nationalistes.

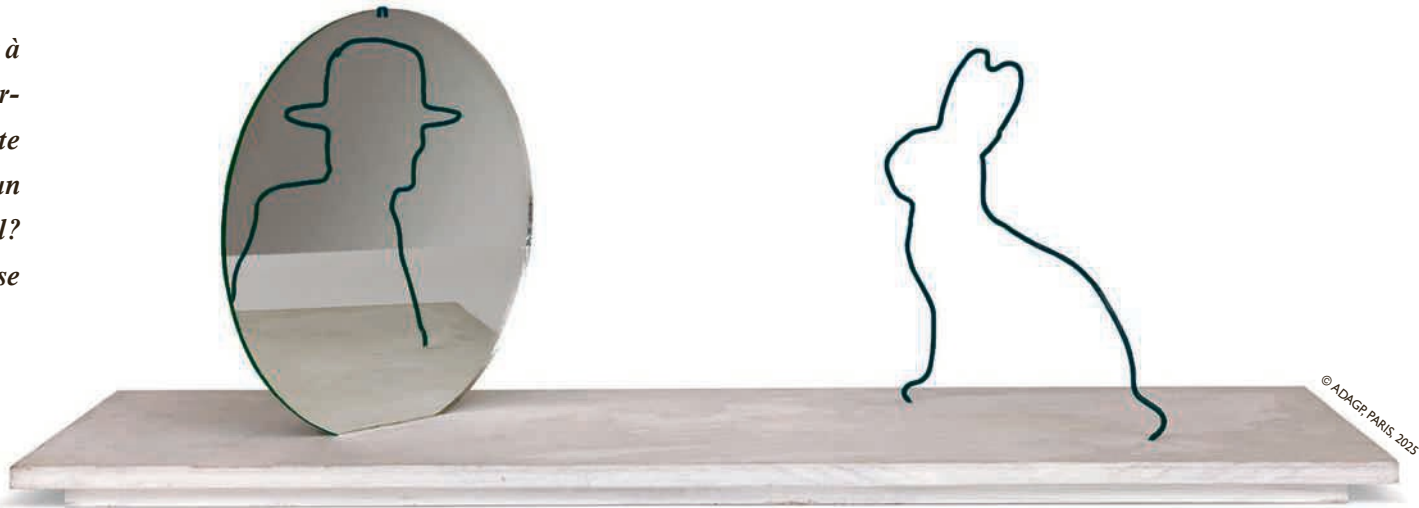
À titre alimentaire, Y a dit oui à ce travail et à l'agent méphistophélique qui le lui a dégotté. Mais il dit non à ce oui. Ne se supporte pas soumis. Et

cependant se soumet. Est bien obligé. Est vraiment obligé ? Dilemme, déchirement, détresse.

Un film moral se distingue d'un film politique en ce qu'il scénarise un cas de conscience. En ce qu'il met en scène les tourments de la mauvaise conscience plutôt que la situation objective qui les provoque. La tempête sous un crâne et non le chaos sous les bombes.

Lapid filme peu Israël, encore moins Gaza. Il filme : lui. Cadre, recadre et rerecadre son alter ego Y, lui-même décalque du Y du *Genou d'Ahed*, que préfigurait le Yoav de *Synonymes*, dont le film précédent, *L'Institutrice*, s'était penché sur la version enfant. La tête de Y est filmée sous toutes les coutures et dans tous ses états : déformée par le grand angle, grimaçante, écarquillée, révoltée, convulsive, au bord de l'implosion. Ça fume, là-dedans.

Cet enfer intérieur est avant tout un vacarme. C'est par le son qu'il émet que le monde torture la pauvre tête de Y. Chaque notification sur smartphone d'un nouveau carnage à Gaza s'augmente d'un mixage fracassant de bruits de guerre (explosions, tirs, avions, appels au secours, pleurs). La classique métaphore acoustique de l'indifférence aux malheurs d'autrui est prise au pied de la lettre : ne voulant rien entendre de la tragédie et des beuglements fascistes qui la soutiennent, Y le soumis se donne deux moyens symétriques de se boucher les oreilles : se passer au casque *Love Me Tender* ou Mozart pour assourdir le fracas infernal ; recouvrir de borborygmes criards le chœur comminatoire des officiels lors d'une épique *battle* de chants.



MARKUS RAETZ. – « Hasenspiegel » (Miroir-lapin), 1988-2000

En toute logique, c'est une autre affaire sonore qui tourmente prioritairement Y : convié à mettre en musique une version revisitée d'un hymne nationaliste de 1947, il accepte, se méprise d'accepter, souille de son sang les paroles imprimées de l'hymne, et finit par vomir les vers exterminateurs en les hurlant à la lune. Un hurlement expiatoire, émis pour personne, sinon son émetteur.

Joué par Ariel Bronz, performeur de son état, Y est à la fois l'acteur principal et le récepteur des petits numéros qu'il donne. Lorsqu'il improvise de faire le chien dans une sauterie de riches, le beau linge militaro-financier lui tend des bouts de viande à gober sans le regarder. Aussi vrai que Y se regarde faire le chien, Lapid s'est offert une plage de deux heures où exsuder en clownerie sa mauvaise conscience. Autoflagellation ou autoérotisme, ici c'est l'auto qui compte. C'est le trip qu'on se fait, et de préférence sous cocaïne.

Le périple en voiture de Tel-Aviv à Gaza qui survient dans le dernier tiers est aussi un trip : au bout du chemin on ne verra rien ou presque rien de Gaza, mais le personnage a dû se dire qu'il fallait faire ce voyage, et le cinéaste que son film avait besoin de cette petite virée. Une fois le happening clos, nous pouvons repartir.

Du tanguant bateau nommé *Oui*, Y est le seul passager. Yasmine, son épouse, n'est pas un personnage, mais une ange gardienne, une voix chatouilleuse dans l'oreille, qui le rappelle au courage lorsqu'il s'accointe avec la racaille dirigeante. Au fond, Yasmine n'est pas plus vivante que la défunte mère de Y, autre instance morale et céleste qui sur son fils en perdition fait choir une pluie de pierres punitive.

S'ils pouvaient être tranchés, les dilemmes n'en seraient pas. Y est pris entre deux impossibilités. Dire oui à son pays est proprement impossible – maman y verrait un renoncement à l'idéal originel –, lui dire non tout autant. À la ville, on appellerait ça les attermoissements d'un sioniste de gauche. À l'écran, cela donne un personnage qui, prenant acte de ce qu'aucune place n'est occupable, s'engage dans une fuite en avant destructrice, et comme de juste jalonnée de petites morts : Y plongeant sa tête dans trois saladiers successifs, Y passant pour noyé dans une piscine où il a plongé éperdu, Y tombant en syncope après une transe volontaire, Y roulant à flanc de colline rocailleuse et s'évanouissant au pied d'elle, meurtri et prostré. Puis se relevant à l'aube. Se relevant toujours. Ne parvenant jamais à mourir. Pendant deux heures, *Oui* nous invite à regarder un individu ne-pas-se-suicider.

Car mourir serait couard. Ainsi que vivre. Ainsi que partir, ou bien rester. Faire un film sur Israël est aussi impossible que ne pas le faire. Il s'agira donc, pour Lapid, de ne-pas-faire un film.

Ce qui implique de ne-pas-faire de plans. Par exemple secouer aussi souvent que possible le cadre pour en brouiller les lignes. Conjurant le plan fixe comme Y conjure sa passivité en dansant à tout bout de champ. Accabler nos yeux de décors tape-à-l'œil. Strier le récit d'inserts inutiles – gros

plan sur une cigarette, travelling voiture sur une enfilade de réverbères. Écorcher l'image, la malmenier, la dénaturer, la saturer de filtres, la baigner de couleurs clinquantes et de lumières outrées. Ne-pas-faire les scènes qu'on a semblé d'abord disposer. Y couper court avant que la réalité et son lot d'impasses ne les pénètrent. Surtout ne s'arrêter sur rien. Ne rien regarder.

Ne rien voir, ne rien entendre – drôle de programme pour un cinéaste.

Arrive cependant un moment, au restaurant d'abord, puis dans la voiture cheminant de nord en sud, où la frénésie est suspendue, où le film se pose, où une séquence est dépliée, une discussion installée, un champ-contrechamp calé. Dans un plan, l'incontournable Y ; face à lui puis à ses côtés, Leah, ex-compagne. Que se disent-ils ? Des choses comme « *la pire déception de ma vie c'est moi* » (elle), ou « *je vis une crise morale, personnelle, artistique plus profonde qu'un cratère* » (lui). Des choses qu'on ne sait pas bien. On ne saisit pas bien ce que ce dialogue amoureux ou post-amoureux vient faire dans un film supposé branché sur le gigantesque merdier géopolitique alentour.

Un lien, tout de même : Leah gagne sa vie en traduisant la propagande crasse de la nation en guerre ; elle aussi a dit oui, est mouillée jusqu'au cou, devrait faire acte de contrition comme son interlocuteur azimuté. Or ce n'est pas cela que lui reproche Y. Si Leah a bien trahi quelque chose, ce n'est pas l'idéal des pères fondateurs, les valeurs de la *gauche israélienne*, ou quelque autre bouée nostalgique à quoi se raccrocher quand le pays part en vrille. Elle a trahi la musique, pour laquelle elle était douée, et qui semble avoir été le nerf de leur amour révolu. Le sursaut de jeunesse qui lèvera le musicien et l'ex-musicienne de leur table ne les porte pas à crier « Free Palestine », mais à se mettre au piano pour jouer à quatre mains un morceau de jazz sautillant.

L'engagement comme une croix

L'ARTISTE selon Lapid est une créature fondamentalement séparée. Or Y est encastré dans sa société et condamné à y vendre au diable son talent. Affrontement multiséculaire dont le cas Lapid offre une version spécifique et située : ce que crie *Oui*, ce que criait le héros expatrié de *Synonymes*, c'est son désir de découpler son art du pays où une malédiction l'a fait naître. L'impossibilité qui saborde *Oui* à petit et grand feu, c'est l'impossibilité d'être un cinéaste israélien. Précisons : l'impossibilité, étant israélien, et sauf à passer pour planqué, démissionnaire, complice objectif, suppôt de Netanyahu, d'être le cinéaste carburant à la seule créativité sans entrave et sans sujet que Lapid rêve d'être. L'art selon Lapid est sécessionniste, et Lapid ne peut pas décemment faire sécession.

Tragique chassé-croisé. La place publique s'intéresse à lui pour ce qu'il ne veut surtout pas être : un cinéaste israélien croulant sous le poids des responsabilités afférentes. Ses non-plans clament qu'il voudrait être un Fellini, un Lynch, un Scorsese, un peintre expressionniste, un clippeur déjanté, un

Dans cette poche narrative quasi autonome se révèle l'antagonisme qui travaille réellement Lapid et son cinéma. Il n'est pas question là d'un citoyen en butte à son pays, mais d'un artiste en butte au monde.

Pourquoi le Yoav de *Synonymes* a-t-il fui son pays Israël pour s'installer en France ? Pourquoi refuse-t-il de parler hébreu ? Là-dessus, nous n'aurons droit qu'à deux assertions laconiques – pays méchant, pays brutal. Ce qui compte ici, c'est que l'expatrié volontaire est accueilli par deux artistes dans un grand appartement de la rive gauche : une musicienne classique et un écrivain en devenir, profilé comme un Lucien de Rubempré à peine rafraîchi, résolu à être un génie ou à n'être pas.

Au cœur de *L'Institutrice*, l'enfant Yoav est poète à 7 ans. « *Un Mozart* », certifie son institutrice, dès lors occupée à préserver ce diamant précoce de la souillure du monde. Car il faut le savoir, et nous l'apprenons de la bouche d'un animateur d'atelier d'écriture, « *être poète en ce monde, c'est s'opposer au monde* ». Mais aussi : « *Comme le taureau, le poète est désobéissant et se bat jusqu'à la mort*. » Et autres formules où s'affirme une vision de l'artiste que le xx^e siècle croyait avoir bazardee : génétiquement doué, douloureux jusqu'au spleen, atypique jusqu'à la folie, albatros chu en ce monde lourdaud, marginal, bohème, désargenté (des pâtes pour repas, une piaule pour habitat), maudit, forcément maudit, excentré, excentrique.

Le Y de *Oui* colle au portrait : il en a le talent (piano, danse, drôlerie), l'accoutrement dandy (veste blanche sur chemise noire invariable, lunettes fumées roses inamovibles, grosse fleur en plastique à la boutonnière), la distance narquoise, le goût du scandale, l'exubérance, le ridicule. À un détail crucial près : il dit oui, quand l'artiste a vocation à jeter à la gueule du monde un non tonitruant et définitif.

actionniste nihiliste : tout sauf ce qu'on exige qu'il soit, et qu'il se résigne à être à reculons – ou à tombeau ouvert, c'est tout comme –, pour finalement livrer un non-film.

Un cinéaste israélien est-il tenu de faire des films sur Israël, et si possible en soutien au peuple qu'Israël annihile méthodiquement ? Question morale, générale, et insoluble, que la militance fébrile, peu encline à tolérer une moindre implication politique que la sienne, a déjà tranchée. Question à laquelle l'impossibilité de *Oui* souffle au moins une réponse technique, esthétique : si le cinéaste concerné porte l'impératif d'engagement comme une croix, mieux vaut pour lui et pour nous qu'il s'en déleste. Nous nous engageons solennellement à lui pardonner ce désengagement. Nous sommes au bord de l'y encourager. Au cas où, pour son prochain film, Lapid serait tenté de ne pas évoquer Israël ni le crime contre l'humanité en cours, qu'il ne se gêne pas. Qu'il tourne au cœur de l'Amazonie si tel est son désir. Son art gagnera à se passer de politique, et la politique se passera très bien de son art.

* Écrivain. *Interlope*, un recueil de ses textes, paraît le 20 octobre chez Amanaunsi Éditions (Paris).



GÉOPOLITIQUE		IDÉES	ASIE	LITTÉRATURES	
<p>GÉOPOLITIQUE DE L'ACTION HUMANAIRE. – Jean-François Corty</p> <p><i>Eyrolles, Paris, 2025, 184 pages, 19,90 euros.</i></p> <p>Président de l'organisation non gouvernementale (ONG) Médecins du monde, Jean-François Corty propose quarante fiches illustrées qui présentent les spécificités de l'action humanitaire ainsi que ses dilemmes, entre les valeurs qui la sous-tendent (humanité, impartialité, indépendance...) et les difficultés liées à son évolution au xxi^e siècle. À commencer par la relation de l'État à l'aide humanitaire, qui tend à créer un double phénomène, a priori paradoxal, de politisation-dépolitisation. L'action humanitaire, composante d'une aide internationale censément désintéressée, se trouve dénaturée lorsque des capitaux échafaudent elles-mêmes des programmes d'aide qui servent en réalité leurs intérêts stratégiques (diplomatiques le plus souvent, militaires parfois). La monopolisation de l'espace humanitaire indépendant érige les États en acteurs principaux de l'aide internationale, délégitimant l'action des ONG et des «<i>organisations de la société civile</i>», explique Corty. Cette politisation de l'aide tend en retour à passer sous silence les besoins et les revendications des populations – à dépolitiser les crises en masquant leurs causes profondes.</p> <p>ANTONIN HOFFMANN</p> <p>LE GRAND TOURNANT GÉOPOLITIQUE. – Gérard Chaliand</p> <p><i>Les Belles Lettres, Paris, 2025, 406 pages, 25 euros.</i></p> <p>Récemment disparu, Gérard Chaliand fut le grand vulgarisateur de la pensée stratégique en France, et l'un des derniers témoins des conflits de décolonisation, qu'il accompagna – parfois les armes à la main – sur trois continents. Ce recueil parcourt soixante ans d'une carrière menée à la marge des institutions universitaires, et à bonne distance critique des idéologies dominant son temps. Chaliand n'ignorait pas pour autant le rôle des imaginaires comme ressort de l'action. Admirateur de la résistance vietnamienne et de son chef Vo Nguyen Giap, il est à son plus fort lorsqu'il démonte le mythe «<i>Che</i>» Guevara – «<i>le dernier héros blanc</i>» –, met à l'épreuve les travaux de Frantz Fanon ou observe les premières années au pouvoir du Front de libération nationale (FLN), qu'il avait soutenu durant la guerre d'indépendance algérienne. Chroniqueur des zones grises entre guerre et paix, Chaliand invite à chercher sous le tumulte des événements les forces qui les structurent. Malgré quelques analyses datées et une droitisation perceptible dans ses dernières années, ses écrits, préfacés par Hubert Védrine, demeurent un repère précieux.</p> <p>MARTIN BARNAY</p>		<p>K-PUNK. Fiction, musique et politique dans le capitalisme tardif. – Mark Fisher</p> <p><i>Audimat, Paris, 2025, 880 pages, 37 euros.</i></p> <p>Du côté français de la Manche, le Britannique Mark Fisher, disparu en 2017, est surtout connu pour un essai écrit en 2009, <i>Le Réalisme capitaliste. N'y a-t-il aucune alternative?</i> (Entremonde, 2018). Au Royaume-Uni, il était également renommé comme critique musical, littéraire et cinématographique et comme animateur de «<i>k-punk</i>» (2003-2015). Les éditions Audimat proposent une publication de l'ensemble des textes parus sur ce blog. Impressionnante, la somme aurait pu donner lieu à une anthologie plus sélective, mais sa totalité permet d'éclairer la profusion et la spontanéité de Fisher, et souligne l'importance souvent oubliée des blogs dans l'histoire récente de la pensée critique. En réfléchissant avec Jacques Lacan et James Graham Ballard, <i>Breaking Bad</i> et Drake, Karl Marx, <i>Star Wars</i> et Gilles Deleuze, en interpellant les mouvements sociaux de son temps, Fisher propose une conception de la culture pop comme arme politique. «<i>Nous ne sommes pas là pour vous distraire</i>»... Un livre important dans la généalogie récente des représentations culturelles du populaire, pour une gauche qui cherche son peuple.</p> <p>PIERRE TENNE</p>	<p>QUAND LA CHINE PARLE. – Sous la direction de Gilles Guiheux et Lu Shi</p> <p><i>Les Belles lettres, Paris, 2025, 350 pages, 23,50 euros.</i></p> <p>La Commission nationale de la langue et de l'écriture chinoises recense chaque année mille nouveaux mots, lorsque Le Petit Robert en accueille cent cinquante dans son édition 2026. Cette «<i>vitalité de la langue</i>», aujourd'hui alimentée par l'essor des réseaux sociaux et les efforts de la population pour contourner la censure, avait déjà marqué le xx^e siècle : lors de la période dite des Lumières chinoises (1915-1925), où le pays s'ouvre aux concepts européens («<i>politique</i>», «<i>société</i>», «<i>philosophie</i>», etc.), puis pendant celle qui débute en 1949, quand la création d'une nouvelle société impose de façonner de nouveaux termes («<i>ennemi de classe</i>», «<i>planification</i>», «<i>commune populaire</i>»...). Cet ouvrage présente une trentaine de néologismes apparus depuis les années 2000 et éclaire ce qu'ils nous apprennent sur la société : comme <i>xué qū fāng</i>, ici traduit par «<i>appartements d'éducation</i>», et qui décrit «<i>des biens proches des écoles les plus réputées</i>» dans un contexte d'application «<i>de plus en plus stricte de la carte scolaire</i>» au cours des années 2010. À découvrir aussi : «<i>clan des vieux flottants</i>», «<i>petite viande fraîche</i>» ou «<i>riz-lapin</i>»...</p> <p>RENAUD LAMBERT</p> <p>MON AMI KIM JONG-UN. – Keum Suk Gendry-Kim (dessins et textes), traduit du coréen par Loïc Gendry et Young-Joo Lee</p> <p><i>Futuropolis, Paris, 2025, 288 pages, 30 euros.</i></p> <p>L'auteure sud-coréenne entreprend de comprendre qui est son voisin Kim Jong-un, le «<i>chef suprême</i>» de la République populaire démocratique de Corée. Et de mesurer si elle risque de prendre une bombe sur la tête, elle qui habite à quelques kilomètres de la frontière. Dans ce documentaire dessiné, l'on croise des chercheurs, des journalistes, un ami occidental de M. Kim, un ancien président de la république sud-coréen, une Nord-Coréenne... Le trait est simple et efficace, plein d'humour, de fantaisie et d'émotion. Mais l'histoire de M. Kim n'est évidemment qu'un prétexte pour évoquer les relations entre les deux Corées (officiellement toujours en guerre), l'influence des États-Unis dans la région et le danger d'escalade nucléaire. Un propos qui prône la compréhension et le respect mutuels, dans l'espoir de parvenir à la paix et à la réunification.</p> <p>FLÔ BOUILLOUX</p>		
<p>HISTOIRE</p>		<p>ÉRIC AUNOBLE</p> <p>MILLIARDAIRES NAZIS. Le livre noir des plus grandes dynasties allemandes. – David de Jong</p> <p><i>Nouveau Monde, Paris, 2024, 458 pages, 24,90 euros.</i></p> <p>Fanatiques, convaincus, attentistes, pragmatiques, ils ont mené leurs affaires en profitant des occasions offertes par le III^e Reich (1933-1945) : commandes militaires, spoliations, travail forcé. Sans scrupule, mais non sans inventivité, ils innovent, en matière de prédation autant que de technique, comme avec la «<i>voiture du peuple</i>» qui deviendra la mythique Coccinelle. L'auteur, journaliste, s'appuie sur des archives d'entreprise et sur une historiographie allemande que cette traduction met désormais à la disposition des lecteurs francophones. Il raconte également comment ces puissants hommes d'affaires échappent aux conséquences de la défaite (1945-1948), puis profitent du miracle économique (1948-1973), avant de faire oublier les moyens par lesquels ils avaient fait fortune. Ces dynasties exercent aujourd'hui encore leur pouvoir sur des fleurons de l'économie allemande : les héritiers Quandt chez BMW, les Porsche-Piëch chez Porsche et Volkswagen, les Reinmann au sein du conglomérat JAB. Certains de leurs descendants interviennent même dans la politique du pays.</p> <p>PAUL LAGNEAU-YMONET</p>	<p>AFRIQUE</p> <p>L'AFRIQUE CONTRE LA DÉMOCRATIE. Mythes, déni et péril. – Ousmane Ndiaye</p> <p><i>Riveneuve, Paris, 2025, 172 pages, 10,50 euros.</i></p> <p>«<i>L'Afrique a besoin de développement, pas de démocratie</i>», entend-on dans les rues de Bamako, Ouagadougou ou Niamey depuis que des militaires ont pris le pouvoir. Pourtant, soutient Ousmane Ndiaye, ancien rédacteur en chef Afrique de TV5 Monde, dans cet essai liant analyse théorique et exemples d'actualité, la démocratie est universelle. Et ce n'est pas parce que les Occidentaux se la sont appropriée qu'il faut y renoncer. Les pays africains, selon lui, connaissent des régimes politiques similaires avant la colonisation. Il considère que les nouveaux prophètes «<i>panafricanistes</i>» ou «<i>anti-impérialistes</i>» autoproclamés (ni le journaliste Alain Foka, ni l'influenceuse Nathalie Yamb, ni l'activiste Kemi Seba ne trouvent grâce à ses yeux !) se trompent. La dictature, surtout quand elle se proclame «<i>éclairée</i>» comme au Rwanda, n'apporte rien de bon. Plus surprenante, sa critique du révolutionnaire burkinabé Thomas Sankara, à qui il reproche ses velléités autocratiques sous couvert de populisme démocratique. Reproche qui s'applique, selon lui, à la plupart des opposants historiques, tels qu'Alpha Condé, Laurent Gbagbo ou Abdoulaye Wade.</p> <p>CHRISTINE HOLZBAUER</p>	<p>Une affaire scandaleuse</p> <p><i>Femme pour moitié</i> de Perumal Murugan</p> <p><i>Traduit du tamoul (Inde) par Lécicia Ibanez, Gallimard, Paris, 2025, 224 pages, 21,50 euros.</i></p> <p>En janvier 2015, un romancier indien de langue tamoule annonce son suicide littéraire sur Facebook : «<i>Perumal Murugan l'écrivain est mort (...)</i> Et comme il ne croit pas en Dieu, il ne croit pas en la réincarnation. Laissez-le en paix ! » Fatigué des appels à l'exil et des menaces de mort qui lui ont été adressés à la sortie de son cinquième roman, <i>Madhurobhagan</i> – traduit dix ans plus tard sous le titre <i>Femme pour moitié</i> –, l'auteur décide de ne plus jamais écrire (1). Un jugement lui assurant le droit de publier lui fait finalement reprendre la plume, et le roman incriminé devient un incontournable de la littérature indienne, tant pour sa puissance subversive que pour son évocation poétique et sensible du monde animal et végétal.</p> <p>L'intrigue se déroule au cours des années 1940, dans un village du Tamil Nadu, État du sud de l'Inde, où l'auteur est né en 1966. Cela fait douze ans que Kali et Ponna sont mariés, et ils n'ont toujours pas d'enfants. Alors que leur amour leur suffit, familles et voisins, à coups d'humiliations, de remarques cinglantes, de propositions de remariage ou de non-invitation aux cérémonies, leur rappellent chaque jour leur infertilité. Pour se conformer à la norme, le couple dépense son temps et son argent à consulter les devins, déposer les prières au temple, escalader le rocher de la «<i>Pierre stérile</i>». À l'insu de son mari, Ponna finit par accepter de se rendre à un festival où se déroule un rituel ancien : il permet à des femmes mariées mais sans enfants de s'accoupler une fois par an avec des inconnus considérés, le temps d'une nuit, comme l'incarnation d'un dieu. C'est la description de cette pratique qui provoquera la cabale des groupes extrémistes hindous, le harcèlement de l'auteur par des membres de la communauté paysanne dont il est issu.</p> <p><i>Femme pour moitié</i> est un conte cruel dont l'intensité grandit magistralement jusqu'aux derniers chapitres. Tragique ou réaliste, selon la manière dont on le lit, le maître de la critique sociale propose rarement des fins heureuses. «<i>Le romancier s'intéresse à celles et ceux qui ont enfreint les règles, ou ne peuvent s'y conformer</i>, décrit la préfacière et spécialiste de l'œuvre Laetitia Zecchini. <i>Et cette transgression, qui fonde aussi l'art de l'écrivain, est à la fois source de joie (...)</i> et cause de douleur. » Une transgression qui s'exerce aussi dans l'écriture de la sensualité, Murugan étant parmi les rares auteurs indiens à oser transcrire le désir de l'autre et de son corps, l'amour, la séduction, le sourire du badinage : «<i>Le pan de sari couvrant les seins de Ponna baïllait. Le regard de Kali s'insinua dans l'ouverture.</i> » «<i>Voyez un peu, dit Ponna, même en plein jour, il a les yeux baladeurs !</i>» – «<i>À quoi ça sert d'en avoir si je peux pas regarder ?</i>», répondit le jeune homme, faussement contrit. »</p> <p>Ponna et Kali sont un jeune couple de paysans ; ayant grandi dans une ferme, Perumal Murugan connaît la terre, ses richesses, ses contraintes. Kali, gardien de troupeau, sait témoigner d'un soin particulier au vivant, d'une attention heureuse à sa beauté : l'arbre de la cour et ses fleurs, l'enclos «<i>bien tenu</i>» et son bétail, les <i>drongos</i>, petits oiseaux noirs qui écartent les prédateurs. Si le monde social est chez le romancier source de tyrannie, c'est dans celui des non-humains qu'il trouve l'harmonie.</p> <p>CAMILLE AUVRAY.</p> <p>(1) De Perumal Murugan a également été publié <i>Le Bücher</i>, Hauteville, Paris, 2020.</p>	
<p>BAPTISTE DERICQUEBOURG</p> <p>À LA CROISÉE DE TROIS MONDES. – Patrick Imhaus</p> <p><i>Michel de Maule, Paris, 2024, 172 pages, 20 euros.</i></p> <p>Ce récit documentaire de Patrick Imhaus, ancien diplomate, autrefois président de TV5 Monde, nous entraîne vers Aix-la-Chapelle, aux côtés d'une famille que l'auteur suit sur trois siècles. Aix-la-Chapelle, ville appréciée de Charlemagne, capitale de l'empire carolingien au ix^e siècle, toute proche des frontières germano-belge et germano-néerlandaise, fut longtemps un carrefour florissant mais en proie aux assauts réguliers de ceux qui voulaient se l'approprier. La région, où l'on trouve Maastricht ou Liège, sorte de point névralgique des avidités hystériques et nationalistes qui explosèrent aux xix^e et xx^e siècles, passa sous la férule allemande, française, batave. Aix fut même française de 1802 à 1815, puis prussienne... Ces secousses entraînèrent des fractures familiales, comme celles qui traversèrent la lignée prospère des Reumont/Imhaus : elles racontent cet enchaînement d'échanges fructueux en temps de paix et de désolation installée par les armes. Patrick Imhaus est également romancier, sous le pseudonyme de Marc Bressant.</p> <p>SYLVIE BRAIBANT</p>		<p>PHILOSOPHIE</p> <p>On ne pense pas spontanément que le poststructuralisme est égayant. Pour tout dire, on y pense même assez rarement. La déconstruction reste une notion un peu hautaine, qui ne concerne guère les profanes. Le vocable «<i>woke</i>», qui lui est associé, s'est en revanche répandu, sans que ce que le terme désigne soit toujours d'une clarté parfaite. Sauf pour les droites qui ne s'embarrassent pas de subtilités et l'identifient comme ennemi, de M. Donald Trump à M. Jean-Michel Blanquer. Entre autres. L'essai graphique de François Cusset et Thomas Daquin rappelle l'effervescence, les enjeux et la réception de ce qu'on nommera aux États-Unis la French Theory (1). C'est hardi, c'est pop, c'est brillant. Pas toujours d'une clarté parfaite non plus, d'ailleurs. Cusset, qui a consacré jadis un essai fameux à ce moment intellectuel, y revient, de façon joueuse. On suit Michel Foucault, Jacques Derrida, Gilles Deleuze, Félix Guattari et Jean Baudrillard, principalement dans les années 1970, au fil de leur découverte de et par l'Amérique. Et c'est vraiment la fête. Ils sont tous charmés, et leurs concepts charmant. Dispo-</p> <p>Kits de résistance</p> <p>sitif, flux, machines, marges, normes, etc. Le lexique est parfois flottant, mais on comprend l'idée : pulvériser les vieilles certitudes sur lesquelles s'appuie l'ordre occidental, démonter les supposées évidences. On redécouvre l'évolution des pensées, la constellation des pairs et héritiers, de Gayatri Chakravorty Spivak à Judith Butler, la singularité de l'appropriation américaine dans «<i>un bric-à-brac d'époques et de pensées différentes parfois contradictoires</i>». D'un examen généralisé des mécanismes de domination vont naître les réflexions sur les minorités, les identités, le langage, les modes de représentation, mais aussi de nouvelles normes... Sans doute les auteurs auraient-ils pu davantage rappeler le contexte politique, modérer leur penchant à retrouver l'influence de la French Theory un peu partout... Mais l'ouvrage a l'avantage rare de rendre sensible le «<i>rire de la pensée</i>» qui peut accompagner l'exercice soupçonneux et libérateur de la philosophie.</p> <p>Quand la philosophe américaine Susan Neiman, qui se revendique du socialisme, entend de faire</p>			



DU MONDE

Aventures splendides
de l’histoire*La Sorcière à la jambe d’os*
de Želimir Periš*Traduit du croate par Chloé Billon,
Les Éditions du Sonneur, Paris, 2025,
736 pages, 27,5 euros.*

LE roman picaresque est un genre rare dans la littérature contemporaine, et il est encore plus rare que l’héroïne en soit une femme, en l’occurrence, une sorcière « à la jambe d’os » – caractéristique fréquente des sorcières slaves, comme la fameuse Baba Yaga. Gila aux cheveux blancs, éternelle fuyarde, rebouteuse, guérisseuse, « *mégère et mère* », naît à la fin du XVIII^e siècle dans l’arrière-pays dalmate. C’est là une terre rude et peu fertile, où paysans catholiques et orthodoxes partagent les mêmes espoirs et les mêmes terreurs, comme celle du redoutable *drekavac*, un fantôme hurleur, et subissent la même domination de pouvoirs lointains, celle de la Seigneurie vénitienne abattue par Napoléon puis celle de l’empire des Habsbourg. Au loin, la ville de Zadar brille de mille feux, nourrissant les rêves des jeunes campagnardes.

La Lika et le massif du Velebit, mais aussi les îles de Brač ou de Silba, territoires aujourd’hui situés en Croatie, offrent le cadre principal de ce roman étourdissant, qui se présente comme un « dit » en cinquante-deux chapitres, comme un récit chanté en vers décasyllabiques par ces aèdes des Balkans dinariques que sont les chanteurs et joueurs de *gusle*, une sorte de violon à une corde. Les *guslari* ont marqué l’imaginaire des voyageurs et la construction du regard sur les Balkans – Prosper Mérimée publia même en 1827 sous leur « patronage » un recueil de poèmes pastiches (*La Guzla*). Poète et romancier, organisateur de nombreux événements littéraires dans la ville côtière de Zadar où il est né en 1975, Želimir Periš affirme s’inscrire dans leur lignée, alors que les *gusle*, héritage commun de tous les Slaves des Balkans, ont été rejetés comme kitsch conservateur et nationaliste à la fin du XX^e siècle.



Or les chants des *guslari* ont toujours retranscrit les événements du village ou les échos, parfois déformés, de ceux du vaste monde. Ce sont eux qui évoqueront les « miracles » de Gila et la naissance de son fils bâtard, vifs sujets d’inquiétude pour l’administration impériale. Le premier chapitre se présente du reste comme la transcription de l’interrogatoire de police de l’auteur lui-même, sommé de cesser de chanter pour passer à la simple parole et donner toutes les informations qu’il possède sur Gila. Traquée, cette dernière peut heureusement compter sur quelques alliés, comme le frère Čarlo, du monastère dominicain de Bol, sur l’île de Brač, ou bien encore Anka, l’éternelle insurgée.

Le roman se déploie en une succession d’histoires renvoyant les unes aux autres qui permettent à l’auteur de déployer un magnifique talent de conteur, dont la traduction conserve tout le sel. Il s’étend jusqu’à Pazin, en Istrie, où l’accusée ridiculise les juges de son procès en sorcellerie, et à Vienne, où Gila, aigrie et vieillissante, gagne sa vie comme medium extralucide au temps du tragique incendie du Ringtheater (1881). Ce sont toutes les facettes d’une vie qui se déclinent, et tout un kaléidoscope qui fait défiler un siècle d’histoire des Balkans, marqué par l’émergence d’affirmations nationales encore inconnues dans le monde rural où naquit la « sorcière » Gila. Ainsi que le précise l’incipit de ce pavé de 750 pages qui se dévore, « *toutes les histoires racontées dans ce livre sont réelles, seuls quelques noms, lieux et événements ont été changés pour la rime* ».

JEAN-ARNAULT DÉRENS.

LITTÉRATURE

En Afrique-Équatoriale française...

RENÉ Maran (1887-1960) n’est plus guère connu. Jadis, en 1921, cet écrivain guyanais avait fait sensation, en remportant le prix Goncourt pour *Batouala*, dont la préface fut également retentissante. Depuis, des dix ouvrages de fiction qu’il fit paraître de son vivant, aucun n’a été réédité, à l’exception de son « Goncourt ». René Maran peut à nouveau trouver des lecteurs, grâce notamment au récent Groupe René Maran : le Centre national de la recherche scientifique (CNRS) et l’Institut des textes et manuscrits modernes (ITEM) publient un recueil qui rassemble six ouvrages publiés entre 1921 et 1953, ainsi que des inédits ou des textes parus seulement en revue, formant ce qui est ici appelé le « *cycle africain* (1) » : cette imposante « *édition critique à orientation génétique* » participe à l’établissement d’une histoire de ses œuvres, et élucide bien souvent la « *chronologie de composition* » des romans, contes et nouvelles réunis, dont l’intrigue se situe en Afrique-Équatoriale française où il travailla plusieurs années comme administrateur colonial.

Il ne s’agit pas là seulement de faire revivre des titres éclipsés par le succès de *Batouala*, mais aussi de permettre pleinement l’appréciation de l’œuvre. On peut ainsi découvrir l’obsession quasi balzacienne qu’a Maran pour la justesse de sa langue. Textes et avant-textes révèlent son souci d’« *améliorer, toujours améliorer, son enveloppe stylistique* », notamment en renonçant aux constructions hachées, saccadées, en faveur d’une phrase légère, teintée d’ironie. Ainsi de ce passage de l’avant-texte de *Batouala* : « *Voilà qui dépasse tout ce qu’on peut imaginer* », réécrit en « *Voilà qui dépasse l’entendement* », et qui devient dans la version publiée : « *Voilà, N’Gakoura, qui tourneboulait l’entendement*. » Le *Cycle africain* a pour particularité de rendre sensibles les violences réelles et symboliques de la colonisation française en Afrique. Les ancêtres perdent leur prestige, la descendance exploitée s’abîme corps et âme, quand l’ébranlement culturel est à son paroxysme, tant l’appauvrissement matériel des colonisés s’accompagne de leur appauvrissement culturel. « *Nos danses et nos chants troublent leur sommeil*, déclare Batouala, dont le père meurt d’une surconsommation de Pernod. *Et nos danses sont innombrables. (...) Mieux est de dire que nous les dansions toutes. Car, pour ce qui est des jours que nous vivons, on ne les tolère plus que rarement.* » Maran entreprend, comme d’autres précurseurs francophones (Jean Amrouche, Stefano Kaoze, Jean-Joseph Rabea-

rivelo...), de répondre à la littérature coloniale, particulièrement ethnologique, en valorisant ce qui, des cultures colonisées, a été l’objet d’une dévalorisation pseudo-scientifique et littéraire.

Les contes et nouvelles s’inscrivent dans cette dynamique. Ils mettent en scène des animaux de la brousse africaine qui rejouent les rapports de domination coloniale. Ainsi, Youmba la mangouste méprise les crapauds, qui sont, à ses yeux, d’une espèce inférieure, car dépourvus d’esprit de conquête. Elle dénonce leur rapport au travail en réemployant les arguments racistes du capitalisme impérial : « *Les sales bêtes, que ces crapauds ! (...) Faire leur repas des mouches, des fourmis et des bestioles qui passent à portée de leur langue bifide ou dormir, pendant des lunes, sous la même*

ÉDITION

Les beautés qui nous manquent

PENDANT cinquante ans, Edmond Thomas, qui vient de disparaître, s’est consacré avec sa maison Plein Chant à la publication d’une littérature oubliée, ou minorée, ou marginalisée (1). Il a édité des auteurs prolétaires, des œuvres marquantes de l’histoire sociale, des écrits excentriques glanés dans les vide-greniers, chez les bouquinistes ou chez des amis partageant la même libre curiosité. Thomas a imprimé trois mille livres avec des machines d’occasion, et son catalogue offre des références qui vont de l’*Histoire des Bourses du travail* à l’étonnant *À la rencontre de Dieu et du Péril social vus par Touchatout et Moloch* – entre bien d’autres.

Dans ces entretiens bienvenus, ponctués par des illustrations de « ses » livres, il parle un peu de lui, beaucoup de ses camarades, du travail et des œuvres. Il se défend d’être un érudit, considérant que son savoir est « *fait de bric et de broc* ». Né en 1944, embauché à 15 ans par l’imprimerie Brodard & Taupin, puis dans les ateliers d’Armand Colin, il lit tout ce qui lui tombe sous la main. La découverte de la revue *La Tour de feu* et celle de l’écrivain Henry Poulaille sont des révélations. Il fonde une revue de poésie, puis Plein Chant,

pierre – je crois qu’il n’y a que ça qui les intéresse. Ça, leurs chants et la pluie. » Youmba, qui a « *failli renoncer à la brousse et ses dures lois, à force de vivre à l’ombre de l’homme* », va s’étonner qu’on n’aboutisse « *à l’assimilation totale que dans la mesure où elle sacrifie aux sévères beautés de l’extermination* ».

Publié après la correspondance (2) de René Maran, *Le Cycle africain* devrait être complété par un second volet intitulé *Matière de France*.

ALI CHIBANI.

(1) René Maran, *Le Cycle africain*, coordonné par Charles W. Scheel, CNRS Éditions, Paris, 2024, 1 100 pages, 59 euros.
(2) *Correspondance Maran-Gahisto*, introduction de Romuald Fonkoua, Présence africaine, Paris, 2021.



s’installe en Charente pour faire paraître plus de cinquante titres d’un catalogue déployé en collections arborescentes, au fil des amitiés. Merveilles nouvelles ou anciennes, un bonheur à propager.

ERNEST LONDON.

(1) Edmond Thomas, *Plein Chant. Histoire d’un éditeur de labeur*, L’Échappée, Paris, 2025, 172 pages, 18 euros.

SCIENCES

EXPÉRIENCES EN VIROLOGIE. Bénéfices et risques. – Étienne Decroly

Que, Versailles, 2025, 70 pages, 9,50 euros.

L’expérimentation demeure indispensable pour étudier les virus émergents, menaces globales de santé publique. Les avancées de la biologie de synthèse permettent de modifier les génomes viraux pour en étudier les infections pathogènes et concevoir des stratégies vaccinales susceptibles d’enrayer de nouvelles pandémies (voire d’en éradiquer l’agent, comme pour la variole). Malgré les protocoles de biosécurité mis en œuvre par les organismes de recherche pour garantir le confinement des souches hautement pathogènes, l’occurrence d’incidents n’est pas nulle, comme l’a confirmé un récent rapport du Conseil national consultatif pour la biosécurité. Pourtant, les recherches duales (civiles et militaires) expérimentent le gain de fonction sur les virus à potentiel pandémique pour en faciliter le passage inter-espèces ou en augmenter la virulence. Face aux risques encourus, le chercheur Étienne Decroly plaide en faveur d’une saisine des instances européennes et internationales afin de réguler les transferts de séquences de gènes ou d’oligonucléotides de synthèse associés, ainsi que l’accès aux bases de données impliquées.

DOMINIQUE DESBOIS

DÉCROISCIENCE. – Nicolas Chevas-sus-au-Louis

Agone, Marseille, 2025, 288 pages, 17 euros.

La science et la recherche qui la produit font partie des derniers domaines auxquels on songe habituellement lorsqu’on prône la décroissance. Au pire désintéressée, au mieux utile pour contribuer à l’écologie, la science est trop souvent considérée comme bonne en soi, contrairement à l’industrie, à la guerre, etc. Le journaliste Nicolas Chevasus-au-Louis nous rappelle qu’il n’en est rien, la science actuelle appartenant corps et âme au monde capitaliste, dont elle constitue un élément central. Il propose à la fois une histoire de la contestation interne de la recherche scientifique et un portrait lucide de ce qu’est actuellement cette science capitaliste (dans ses applications comme dans son organisation). Face à ce qui n’est pas réductible à de simples dérives, l’auteur propose aussi de réfléchir à des pistes permettant de sauvegarder ce qui fait l’intérêt véritable de la recherche scientifique : non pas son infrastructure technique, financée à grand renfort de budgets faramineux, mais un état d’esprit nécessitant le temps long et une certaine sérénité (et donc de vrais emplois pérennes).

GUILLAUME FONDU

SOCIÉTÉ

QUAND LE TOURISME S’ÉVEILLERA. – Linda Lainé et Jean Viard, avec le concours de David Medioni

L’Aube-Fondation Huttopia, La Tour d’Aigues, 2025, 248 pages, 21 euros.

Avec un titre en clin d’œil à l’ouvrage d’Alain Peyrefitte *Quand la Chine s’éveillera*, Linda Lainé, rédactrice en chef du magazine *L’Écho touristique*, et le sociologue Jean Viard regroupent en un seul volume leurs textes respectifs sur un tourisme qui se trouve revigoré après la pause due à la pandémie de Covid, et dont ils interrogent le futur et les excès. L’éveil évoqué est celui, d’ordre philosophique, qui permettrait au voyage de trouver sa place et sa mesure. La contribution de Viard, écrite à l’occasion du colloque de 2021 « Le tourisme du futur », entreprend de traiter des conditions de possibilité d’un autre tourisme, prenant à la fois en compte les populations qui ne voyagent pas, les défis climatiques, la capacité de charge des sites à l’heure où le numérique peut aussi servir de filtre. Lainé étudie le surtourisme, avec beaucoup d’exemples, du Mont-Saint-Michel à Barcelone ou Dubrovnik, et de nombreuses questions, notamment autour de la nouvelle donne créée par la floraison des locations de type Airbnb.

GENEVIÈVE CLASTRES

LE DÉSIR DE NOUVEAUTÉS. L’obsolescence au cœur du capitalisme (XV^e-XX^e siècle). – Jeanne Guien*La Découverte, Paris, 2025, 352 pages, 23 euros.*

« *Comment l’allégation à la nouveauté est-elle devenue une stratégie commerciale ?* », se demande la philosophe Jeanne Guien, qui a déjà consacré deux essais à certains aspects du consumérisme. « *Est nouveau ce qui paraît nouveau* » : le rôle du marketeur consiste à « *produire cette perception et apparence de nouveauté* », à nous exposer à ces produits que l’on finit à force par désirer, notamment grâce aux médias, qui jouent un rôle déterminant pour générer de l’enthousiasme promotionnel. L’attrait pour le neuf serait le fruit d’une longue construction sociale, « *ni naturelle ni intuitive* ». L’ouvrage retrace cinq siècles de l’usage marchand de la notion de « nouveauté », que les discours dominants font passer pour du « progrès ». L’accusation de « *néophobie* » n’est jamais loin : on aurait peur du progrès, par infériorité culturelle ou raciale.

SELIM DERKAoui

ARTS

LETIZIA BATTAGLIA. – Walter Guadagnini

Dario Cimorelli, Milan, 2025, 264 pages, 38 euros.

Noir sur blanc. Drap blanc sur corps exécutés. Sang sur cris étouffés dans Palerme. Meurtres du député et magistrat communiste Cesare Teranova. Du général dalla Chiesa. Vers la fin des années 1960, Letizia Battaglia a d’abord photographié Dario Fo et Franca Rame à Milan, ou bien Pier Paolo Pasolini. Puis elle retourne dans sa terre natale, et travaille pour *L’Ora*, le journal communiste palermitain, dans les années 1970. Crimes de sang, images en gros plan des chefs mafieux arrêtés et explosions de voitures de magistrats.

À Portella della Ginestra, elle pose son appareil devant des paysans brandissant des faucilles en mémoire du massacre du 1^{er} mai 1947. À Palerme, sept enfants accrochés à leur mère dans une maison sans eau ni électricité. Son travail montre la vie quotidienne qui, dans ces années-là, est marquée par les crimes de la Mafia. Mais elle va aussi cadrer les fêtes populaires et les rituels religieux, s’intéresser aux enfermés de l’hôpital psychiatrique. Sa théâtralité touche au désespoir, ses images saisissent le regard. L’édition est bilingue.

CHRISTOPHE GOBY

MARCO FERRERI. Dépense de la mélancolie. – Rochelle Fack

Les Éditions de l’Éil, Montreuil, 2024, 192 pages, 25 euros.

Une idée suffit amplement pour faire un livre. Juste une. Celle de l’écrivaine Rochelle Fack sur Marco Ferreri (1928-1997) peut se formuler ainsi : les films du sulfureux Italien mettent en scène des hommes d’aujourd’hui qui n’ont pas oublié que l’humanité fut jadis androgyne et qu’à eux aussi, alors, il fut accordé d’enfanter. Or ces hommes non seulement souffrent que leur ait été retiré le pouvoir de donner la vie, mais cette souffrance, ils réclament en sus le droit de l’exprimer. D’où la « *mélancolie* » qui figure dans le titre. Cette idée, Fack en trouve une expression littéraire à la marge de l’œuvre, dans une adaptation du *Banquet* de Platon tournée pour la télévision. Elle en traque les manifestations dans de nombreux films célèbres, notamment *Break-up, érotisme et ballons rouges* (1968) et *Rêve de singe* (1977). Pas dans tous cependant. Impasse presque totale sur la mythique *Grande Bouffe* (1973). Rares pages sur les années 1980, sinon une réhabilitation inspirée de *I Love You* (1986). Ces lacunes ne posent aucune espèce de problème. Elles soulignent au contraire le tranchant de l’idée qui est au cœur de ce beau livre.

EMMANUEL BURDEAU



FILM

HORS-SERVICE. – Jean Boiron-Lajous

En salles depuis le 8 octobre, 87 minutes.

Juge, policier, enseignantes, anesthésiste-réanimatrice, facteur, tous ont démissionné de la fonction publique par choix éthique, tous évoquent la souffrance engendrée par le démantèlement de leur secteur : ne plus avoir de temps pour les patients, ne plus pouvoir parler aux usagers, voir ses relations avec ses collègues ruinées par une nouvelle organisation du travail. Ils parlent de rentabilité à marche forcée, de collectif cassé, de sens mis à mal, du *new public management* (à l’hôpital) et de son jargon entrepreneurial.

Avec l’aide de syndicats, le réalisateur rassemble ces différentes solitudes – les participants ne se connaissent pas – dans un hôpital désaffecté depuis une dizaine d’années, sans électricité, à l’allure d’épave... Témoignages, réflexions et fabrique de collectif. Va surgir une dimension utopique, imprévue, réconfortante en elle-même : pourquoi ne pas y créer un lieu thérapeutique, lieu d’expertise de la souffrance au travail, lieu d’écriture et de conseil juridique ? Et même, pourquoi pas, un hammam ou une salle de boxe ? Un documentaire politique, au sens plein du terme.

JOËL PLANTET

POÉSIE

POÉSIE COMPLÈTE. – George Oppen

Éditions Corti, Saint-Denis, 2025, 344 pages, 23 euros.

Voilà qu’est réédité, dans une traduction du poète Yves di Manno, *Poésie complète*, de l’Américain George Oppen (1908-1984), fondateur du mouvement «objectiviste» avec ses concitoyens Charles Reznikoff et Louis Zukofsky, à la fin des années 1920. Après un premier livre énigmatique, *Série discrète* (1934), Oppen adhère au Parti communiste et cesse de publier. Il s’emploie à des tâches militantes et sociales. Exilé au Mexique avec sa femme pendant le maccarthysme, il réapparaît avec *Les Matériaux* (1962), après presque trente ans de silence. Ses livres construisent alors, l’un après l’autre, une sorte d’espace mental voué à la simplicité des choses et à l’étrangeté des actions humaines, ne dispensant pas de la complexité du langage pour les dire, ou du moins chercher à s’en rapprocher. L’écriture se veut «prosaïque», mais évolue souvent dans une sorte d’abstraction attentive et flottante, spirituelle. Son dernier livre constitué d’un poème unique (1980) résume la beauté du geste : «*Poésie du sens des mots/Nouée à l’univers/Je crois qu’il n’y a pas de lumière en ce monde/Sinon ce monde/Et je crois que la lumière est.*»

CLÉMENT BONDU

MOI QUI NE POSSÈDE RIEN, CÉLÉBRANT LE PAPILLON. – Johannes Kühn

Ressouvenances, Cœuvres-et-Valseroy, 2025, 168 pages, 22 euros.

Fils de mineurs, fidèle à son village au nord de Sarrebruck, Johannes Kühn (1934-2023) se tenait éloigné des milieux littéraires. Dans ce dernier recueil, paru à Munich en 2018, préfacé ici par Peter Handke, le poète déploie ses thèmes de prédilection : ode à la nature, aux animaux, émerveillements devant les moments de grâce, de joies simples, description de la vie des «gens de peu», ouvriers, mineurs ou ivrognes, usure du corps, célébration de ses maîtres, modestie de la poésie et de la place du rêveur... Un éloge du vivant qui se refuse à tout hermétisme. Partageant le quotidien des villageois, à l’auberge comme sur les chantiers de construction, Kühn n’en était pas moins rejeté, raillé pour sa sensibilité, sa précarité, sa nostalgie pour un monde qui s’enfuit : «*Si je n’étais pas un homme/Ils me feraient tourner/Comme une tornade/À m’en faire tinter d’ivresse/Sans vin.*» Kühn est aujourd’hui considéré comme l’une des grandes figures de la poésie allemande du xx^e siècle. Son traducteur français, Joël Vincent, s’emploie depuis quelques années à nous le rendre accessible.

CARLOS PARDO

VIE NOUVELLE. – Dante Alighieri

Classiques Garnier, Paris, 2024, 160 pages, 10 euros.

La réédition critique de *Vie nouvelle* (*Vita nuova*), dirigée par Jean-Charles Vegliante, professeur des universités et l’un des éminents spécialistes de Dante, éclaire d’un jour nouveau cette œuvre fondatrice. À travers ce récit hybride mêlant prose et poésie, le jeune Dante nous livre bien plus qu’une simple autobiographie lyrique : il construit un pont entre l’intime et l’universel, entre l’amour terrestre et l’élévation spirituelle. Ce *libellus*, ou «joli petit livre», n’est pas seulement une déclaration d’amour pour Béatrice Portinari, muse et idéal féminin. C’est aussi une méditation sur la fonction de la poésie et sur la quête d’une «vie nouvelle», marquée par une révélation transcendante. Dans un contexte où le latin règne encore sur la littérature, Dante fait un pari audacieux : écrire en langue vulgaire. Ce choix consacre le toscan comme vecteur des émotions les plus sublimes. Chaque mot, chaque rythme, paraît chargé de cette ambition d’élever la langue populaire au rang d’outil philosophique et poétique. À l’heure où la poésie semble parfois reléguée dans une sphère élitiste, Dante rappelle qu’elle peut encore nous embellir, si on lui prête vraiment attention.

NIDAL TAIBI

IDÉES

Sartre dresse son bilan

La tonalité parfois élégiaque des textes de Jean-Paul Sartre faisant l’objet de cette réédition tient à ce que ceux-ci se situent entre Mai 68, «*insurrection trahie, mais non vaincue*», et la découverte par l’auteur de sa cécité (1) : «*J’ai été et je ne suis plus.*» Écrire, «*unique but de [sa] vie*», imposait que Sartre se relise et se corrige, «*cinq, six fois*». Amputé de cette faculté un peu avant ses 70 ans, il perd en 1975 «*quelque chose que beaucoup de jeunes gens aujourd’hui méprisent : le style, la manière littéraire d’exposer une idée ou une réalité. Cela demande nécessairement des corrections*».

Au nombre des «jeunes gens» indifférents au style, il comptait ses amis gauchistes d’alors. Eux auraient aimé qu’il écrive un roman au service de la révolution. Mais lui, avant même d’en être empêché, «*n’en ressent[il] pas le besoin*». Il reste encore «*tellement de choses à faire...*»

Et d’abord finir son *Flaubert*. L’auteur de *Madame Bovary* inspirait à Sartre «*de l’antipathie*». Il consacra néanmoins près de vingt ans de sa vie, ponctués de nombreuses interruptions, à expliquer ce personnage «*assommant*» avec qui il n’aurait pas aimé dîner. Aidé par du Corydrane, des amphétamines, mais aussi des «*méthodes psychanalytiques et marxistes*». Malgré ses trois volumes, l’œuvre resta inachevée.

Aurait-elle servi le peuple ? L’écrivain révolutionnaire admet la contradiction, en partie à l’origine du Mai 68 étudiant : des jeunes intellectuels de plus en plus nombreux ne veulent plus devenir cadres, «*salariés par le capital ou des flics*» pour «*mieux tenir une boîte*». Mais ils refusent aussi d’instruire et de divertir le bourgeois en tant que professeurs, romanciers, philosophes. «*C’est un problème dont je n’arrive pas à sortir*», avoue Sartre dans l’un de ses échanges avec Simone de Beauvoir. Elle lui répond : «*On ne va pas cesser d’écrire sous prétexte que, même si on écrit contre la bourgeoisie, la bourgeoisie nous récupère comme écrivain bourgeois.*»

Ce dialogue démarre tambour battant par l’interpellation de la philosophe féministe à son compagnon : «*Eh bien Sartre, je voudrais vous interroger sur la question des femmes. Comment se fait-il que vous ayez parlé de tous les opprimés : des travailleurs, des Noirs, des Juifs, et jamais des femmes ?*» Elle concède néanmoins qu’il l’a «*vivement encouragée*» à écrire *Le Deuxième Sexe*, «*alors que des gens comme Camus, par exemple, m’ont quasi jeté le livre à la figure*». La leçon est retenue. Sartre admet que la lutte des classes et la lutte des sexes sont les «*deux grandes lignes de lutte pour les opprimés*». Et qu’elles ne se rejoignent pas toujours.

Faisant le bilan de ses œuvres, Sartre se félicite de l’une d’elles, pour laquelle – au rythme de dix heures de travail et de vingt cachets de Corydrane par jour – il s’est esquivé la santé : «*Il vaut mieux écrire la Critique de la raison dialectique, une chose qui est longue, serrée, importante pour soi, que d’être très bien portant.*»

En 1973, Raymond Aron consacre une longue étude à récuser cette œuvre de Sartre parue treize ans plus tôt, et déjà un peu oubliée (2). Aron estime qu’en prenant le parti de la révolution son ancien ami et condisciple de l’École normale assimilait abusivement la libération humaine et le rôle de la violence dans l’histoire. «*Par choix existentiel*», Aron avait, lui, «*toujours préféré les réformes à la Révolution*». Sartre décida de ne pas lui répondre : «*Non, pour quoi faire ?*»

SERGE HALIMI.

(1) Jean-Paul Sartre, *Situations, IX. Janvier 1970-juillet 1975*, Gallimard, Paris, 2024, 372 pages, 24 euros.

(2) Raymond Aron, *Aron critique de Sartre*, textes rassemblés et commentés par Perrine Simon-Nahum, Calmann-Lévy, Paris, 2025, 350 pages, 26,50 euros.

ARTS

L’intelligence, vraiment ?

DANS ce vaste atelier qu’était devenu le Jeu de Paume, l’exposition «Le monde selon l’IA» (1) explorait les interactions entre l’intelligence artificielle et la création artistique. Un catalogue permet de retrouver et prolonger cette «*expérience*», pour reprendre son lexique, au fil des textes d’Ada Ackerman, Alexandre Gefen, etc., et de plus de deux cents illustrations, sous la direction d’Antonio Somaini, commissaire de cette exposition qui présentait, débordant du champ esthétique, une quarantaine d’œuvres internationales (installations multimédias, photographie, littérature, etc.). Elle commençait par le sous-sol, là où résident les terres rares indispensables au monde invisible de l’intelligence artificielle (IA). Ces précieux minerais étaient disposés sur fond noir : métaphore des boîtes noires, «*espaces latents*» où s’organise l’énonciation du monde, ces milliards d’informations collectées sur la Toile (comme on ratisse les fonds océaniques), étiquetées, encodées par des millions de «*travailleurs précaires du clic*», chargés de constituer les «jeux de données» qui entraîneront les IA à parfaire leur automatisation de tâches.

De l’extraction minière jusqu’à l’exploitation des données, les parcours sont complexes. Le diagramme *Calculating Empires* (2023) des chercheurs Kate Crawford et Vladan Joler retrace, interprète, à travers d’immenses généalogies visuelles (près de quarante mètres carrés), comment, depuis l’an 1500, date «*des premiers réseaux culturels et économiques d’ampleur mondiale*», s’entrelacent systèmes technologiques et rapports de pouvoir. Des processus d’accumulation, de contrôle et de dépossession auxquels n’échappent pas les IA, objets de calculs mathématiques et politiques pour générer ces flux d’images qui annexent territoires numériques et «*univers cognitifs, culturels, politiques*» (2).

Percevoir, imaginer, comprendre : ces actions passent par le filtre opaque des IA. Qu’elles soient analytiques, propres aux systèmes de vision artificielle et de reconnaissance faciale pour détecter, reconnaître, catégoriser

les données existantes – quitte, selon les biais idéologiques innervant les jeux de données, à fausser les rendus statistiques (ce que donne à percevoir l’artiste et géographe Trevor Paglen). Ou qu’elles soient génératives, produisant de nouvelles données à partir des corpus de textes ou d’images existants, levains d’une littérature sans auteur (ChatGPT) ou d’une photographie sans regard. Le résultat consacrant une «*visualisation de données synthétisées à partir des images stockées dans les bases constituées. Une image à la confluence de “l’archive et de la statistique”, indissociable de l’histoire de la photographie*» (Noam M. Elcott et Tim Trombley), bien qu’en repoussant chacun des fondements, l’œil, le cadrage, la lumière, etc. L’image n’est que le produit des «*prompts*», instructions données aux IA pour transformer ces agrégats numériques en représentations visuelles.

Des images «*sans référence avec le réel*» générées par des IA borgnes, animées d’une «*cognition aveugle au monde*» qui nous «*rend aveugles aux faits*», observe Mathieu Corteel, philosophe et historien des sciences dans un stimulant essai (3). Les IA, nous dit-il, s’hybrident aux mondes humains. Lesquels projettent des visions anthropotechniques sur les IA, qui ne sont que des «*modèles mathématiques traitant des données*». «*Illusions aliénantes*», responsables d’une «*part de non-sens, d’absurde dans nos agissements quotidiens*». Car ce que siphonnent les géants du Net, c’est l’intelligence produite par nos cerveaux, avec laquelle ils nous font douter de nos capacités cognitives, toutes «*promptes*» à s’en remettre à un «*inconscient machinique*».

PHILIPPE PATAUD CÉLÉRIER.

(1) Antonio Somaini (sous la dir. de), *Le Monde selon l’IA. Explorer les espaces latents*, Jeu de Paume - JBE Books, Paris, 2025, 304 pages, 39 euros.

(2) Kate Crawford, *Contre-atlas de l’intelligence artificielle*, Zulma, Paris, 2022, 384 pages, 23,50 euros.

(3) Mathieu Corteel, *Ni Dieu ni IA. Une philosophie sceptique de l’intelligence artificielle*, La Découverte, Paris, 2025, 240 pages, 22 euros.

DANS LES REVUES

□ **FOREIGN POLICY.** Adam Tooze remet en cause le modèle occidental d’«aide» aux pays en voie de développement, la Chine aussi ; apogée et déclin des organisations non gouvernementales (ONG) ; l’avenir de la coopération Sud-Sud. (N° 258, automne, trimestriel, 249,99 dollars par an. – Washington, DC, États-Unis.)

□ **HARPER’S.** À l’heure où M. Donald Trump fait de plus en plus appel aux militaires pour combattre les migrants et ceux qu’il juge être des terroristes, une grande enquête sur l’armée américaine. (Vol. 351, n° 2105, octobre, mensuel, 8,95 dollars. – New York, États-Unis.)

□ **JACOBIN.** Plusieurs articles analysent la politique de répression des migrants lancée par l’administration Trump comme une «stratégie de classe» visant à diviser les catégories populaires. Quand des réalisateurs italiens sauvèrent le western en le métamorphosant. (N° 59, automne, trimestriel, 12,95 dollars. – New York, États-Unis.)

□ **THE NEW YORK REVIEW OF BOOKS.** Retour sur le massacre de la quasi-totalité des 210 000 Juifs lituaniens par les nazis à partir de 1941 avec le concours de la population lituanienne, qui y prit une part active, manifestant un enthousiasme génocidaire sans équivalent dans aucun autre pays occupé. (Vol. LXXII, n° 15, 9 octobre, bimensuel, 9,95 dollars. – New York, États-Unis.)

□ **THE NATION.** Ces artistes allemands bâillonnés par la censure pro-israélienne ; destruction écologique et agricole du Ghana du fait d’une ruée vers l’or ; William F. Buckley, intellectuel dominant de la droite américaine, plus favorable aux guerres contre le communisme qu’à celle contre les nazis. (Vol. 321, n° 3, octobre, mensuel, 12,95 dollars. – New York, États-Unis.)

□ **NEW LEFT REVIEW.** Le droit international, argumente le juriste Martti Koskeniemi, ne se réduit pas aux normes des Nations unies ou aux droits humains ; il comporte également l’infrastructure juridique du capitalisme mondialisé qui régit concrètement la vie. (N° 154, juillet-août, bimestriel, 14 euros. – Londres, Royaume-Uni.)

□ **LONDON REVIEW OF BOOKS.** Un arrêt sur la transidentité le confirme : la Cour suprême britannique ne tient plus compte de la convention européenne des droits de l’homme, pourtant formellement toujours applicable au Royaume-Uni. Également : une lecture (tonique) de *Now the People* ; la traduction du livre de M. Jean-Luc Mélenchon. (Vol. 47, n° 18, 9 octobre, bimensuel, 6,99 livres sterling. – Londres, Royaume-Uni.)

□ **PROSPECT.** Le populisme de gauche aurait-il à nouveau le vent en poupe ? Après le démocrate Zohran Mamdani aux États-Unis, de nouvelles figures émergent au Royaume-Uni, comme la jeune députée Zarah Sultana – qui va fonder un mouvement avec M. Jeremy Corbyn – ou le nouveau leader du Green Party, M. Zack Polanski. (N° 341, octobre, mensuel, 9,99 livres sterling. – Londres, Royaume-Uni.)

□ **THE DIPLOMAT.** Non, la population de Taïwan n’est pas à ce point préoccupée par la question de l’indépendance qu’elle souhaiterait la guerre. L’Association des États d’Asie du Sud-Est (Anase) prise au piège du conflit entre les États-Unis et la Chine. (N° 130, septembre, mensuel, 45 euros par an. – Washington, DC, États-Unis.)

□ **EAST ASIA FORUM.** Comment les tarifs douaniers américains rapprochent l’Asie du Sud-Est de la Chine. Les progrès de la région dans le domaine des énergies renouvelables. Le Dialogue quadrilatéral pour la sécurité (Australie, Inde, Japon et États-Unis) en quête de boussole stratégique. (Vol. 17, n° 3, juillet-septembre, trimestriel, 9,50 dollars australiens. – Canberra, Australie.)

□ **NEW BLOOM MAGAZINE.** Le magazine épouse assez largement la thèse du parti pro-indépendance, au pouvoir, qui récrit l’histoire de la seconde guerre mondiale pour minimiser le rôle joué par le Parti communiste chinois et le Kuomintang, ainsi que les atrocités commises par le Japon. (Gratuit en ligne. – Taipei, Taïwan.)

□ **RUSSIA IN GLOBAL AFFAIRS.** Expansion de l’OTAN. Mikhaïl Gorbatchev a fait des erreurs, mais l’Europe aussi : elle a réussi son unification politique sans penser au reste. Pour Sergueï Karaganov, proche de M. Vladimir Poutine, la Russie doit déplacer les centres de pouvoir vers la Sibérie et développer son propre «État-civilisation». (N° 4, octobre-décembre, trimestriel, gratuit en ligne. – Moscou, Russie.)

□ **REVISTA DE INVESTIGACIÓN EN POLÍTICA EXTERIOR ARGENTINA (RIPEA).** Les relations Argentine-États-Unis sous trois présidences, libérales et de droite : Carlos Menem (1989-1999), Mauricio Macri (2015-2019) et Javier Milei (depuis 2023). Une continuité les relie : l’«alignement acritique». (Vol. 5, n° 9, septembre, semestriel, gratuit en ligne. – Buenos Aires, Argentine.)

□ **COLOMBIA INTERNACIONAL.** Comment des «États périphériques» développent-ils leur cyberdéfense ? Quels objectifs ? Quels moyens ? Quelle autonomie ? Analyse comparée entre l’Argentine et la Colombie (N° 124, octobre-décembre, trimestriel, gratuit en ligne. – Bogotá, Colombie.)

□ **REVISTA BRASILEIRA DE POLÍTICA INTERNACIONAL (RBPI).** Festivals, coproductions cinématographiques et télévisuelles, multiplication des Instituts Confucius : la Chine développe une diplomatie culturelle de plus en plus active au Brésil pour y accompagner son implantation économique. (Vol. 68, n° 2, semestriel, gratuit en ligne. – Brasília, Brésil.)

DANSE

Soulever la poussière

Modernité contre tradition, création contre patrimoine : pour des raisons politiques et économiques, la danse contemporaine s'est épanouie en Afrique francophone, et l'importance des ballets folkloriques y a diminué. Irréductibles à cette dualité, les pratiques populaires font vivre une danse où se joue la transposition des rapports sociaux.

PAR MATHILDE ROUSSIGNÉ *

TOUTE une génération de danseurs et chorégraphes africains a adopté le genre et l'étiquette « danse contemporaine » ou « afro-contemporaine ». Pour une raison simple : « Elle a bien compris qu'il fallait prendre le train en marche même si ce n'était pas elle qui le conduisait (1) », explique la chercheuse Annie Bourdié. Les autres, restés sur le quai, à l'écart des rails de la modernisation, ne pourraient donc qu'être les tenants de la danse traditionnelle, ce mystérieux folklore immobile, immuable, à la fois sans histoire, passé et dépassé.

Histoire contre préhistoire, contemporain contre traditionnel : une telle classification paraît caricaturale, mais elle correspond à des réalités politiques et économiques. La danse contemporaine a bénéficié en France d'une forte institutionnalisation dans les années 1980, pendant le ministère de M. Jack Lang, et a imposé la création comme critère de valeur (2). La politique de coopération entend susciter et promouvoir sur le continent la pratique de cette danse, au moment même où elle se voit progressivement standardisée en Europe. Si des initiatives africaines avaient précédé (l'école Mudra Afrique à Dakar en 1977, l'ensemble Kotéba d'Abidjan en 1974), le lancement, par le ministère de la coopération français, d'Afrique en créations en 1990 inaugure un vaste programme d'aides publiques à la création africaine contemporaine et, à ce titre, marque un tournant. La France étend ainsi son influence culturelle au-delà du périmètre de ses anciennes colonies – les premières rencontres chorégraphiques, parrainées par Elf et Total, se tiennent en 1995 à Luanda, en Angola, où la France a des intérêts pétroliers – au prix d'un bouleversement des valeurs et des pratiques du champ artistique.

La promotion de la création au détriment de la participation signe un certain désintérêt pour les pratiques populaires quand quelques chorégraphes sont portés au pinacle. Elle engage aussi une normalisation : il faudra se professionnaliser, conceptualiser sa création dans des notes d'intention, défendre l'image d'une Afrique urbaine... Les mêmes créateurs doivent aussi composer avec une idéologie de la liberté artistique synonyme d'abstraction, d'innovation et de minimalisme. L'anthropologue Jean-Loup Amselle observe encore comment se joue, en parallèle, un processus de régénération de la création européenne par l'Afrique (3). En pratique, la coopération représente une aubaine pour des chorégraphes français, pour qui les collaborations Nord-Sud représentent de nouvelles sources de financement.

Aujourd'hui, si la danse africaine contemporaine dépend toujours de financements étrangers, elle cherche à construire son autonomie. Dans le domaine de la programmation, par exemple. Ainsi, depuis 2018, la nouvelle instance dirigeante de la Biennale de la danse en Afrique est intégralement composée d'artistes africains, et vise à développer un marché sur le continent. D'autres artistes jouent à la croisée des styles, tentent d'élargir la définition du contemporain ou encore s'imposent sur les réseaux sociaux.

Pour Alphonse Tiérou, chorégraphe ivoirien et directeur du projet « Pour une danse africaine contemporaine » (1992) lancé par Afrique en créations, le développement du contemporain dans les années 1990 devait sortir les danses du « *ghetto folklorique traditionnel* » afin de les rendre visibles sur la scène internationale (4). Les ballets folkloriques en Afrique francophone, nés des indépendances dans les années 1960, ont accompagné l'histoire des nouveaux États. Répondant à la fois à des objectifs nationalistes et panafricanistes, ces troupes, publiques ou privées, ont collecté et recréé en portant à la scène

* Chercheuse en littérature à l'université de Liège, danseuse et auteure de *Terrain et littérature, nouvelles approches*, Presses universitaires de Vincennes, 2023.



MALICK SIDIBÉ. – « Nuit de Noël (Happy Club) », Bamako, 1963

(comprise comme forme frontale et occidentalisée du spectacle) les répertoires des populations. Ils ont contribué à la construction d'identités et d'imaginaires nationaux, et ont également joué le rôle de vitrines à destination des publics étrangers – le marché spécialisé dans la diffusion desdites « cultures du monde » était alors florissant.

Plusieurs crises politiques et économiques – notamment lors des périodes d'« ajustement structurel », dans les années 1980 – ont entraîné un fort désinvestissement des institutions étatiques qui finançaient ces entreprises symboliques. Du reste, parce qu'elles s'inscrivaient avant tout dans une perspective de patrimonialisation, les formes qu'elles proposaient ont toujours eu une reconnaissance limitée dans le champ international de la création et ont été exclues du marché des programmations contemporaines. En revanche, les cours de danses dites « traditionnelles africaines » ont connu – et connaissent toujours – un large succès en France en transmettant les formes scénographiées et parfois librement recomposées des répertoires. Leur valeur sur le marché de l'exotisme reposant souvent sur leur supposée authenticité, ces cours ont pu contribuer à une déshistoricisation des danses enseignées, recouvertes d'une poussière intouchée depuis une origine indatable.

IL existe un point commun entre le dépoussiérage imposé par la scène contemporaine et les formes empoussiérées des ballets folkloriques : c'est l'*artificialité*, au sens d'une transformation de la culture en art, conçu comme autonome du champ social. Des pratiques musico-dansées populaires sont alors recyclées en réservoir de gestuelles. Les « mondes du bal » populaires persistent pourtant (5). Dans la région du Mandé, en Afrique de l'Ouest, ils sont liés à la figure du cercle. Alors que le dispositif de la scène confère aux mouvements dansés une autonomie relative en les séparant, voire en les abstrayant du commun des pratiques sociales, le cercle dessine une tout autre histoire.

Constitué de manière éphémère lors de rassemblements dans la rue ou dans les cours des maisons, il abolit la stricte séparation entre scène et public : chacun peut, tout à la fois, observer, applaudir ou se lever et danser, chacun peut habiter le cercle le temps d'un instant, avant de le rendre à nouveau à son ouverture. À l'intérieur, la danse comme les rythmes joués par les orchestres ne sont jamais de pures formes abstraites ; ils constituent des lieux de transposition, sur un plan symbolique, de relations interpersonnelles et de rapports de classe, de caste, de genre, d'appartenances régionales ou initiatiques.

Dans la région de Kayes, au Mali, le rythme *dansa* joué par l'orchestre de percussions lors d'une fête offre l'occasion de danser à l'ensemble des communautés khassonké et soninké, y compris aux femmes de caste *horon/horé* (noble), tandis que les rythmes

sandia/diari lége ou *numu/tago lége* concernent respectivement les *nyamakala* (artisans) griots et forgerons. Les cercles constituent aussi des réponses symboliques et personnelles aux contradictions sociales, qu'ils permettent parfois de renégocier voire d'exorciser, sur un plan micro-politique, le temps de la réunion. Ainsi des nombreuses pratiques de travestissement en homme ou en femme, des interventions transgressives des *korèdugaw* (bouffons sacrés) en territoires bambara, malinké ou sénoufo, ou encore de la remise en cause des normes de pudeur et de respectabilité de genre quand les femmes wolofs dansent le *lèmbèl* au cours des tontines, ces réunions féminines où se joue le *sabar*.

LES recompositions de ces cercles populaires au fil des divers processus d'urbanisation, d'internationalisation et du développement des formes spectacularisées ont ouvert un espace de tensions et de luttes : s'y confrontent processus de professionnalisation (artistes) et systèmes de castes (griots), ancrages ruraux et implantations urbaines, répétition et variation dans le répertoire. En tant qu'artistes professionnels invités, des danseurs et danseuses accomplissent dans le bal certaines danses interdites à leurs castes, ou intègrent des chorégraphies inspirées des créations des ballets. En France, les cercles se réagencent dans des salles des fêtes, à l'occasion de cérémonies des communautés issues d'Afrique de l'Ouest, mais aussi dans des salles de danse où ils font l'objet d'un enseignement suivi pour l'essentiel par des amatrices européennes et des jeunes femmes de la diaspora (6). Ils se recomposent également au sein de foyers, de squats ou encore de *battles* qui les intègrent à la culture hip-hop tout en renouant avec le principe d'une musique instrumentale en direct, accompagnant la danse.

Dans le cercle, la poussière se soulève sous les pas des danseurs. On tâche de l'apaiser en arrosant fréquemment le sol, mais elle se dissémine, remonte en nuage, épouse le mouvement de la fête. Elle est le signe des potentialités dynamiques du mouvement dansé dès lors que, plutôt que de s'abstraire en art, il se maintient en suspension dans l'air et dans la rue, sous la forme du divers, de la particule et du ténu. Les pratiques populaires peuvent-elles constituer autre chose qu'un gisement de ressources à extraire ?

(1) Annie Bourdié, « Art chorégraphique contemporain d'Afrique, enjeux d'une reconnaissance », *Marges*, n° 16, Vincennes, 2013.

(2) Lire Christophe Apprill, « Un pas de deux avec le politique », *Le Monde diplomatique*, février 2025.

(3) Jean-Loup Amselle, *L'Art de la friche. Essai sur l'art africain contemporain*, Flammarion, Paris, 2005.

(4) Altaïr Despres, *Se faire contemporain. Les danseurs africains à l'épreuve de la mondialisation culturelle*, Publications de la Sorbonne, Paris, 2016.

(5) Christophe Apprill, *Les Mondes du bal*, Presses universitaires de Paris Nanterre, 2018.

(6) Sur le *sabar*, cf. Alice Aterianus-Owanga, *Rencontres post-exotiques. Transmettre et éprouver les danses sabar en Europe*, Presses universitaires de Paris Nanterre, 2023.

DANS LES REVUES

❑ **REVISTA DE RELACIONES INTERNACIONALES DE LA UNAM.** Un article consacré à l'évolution des stratégies de domination économique et militaire des États-Unis dans le monde au *xxi*^e siècle, notamment dans la zone caraïbe et au Venezuela. (N° 153, septembre-décembre, trimestriel, gratuit en ligne – Mexico, Mexique.)

❑ **REVUE INTERNATIONALE ET STRATÉGIQUE (RIS).** Les sanctions adoptées contre les juntas plongent les économies sahéliennes dans la récession et se répercutent sur les marchés alimentaires des pays voisins. Le troc de matières premières comme réponse aux embargos et défi au libre-échange. (N° 139, automne, trimestriel, 20 euros. – Paris.)

❑ **ALTERNATIVES SUD.** L'Afrique redéfinit ses alliances dans le nouveau cadre géopolitique où s'affrontent puissances déclinantes et montantes. Nouveaux et anciens partenaires se disputent ses ressources. Comment se positionnent les États ? Quelles transformations possibles attendre de ces recompositions ? (Vol. 32, 2025/3, trimestriel, 13 euros. – Louvain-la-Neuve, Belgique.)

❑ **ALLEMAGNE D'AUJOURD'HUI.** Le renouveau des musées en Allemagne : de la techno aux jeux vidéo en passant par les jardins paysagers, la signalétique, l'usage des odeurs... (N° 253, juillet-septembre, trimestriel, 18 euros. – Lille.)

❑ **LAVA.** Un contenu plus incisif et moins jargonieux que bien des revues de gauche radicale : manuel pour le boycott d'Israël ; une critique de l'abandon du matérialisme au profit de la « culture » ; plus les capitaux ont circulé librement, moins les gens ont été libres ; l'Europe s'engage dans son siècle d'humiliation. (N° 34, automne, trimestriel, 15 euros. – Bruxelles, Belgique.)

❑ **RAISON PRÉSENTE.** L'eau est devenue un sujet majeur de politique publique. Sociologues, climatologues, anthropologues, historiens et philosophes partagent leurs analyses pour combattre les menaces qui s'accumulent sur cette ressource dont le statut de « bien public » devrait être mieux protégé. (N° 235, septembre, trimestriel, 19 euros. – Paris.)

❑ **SOCIALTER.** Un entretien avec l'historien canadien Quinn Slobodian. Un dossier sur la remilitarisation du monde. (N° 72, octobre-décembre, bimestriel, 8,50 euros. – Paris.)

❑ **AOC.** Souveraineté et surveillance numérique vont de pair en Russie. Le philosophe Jean-Pierre Dupuy alerte sur le risque nucléaire après la dénonciation, en 2019, par M. Trump, et le lendemain par M. Poutine, du traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire. (N° 3, automne, trimestriel, 14,90 euros. – Paris.)

❑ **PRESCRIRE.** La revue se penche sur les dangers d'une exposition au gaz lacrymogène CS lors d'opérations de maintien de l'ordre, alors que leur usage est interdit comme arme de guerre. On peut désormais signaler une telle exposition sur le portail des événements sanitaires indésirables. (N° 504, octobre, mensuel, 55 euros. – Paris.)

❑ **LES ANALYSES DE POPULATION & AVENIR.** Comment conjuguer intangibilité des frontières et droit à l'autodétermination ? Illustration avec le conflit du Haut-Karabakh entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. (N° 2025/4, pluriannuel, 20 euros. – Paris.)

❑ **INSERM, LE MAGAZINE.** Une enquête sur les nouvelles sexualités des jeunes : un premier rapport plus tardif, des normes hétéros bousculées, davantage de partenaires, mais encore des violences et des maladies transmissibles en hausse. (N° 66, septembre, trimestriel, gratuit en ligne. – Paris.)

❑ **PANTHÈRE PREMIÈRE.** Les frontières de l'enfance, depuis les coulisses de la Cour pénale internationale, qui enquête sur Gaza, jusqu'aux services départementaux d'aide, en passant par les manifestations d'enfants contre Margaret Thatcher. (N° 10, semestriel, 10 euros. – Marseille.)

❑ **LA DÉFERLANTE.** S'informer à l'heure d'une droitisation des médias : un panorama des podcasts féministes à l'économie fragile ; deux siècles de presse féministe. Enquêtes sur les violences sexistes et sexuelles, le lectorat se lasse-t-il ? (N° 19, septembre, trimestriel, 21 euros. – Paris.)

❑ **L'AUT'JOURNAL.** Comment le premier ministre du Canada, M. Mark Carney, a renoncé à taxer les géants du numérique américain, dont il détient des actions. Une critique chiffrée du discours du Parti québécois sur l'immigration. (N° 439, septembre, mensuel, 35 dollars canadiens par an. – Montréal, Canada.)

❑ **DÉFENSE DE LA LANGUE FRANÇAISE.** Des mots gaulois ont survécu dans la langue française malgré la romanisation et l'adoption du latin. Ils révèlent la richesse culturelle d'une société trop souvent considérée « barbare ». (N° 297, trimestriel, 3^e trimestre, 9 euros, Versailles.)

❑ **TINA.** Dans ce premier numéro, consacré aux « (in)visibilité(s) », des contributions de Christian Salmon sur la pollution lumineuse et de Jean-Charles Massera sur la dévalorisation des « œuvres de personnes non masculines ». (N° 1, annuel, 18 euros. – Alfortville.)

❑ **CAHIERS SIMONE WEIL.** Autour du dialogue entre la pensée de Simone Weil et celle d'Emmanuel Lévinas, une réflexion sur l'universalisme, un éclairage sur l'identité juive, et sur les « critiques antijuives » énoncées par Simone Weil. (Tome XLVIII, n° 3, septembre, trimestriel, 13 euros. – Passy-Marlioz.)

Retrouvez, sur notre site Internet,
une sélection plus étoffée de revues :
www.monde-diplomatique.fr/revues

KAJA KALLAS, DIPLOMATE EUROPÉENNE EN CHEF

Docteure Folamour à Bruxelles

PAR PIERRE RIMBERT

LE 1^{er} décembre 2024, la nouvelle haute représentante de l’Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité entrait en fonction. Trois cents jours plus tard, M^{me} Kaja Kallas affiche un bilan mirobolant.

Relégué dans le décor des négociations sur l’Ukraine, le Vieux Continent doit se contenter de payer à l’industrie américaine les fournitures militaires de M. Volodymyr Zelensky. Son influence sur le cours de la guerre à Gaza tend vers zéro. La diplomate européenne en chef n’a pas déployé le même acharnement pour convaincre Berlin et Rome de sanctionner Tel-Aviv que pour inciter les Européens à livrer des armes à Kiev : dix-neuf trains de sanctions adoptés contre la Russie, zéro contre Israël. Enfin, M^{me} Kallas a renforcé à Pékin, New Delhi ou Washington l’idée d’une Europe qui compense son inexistence en débitant des sermons. Sa russophobie rabique, politiquement rentable à Tallinn, renvoie une image tellement étriquée de la politique étrangère européenne que les vingt-sept pays membres ont dû lui suggérer par courrier au début de 2025 de s’intéresser un peu à l’Afrique (1). En mars, elle a tenté de leur imposer un énième plan d’aide à l’Ukraine, d’un montant de 20 à 40 milliards d’euros – sans succès. À sa décharge, la coordination d’une Union aux intérêts aussi divergents que ceux de l’Estonie et du Portugal appelle des qualités d’équilibre, d’humilité et de patience. Or c’est précisément son impétuosité et sa passion antirusse qui ont valu à M^{me} Kallas une nomination en forme de défi à Moscou. « *Ses journées commencent et se terminent avec la Russie* », a confié, sous couvert d’anonymat, un diplomate bruxellois. Un autre ajoute : « *Nous attendions qu’elle se montre, disons, plus diplomatique* » (2).

Recruter une guerrière et non une ambassadrice, tel était au départ l’objectif du Conseil européen. Grâce à M^{me} Kallas, l’Union remet en scène un grand récit, celui de la guerre froide, dont l’Europe serait non plus le jouet mais l’acteur principal, avec Kiev comme nouveau Berlin-Ouest. La présidente de la Commission Ursula von der Leyen tient le rôle de John Kennedy, et M^{me} Kallas, celui du Docteur Folamour. Avec une bien belle histoire. Celle d’une petite fille née en 1977 en Estonie, alors république soviétique, et de sa mère déportée en 1949 en Sibérie à l’âge de 6 mois avec sa grand-mère. En 1988, son père, l’ayant amenée à Berlin-Est devant la porte de Brandebourg, lui aurait dit : « *Respire, c’est l’air de la liberté qui souffle de l’autre côté* ». « *Je ne comprenais pas vraiment ce qu’il disait car je n’avais jamais connu la liberté* », explique M^{me} Kallas au journaliste du *New Statesman* qui lui consacre en juin 2022 un des innombrables portraits flagorneurs qui ont accompagné son ascension. Députée européenne (2014), présidente du Parti de la réforme d’Estonie (droite libérale), première ministre (2021) et enfin vice-présidente de la Commission européenne depuis décembre dernier, son ascension scande la revanche des États baltes, sentinelles des marges nord-orientales de l’Union, et désormais fer de lance de la politique étrangère et militaire européenne – M. Andrius Kubilius, ancien

premier ministre de Lituanie, a pour sa part décroché le commissariat à la défense. Happy end. M^{me} Kallas impose désormais au reste de l’Europe sa conviction : « *La Russie n’a pas changé* » depuis la déportation de sa grand-mère, « *ce Mal y vit toujours* » (3). Tôt ou tard, Moscou envahira l’Europe, à moins qu’une défaite à plate couture face à l’Ukraine n’entraîne une désagrégation de la Fédération. « *Si vous avez davantage de petites nations, raisonnait la première ministre estonienne lors d’une conférence le 18 mai 2024, ce n’est pas une mauvaise chose : la grande puissance est beaucoup plus petite* ». Et l’arsenal nucléaire dispersé dans ce nouveau puzzle, « *ce n’est pas une mauvaise chose* » en matière de sécurité européenne ?

En attendant, « *parvenir à la paix ou à un cessez-le-feu aux conditions russes ne stoppera pas les souffrances. Poutine en voudra toujours davantage, et aucun pays européen ne sera en sécurité* » (*The Guardian*, 28 juin 2024). Ainsi s’opère la métamorphose d’une perception balto-centrée du danger russe en politique étrangère commune. « *Ensemble, nous sommes bien assez forts pour battre ces pays qui s’opposent frontalement à ce que nous sommes, à nos valeurs et à nos modes de vie. Et nous devons faire usage de cette force* » (4).

Cette hubris a privé M^{me} Kallas du poste de secrétaire générale de l’Organisation du traité de l’Atlantique nord (OTAN) qu’elle convoitait en octobre 2023 – Docteure Folamour, oui, mais pas là. La presse libérale y voit au contraire l’avènement d’une diplomatie à la fois ragaillardie et féminisée. Et répercute la belle histoire de la famille dissidente, en omettant un détail : son père, M. Siim Kallas, fut pendant les années 1970 non pas un opposant mais un apparatchik soviétique, haut fonctionnaire au ministère des finances, puis responsable des caisses d’épargne estoniennes au début des années 1980. Lorsqu’il visite Berlin avec Kaja, en 1988, le Parti l’a nommé à la rédaction en chef du quotidien officiel *La Voix du peuple*, inféodé à Moscou. À la chute de l’URSS, il pilote la transition monétaire à la tête de la banque centrale, fonde le parti pro-entreprises que présidera sa fille, puis occupera successivement les postes de premier ministre d’Estonie, de commissaire européen et même de vice-président de la Commission sous la houlette de M. José Manuel Barroso (2004-2014). À vingt ans d’écart, Kaja suivra exactement le même parcours, à la différence près du début de carrière – planificateur soviétique pour lui, avocate d’affaires pour elle.

La brigade d’acclamation dont disposent en France les dirigeants baltes en général et M^{me} Kallas en particulier jette un voile pudique sur cette trajectoire d’héritière. France Inter (Pierre Haski), LCI (Darius Rochebin), *Le Figaro* (Laure Mandeville et Isabelle Lasserre), *Le Point*, *Libération* et *Le Monde* (Sylvie Kauffmann) se disputent le privilège de les



CAROLINE WALKER. – « The Dance », 2014

© CAROLINE WALKER - CAROLINEWALKER.ORG - PHOTOGRAPHIE ANNA ARCA

interviewer. Le 14 mai 2024, M^{me} Kallas présentait en personne à la librairie Apollo de Tallinn la traduction en estonien du dernier livre (antirusse) de Kauffmann, *Les Aveuglés*, dans lequel la directrice éditoriale du *Monde* célèbre la manière dont la première ministre estonienne aurait, à elle seule, saboté en juin 2021 un projet de sommet Europe-Russie. À un auteur qui se vantait sur X de voir son ouvrage figurer sur la liste des titres préférés de la commissaire européenne, Kauffmann répond : « *Elle a aussi mis mon livre sur la liste ! Et il est publié en estonien* ». Bisque, bisque, rage !

POUR M^{me} Kallas comme pour la plupart des personnalités dirigeantes, les médias sociaux offrent une indispensable vitrine. La diplomate en chef de l’Union y déploie sa monomanie : entre le 1^{er} décembre 2024 et le 20 octobre 2025, plus de 40 % de ses 453 messages postés sur X portent sur la guerre russe contre Ukraine, et moins de 8 % sur la guerre israélienne contre Gaza. Ses posts à la première personne suivent le principe cardinal du *digital leadership* : une mise en scène de soi truffée de photos et d’extraits vidéo attestant que la dirigeante européenne se démène sur tous les fronts, qu’elle s’émeut, qu’elle s’engage. Scrollons, et voici M^{me} Kallas à Kiev dès le premier jour de son mandat, réitérant son soutien au président ukrainien, puis présidant un conseil des affaires étrangères. Elle serre la main au pape, donne une conférence sur la sécurité, marche d’un pas décidé vers une forêt ondulante de micros. On la voit s’entretenir avec des familles d’otages israéliens (mais pas de Palestiniens), féliciter la Moldavie pour « *son “oui” clair à un futur européen* » après l’élection législative de fin septembre (mais pas un mot sur l’élection tchèque une semaine plus tard, dont le résultat lui a déplu).

Vue des médias sociaux, la politique étrangère est une maison de verre : on y entre en suivant sa haute représentante, comme près de 400 000 abonnés. Oubliés les pourparlers de l’ombre, la diplomatie parallèle à Genève, les accommodements moralement bancals mais mutuellement bénéfiques. Cette incarnation présente toutefois des inconvénients. Si MM. Donald Trump, Emmanuel Macron ou Narendra Modi projettent leur nombril sur les réseaux comme l’écrasante majorité de leurs homologues, MM. Xi Jinping ou Vladimir Poutine n’ont pas de comptes sur X et raréfient leur parole. La collision de ces deux styles, l’un fondé sur la réaction immédiate destinée au grand public, l’autre plus protocolaire

Il faut dire que la haute représentante se singularise par une conception très personnelle de l’histoire. Le 3 septembre dernier, lors de la conférence annuelle de l’European Union Institute for Security Studies, elle s’étonnait d’entendre la Russie et la Chine revendiquer leur victoire au cours de la seconde guerre mondiale : « *Eh bien voilà quelque chose de nouveau ! Cela soulève des tas de points d’interrogation chez quiconque connaît l’histoire* » (5). Or M^{me} Kallas, élevée en Union soviétique dans le culte de la « grande guerre patriotique », ne peut ignorer pourquoi ces deux pays siègent comme membres permanents au Conseil de sécurité des Nations unies. Ses « vérités alternatives » ont suscité la colère de Pékin contre un propos « *plein de préjugés idéologiques, dépourvu du bon sens historique élémentaire, et exagérant ouvertement la confrontation* » (*Xinhua*, 4 septembre 2025). Quelques mois plus tôt, dans un entretien à *Libération* (6 mai 2024) titré « *La Russie doit perdre sa dernière guerre coloniale* », M^{me} Kallas expliquait que, « *lorsqu’une agression est un succès quelque part, elle amène des répliques. C’est ce qu’on a vu avec le Japon pendant la seconde guerre mondiale. Ils ont vu l’Allemagne envahir ses voisins et ont décidé de faire de même* ». Aux dernières nouvelles, le Japon a envahi la Mandchourie en septembre 1931, un an et demi avant l’arrivée d’Adolf Hitler au pouvoir, puis l’empire nippon a occupé le reste de la Chine en 1937, soit un an avant la première annexion d’un territoire étranger par l’Allemagne : l’Autriche en mars 1938.

Impavide, M^{me} Kallas continue sa croisade. « *À l’entendre, nous serions en guerre contre la Russie, s’inquiète un diplomate. Ce n’est pas la ligne de l’Union européenne* » (6). Pour combien de temps encore, Docteure Folamour ?

(1) Philippe Jacqué, « Les débuts décevants de Kaja Kallas, une cheffe de la diplomatie européenne critiquée de toutes parts », *Le Monde*, 1^{er} avril 2025.
(2) Anchal Vohra, « Is Europe’s top diplomat diplomatic enough ? », 7 octobre 2025, <https://foreignpolicy.com>
(3) Cité par Andrius Sytas, « Estonia’s Kallas, fierce Russia critic, tipped as new EU foreign policy chief », 17 juin 2024, www.reuters.com
(4) Conférence annuelle de l’Agence européenne de la défense, Bruxelles, 22 janvier 2025.
(5) « Power and purpose: EUISS annual conference 2025 », www.iss.europa.eu
(6) Nicholas Vinocur et Jacopo Barigazzi, « Kaja Kallas is “acting like a prime minister” critics of EU’s top diplomat say », 26 mars 2025, www.politico.eu

SOMMAIRE

PAGE 2 :	Courrier des lecteurs. – Coupures de presse.
PAGE 3 :	L’histoire chinoise à la moulinette, par JULIA HAES ET KLAUS MÜHLHAHN.
PAGES 4 ET 5 :	Au Honduras, la gauche défend son bilan, par MAURICE LEMOINE.
PAGE 6 :	Pourquoi la droite revient en Bolivie, par MAËLLE MARIETTE ET FRANCK POUPEAU.
PAGE 7 :	Gagaouzie, l’autre Moldavie, par HUGO LAULAN.
PAGES 8 ET 9 :	L’OTAN, de l’Atlantique à l’Oural, par HÉLÈNE RICHARD.
PAGE 10 :	« Faut vous bouger, les gars ! », par SETH HARP. – Houtistes : 1, Washington : 0 (SETH HARP).



PAGE 11 :	Le coup d’État de la tech autoritaire, suite de l’article de FRANCESCA BRIA.
PAGES 12 ET 13 :	La souveraineté comme marchandise américaine, par EVGENY MOROZOV. – Et mon nombril, tu l’aimes mon nombril ?, par SERGE HALIMI ET PIERRE RIMBERT.
PAGES 14 ET 15 :	La ville, théâtre de la peur, par THOMAS C. JUSQUIAME. L’écosystème français de la vidéosurveillance algorithmique, par CÉCILE MARIN.
PAGES 16 ET 17 :	Et le gagnant est... Benyamin Netanyahu, par GILBERT ACHCAR. En Israël, d’indéfectibles loyautés identitaires, par NITZAN PERELMAN BECKER.
PAGE 18 :	Qu’est-ce qu’une bonne paix ?, par JEAN-ARNAULT DÉRENS.
PAGE 19 :	Légendes du tennis canadien, par ALAIN DENEAULT. – Les rencontres des Amis du « Monde diplomatique ».

PAGES 20 ET 21 :	Narcotrafic, un ennemi commode, suite de l’article de LAURENT BONELLI. – Brève généalogie du « narcotrafic » (L. B.).
PAGE 22 :	Chez les fous, derechef, par EMMANUEL VENET.
PAGE 23 :	L’impossibilité d’un film, par FRANÇOIS BÉGAUDEAU.
PAGES 24 À 26 :	LES LIVRES DU MOIS : « Femme pour moitié », de Perumal Murugan, par CAMILLE AUVRAY. – « La sorcière de la jambe d’os », de Želimir Periš, par J.-A. D. – Kits de résistance, par EVELYNE PIEILLER. – En Afrique-Équatoriale française..., par ALI CHIBANI. – Les beautés qui nous manquent, par ERNEST LONDON. – Sartre dresse son bilan, par SERGE HALIMI. – L’intelligence, vraiment ?, par PHILIPPE PATAUD CÉLÉRIER. – Dans les revues.
PAGE 27 :	Soulever la poussière, par MATHILDE ROUSSIGNÉ.

Novembre 2025